Compte rendu des séances publiques
N° 15 – Session ordinaire 2005-2006

47e séance, mardi 11 juillet 2006
48e séance, mercredi 12 juillet 2006
49e séance, mercredi 12 juillet 2006

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

Visite à la Banque centrale européenne

(de gauche à droite) MM. Charles Goerens, Lucien Thiel, Roger Negri, Laurent Mosar, Norbert Haupert, Jean-Claude Trichet, Ben Fayot, Yves Mersch et Gast Gibéryen

Sur invitation de M. Yves Mersch, Président de la Banque centrale du Luxembourg (BCL), des membres de la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés ont participé le jeudi 6 juillet 2006 à une journée d'information relative aux activés de communication et de recherche de la Banque centrale européenne (BCE) située à Francfort. Dans le cadre de cette visite, les membres ont eu un échange de vues, en présence de M. Yves Mersch, Président, et de M. Serge Kolb, Directeur de la BCL, avec M. Jean-Claude Trichet, Président, M. Lorenzo Bini Smaghi et M. Jürgen Stark, membres du Directoire de la BCE.

Commissions du Parlement Benelux

Visite à l'aéroport de Findel

Dans le cadre de ses visites d'études auprès des services de sécurité des grands aéroports sur le territoire du Benelux, la Commission de la Justice et de l'Ordre public du Parlement Benelux avait rendez-vous à l'aéroport de Findel, le lundi, 26 juin 2006, avec les autorités policières en charge du Service de contrôle.

La Commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche du Parlement Benelux, présidée par M. le Député Emile Calmes, s'était jointe à cette visite au cours de laquelle fut expliqué aux députés des pays du Benelux que l'aéroport de Luxembourg constitue, avec la réalité de l'espace de Schengen, la dernière frontière extérieure du Grand-Duché et que le Service de contrôle de l'aéroport de la Police grand-ducale est chargé de deux missions primordiales:

- assurer la sécurité de l'aéroport et le contrôle de l'immigration respectivement de l'émigration avec une présence de patrouilles et de postes de contrôle, 24 heures sur 24, à l'intérieur et à l'extérieur de l'enceinte aéroportuaire;

- s'acquitter de ses tâches de police de l'air en participant aux enquêtes impliquant un aéronef luxembourgeois.

Suite à cette visite, les membres des deux commissions étaient les hôtes de Cargolux et des responsables du Cargocenter géré par Luxair.

Avec, au cours des trente dernières années, une croissance annuelle moyenne de 20% du tonnage transporté et une flotte cargo performante, le Luxembourg est devenu dans le domaine du transport de fret aérien un des principaux transporteurs européens par la voie des airs.

Plenarsitzung des Interregionalen Parlamentarier-Rates (IPR)

Die Wallonie übernimmt Präsidentschaft des IPR

Der Interregionale Parlamentarier-Rat hat in seiner Plenarsitzung am Freitag, dem 30. Juni 2006, in Mainz die Parlamente der Deutschsprachigen und der Französischen Gemeinschaft Belgiens als Mitglieder aufgenommen. Von den drei belgischen Mitgliedsparlamenten im IPR sind zukünftig das Wallonische Parlament mit fünf, das Parlament der Französischen Gemeinschaft mit drei und das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft mit zwei Delegierten vertreten. Lothringen, Luxemburg, Saarland und Rheinland-Pfalz sind zukünftig ebenfalls mit jeweils zehn Delegierten im IPR vertreten.

Mit der Präsidentschaft des IPR wurde turnusgemäß das Wallonische Parlament beauftragt. Der Präsident des Wallonischen Parlaments, Herr José Happart, übernahm noch während der Plenarsitzung den Vorsitz des IPR. Die belgischen Parlamente werden bis Ende Dezember 2007 die Präsidentschaft des IPR innehaben.

Der ehemalige Präsident des Landtags Rheinland-Pfalz, Dr. Heinz-Peter Volkert, erinnerte in seinem Beitrag an die Gründung des IPR vor 20 Jahren. Aufgrund persönlicher Beziehungen und einer guten Zusammenarbeit mit den jeweiligen Exekutiven wurde im Februar 1986 ein auf einen kleinen Kreis beschränktes, beratendes Gremium geschaffen.

Heute arbeiten sechs ständige Kommissionen innerhalb des IPR Empfehlungen aus, die an die Exekutiven und den Gipfel der Großregion weitergeleitet werden.

Während der Plenarsitzung wurden verschiedene Themen an die zuständigen Kommissionen verwiesen. So wird sich die Kommission „Soziale Fragen" mit den Perspektiven und organisatorischen Grundlagen eines freiwilligen sozialen Jahres für die Großregion befassen und konkrete Maßnahmen vorschlagen. Ein Empfehlungsvorschlag der saarländischen Abgeordneten Frau Cornelia Hoffmann-Bethscheider zu einem „Vertrag zur sozialen Sicherheit in Europa" wurde ebenfalls in die entsprechende Kommission verwiesen. Die Kommission „Verkehr und Kommunikation" wird sich nach der Sommerpause mit den Mobilfunk- und Roaming-Gebühren in der Großregion beschäftigen. Der öffentliche Regionalverkehr ist Thema einer Sitzung dieser Kommission, die noch im Juli stattfinden wird. Die Kommission „Umwelt und Landwirtschaft" untersucht das Potenzial der Biomasse zur Energienutzung und wird im Herbst eine diesbezügliche Empfehlung diskutieren.

Die Abgeordneten Aly Jaerling und François Maroldt, sowie Herr Claude Frieseisen, Generalsekretär (von links nach rechts)

Eine Empfehlung zum Thema „Kultur und Tourismus in der Großregion" wurde in der Plenarsitzung angenommen. Darin wird betont, dass das Projekt Kulturhauptstadt 2007 eine enorme Chance für die Großregion bietet. Der IPR spricht sich dafür aus, die in diesem Rahmen entstehenden Kontakte und Strukturen der Zusammenarbeit zwischen Kultureinrichtungen und dem Tourismus in der Großregion auch nach 2007 zu pflegen und weiterzuentwickeln, um auf Dauer ein Netzwerk der Kooperation im Bereich der Kultur und zwischen Kultur und Tourismus in der Großregion zu erhalten.

Die von der Kommission „Innere Sicherheit, Katastrophenschutz und Rettungsdienste" eingebrachte Empfehlung zur Verbesserung der grenzüberschreitenden Polizei- und Zollzusammenarbeit in der Großregion wurde ebenfalls angenommen. Der IPR setzt sich für eine Verbesserung des Festhalterechts nach dem Prinzip der Gegenseitigkeit ein, für die Vereinfachung der rechtlichen Voraussetzungen für den grenzüberschreitenden Einsatz verdeckter Ermittler im Eilfall, für die Einrichtung bi- oder international besetzter Ermittlungsgruppen und für Maßnahmen zur nachhaltigen Verbesserung der Sprachkompetenz der Polizei- und Zollbehörden zum Zwecke besserer Systemkenntnis und zur fachlichen Unterstützung im Grenzraum.

Die bei der Plenarsitzung anwesenden Abgeordneten nahmen außerdem einen Bericht vom Gipfel der Großregion am 1. Juni 2006 in Trier zur Kenntnis. Von luxemburgischer Seite nahmen an der Plenarsitzung die Abgeordneten François Maroldt und Aly Jaerling teil.

NOUVELLES LOIS

5216 - Projet de loi

sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

L'objectif principal du projet consiste à rendre plus attractif l'investissement dans le logement locatif afin de parer à la pénurie de logements à louer, tout en continuant à assurer une protection indispensable à la partie économiquement la plus faible dans le contrat de bail, à savoir le locataire.

Le projet de loi sous rubrique changera essentiellement les dispositions suivantes:

Champ d'application de la loi

La loi doit s'appliquer exclusivement aux baux à usage d'habitation.

Abandon de la différenciation entre les immeubles construits avant le 10 septembre 1944 et ceux érigés après

La loi modifiée de 1955 fait une distinction entre les logements construits avant 1944, dont le loyer est en principe fixé de façon forfaitaire, et les logements construits après 1944, dont le loyer ne peut excéder 5% du capital investi.

Le projet de loi sous rubrique prévoit d'abandonner cette différenciation qui avait sa raison d'être dans le contexte de l'après-guerre, mais qui ne se justifie plus à notre époque.

Or, aujourd'hui les loyers ne sont plus adaptés à la situation économique et sociale actuelle. En effet, des logements d'avant-guerre sont loués à des loyers exorbitants demandés par certains bailleurs et acceptés par les locataires faute d'alternatives, alors que d'autres restent inoccupés faute de rendement qui n'est pas en relation avec les inconvénients que peut apporter une location.

Autres modifications relatives à la fixation du loyer

a) Capital investi

Le principe de la fixation du loyer en fonction du capital investi est maintenu. Il est cependant précisé que le capital investi est déterminé en fonction de trois éléments, à savoir le capital engagé dans la construction initiale du logement et de ses dépendances mis à la disposition du locataire dont le coût est établi au jour de leur achèvement, le capital engagé dans les travaux d'amélioration et le prix du terrain sur lequel l'immeuble est situé.

b) Adaptation des loyers

Le projet prévoit la faculté d'une adaptation des loyers tous les deux ans au lieu de trois.

Redéfinition de la notion de logements de luxe

Le critère retenu dans le projet de loi comprend deux variantes du critère coût: le loyer mensuel et le capital investi.

Professionnalisation des commissions de loyers

Actuellement, chaque commune doit avoir au moins une commission des loyers. Or, dans de nombreuses communes rurales, une commission des loyers ne se justifie pas.

Le projet de loi prévoit à cet effet que les communes de 6.000 habitants et plus doivent instituer une ou plusieurs commissions, alors que plusieurs communes de moins de 6.000 habitants auront en commun une commission.

Nouvelles dispositions concernant la prorogation du bail et le déguerpissement du locataire

a) Prorogation légale du bail

Le principe de la prorogation automatique du bail est maintenu, sauf en cas de besoin personnel du logement par le propriétaire, de non-respect par le locataire de ses obligations ou d'autres motifs graves et légitimes, le transfert de propriété étant exclu. Le besoin personnel du propriétaire est étendu à tous les membres de la famille et alliés jusqu'au 3e degré inclus. Aussi, le projet étend à toute forme d'occupation pour besoin personnel l'interruption de la prorogation. Le propriétaire bailleur peut donc invoquer un besoin à usage professionnel.

b) Déguerpissement du locataire

La nouvelle procédure de déguerpissement est basée sur une idée du Conseil économique et social qui consiste à prévoir, dans les cas de besoin personnel du logement par le propriétaire, un délai précis au terme duquel le propriétaire peut prendre usage de son logement. Aujourd'hui, cet usage est souvent largement repoussé par voie des recours judiciaires excessifs. En contrepartie, le locataire pourra profiter d'un délai de déguerpissement effectif pouvant aller jusqu'à 18 mois au maximum.

c) Demandes de sursis

La possibilité de demander des sursis en cas de condamnation à déguerpir a été maintenue dans le nouveau projet de loi. La pratique a cependant montré que des locataires peu soucieux ont utilisé abusivement toutes les voies de recours pour solliciter des sursis à exécution. Il convient donc de refuser le sursis aux locataires de mauvaise foi qui utilisent toutes sortes de moyens dilatoires pour allonger le délai avant qu'il puisse être procédé au déguerpissement du locataire.

Il est maintenant expressément prévu dans la loi un délai après lequel toute demande en sursis ou en prorogation de sursis est irrecevable.

Autres modifications significatives

a) Extension du champ d'application de la garantie locative à toute créance qui peut naître du contrat de bail et obligation pour le propriétaire bailleur d'accepter une garantie locative sous forme de garantie bancaire.

b) En ce qui concerne les charges locatives, le projet prévoit la possibilité d'une adaptation du montant des acomptes en cours de bail.

c) Le projet prévoit une protection nouvelle en cas d'abandon du domicile par le locataire ou en cas de décès de celui-ci pour les personnes ayant partagé son domicile.

d) Missions incombant aux autorités communales

Le collège des bourgmestre et échevins doit obligatoirement donner son autorisation en cas de transformation par le propriétaire d'un logement d'habitation en bureaux ou locaux à usage commercial ou artisanal. Le projet de loi prévoit des sanctions en cas de contravention par le propriétaire.

Le projet prévoit également la possibilité pour la commune de demander auprès de ses habitants des renseignements relatifs au loyer en vue de la création d'un cadastre des loyers *(Mietspiegel)* ainsi que des renseignements relatifs aux logements non occupés.

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 06.10.2003

Rapporteur:
M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

(Président:
M. Norbert Haupert):

27.09.2004	Nomination d'un rapporteur
	Échange de vues
13.10.2004	Examen des articles
20.10.2004	idem
28.10.2004	idem
08.11.2004	idem
17.11.2004	idem
30.06.2005	Échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur sur les dispositions concernant les communes (commissions des loyers notamment)
	Examen des avis de la magistrature
	Demande du groupe parlementaire «DÉI GRÉNG» concernant une étude sur les répercussions des dispositions spécifiques concernant les logements construits avant 1944
01.12.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.07.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05.07.2006	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.07.2006

5352 - Projet de loi

1. concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle;

2. modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et certaines autres dispositions légales;

3. modifiant la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

4. modifiant la loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif;

5. modifiant la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

6. modifiant la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme;

7. modifiant la loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse;

8. modifiant la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep

1. Introduction

L'objectif essentiel du projet de loi 5352 est la mise en œuvre des dispositions du règlement 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne (ci-après le «Règlement»).

Mais le projet de loi 5352 ne se limite pas à mettre en œuvre le Règlement. Le choix entre certaines options permis par celui-ci n'a pas été limité aux seules sociétés européennes, mais a également été offert aux sociétés anonymes. Il en va ainsi notamment du système dualiste des organes d'administration (directoire et conseil de surveillance) et de la structure unipersonnelle de l'actionnariat.

2. Historique

L'idée d'une société européenne est née dans l'immédiate après-guerre. C'est dans le cadre du Conseil de l'Europe que fut présenté en 1949 un premier projet réglementant la «compagnie européenne». Malgré une relance en 1952, ce projet ne fut jamais adopté.

Ce n'est qu'à partir de 1989 que la Commission européenne a modifié l'optique du projet en élaborant des règles matérielles communautaires mais en prévoyant en même temps de nombreux renvois aux législations nationales. La Commission européenne décida de scinder la réglementation de la «*societas europaea*» en deux parties, à savoir un règlement pour ce qui est des aspects relevant du droit des sociétés[1] et une directive portant sur l'implication des travailleurs au sein de la société européenne[2].

Le choix de l'instrument du règlement plutôt que celui de la directive n'est pas anodin. La Commission européenne a voulu aboutir à une réglementation aussi homogène que possible afin que la constitution, mais aussi le fonctionnement de la société européenne, et par la suite peut-être tous les domaines annexes, deviennent à moyen ou long terme cohérents à la suite d'harmonisations de ces différents domaines juridiques.

Mais, à l'instar d'une directive, le Règlement nécessite des mesures d'application à prendre par les États membres. En effet, certaines dispositions sont directement applicables alors que d'autres nécessitent une mise en œuvre par voie législative nationale. Le Règlement doit donc être «transposé» en droit national.

Le Règlement, tout comme d'ailleurs la directive 2001/86, aurait dû être mis en œuvre pour le 8 octobre 2004 au plus tard. Le fait que le présent projet de loi ne soit voté qu'en juillet 2006 n'a pas empêché la constitution de certaines sociétés européennes au Luxembourg, dès lors que ces sociétés n'exigeaient pas la mise en place d'une procédure de consultation des salariés et pouvaient se fonder sur les dispositions claires, précises et inconditionnelles du Règlement.

3. La finalité de la société européenne

La finalité poursuivie par le Règlement, et par la société européenne par conséquent, est la mobilité intracommunautaire. D'après le premier considérant du Règlement, dans le cadre du marché intérieur qui a aboli les entraves aux échanges et «une adaptation des structures de production à la dimension de la Communauté (…) il est indispensable que les entreprises dont l'activité n'est pas limitée à la satisfaction de besoins purement locaux puissent concevoir et entreprendre la réorganisation de leurs activités au niveau communautaire».

Il s'agit donc de procéder à une meilleure adaptation du cadre juridique national duquel les sociétés européennes continuent d'être tributaires par rapport à l'environnement économique dans lequel elles évoluent.

Ainsi pourront être créées par la voie de la société européenne, «des sociétés de dimension européenne en dehors de toute entrave résultant de la disparité et de l'application territoriale limitée du droit national des sociétés»[3].

L'intérêt pour le Luxembourg est d'édicter un cadre législatif favorisant l'implantation de sociétés européennes dans notre pays, car en raison de l'application des critères de rattachement et de la possibilité du transfert du siège social vers un autre État membre[4], «un véritable forum shopping est à craindre qui mettra en concurrence les divers systèmes juridiques des pays membres de l'Union. Les praticiens du droit vont ainsi procéder à une analyse détaillée de tous les aspects du droit national avant de préconiser l'implantation de la [société européenne] dans tel État plutôt que dans tel autre»[5].

4. Les caractéristiques fondamentales de la société européenne

La société européenne est une société de capitaux dont chaque actionnaire ne s'engage qu'à concurrence du capital qu'il a souscrit.

La société européenne bénéficie d'une appellation spécifique. Elle doit faire précéder ou suivre sa dénomination du sigle «SE» et seules les sociétés européennes peuvent faire usage de ce sigle. Néanmoins, les sociétés existant au 8 octobre 2004, date d'entrée en vigueur du Règlement, et qui utilisent le sigle ou l'abréviation «SE» ne sont pas obligées de modifier leur dénomination.

La société européenne doit avoir un capital social exprimé en Euro d'un montant minimum de 120.000 Euro, sans préjudice naturellement des législations nationales qui exigent un capital plus élevé compte tenu des activités exercées par les sociétés en question[6].

Les règles relatives aux actions, obligations ou autres titres ou relatives à la modification, la libération ou au maintien du capital sont celles applicables aux sociétés anonymes.

La société européenne jouit de la personnalité juridique, non pas, comme les autres sociétés nationales, à partir de leur constitution, mais à compter de leur immatriculation au registre de commerce et des sociétés. Il s'agit là d'une concession faite aux États qui ont une approche plus institutionnelle que contractuelle des sociétés.

5. La constitution d'une société européenne

Il existe quatre voies pour constituer une société européenne:

- par fusion,

- par voie de constitution de société holding,

- par voie de constitution d'une filiale, ou

- par transformation d'une société anonyme.

Il n'est donc pas possible de constituer une société européenne *ex nihilo*[7].

Dans chaque cas de figure, une dimension communautaire doit être présente au moment de la constitution de la société européenne.

6. Le rattachement de la société européenne à un système juridique national

Une des caractéristiques essentielles de la société européenne est sa mobilité intracommunautaire. Rattachée à un système juridique national, donc ayant la nationalité d'un État membre (2.6.1), la société européenne peut transférer son siège vers un autre État membre sans dissolution ou constitution d'une nouvelle société européenne (2.6.2.).

7. La nationalité de la société européenne

Une société commerciale ou, plus généralement une personne juridique, ne peut être constituée qu'en vertu d'un droit national et une société européenne doit, pour sa structure, reposer sur le droit des sociétés d'un des États membres. Elle adopte en quelque sorte la nationalité de l'État auquel elle est rattachée.

Deux systèmes de rattachement cohabitent au sein des États membres de l'Union européenne.

Il y a, d'une part, le système du siège réel, qui existe notamment au Luxembourg, en France et en Belgique, d'après lequel la société a son domicile au lieu de son principal établissement. L'article 2 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales précise que jusqu'à preuve du contraire, le lieu du principal établissement coïncide avec celui du siège statutaire. Le domicile, et donc la nationalité, d'une société commerciale dépend donc de circonstances de fait qui la rattachent à un État déterminé.

D'autre part, un certain nombre de pays, comme la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Italie ou les Pays-Bas, connaissent un autre système de rattachement, dit de l'incorporation. Une société adopte la nationalité de l'État dans lequel elle a été constituée peu importe où elle exerce effectivement son activité.

Pour la société européenne, le Règlement a tranché en faveur du siège réel. En effet, l'article 7 du Règlement prévoit que le siège de la société européenne, qui doit se trouver à l'intérieur de la Communauté européenne – ce qui va de soi –, est situé au lieu de son administration centrale.

L'article 7 du Règlement permet, à moins que la loi nationale ne l'interdise, à une société européenne d'avoir son siège social et son administration centrale en deux endroits différents au sein d'un même État. Le projet de loi sous rubrique ne comporte pas de précision à ce sujet, de sorte qu'une société européenne luxembourgeoise peut dissocier son siège statutaire et son administration centrale à condition que tant le siège statutaire que l'administration centrale se situent au Luxembourg.

8. Les structures de gestion de la société européenne

En ce qui concerne la structure de gestion d'une société anonyme, le droit luxembourgeois a repris le système moniste, dans la mesure où la société anonyme est gérée par un conseil d'administration. Ce conseil peut certes déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs comités (comités de direction, comité de rémunération, etc.).

Ni le Règlement, ni le projet de loi sous rubrique n'apportent de modifications substantielles à ce système[8].

Le Règlement permet également aux sociétés européennes de choisir un mécanisme dualiste de gestion. La gestion d'une société européenne est effectuée par deux organes différents: le conseil de direction ou directoire qui dirige la société[9] et est «responsable de la gestion»[10] et le conseil de surveillance qui «exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le directoire, sans pouvoir s'immiscer dans cette gestion»[11].

L'article 60bis-12 du projet de loi[12] précise dans ses trois premiers paragraphes que:

«(1) Le conseil de surveillance a un droit illimité de regard sur toutes les opérations de la société; il peut prendre connaissance sans déplacement des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

(2) Le directoire fait, au moins tous les trois mois, un rapport écrit au conseil de surveillance sur la marche des affaires de la société et de leur évolution prévisible.

(3) En outre, le directoire communique en temps utile au conseil de surveillance toute information sur les événements susceptibles d'avoir des répercussions sensibles sur la situation de la société.»

Le directoire exerce ses fonctions sous le contrôle du conseil de surveillance[13].

Les membres du conseil de surveillance sont désignés par les actionnaires, tandis que ceux du directoire sont nommés par le conseil du conseil de surveillance, à moins que les statuts n'attribuent ce pouvoir à la seule assemblée générale des actionnaires[14]. Il en va de même pour le pouvoir de révocation[15]. La révocation peut se faire ad nutum.

L'article 60bis-17 précise que nul ne peut être à la fois membre du directoire et du conseil de surveillance.

Deux remarques pour terminer:

D'une part, les deux régimes de gestion sont mis sur un pied d'égalité. Le législateur n'a pas tenu à privilégier un régime par rapport à un autre. Une société peut changer d'un système vers l'autre, même en cours d'exercice.

D'autre part, le projet de loi a également étendu ce système de gestion aux sociétés anonymes. Les sociétés anonymes constituées actuellement sous le régime moniste, peuvent opter pour le régime dualiste de gestion[16].

9. Fonctionnement de la société européenne

Les principales règles nouvelles concernant le fonctionnement de la société européenne, qui seront esquissées par après, ont également été transposées aux sociétés anonymes.

La seule exception notable est que les fréquences des réunions du conseil d'administration ou du directoire, lesquels doivent se réunir au moins tous les trois moins selon une périodicité prévue statutairement, n'a pas été reprise pour la société anonyme. Un amendement avait certes été présenté en ce sens par la Commission juridique, mais devant les critiques émises par le Conseil d'État dans son avis complémentaire du 20 juin 2006, la Commission juridique a décidé de réserver une telle exigence aux seules sociétés européennes.

Parmi les principales règles de gouvernement d'entreprises qui figurent dans le projet de loi, citons:

- l'obligation de confidentialité (ou de discrétion) à laquelle les administrateurs étaient tenus jusqu'à présent et qui découle de l'obligation d'exécuter leur mandat de bonne foi[17], est désormais consacrée législativement[18] et s'étend aux membres du directoire et du conseil de surveillance;

- une personne morale peut être nommée membre du directoire, du conseil de surveillance ou du conseil d'administration[19]: dans ce cas elle doit désigner un représentant permanent qui «est soumis aux mêmes conditions et encourt la même responsabilité civile que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.» Si la personne morale révoque son représentant permanent, elle doit simultanément en désigner un autre. «La désignation et la cessation des fonctions du représentant permanent sont soumises aux mêmes règles de publicité que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre.»

- le traitement des votes blancs ou nuls[20] dans le cadre de la prise de décision au sein des organes de gestion: une décision sera adoptée si une majorité[21] des membres présents ou représentés ont voté en sa faveur. Les votes blancs ou nuls sont donc rangés parmi les votes s'étant exprimés contre une proposition;

- les membres du conseil d'administration ou du directoire peuvent participer à une réunion «par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification»[22]. Une telle réunion «est réputée se dérouler au siège de la société».

Les statuts ne doivent cependant pas interdire cette possibilité. Les modalités pratiques de telles réunions peuvent être précisées dans un règlement intérieur, voire même dans les statuts.

Bien que le projet de loi ne l'aborde pas, la possibilité actuelle de prendre des décisions par voie circulaire, si les statuts le permettent, est bien entendu maintenue;

- la possibilité de tenir des réunions en utilisant des moyens de télécommunications est également étendue aux assemblées d'actionnaires, et, par ricochet, à celles réunissant les obligataires[23];

- la Commission juridique n'a pas intégré des dispositions concernant le vote électronique préférant attendre les résultats des débats autour de la proposition de directive sur l'exercice des droits de vote des actionnaires de sociétés dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé, présentée par la Commission européenne le 5 janvier 2006[24];

- si la Commission juridique n'a pas repris la proposition des auteurs du projet de loi d'admettre une modification du capital par majorité simple si la moitié au moins du capital est présente ou représentée, elle a rabaissé de vingt à dix pour cent le seuil pour demander la convocation d'une assemblée générale d'actionnaires[25].

De même les actionnaires représentant au moins dix pour cent du capital social peuvent demander l'inscription d'un ou de plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour, à condition de présenter leur proposition par lettre recommandée au moins cinq jours avant la tenue de l'assemblée. Le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, n'est pas obligé d'inscrire ces nouveaux points à l'ordre du jour et, s'il décidait de le faire, il n'est pas tenu d'envoyer de nouvelles convocations aux actionnaires ou de faire procéder à de nouvelles publications. Il conviendra simplement de prendre soin à la rédaction des procurations pour qu'elles couvrent bien d'éventuels points supplémentaires.

10. La société anonyme unipersonnelle

Outre les modifications résultant de l'extension aux sociétés anonymes des dispositions du Règlement dont certaines viennent d'être décrites et dont la plus importante est la possibilité de prévoir une structure interne dualiste, il convient encore de mentionner la possibilité pour une société anonyme de n'avoir qu'un seul actionnaire.

La loi du 24 avril 1983, qui a transposé la directive 77/91/CEE, a déjà réduit le nombre minimum des actionnaires de 7 à 2. La possibilité d'une société anonyme unipersonnelle était certes prévue dans le projet de loi 2474 – qui est devenu la loi du 24 avril 1983 – mais a été retirée à la demande du Conseil d'État[26].

À l'instar de ce que la loi du 28 décembre 1992 a prévu pour la société à responsabilité limitée, une société anonyme peut ne comprendre qu'un seul actionnaire[27]. Une société anonyme n'ayant qu'un seul actionnaire, qu'elle n'ait eu qu'un seul actionnaire dès sa constitution ou que le nombre des actionnaires se soit réduit à un au cours de son existence, n'encourt donc plus le risque de se voir dissoute suivant la procédure prévue à l'article 101 - dans sa version actuelle - de la loi modifiée du 10 août 1915 et l'actionnaire unique ne répond plus indéfiniment et solidairement avec la société des dettes nées depuis la réunion des actions en une seule main jusqu'à dissolution de la société. Cet article 101 a été abrogé et remplacé par une disposition traitant des dissolutions des sociétés européennes[28].

L'actionnaire unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale et ses décisions sont consignées dans un procès-verbal[29].

La société anonyme unipersonnelle se voit doter de certaines spécificités au niveau des structures internes.

Ainsi «lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.»[30].

Si la société anonyme unipersonnelle a adopté une structure dualiste et que son capital est inférieur à cinq cent mille euros, son directoire peut être composé d'une personne[31]. Le conseil de surveillance peut également n'être composé que d'une seule personne, selon les mêmes modalités et dans les mêmes conditions que pour le conseil d'administration d'une société anonyme unipersonnelle.

---

[1] Proposition du 29 août 1989, JOCE C 263 du 16 octobre 1989, modifiée par une proposition du 16 mai 1991, JOCE C 176 du 8 juillet 1991

[2] Proposition du 25 août 1989, JOCE C263 du 16 octobre 1989, modifiée par une proposition du 6 avril 1991, JOCE C176 du 8 juillet 1991

[3] Règlement, considérant (7)

[4] Voir 2.6.2.

[5] Chambre de commerce, avis du 24 novembre 2005, doc.parl.5352-3, p.11

[6] On songe par exemple aux établissements de crédit et aux compagnies d'assurances.

[7] P.Nicaise, La société européenne: une société de type européen, JT 2002, p.484

[8] J.P. Spang, Réflexions sur la société européenne et le droit commun des sociétés, Bulletin Droit et Banque n°36, p.13

[9] Art. I-30, art. 60bis-2 de la loi modifiée du 10 août 1915

[10] Art.39 du Règlement

[11] Art. I-30, art. 60bis-11 de la loi modifiée du 10 août 1915

[12] La numérotation est celle figurant dans le texte du projet de loi tel qu'adopté par la Commission juridique et qui se trouve à la fin de ce rapport. Des modifications dans la numérotation des articles sont en effet intervenues lors de la procédure parlementaire.

[13] Art. I-30, art. 60bis-2, paragraphe (3), de la loi modifiée du 10 août 1915

[14] Art. I-30, art. 60bis-3 de la loi modifiée du 10 août 1915

[15] Art. I-30, art. 60bis-5 de la loi modifiée du 10 août 1915

[16] Art. I-30, art. 60bis-1, paragraphe (2), de la loi modifiée du 10 août 1915

[17] O.Ralet, Responsabilités des dirigeants de sociétés, p.108; voir également B.Tilleman, L'obligation au secret et à la discrétion des administrateurs des sociétés, JT 1993, p.549; X.Dieux, La divulgation d'informations concernant la société anonyme: Principes et sanctions, Rev.Dr. ULB 1992, p.63

[18] Art. I-38, art. 66 de la loi modifiée du 10 août 1915

[19] Directoire: Art. I-30, art. 60bis-4 de la loi modifiée du 10 août 1915; conseil de surveillance: Art. I-30, art. 64bis-14 de la loi modifiée du 10 août 1915; conseil d'administration: Art. I-26, art. 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915

[20] Art. I-37, art. 64bis, paragraphe (1), de la loi modifiée du 10 août 1915

[21] Dans certains cas la loi prévoit, ou les statuts peuvent prévoir, une majorité renforcée

[22] Art. I-37, art. 64bis, paragraphe (2), de la loi modifiée du 10 août 1915

[23] Art. I-39, art. 67, paragraphe (3), de la loi modifiée du 10 août 1915

[24] Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur l'exercice des droits de vote des actionnaires de sociétés qui ont leur siège statutaire dans un État membre et dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la directive 2004/109/CE, COM(2005) 685 final

[25] Art. I-41, art. 70 de la loi modifiée du 10 août 1915

[26] Chambre de commerce, avis du 24 novembre 2005, doc.parl.5352-3, p.17

[27] Art. I-10, art. 26 de la loi modifiée du 10 août 1915

[28] Art. I-50

[29] Art. I-39, art. 67 de la loi modifiée du 10 août 1915

[30] Art. I-25, art. 51 de la loi modifiée du 10 août 1915

[31] Art. I-30, art. 60bis-2, paragraphe (2), de la loi modifiée du 10 août 191

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 09.06.2004

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

01.02.2006	Désignation d'un rapporteur
08.02.2006	Présentation du projet de loi
22.02.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.03.2006	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
15.03.2006	Idem
21.06.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05.07.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2006

5534 - Projet de loi

portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans

Le projet de loi sous rubrique a pour objectif de moderniser et d'adapter l'arrêté grand-ducal du 8 octobre 1945 portant réorganisation de la Chambre des Artisans.

Le projet de loi donne tout d'abord des clarifications à la notion de ressortissant de la Chambre des Métiers qui remonte à une époque où la forme juridique des sociétés commerciales n'était guère utilisée dans l'artisanat. Aujourd'hui plus de 64% des entreprises artisanales inscrites à la Chambre des Métiers sont constituées sous forme d'une société commerciale.

Pour mettre le texte en conformité avec les réalités contemporaines, le projet de loi précise que les ressortissants de la Chambre des Métiers ne sont pas seulement des personnes physiques, mais également des personnes morales établies comme artisans.

En deuxième lieu, le projet de loi intègre les réalités du marché intérieur au niveau de l'artisanat. Dans ce secteur, le Grand-Duché est devenu progressivement un lieu d'attraction pour les entreprises étrangères, soit qu'elles pénètrent sur notre territoire par la création d'une succursale, soit qu'elles effectuent des prestations de service à partir de leur pays d'origine. Ces deux réalités échappent pour l'instant à la chambre professionnelle censée connaître et représenter l'artisanat dans toutes ses facettes.

Pour remédier à cette situation, le projet de loi accorde, d'une part, le droit à la Chambre des Métiers de répertorier les succursales créées au Grand-Duché de Luxembourg par des personnes physiques ou morales de droit étranger exerçant un métier artisanal. Dans ce contexte, il est précisé que l'entreprise non luxembourgeoise établie par voie d'une succursale au Grand-Duché doit respecter les lois nationales du pays d'établissement, sous réserve que ces dernières ne comportent pas de discriminations injustifiées.

D'autre part, le texte sous rubrique prévoit que les entreprises de droit étranger effectuant des prestations de services dans un métier artisanal soient répertoriées à la Chambre des Métiers. Cette inscription est automatique, ne constitue pas une condition préalable à la prestation de services, ne conduit pas à des frais administratifs pour le prestataire concerné, n'engendre aucune obligation de cotisation et se fait dans le respect des conditions posées par la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes. Il ne s'agit donc pas de conférer à ces entreprises la qualité de ressortissant, mais de permettre à la Chambre des Métiers de pouvoir mieux appréhender et analyser les activités transfrontalières et les conséquences qui en découlent en terme de pression concurrentielle.

Le projet de loi, en permettant à la Chambre des Métiers de répertorier les succursales et prestataires, lui donne ainsi les moyens nécessaires pour pouvoir exercer sa mission en toute connaissance de cause.

En dernier lieu le projet de loi précise que tous les ressortissants de la Chambre professionnelle, donc aussi les personnes morales, ont le droit de vote aux élections de la Chambre des Métiers.

Comme une personne morale ne peut pas agir par elle-même, mais doit être représentée dans ses actes, le projet de loi retient que la personne morale agit dans le cadre des élections par l'intermédiaire de la personne sur laquelle repose l'autorisation ministérielle.

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 31.01.2006

Rapporteur:
M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

(Président:
M. Norbert Haupert):

03.07.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
05.07.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.07.2006

5435 - Projet de loi

1. complétant le statut de la société européenne (SE) pour ce qui concerne l'implication des travailleurs et

2. modifiant la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes

Le projet de loi vise à transposer en droit luxembourgeois la Directive 2001/86/CE du Conseil du 8 octobre 2001 complétant le statut de la Société européenne (SE), créée par le Règlement CE 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne. Ce dernier concerne le volet «droit des sociétés», alors que la Directive 2001/86/CE a trait aux aspects «droit du travail».

Ce projet fait partie d'une série de récents projets de loi et nouvelles lois de modernisation du droit du travail, notamment en matière de dialogue social. Il y a lieu de mentionner à titre d'exemple la loi du 30 juin 2004 concernant les relations collectives de travail.

Par ailleurs le présent projet constitue une suite de la loi du 28 juillet 2000 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs, laquelle loi transpose la directive 94/45/CE du Conseil du 22 septembre 1994 portant le même intitulé. Les deux directives (et parallèlement les textes visant à les transposer en droit luxembourgeois) sont apparentées entre elles, à la fois quant au fond (implication des travailleurs dans des entreprises de dimension communautaire) et quant à la procédure qu'elles visent à instaurer (qui est une procédure en deux phases, avec la mise en place d'abord d'un groupe spécial de négociation et ensuite d'un organe de représentation des travailleurs sur une base permanente). Il est dès lors évident que le présent projet reprend des solutions qui avaient été acceptées comme opportunes et utiles lors du vote de la loi précitée du 28 juillet 2000.

Le projet de loi fixe les règles relatives:

- à la création d'un groupe spécial de négociation (GSN) représentant les travailleurs et ayant pour mission la négociation d'un accord relatif aux modalités d'implication des travailleurs au sein de la SE;

- à la désignation des représentants au GSN des travailleurs occupés au Luxembourg;

- à la négociation d'un accord relatif à l'implication des travailleurs dans la SE;

- au contenu de cet accord;

- aux «dispositions de référence» applicables à défaut d'accord;

- au fonctionnement de l'organe de représentation et de la procédure d'information et de consultation des travailleurs;

- au statut social des membres du GSN, de l'organe de représentation des travailleurs et des membres des organes d'administration ou de surveillance des SE représentant les salariés.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 21.01.2005

Rapporteur:
M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président:
M. Marcel Glesener):

23.02.2006	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.03.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
28.03.2006	Examen et adoption de propositions d'amendements
04.04.2006	Adoption d'un amendement supplémentaire
27.06.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.07.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.07.2006

5501 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

2. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;

3. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi

Le projet de loi initial, tel qu'il a été déposé le 13 octobre 2005 à la Chambre des Députés, comportait quatre volets:

1. la modification de la législation sur le fonds pour l'emploi dans le double but d'élargir la base légale pour la mise à disposition de l'ADEM d'experts en matière de recrutement émanant du secteur privé;

2. la modification de la législation sur la bonification d'impôt dans un souci d'harmonisation des conditions et modalités d'attribution des différentes mesures en faveur de l'emploi;

3. la modification de la législation sur l'aide à l'embauche de chômeurs âgés et de longue durée à l'attention des employeurs avec le double objectif d'en augmenter l'efficacité en modifiant les conditions d'âge et d'inscription à l'ADEM des chômeurs et d'en ajuster les conditions et modalités d'attribution avec d'autres mesures actives en faveur de l'emploi;

4. la modification de la législation sur les mesures en faveur de l'emploi des jeunes tendant à réduire le nombre de mesures à deux (le contrat d'appui-emploi pour le secteur public et le contrat d'initiation à l'emploi pour le secteur privé et associatif) et à en modifier les modalités dans le but principal d'en augmenter l'efficacité en termes d'intégration respectivement de réintégration définitives des jeunes en question sur le marché du travail.

C'est ce quatrième volet qui est à présent supprimé dans le projet 5501 pour être reporté dans le projet précité relatif aux accords tripartites, étant entendu qu'au préalable les mesures y prévues feront encore l'objet de négociations au sein du Comité permanent pour l'Emploi. La Commission du Travail et de l'Emploi se dispense d'entrer dans le cadre du présent rapport dans le détail des mesures envisagées et aura l'occasion d'y revenir lors de l'examen du projet annoncé. La commission se limite donc à commenter brièvement les mesures prévues par la partie résiduelle du projet et qui se trouvent résumées sous les points 1 à 3 ci-dessus.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 13.10.2005

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président:
M. Marcel Glesener):

11.01.2006	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
02.05.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État
23.05.2006	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.06.2006	État d'avancement du projet de loi et suites à y réserver
07.07.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.07.2006

5576 - Projet de loi

permettant aux Luxembourgeois nés à l'étranger de conserver la qualité de Luxembourgeois et abrogeant les articles 25,8° et 46 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise

L'objet du projet de loi est de procéder à l'abrogation des articles 25,8° et 46 de la loi du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 11 décembre 1986.

Ces articles ont trait à la perte automatique de la nationalité luxembourgeoise par les Luxembourgeois, nés à l'étranger, qui y résident de façon permanente et qui disposent, à côté de leur nationalité luxembourgeoise, de la nationalité de leur pays de résidence. Les dispositions introduites par la loi du 11 décembre 1986 portant modification de la loi du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise prévoient l'obligation pour ces personnes de procéder à une déclaration conservatoire, si elles ont résidé à l'étranger depuis l'âge de 18 ans révolus et pendant une période continue de vingt ans. Ces déclarations sont à faire au Luxembourg devant l'officier de l'état civil compétent. Il y est précisé qu'une telle déclaration conservatoire doit se faire vingt ans après la date d'entrée en vigueur de la loi, à savoir le 1er janvier 1987. À noter, dans ce contexte, que cette procédure est à répéter tous les vingt ans.

Or, il est à craindre qu'un grand nombre de personnes concernées perdront leur nationalité luxembourgeoise après la date butoir du 31 décembre 2006 par le fait qu'elles ne procéderont pas à la souscription, dans les délais légaux, d'une déclaration conservatoire et ceci pour différentes raisons: ou bien ces personnes ignorent tout simplement l'existence des dispositions légales afférentes, ou bien elles sont dans l'impossibilité de financer un déplacement au Grand-Duché ou bien encore elles ont des problèmes de mobilité soit en raison de leur état de santé soit à cause de leur âge avancé.

Le Gouvernement souhaite éviter que ces personnes perdent la nationalité luxembourgeoise et préconise donc l'abolition, avant la date butoir du 1er janvier 2007, des articles 25,8° et 46 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, telle qu'elle a été modifiée, et s'avance pour supprimer l'exigence d'une déclaration conservatoire, telle que décrite ci-dessus.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 17.05.2006

Rapporteur:
M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

28.06.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.07.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.07.2006

Chambre des Députés LUXEMBOURG

d'Chamber online op www.chd.lu

Ordre du jour

1. Communications

2. Ordre du jour

3. Dépôt d'une motion par Monsieur Claude Meisch

4. Ordre du jour *(suite)*

5. 5529 – Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

b) la loi du 28 mars 1997

1° approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946;

2° approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL);

3° concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL et

4° portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

c) la loi du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation

d) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

(Rapport de la Commission des Transports – Discussion générale – Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. Interpellation de Monsieur Marco Schank sur le tourisme *(suite)*

(Motions – Votes)

7. 5206 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit

(Rapport de la Commission de l'Environnement – Discussion générale – Vote et dispense du second vote constitutionnel – Motion - Vote)

8. 5307 – Projet de loi relative à la sécurité générale des produits

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports – Discussion générale – Vote et dispense du second vote constitutionnel – Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Jeannot Krecké et Lucien Lux, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1) **5593** - Projet de loi portant

1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue;

2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 29.06.2006

2) **5594** - Projet de loi portant approbation de «l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Autriche» et portant modification de la «loi du 21 décembre 1998 portant modification et refonte de la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel» et de la «loi du 11 avril 1990 portant création d'un Fonds national de soutien à la production audiovisuelle»

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 05.07.2006

3. En date du 27 juin 2006 fut remise par l'Association des parents d'élèves du Lycée technique d'Ettelbruck la pétition N°272 relative à la situation au Lycée technique d'Ettelbruck.

4. Par lettre du 26 juin 2006, le Secrétaire du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 31 mai au 1er juin 2006:

- position sur l'initiative du Royaume de Belgique visant à faire adopter par le Conseil une décision-cadre relative à la reconnaissance et à l'exécution dans l'Union européenne des interdictions résultant de condamnations pour infractions sexuelles commises à l'égard d'enfants;

- résolution sur la crise humanitaire dans les territoires palestiniens et le rôle de l'Union;

- résolution sur l'amélioration des relations entre l'Union européenne et les États-Unis dans le cadre d'un accord de partenariat transatlantique;

- résolution sur les relations économiques transatlantiques UE/États-Unis;

- résolution sur le commerce et la pauvreté: concevoir des politiques commerciales afin de maximaliser la contribution du commerce à la lutte contre la pauvreté;

- résolution sur la situation des femmes roms dans l'Union européenne.

2. Ordre du jour

Wat eis Aarbecht vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz e chargéierte Programm proposéiert, nämlech folgenden: haut de Mëtteg, muer Mëttwoch moies um néng an nomëttes um hallwer dräi an en Donneschdeg och moies um néng an nomëttes um hallwer dräi.

Um Ordre du jour steet haut de Mëtteg de Projet de loi iwwert d'Infrastructure ferroviaire, d'Motiounen, déi vum Här Schank senger Interpellatioun iwwert den Tourismus déposéiert goufen, de Projet de loi iwwert d'Bekämpfung vum Kaméidi an de Projet de loi iwwert d'Sécherheet vun de Produiten.

Muer de Moien um néng Auer de Projet de loi 5216 iwwert d'Loyersgesetz, dann de Projet de loi 5534 iwwert d'Chambre des Artisans.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi de Projet iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit, de Projet de loi iwwert d'Sociétés anonymes, de Projet de loi iwwert de Statut vun der Société européenne an de Projet de loi iwwert de Fonds pour l'Emploi.

En Donneschdeg de Moien de Projet de loi iwwert de Baccalauréat international, de Projet de loi 5521, en internationaalt Ofkommes iwwert d'Meuse. Dann de Projet de loi iwwert d'Ofännerung vum Numm vun der Gemeng Remerschen a schlussendlech de Projet de loi iwwert de Statut vun de Gemengebeamten.

An dann als lescht Sitzung en Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi de Projet de loi iwwert d'Antitubaksgesetz, de Projet de loi iwwert d'Strukture vun de Steierverwaltungen, de Projet de loi iwwert de Code du Travail an de Projet de loi 5518, eng Direktiv iwwert d'Gläichbehandlung op der Aarbecht, an dann um Enn vun der Sitzung maache mer och nach Naturalisatiounen.

Une voix.- Ah!

M. le Président.- Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Plusieurs voix.- Jo! Neen!

M. le Président.- Ier mer dat décidéieren, huet den honorabelen Här Claude Meisch d'Wuert. Här Meisch!

3. Dépôt d'une motion par Monsieur Claude Meisch

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net fir d'éischt, datt mer heibannen iwwert d'Situatioun vun de Gemengefinanze schwätzen. Virun allem an der Lescht ass dat en Thema wat eis jo alleguerte méi Suerge mécht, virun allem och deenen heibannen, déi Responsabilitéit an där enger oder anerer Gemeng droen.

Ech hu mat Freed festgestallt, datt op d'mannst eng vun de Majoritéitsparteie sech intensiv mat deem Thema beschäftegt huet, eng ganz Rei vun Initiative proposéiert huet. Ech schwätzen do vun der LSAP, a mir sinn der Meenung, datt mer sollten op där doter Schinn weiderfueren, fir awer ze kucken, datt mer zu Konkretem kommen, zu Resultater kommen, déi de Gemengen da wierklech entgéintkommen a se net an där Situatioun weider beloosse wou se momentan dra sinn, virun allem an där prekärer finanzieller Situatioun, wou jo ganz vill Gemenge festgestallt hunn uganks 2006, datt se déi Suen, déi se versprach kritt hate vum Stat fir 2005, net alleguerte géinge kréien an am Enn vum Joer dann hu misse kucke wéi se de Rimm nach méi enk konnte schnallen, a mer eigentlech dann och an der Incertitude si wéi et weidergeet mat de Gemengefinanzen. Dat an engem Kontext wou d'Recettë vum Stat awer weider an d'Luucht ginn, och wa mer hei vun enger Spuerpolitik schwätzen.

Wat de Stat ubelaangt, ass de Stat jo nach ëmmer an enger Situatioun wou déi staatlech Recettë steigen - vun 2005 op 2006 soll et eng Steigerung vu 6% sinn -, mä par contre dann d'Gemengen däitlech manner Recetten erakréie wéi dat déi lescht Joren de Fall war. An dat wou dann awer och hei am Haus, an och notamment vun der Regierung an eigentlech och vun all de Parteien ëmmer erëm drop higewise gëtt, wéi wichteg de Rôle vun der Gemeng ass an deem engen oder aneren Domän.

Wa mer hei iwwert de Logement schwätzen, da gëtt gesot, d'Gemenge mussen eng Roll do spillen. Viru kuerzem huet nach den Aarbechtsminister eng Pressekonferenz gemaach an op d'Verantwortung vun de Gemengen higewisen am Domän vum Chômage, virun allem och de Chômage vu behënnerte Leit. D'Responsabilitéit vun de Gemengen an der Educatioun ass ëmmer um Ordre du jour. Den Accueil vun de Kanner soll landeswäit ausgebaut ginn, an dat soll iwwert d'Gemenge lafen. Dat heescht, d'Aufgabe fir d'Gemengen heefe sech, an op där anerer Säit solle se dat bewältege bei Recetten, déi erofginn.

Da stellt een och nach fest, datt eng ganz Rei vu Subsiden, déi versprach waren, elo a Fro gestallt sinn, oder Subsiden, déi versprach waren, eigentlech ganz, ganz spéit ausbezuelt ginn, wat och eng ganz Rei vu Gemenge wierklech a schwiereg Situatioune bréngt, well se an Obligatioun sinn, hir Projeten, hir Investitiounsprojeten ze realiséieren an dann duerno eréischt mat grousse Retardë vu Joren oft d'Subsidë vum Stat kënne remboursëiert kréien.

Déi Propositiounen, muss ech soen, déi d'LSAP gemaach huet an enger Pressekonferenz vu gëschter, déi kann een an eisen Aen op jidde Fall zum ganz groussen Deel deelen. Duerfir proposéiere mer hei an enger Motioun, datt mer d'Regierung beoptragen, ganz schnell zur Émsetzung vun deene Propositiounen do ze kommen, well et gëtt eng gewëssen Urgence an deem doten Domän, also brauche mer dat doten net weider op déi laang Bänk ze schieben.

Nun, wat fir eng Reforme sinn dat? Eng Reform vun de Gemengefinanzen, déi assuréiert, datt d'Gemengefinanzen eben och d'selwecht kënnen evoluéiere wéi déi vum Stat; méi Transparenz wat d'Gemengefinanzen och ubelaangt, virun allem och déi Transferten, déi de Stat bei d'Gemenge gëtt iwwert d'Subsidë fir Investitiounsprojeten: Wat fir eng Gemeng kritt wat fir eng Subsidë fir wat fir eng Projeten? An natierlech och fir zu deenen Engagementer ze stoen, déi an der Vergaangenheet geholl gi sinn an déi dann awer och esou mussen organiséiert sinn, datt…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Entschëllegt, Här Meisch. Dir hat zum Ordre du jour gefrot. Dir sidd de Moment amgaang eng Motioun hei ze explizéieren, déi mer vläicht sollen am Laf vun der Woch eng Kéier diskutéieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat kënne mer da ganz gären eng Kéier maachen. Ech wollt och net op all déi dote Propositiounen nach eng Kéier agoen, well jiddfereen huet bestëmmt d'Dagespress viru sech leien, also kann e se nach eng Kéier noliesen. Ech wollt einfach der Chamber hei d'Geleeënheet ginn, d'Regierung ze beoptragen, da ganz schnell zur Ëmsetzung vun deenen dote Mesuren ze kommen.

Dës Motioun dréit just meng Ënnerschrëft. Ech huelen awer un, datt deen een oder aneren hei op der lénker Säit ganz gären nach seng Ënnerschrëft dodrënner wäert setzen.

Merci, Här President.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant la prise de position du POSL concernant la situation financière des communes;

invite le Gouvernement

- à procéder à une réforme des finances communales ayant comme objectif une évolution parallèle des recettes de l'État et des communes;

- à examiner dans ce sens les critères de répartition entre les communes des recettes en provenance de l'impôt commercial communal et le fonds communal de dotation financière;

- à tenir les promesses faites envers les communes tant en ce qui concerne le montant que le calendrier de paiement des subsides accordés par l'État;

- à accorder les subsides en faveur des communes selon des critères objectifs et tenant compte des préceptes d'une politique cohérente dans le domaine de l'aménagement territorial;

- à publier toutes les informations concernant l'octroi de subsides en faveur des communes;

- à réorienter le Ministère de l'Intérieur d'une autorité administrative vers une autorité de consultation au service des communes.

(s.) Claude Meisch.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Mir kucken da fir am Laf vun der Woch zur Diskussioun, zur Debatt vun dëser Motioun ze kommen.

4. Ordre du jour (suite)

Jo, ass d'Chamber d'accord mat dem Ordre du jour esou wéi ech e proposéiert hunn, quitte dass nach d'Motioun vum Här Meisch am Laf vun der Woch zu engem opportune Moment, wa mer och den zoustännege Minister vläicht hei hunn, zur Debatt kënnt?

(Interruptions)

Jo, neen, d'Fro ass, well den Här Meisch eng Motioun hei abréngt, déi hie gär dës Woch um Ordre du jour hätt. Or, mir arrêtéieren de Moment den Ordre du jour vun der Chamber vun dëser Woch. Mir hunn en Ordre du jour proposéiert. Den Här Meisch proposéiert en additionnellë Punkt, nämlech déi Motioun, déi hien elo erabruecht huet. Wéi ass d'Positioun vun den eenzelne Fraktiounen dann dozou?

(Interruption)

Den Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Här President, also ech mengen et kann een dat nëmmen ënnerstëtzen, datt mer dat do dës Woch klären, well ech muss soen, ech hat och mat enger gréisserer Iwwerraschung d'Dagespress gelies. Ech sinn zwar frou iwwert déi Positiounen, déi do ageholl gi sinn, mä et wär och wichteg, datt mer iwwert déi Motioun do klären, ob d'Majoritéit nach ëmmer d'Majoritéit huet am Parlament.

Well op alle Fall sinn do Saache gesot gi gëschter an där Pressekonferenz, déi zwar positiv waren, awer iwwerraschend waren. An ech mengen déi Motioun do kënnt awer zur Kloerheet bäidroen. An et ass awer am Intérêt vun deenen 117 oder 116 Gemengen, datt mer esou séier wéi méiglech Kloerheet kréien.

M. le Président.- Et ass natierlech esou, dass keen hei dee genaue Contenu vun där Motioun de Moment kennt, obschonn den Här Meisch…

(Interruptions)

Jo, mä d'Motioun gouf grad ofginn a si gëtt elo emol kopéiert an da gëtt se verdeelt.

Ech géif da proposéieren, dass mer elo emol den Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz arrêtéiert gi war, géifen unhuelen an dass mer am Laf vum Dag oder vu muer drop zréckkomme wat d'Schicksal vum honorabelen Här Meisch senger Motioun wäert sinn. Här Meisch!

M. Claude Meisch *(DP).*- Kënne mer esou verbleiwen, datt mer am Laf vun der Woch kënnen driwwer diskutéieren? Wann d'Majoritéit hei mengt, se misst renvoyéiert ginn an eng Kommissioun oder ofgelehnt ginn, da ka se dat jo dee Moment nach ëmmer maachen.

Une voix.- Dat maache mer och, Här Meisch!

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä et wär awer wichteg, datt mer se nach dës Woch géingen evakuéieren, well soss gesi mer eis am Oktober herno hei erëm an dann hu mer deen dote Sujet…

(Brouhaha général)

…erëm eng Kéier direkt um Ordre du jour, an déi Zäit hu mer verluer.

(Interruptions)

M. le Président.- Also wann déi Motioun ausgedeelt ass a se ass emol studéiert vun deenen eenzelne Fraktiounen, da wäert ech en temps utile dorop zréckkommen, fir datt d'Chamber dann décidéiert, wat mat där Motioun geschitt.

Ech froen elo nach eng Kéier: Ass d'Chamber d'accord mam Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet?

(Assentiment)

Voilà, da komme mer elo bei deen adoptéierten Ordre du jour, an zwar zum éischte Punkt, der Diskussioun vum éischte Projet de loi iwwert d'Infrastructure ferroviaire. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Spautz, den Här Grethen, den Här Braz an den Här Gibéryen. D'Wuert huet als Alleréischten de Rapporteur vun dësem Projet, den honorabelen Här Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

5. 5529 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

b) la loi du 28 mars 1997

1° approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946;

2° approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL);

3° concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL et

4° portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

c) la loi du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation

d) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Rapport de la Commission des Transports

M. Roland Schreiner *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 5529, dee mer haut hei diskutéieren an deen déi zukünfteg Gestioun vum Eisebunnsnetz hei zu Lëtzebuerg regelt, ass den 13. Januar vun dësem Joer vum Transportminister déposéiert ginn. De Statsrot huet den 20. Juni 2006 säin Avis dozou ofginn. An hirer Sitzung vum 22. Juni huet d'Transportkommissioun de Projet an den Avis vum Statsrot analyséiert a mech als Rapporteur agesat. De 4. Juli huet de Statsrot en Avis complémentaire ofginn, deen noutwendeg ginn ass op Grond vun zwee Amendementer, déi d'Kommissioun formuléiert hat. An de 6. Juli huet dann d'Kommissioun de Rapport zu dësem Projet de loi unanime mat deene Leit, déi do waren, ugeholl.

Dëse Projet de loi ass eigentlech déi éischt Gesetzesinitiativ, déi aus den Accordë vun der Eisebunnstripartite vum Dezember 2005 ervirgeet an déi eis et erméiglecht déi lescht Elementer vum éischte Paquet ferroviaire an eist nationaalt Recht ëmzesetzen an domat eigentlech eis de communautären Obligatiounen an Exigenze konform ze setzen.

Et ass e bëssen en technesche Projet, dofir, fir besser ze verstoen, wourëmmer et am Gesetzesprojet geet, iwwert dee mer de Mëtteg sollen ofstëmmen, muss ech vläicht e bësse méi wäit aushuelen, ouni dat elo ze wäit ze maachen.

Wéi a ville Beräicher sinn och am Transport- an am Eisebunnssecteur uganks den 90er Joren d'Weichen a Richtung Liberaliséierung gestallt ginn. 1991 huet d'Europäesch Kommissioun en éischt Wäissbuch erausginn, «L'heure du choix». 1996 koum en zweet hannendru mat dem Titel «Une stratégie pour revitaliser les chemins de fer communautaires». An deenen zwee Wäissbicher ass d'Kommissioun zur Feststellung komm, dass den Zuch wuel en interessant an och sënnvollt oder wichtegt Verkéiersmëttel wär, dat an eiser Gesellschaft méi ee grousse Stellewäert misst kréien, mä dass säin Undeel um gesamte Verkéiersopkommes a speziell am Güterverkéier allgemeng géif ofhuelen. An als Haaptursaachen dovunner huet d'Kommissioun an de Raum gestallt, dass d'Eisebunnen an Europa insgesamt ze vill onflexibel an net genuch ugepasst un d'Evolutioun vum Marché an un d'Besoinë vun de potenzielle Cliente wieren.

Et misst also dorëms goen an der Zukunft, an deenen nächste Joren, och aus ëmweltpoliteschen Iwwerleeungen - an do kann ee jo och d'Meenung vun der Kommissioun deelen -, d'Eisebunn méi attraktiv a méi kompetitiv ze maachen, mä dat ze maachen duerch eng Rei vu Mesurë wéi zum Beispill d'direkt Trennung vun der Gestioun vum Netz a vum Transport, vun der Exploitatioun, duerch eng besser Interopérabilitéit, duerch d'Opmaache vun de Schinnennetzer fir d'Konkurrenz an duerch eng méi kommerziell Exploitatioun vun de Réseauen.

Vun dësem Strukturwandel erhofft sech d'Kommissioun eng besser Upassung vun der Bunn un déi real Bedierfnisser vun de Clienten, dat heescht, e bessere Service a selbstverständlech och méi interessant Transportpräisser.

Fir dës Objektiver kënnen ze erreechen, huet d'Europäesch Kommissioun zënter 1991 ugefaange mat där ominöser Direktiv 91/440, déi de ganze Prozess vun der Ouverture vum Zougang zum Eisebunnsmaart formell déclenchéiert huet an e ganzen Dispositif vu Moossnamen, déi sech an deene verschiddene sou genannte Paquets ferroviaires erëmfannen, élaboréiert.

De Moment si mer jo um europäeschen Niveau scho beim drëtte Paquet ukomm. De Gesetzesprojet, dee mer haut hei diskutéieren, geet awer nach zréck op den éischte Paquet, deen u sech dräi Direktive begräift, déi den Accès zum gesamten europäesche Gidderverkéiersnetz regelen, dann awer och eng Harmonisatioun um communautäre Plang vun de Bestëmmunge ronderëm d'Lizenzen, déi all Eisebunnsgesellschaft muss virweisen, erbäiféieren, an e prezisen an och transparente Kader schafen, wat d'Allocatioun vun de Capacitéiten op der Schinneninfrastruktur an och hir Tarificatioun ugeet, fir op déi Manéier en équitabelen an net diskriminatoreschen Accès ze garantéieren.

Den éischte Paquet ferroviaire ass den 22. November 2000 scho vum Europäesche Parlament an och vum Conseil adoptéiert ginn, an hätt am Prinzip misse bis de 15. Mäerz 2003 an nationaalt Recht ëmgesat gi sinn. Well Lëtzebuerg awer nëmmen e klengt Schinnennetz huet, krute mer eng Rei vun Derogatiounen an hunn net direkt alles missen ëmsetzen, wat an deem Paquet do dran ass a wat an deenen Direktiven och do festgehale gëtt.

Esou hate mer zum Beispill ënner anerem Zäit bis den 31. August vum Joer 2004 fir en onofhängegt Organ ze schafen, dat dofir suerge misst, dass den Accès zum Schinnennetz fair an ouni Discriminatioun geregelt gëtt. Well eis Regierung awer ëmmer - an zu Recht, muss ech soen - angesichts vun onsécheren ekonomeschen awer och soziale Konsequenze vun enger ze schneller Liberaliséierung am Eisebunnssecteur op d'Brems getrëppelt ass, sinn dës Délaie verträiche gelooss ginn, wat natierlech dozou gefouert huet, dass mer duerch en Arrêt vum 30. September 2004 vum Europäesche Geriichtshaff dowéinst veruerteelt gi sinn a mer riskéieren, seriö Geldstrofen ze kasséieren, wa mer eise Verflichtungen dann elo net endlech nokommen. Mir maachen dat da mat dem Gesetzesprojet vun haut.

Et muss een awer wëssen, dass mer an deene leschte Joren awer schonn en Deel vun eisen Hausaufgaben an deem Zesummenhang gemaach hunn. Esou huet zum Beispill d'Gesetz vum 11. Juni 1999 schonn eise Réseau opgemaach fir all europäesch Eisebunnsgesellschaft, déi eng Lizenz ka virweisen, an de Règlement grand-ducal vum 31. Mäerz 2003 definéiert och schonn d'Modalitéite vun der Uwendung vun de Redevancen, déi fir d'Benotze vun der Schinneninfrastruktur erhuewe ginn. Déi zwee Règlements grand-ducaux vum 24. Oktober 2003, déi d'Konditioune vun der Délivrance an der Validitéit vun de Lizenze respektiv vun de Sécherheetszertifikae regelen, déi déi verschidden Eisebunnsentreprisen musse virweise kënnen, fir Transporter duerchzeféieren, sinn och schonn applicabel.

Här President, wat ännert sech dann elo konkret mat deem Gesetzesprojet vun haut, mat deem mer elo also d'Ëmsetzung vum éischte Paquet ferroviaire an nationaalt Recht komplettéieren?

Ech hunn éinescht gesot, dass d'Auslaaschtung an d'Verdeelung vun de Capacitéite vun eisem Schinnennetz op eng fair Aart a Weis musse geregelt ginn, déi et net enger bestëmmter Entreprise erméigleche soll, hir dominéierend Positioun ze mëssbrauchen an aner Opérateuren ze diskriminéieren.

D'EU-Gesetzgebung schreift dofir vir, dass d'Repartitioun vun de Sillonen an d'Tarificatioun fir d'Benotze vum Schinnennetz vun enger Institutioun duerchgefouert gëtt, déi rechtlech, organisatoresch an um Niveau vun den Décisiounen onofhängeg ass vun allen Zuchbedreiwer. Am Moment ginn dës sou genannte Fonctions essentielles hei zu Lëtzebuerg vun der CFL a vun der CFL-Gesellschaft geregelt, esou dass mer déi Konditioun vun der Neutralitéit natierlech net erfëllen.

Doniewent musse mer och laut Gesetzgebung fir déi néideg Rekursméiglechkeete suerge fir de Fall, wou e Bedreiwer, deen eist Schinnennetz benotze wëllt, net mat den Décisioune vun der onofhängeger Institutioun d'accord wier. Entspriechend de Konklusioune vun der Eisebunnstripartite gesäit de Projet de loi, dee mer haut hei virleien hunn, vir, dass innerhalb der Communauté des Transports, dem Verkéiersverbond, deen duerch d'Gesetz vum 25. Januar 2006 geschafe gouf, eng Cellule «accès réseau» geschafe gëtt, déi an Zukunft déi sou genannte Fonctions essentielles géréiere soll.

Et versteet sech vu selwer, dass dës Cellule opgrond vun hirer Vokatioun natierlech hir Aarbecht a voller Onofhängegkeet muss maache kënnen an dofir och onofhängeg schafft par rapport zu deene Leit, déi dësem Établissement public Verkéiersverbond ugehéiere respektiv dee féieren.

Wann elo eng Entreprise dann net mat enger Décisioun vun dëser Cellule averstanen ass, ka se sech beim Generaldirekter vun der Communauté des Transports beschwéieren, deen dann déi Responsabel vun der Cellule muss héieren a bannent zéng Aarbechtsdeeg muss entscheeden, ob hien d'Décisioun vun der Cellule bestätegt oder ob hie se reforméiert. Wann dann d'Entreprise dës Décisioun ufechte wëllt, ka se dat beim Minister maachen, ka se de Minister saiséieren, dee bannent zwee Méint muss eng motivéiert Décisioun erbäiféieren. Gëtt dat der Entreprise ëmmer nach keng Satisfaktioun, dann huet se d'Méiglechkeet fir mat engem Recours en réformation virum Verwaltungsgeriicht nach eng Kéier Oppositioun unzemellen.

Domat droe mer dann de Bestëmmunge vun der Direktiv 2001/14 Rechnung, déi verlaangen, dass um nationalen Niveau en onofhängegt Kontrollorgan besteet, dat iwwerwaacht, dass d'EU-Bestëmmungen agehale ginn, an dat bei engem eventuelle Recours och dann tranchéiere muss.

D'Regierung war der Meenung, an d'Kommissioun huet sech där Meenung och ugeschloss, dass een net erëm zwou nei Institutioune soll schafen, fir dës Aufgaben ze iwwerhuelen, déi d'CFL aus evidente Grënn, wéi ech d'éinescht scho gesot hunn, an Zukunft net méi erfëlle kann. Si huet duerfir beschloss, e bestehenden Établissement public, d'Communauté des Transports, ze erweideren an deem eng nei Cellule «accès réseau» bäizeginn, déi dann dës nei Aufgaben erfëlle soll.

Här President, et muss ee soen, dass de Statsrot mat dëser Décisioun alles anescht wéi glécklech war. Hien huet Zweifel ugemellt un der Onofhängegkeet vun dëser Cellule an hien huet och beanstant, dass am Gesetz net genau definéiert wier, wien an dëser Cellule géif schaffen a wéi déi Cellule genau fonctionnéiere sollt. De Statsrot war der Meenung, et sollt een dës Fonction essentielle éischter beim ILR, dem Institut Luxembourgeois de Régulation, oder beim Minister selwer eventuell usiedelen.

D'Kommissioun huet dës Iwwerleeungen awer zréckgewisen a sech dem Choix vun der Regierung ugeschloss, an dat aus guddem a berechtegtem Grond. Déi eenzeg Leit hei am Land, déi den Know-how hu fir dës Aufgaben ze erfëllen, déi hei an dësem Kontext ufalen, schaffe logescherweis de Moment bei der Eisebunnsgesellschaft. Et läit also op der Hand, och deene Leit dës Missiounen an Zukunft ze iwwerdroen. Den ILR huet kee Personal mat deene Kompetenzen, déi gebraucht ginn, an et kann een och net esou einfach Fonctionnairen dofir astellen, déi bis dohinner mat der Repartitioun vun de Sillonen näischt ze dinn haten.

Duerfir war jo och initialement virgesinn, déi Leit, déi elo bei den CFL sinn, un déi Cellule «accès réseau» do ze détachéieren. An duerfir ass jo och schonn am Gesetz iwwert d'Transports publics, wou d'RGTP ëmgewandelt ginn ass an d'Communauté des Transports, dat Gesetz esou modifizéiert ginn, dass ee kéint Leit an d'CdT détachéieren, déi net Fonctionnaire wieren. Eng Léisung, déi och an dësem Fall absolut Sënn mécht.

Wat d'Propos ugeet, d'Fonctions essentielles elo un de Minister ze ginn, déi de Statsrot eigentlech subsidiaresch gemaach huet, esou muss ee soen, dass keen anert Land esou eng Léisung gewielt huet, och wann d'Europäesch Unioun a priori net un der Onofhängegkeet vum Minister zweifelt. Doriwwer eraus kéint dann awer och de Minister an deem Fall do net méi den Uspriechpartner si fir en eventuelle Recours.

Trotz där Opposition formelle, déi de Statsrot op dësem Punkt gemaach huet, huet hien awer d'Méiglechkeet opgelooss, fir d'Fonctions essentielles un eng Cellule vum Verkéiersverbond ze ginn, esou wéi d'Regierung et och proposéiert huet, an huet déi Méiglechkeet net definitiv ausgeschloss. Hien huet allerdéngs dofir eng nei Textpropositioun gemaach fir den Artikel 24 vum Projet de loi, deen ënner anerem da méi prezis definéiert, dass d'Membere vun der Cellule «accès réseau», där neier Cellule, hir Décisiounen an aller Onofhängegkeet vun hire Supérieurs hiérarchiques missten huelen. Eppes, wat jo awer eigentlech evident ass an och an der Logik vun der Philosophie vum Gesetz läit.

D'Kommissioun war dann och mat deem Virschlag d'accord an huet dem Statsrot säin Text iwwerholl. Allerdéngs huet si dozou en Amendement gemaach, well si am Géigesaz zum Statsrot net der Meenung war, dass d'Membere vun der Cellule misste Statsfonctionnairë sinn. Et muss ee wëssen, dass dat a villen anere Länner och net de Fall ass, an dass dat zum Beispill

och bei eis haut an der Aviatioun, do wou jo och op eng neutral Aart a Weis d'Slotten, wéi dat an der Aviatioun heescht, d'Sillonen op der Eisebunn, an aller Neutralitéit vergi ginn, net de Fall ass. A sengem Avis complémentaire huet de Statsrot déi Approche vun der Kommissioun dann och akzeptéiert, dass an dës Cellule och Agentë kéinten iwwerholl ginn, déi net onbedéngt missten de Fonctionnairesstatut hunn.

E gëtt sech dann awer nach net ganz geschloen a verlaangt, dass, wann dat esou wär, esou Agenten awer da missten all hierarchesch a statutaresch Relatioune mat den CFL oder anere Bedreiwer opléisen an dass se och misste vereedegt ginn, wat déi Leit, déi dat haut op der Eisebunn maachen, souwisou zum Deel scho sinn.

Ech wëll elo hei net laang d'Approche vum Statsrot kommentéieren, obschonn ech sécher vun der Kommissioun aus legitiméiert wier fir dat ze maachen. Mir hunn eis jo och an der Kommissioun laang a breet doriwwer ënnerhalen. Et kann een awer d'Fro opwerfen, firwat de Statsrot dëser pragmatescher a sënnvoller Léisung, déi virgeschloe gi war, Steng an de Wee gehäit huet, déi net néideg gewiescht wären an och net begrënnt waren, dat ëmsou méi mer am Text kloer geschriwwen haten, dass déi Leit hir Aarbecht a voller Onofhängegkeet sollten an och misste maachen. Obschonn och déi Prezisioun eigentlech net noutwendeg gewiescht wär, well et einfach an der Logik vun der Saach ass.

An och de Statsrot, dat muss ee soen, léisst da selwer déi néideg Konsequenz dobäi vermëssen, well hie jo virgeschloen huet, wéi ech et d'éinescht gesot hunn, wann och subsidiaresch, eventuell d'Fonctions essentielles beim Minister unzesiedelen; de Minister, dee jo awer Vertrieder vun enger Regierung ass, där jo awer d'CFL-Gesellschaft zu wäit iwwer 90% gehéiert. Et kann een also och iwweral Problemer kreéieren, déi net si missten an déi der Saach, ëm déi et jo schlussendlech awer geet, absolut net dienlech sinn.

D'Kommissioun vertraut op alle Fall, esou wéi et elo ass, dem Minister, dass hie bei der Ëmsetzung vum Gesetz, esou wéi et dann awer hei proposéiert gëtt, de richtege Wee fënnt, fir eppes op d'Been ze stelle wat Sënn mécht. Duerfir huet och d'Kommissioun dëse Rapport, deen dem Statsrot senge Bedenken an Iwwerleeungen dann och Rechnung dréit, bon gré, mal gré, muss ech soen, unanime mat de Stëmme vun deene Leit, déi do waren, ugeholl, an ech géif lech dann och bieden datselwecht ze maachen.

Ech wëll hei zum Schluss och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen. Och wann ech muss soen, dass mer dat sécher net mat enger ganz grousser Euphorie maachen, well et e Gesetz ass, dat sech aschreift an de Kader vun där Liberaliséierungspolitik, déi speziell am Eisebunnssecteur zënter 1991 gemaach gëtt. Mir conforméieren eis hei dem europäesche Recht.

Ech muss awer soen, dass mer dee Prozess musse begleeden, bon gré, mal gré, wann och mat gemëschte Gefiller, mat der Iddi fir de Schinneverkéier fir d'Konkurrenz opzemaachen. Mir wäerten eis op alle Fall och an Zukunft dofir asetzen, dass de Spillraum, deen d'Europäesch Unioun eis léisst, fir d'Anhale virun allem vun de Sécherheets- a Qualitéitskritären ze garantéieren, déi awer ganz wesentlech duerch déi Liberaliséierungspolitik do op d'Spill gesat ginn, maximal ausgenotzt gëtt.

An deem Sënn wëll ech awer nach eng Kéier d'Zoustëmmung vun der LSAP zu dësem Projet de loi ginn an, wéi gesot, wier ech frou wann déi aner Fraktioune sech deem kéinten uschléissen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Deen éischten ageschriwwene Riedner nom Rapporteur ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, no der Berechnung vun der EU-Kommissioun louch 1970 den Undeel vun der Schinn um Gesamtgidderverkéier bei 21%. 1998 war e schonn op 8% zréckgaangen. Laut der EU-Kommissioun war dat op e Mangel vu gesonder Konkurrenz op deenen eenzelne Réseauen zréckzeféieren.

Ech stelle mer awer d'Fro, ob dat wierklech haut d'Ursaach ass respektiv och deemools d'Ursaach war. War et net vläicht d'Kommoditéit an de politesche Wëlle vun deenen eenzelne Länner fir verstäerkt an de Bau an an d'Moderniséierung vu Stroosseninfrastrukturen ze investéieren an net an den Ausbau vum Eisebunnsréseau? Huet den Eisebunnsréseau net éischter eng Nieweroll gespillt?

D'Entwécklung vun de Pëtrolspräisser a gläichzäiteg och e méi grousst Ëmweltbewosstsinn beim Bierger huet en Ëmdenke provozéiert. An dat, wat fir de Gidderverkéier zielt, zielt och deelweis fir de Persouneverkéier.

Theme wéi Pünktlechkeet a Confort vum Passagéier stounge vill ze vill laang am Schiet. Eréischt an deene leschte Jore sinn an deene Volete verstäerkt Investitioune getätegt ginn. Menges Wëssens huet et och iwwer 50 Joer gedauert, bis mer emol ugefaangen hunn nei Strecken ze bauen. De Rescht waren ëmmer nëmmen Instandsetzunge vun de bestoende Strecken.

Ob dat am Intérêt vum Lëtzebuerger Schinnennetz war, dat sief dohigestallt. Ech mengen, mir hunn hei an dësem Haus während dem Débat iwwert den öffentlechen Transport, dee jo deemools hei um Ordre du jour stoung, schonn op déi schwéierfälleg Prozeduren higewisen, déi een heiansdo feststellt, wann et ëm den Ausbau vum Schinnennetz geet.

Ech wëll do nëmmen ee Beispill nach eng Kéier ervirhiewen, dat ass d'Streck zwëschent der Haaptstad Lëtzebuerg an der Unisstad Esch-Uelzecht, wou déi Eisebunnslinn 2004 décidéiert ginn ass, wou do e Projet op den Instanzewee gaangen ass, awer haut nach ëmmer Avisen dozou feelen.

Et ass also onverständlech an deelweis onakzeptabel, dass d'Lëtzebuerger Schinn duerch administrativ Prozeduren nach ëmmer permanent gebremst gëtt an deementspriechend och Schued erleit, fir am Konkurrenzmarché ze bestoen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den 3. Mee 2006 huet d'EU-Kommissioun Folgendes deklaréiert, an ech zitéiere se aus der „Süddeutsche Zeitung": „Erstes Eisenbahnpaket: Umsetzung läuft nach Fahrplan." Iwwert dës Ausso waren deemools vill Leit, besonnesch hei zu Lëtzebuerg, iwwerrascht, well mir d'Ëmsetzungsfrist a sech scho ganz laang iwwerschratt haten.

Elo schreiwe mir 2006. De Pak hätt awer sollen, wéi de Roland Schreiner et scho gesot huet, 2003 respektiv 2004 ëmgesat sinn. Do ass et awer och wierklech kengem Bierger bäizebréngen a kengem Bierger ze veriwwelen, wann hie sech freet, wat dat soll, wa mer Délaië festsetzen, déi iwwerschreiden, souguer och nach dofir veruerteelt ginn an et dach einfach net virugeet!

An dësem Kontext kéint een och nach aner Projeten an aner Direktiven nennen, mat deene mer einfach net virukommen. Leschte Sonndeg war jo eng Porte ouverte iwwert den Tunnel vun der Nordstrooss, an do huet e fréiere Buergermeeschter deklaréiert, d'Fro, déi ee sech am Fong misst stellen, wär déi, wuerfir mer fir dräi Kilometer Tunnel méi laang brauche wéi d'Schwäiz - wou vill Héichtenënnerscheeder sinn - fir 24 Kilometer Tunnel. Déi Ausso vum fréiere Veianer Buergermeeschter kann ech nëmmen ënnerstëtzen, well dat ass effektiv déi Fro, déi ee sech do stelle kann.

Awer 2004, an deem Joer, an deem dës Direktiv hätt sollen ëmgesat ginn, war och hei am Land nach villes anescht. Et war keng Fussballweltmeeschterschaft, Italien war net Weltmeeschter, mä Brasilien war dee Moment nach amtéierende Weltmeeschter. Däitschland hat nach e Kanzler a keng Kanzlerin. Den EU-Kommissiounspresident huet nach Romano Prodi geheescht; deen ass haut Premierminister vun Italien.

Hei zu Lëtzebuerg...

(Interruption)

Jo, den Här Juncker ass jo och eng Qualitéit, Här Mehlen, an dat musst Dir awer och respektéieren. An zu Lëtzebuerg...

(Interruptions)

An zu Lëtzebuerg goufen d'Chamberwahle preparéiert. D'DP war nach Regierungspartei an huet den Transportminister gestallt. D'LSAP war Oppositiounspartei, den ADR hat nach eng Fraktioun...

(Hilarité)

...an och bei deene Gréngen...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An den ADR kritt och erëm eng Fraktioun. Leet Äre Kapp a Rou!

Plusieurs voix.- Oh!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Marc Spautz *(CSV).*- An och bei deene Grénge ware manner Deputéierten op de Bänken hei an der Chamber wéi haut. Deemools, dat Joer, dat ech ënnersträiche wëll, 2004, wou déi Direktiv hätt missen ëmgesat sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, haut kënnt et dann endlech och zu Lëtzebuerg zur Ëmsetzung vun deene respektiven EU-Direktiven, an ech wëll hei an elo dovu profitéieren, fir dem Rapporteur vun dësem Gesetz, mengem Frënd, dem Roland Schreiner, zu sengem ausféierleche Bericht ze félicitéieren.

Plusieurs voix.- Ah!!!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Schonns...

(Interruption)

Dee war 2004 och nach net do. Richteg, Här Gibéryen.

Une voix.- Dir waart och nach net do!

(Brouhaha général)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Scho virun e puer Méint huet d'Chamber sech an der Rumm vun der Eisebunnstripartite bei der Grënnung vun der CFL-Cargo deels mat dëser Thematik beschäftegt. Aner Projets de loi fir d'Ëmsetzung vun den Tripartitesbeschléss si jo um Instanzewee; den Transportminister huet déi deponéiert. Mir hoffen, dass mer déi och schnellstens kënne bei der Rentrée sprochräif virleien hunn, fir déi och kënnen ëmzesetzen.

Den EU-Kommissär Jacques Barrot huet am Mee 2006 - ech hu virdru schonn eng Kéier drop higewisen - deklaréiert: „Die Anwendung des ersten Eisenbahnpakets ist für die Wiederbelebung des europäischen Eisenbahnsektors von entscheidender Bedeutung."

(Interruption)

Et stoung awer an der Zeitung esou, Madame Flesch, an ech zitéieren hei dës Kéier d'„Frankfurter Allgemeine Zeitung".

„In Verbindung mit dem zweiten Eisenbahnpaket von 2004 ist der grundlegende Rechtsrahmen nun vollendet. In einigen Mitgliedstaaten hat die Marktintegration im Schienengüterverkehr bereits zu positiven Ergebnissen geführt. Zu verzeichnen sind der Eintritt neuer Marktteilnehmer und ein größeres Verkehrsvolumen. Der Marktanteil des Schienengüterverkehrs hat sich in Europa stabilisiert. Dies lässt mich optimistisch in die Zukunft blicken. Die begonnenen Veränderungen müssen nun zum Abschluss gebracht werden, um den europäischen Eisenbahnraum im Interesse der Mobilität und Wettbewerbsfähigkeit in Europa zu verwirklichen."

Ech mengen, dozou ass näischt bäizefügen, mä et ass och gläichzäiteg wichteg, dass ee seet, dass et e sécheren Transport muss sinn - ech erënneren nëmmen u verschidden Accidenter, déi emol op privatiséierten Eisebunnsstrecke geschitt sinn, notamment déi Säit der Insel - an dass et och wichteg ass, dass mer also e sécheren an e pünktlechen Transport kréien.

Och eis ass et wichteg, dass d'Mobilitéit besser a méi attraktiv gëtt.

(Brouhaha général)

Déi Säit vum Waasser, entschëllegt!

D'Grënnung vun der CFL-Cargo...

M. le Président.- Et wier gutt, wann Dir nëmmen nolauschtere géift an net an engem Stéck Interventioune géift maachen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Also, ech soen lech, mir hu 17 Gesetzer dës Woch. Wa mer eis elo scho bei deem éischten esou emportéieren - et ass jidderengem waarm -, da kann et schéi gi bis en Donneschdeg Owend.

Här Spautz, fuert virun.

(Interruptions)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Och eis ass et wichteg, dass d'Mobilitéit besser a méi attraktiv gëtt. D'Grënnung vun der CFL-Cargo, der Jointventure tëschent Arcelor an CFL, ass gutt an noutwendeg an opgrond vun der neier Entwécklung innerhalb der Lëtzebuerger Sidérurgie ass déi och nach méi néideg wéi jee virdrun - mä ech wëll awer elo net op d'Entwécklung vun der Sidérurgie agoen - a vergréissert d'Perspektive vun där neier Gesellschaft.

Dass d'Ëmsetzunge vun den Direktiven net vun haut op muer ginn, huet de Rapporteur Roland Schreiner schonns ënnerstrach. Mä et ass awer wichteg, dass mer d'Direktive méi séier ëmsetzen.

Mir setzen also haut mat dësem Gesetz dräi Direktiven ëm, an automatesch musse mir domat d'Gesetzer vum 10. Mee 1995, vum 28. Mäerz 1997 wéi och vum 11. Juli 1999 iwwert d'Infrastrukturen änneren, a mir maachen och eng Änneruing iwwert den Transport public.

A grad dës Ëmännerung, wéi een déi künfteg Sillone verdeele respektiv wéi een d'Kontrollen ausféiere soll, huet zu deene meeschten Diskussioune bei der Ëmsetzung vun dësen Direktive gefouert. Et stellt sech d'Fro, ob dës Instanz un den ILR oder un d'Communauté des Transports ugegliddert gëtt, oder - wéi de Rapporteur et gesot huet - dem Minister direkt ënnerstallt gëtt.

Mir hu Verständnis fir de Statsrot, deen dës Kompetenz léiwer beim ILR geséich. De Problem ass awer, dass déi Leit, déi an eisem Land Kompetenze fir dës Aarbecht hunn, haut bei der Société nationale des chemins de fer sinn, a si och no deem Personalstatut schaffen an et net einfach ass vun haut op muer d'Personal vun esou enger Instanz vun enger op eng aner Verwaltung ze versetzen.

Mir soen also dofir Jo zu der Agliderung vun där Instanz bei d'Communauté des Transports, well dat och den Ofmaachunge vun der CFL mat de Sozialpartner a mat der Regierung entsprécht, an zu dësem Zäitpunkt och sécherlech déi beschte Léisung ass am Intérêt vum Paquet ferroviaire 1.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll awer elo bei dësem Punkt vun der Geleeënheet profitéieren, der Regierung d'Ureegung ze ginn, fir iwwert d'Aufgaben an d'Kompetenze vum ILR nozedenken. Den ILR huet haut eng wichteg Aufgab, a mir mussen och doriwwer offen diskutéieren, wéi een dës Institutioun ausbaue kann, fir dass si all Ufuerderungen, déi d'Regulariséierung betreffen, ka géréieren.

Den zoustännege Minister ass haut net hei; ech géif dofir den Här Transportminister bieden, dem zoustännege Minister de Wonsch matzehuelen, dass et wichteg wier, eng Diskussioun doriwwer ze féieren, wéi een dem ILR eng aner Struktur ka ginn, fir datt all déi wichteg Punkten, déi een och a künftegen Direktive wäert kréien, an den ILR agebaut kënne ginn, ouni dass dat zu anere Schwieregkeete féiert, wéi mer jo elo gesinn hunn, wéi dat bei dësem Gesetz de Fall wier, wa mer et géife maachen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, op alle Fall eppes ass fir eis sécher, dass et wichteg ass, dass mer endlech de Paquet ferroviaire 1 ëmsetzen. Domadder gëtt och d'CSV d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Henri Grethen. Här Grethen!

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Rapporteur an och de Sprieche vun der CSV hu sech elo iwwert de grénge Kléi gelueft fir d'Ëmsetzung vum éischte Paquet ferroviaire. Ech muss lech soen, Här President, dass dee Paquet zum gréissten Deel schonn ëmgesat war.

Dëse Projet huet eigentlech nëmmen zwee Voleten. Dat eent ass, dass gewëss Termen, déi mer virdru gebraucht hunn, wéi zum Beispill «réseau ferroviaire», dass dat elo «réseau ferré» genannt gëtt,…

(Interruption)

…well dat d'Definitioun ass, déi an den Texter vun den Direktive steet. Dat ass also e ganz wichtege Volet, op dee keen esou richteg agaangen ass vun deenen zwee Virriedner.

An dat Zweet…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Da froen ech mech, firwat dee fréiere Minister dat net éischter gemaach huet, wann et esou einfach ass.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech wëll dem Här Spautz soen, ech weess net wéi seng Kenntnisser am Franséische sinn a meng. Ech wëll och do net vergläichen, mä ech kann lech just soen, dass dat do d'Aarbecht vun zwou Minutte war. Vun zwou Minutten!

M. Marc Spautz *(CSV).*- An dofir hutt Der esou laang gebraucht?

M. Henri Grethen *(DP).*- Dat, wou d'Schwieregkeet war, Här President, dat war: Wie gëtt chargéiert dermat, fir déi sou genannt „Sillonen" ze verdeelen? Ech war ëmmer der Meenung, an ech bleiwen haut nach der Meenung, dass dat sollt den ILR sinn.

Une voix.- Très bien.

M. Henri Grethen *(DP).*- A soss keen!

Autre voix.- Très bien!

M. Henri Grethen *(DP).*- Well den ILR ass déi Institutioun, déi mer viru Jore geschafen hunn, fir an aneren Domänen, an der Téléphonie mobile ou fixe, oder beim Elektreschen oder beim Gas, fir do déi Regulatiounen ze maachen. Ech war och ëmmer als Minister der Meenung, dass een net bräicht zousätzlech Gremien ze schafen.

Dat passt awer hei am Land Eenzelnen, besonnesch dem Landesverband, net an de Konzept, well do kéint jo op eemol een hinnen an d'Kaarte kucken. Da gëtt dat Argument bruecht, Här President - an dat hunn ech jo hei héieren -, eenzeg an eleng bei der Eisebunn wieren déi Kompetenze gebündelt, an dofir misst een och an Zukunft déi Kompetenzen notzen.

Déi kéint ee gradesou gutt, Här President, beim ILR benotzen. En ILR, deem säi Bilan esou gesond ass, dass en esouguer dëst Joer kann Dividenden un de Stat zréckbezuelen. Et muss ee sech froen, ob en Institut de régulation, deen Taxen ophieft à charge vum Consommateur, fir seng Aarbechte kënne ze maachen, ob et deem säin Objet ass Benefisser ze maachen. Sécher net, mä dat ass eng ganz aner Debatt. Déi ass op enger anerer Plaz ze féieren. Mä den ILR hätt finanziell d'Moyenë gehat, fir dat ze maachen, an en hätt och technesch d'Moyenë gehat.

En hätt et just brauchen ähnlech ze maache wéi dat bei der Post gemaach ginn ass: Eng Rei Fonctionnairen, déi bei der Post geschafft hunn, si Fonctionnaire am ILR ginn. Eng Rei Leit, déi am Domän vum Elektreschen, bei der Cegedel a bei anere Gesellschaften, täteg waren, si vum ILR engagéiert ginn. Ech mengen, dass et och engem Lëtzebuerger Eisebunner zouzemudde gewiescht wier mat engem ähnleche Revenu - wann och net mat engem méi héije Revenu, et ass zwar schwéier, mä mat engem ähnleche Revenu - bei den ILR schaffen ze goen, an dat dann do ze maachen.

Mä dës Regierung huet jo, nodeem se am Kader vun der Tripartite déi Accorden do négociéiert huet, da gemengt et misst eng extra Solutioun fonnt ginn. Si hu jo och duerfir déi Centrale de mobilité, d'Mobilitéitszentral, déi ënnert der viregter Regierung vun de Majoritéitsparteie gestëmmt gi war an och initiéiert gi war, ofgeschaf. Si ass elo ëmgeännert ginn an déi sou genannten CdT.

Et gëtt Leit, déi mengen et wier e Contrat à durée déterminée. Dat ass et awer net. Et ass net dat. Et ass eppes anescht. Et ass e Gremium, wou een eigentlech net weess, wat se elo maachen. Souguer de Generaldirekter vun deem Organismus huet elo d'Waffe gestreckt - an do kann de Minister eis vläicht soe wat déi déif Beweggrënn vun deem Generaldirekter waren, fir elo ze demissionéieren.

Héchstwahrscheinlech huet hie sech ënnerbeschäftegt gefillt; ech weess et net. Elo soll dann hei eng nei Beschäftegung kommen. An eng Kommissioun, déi paritéitesch besat ass, wou also déi, déi kontrolléiert gi sollen, sech selwer kontrolléieren, och wann dann en Artifice gemaach gëtt, a gesot gëtt, mä et däerf awer keen, deen direkt eppes mat der Eisebunn ze dinn huet, do dra sinn; dat alles, Här President, dat si schlecht Solutiounen.

Mir als Partei bleiwen der Meenung, dass dat eenzeg Richtegt gewiescht wier - an de Conseil d'État ass och där Meenung -, dass een déi Kompetenzen am ILR gebündelt hätt. Mä et ass jo awer esou, Här President: L'opposition propose, la majorité dispose. Hei geet et och esou, well si wëllen onbedéngt Recht hunn. Well se bei hire Kolleegen an der Bringschuld sinn. Fir deenen ze weise wéi se op hirer Säit sinn, gëtt hei eng schlecht legislativ Aarbecht gemaach.

Här President, Dir wäert Iech net wonneren, wann ech Iech annoncéieren, dass meng Partei, dass meng Fraktioun dësem schlechte Gesetz hir Zoustëmmung net wäert ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz. Här Braz!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Et ass de Mëtten elo scho relativ vill geschwat ginn, an och deelweis e bësse Vergaangenheetsbewältegung gemaach ginn. Ech wëll soen, am Numm vun der grénger Fraktioun, dass mir zu dësem Gesetz eng Rei Froen un de Minister hunn, an dass mer et och dovunner ofhängeg maachen, vun der Perspektiv, déi de Minister a senger Äntwert wäert opmaachen, ob mer d'Gesetz da kënne matstëmmen oder net.

Et kann een haut iwwer ganz villes schwätzen zu dësem Thema, wäit Exkursen iwwert d'Zukunft vun der Eisebunn maachen. Fakt ass awer och, dass et haut effektiv nëmmen ëm zwou prezis Saache geet, den Här Grethen huet dat och scho gesot, dat eent ass eng Saach vu Wording, an dat Zweet ass am Wesentlechen: Wien ass an Zukunft zoustänneg fir d'Sillonen? An dat ass dat, wat haut zur Diskussioun steet; aner Saachen eigentlech net. Doriwwer hu mir schonn an der Vergaangenheet debattéiert. Mir brauchen dat haut net nach eng Kéier ze widderhuelen.

Zu der Fro vun de Sillonen - a mir hunn dat och an der Kommissioun artikuléiert -, do si mir och der Meenung - obwuel mer deen Accord tripartite mat ënnerstëtzen, well mer fannen, dass deemools eng insgesamt gutt an zefridde stellend Aarbecht geleescht ginn ass -, dass et am éischten Intérêt vun der Eisebunn selwer ass, dass een awer och als Partei, déi net Partie prenante war vun de Verhandlungen, dofir net all eenzelne Passus vun deem Accord tripartite muss matdroen. A mir hunn och gesot an der Kommissioun, dass mer schonn der Meenung wären, dass dee Volet iwwert d'Attributioun vun de Sillonen eis net géing ganz zefridde stellen.

Och si mir der Meenung, dass et besser wär, wann d'Attributioun vun de Sillonen an den Hänn vum ILR géing leien. Mir sinn iwwregens och der Meenung, dass dat net nëmmen de Fall sollt si bei der Eisebunn, mä dass dat och de Fall sollt sinn an der Aviation civile. Och do si mer der Meenung, dass déi gewuessen, déi historesch Situatioun, déi mer hunn, e Modell ass, deen amgaangen ass auszelafen.

Mir kënnen eis als Gréng absolut virstellen, dass een am Kader vun enger Diskussioun iwwert d'Kompetenze vum ILR sech seriö Froe misst stellen, ob een net misst d'Kompetenze bei de Sillonen oder bei de Loftsillonen - wann een et esou wëllt nennen -, ob een déi zwou Kompetenzen net wierklech besser hätt an den Hänn vum ILR ze bündelen, deen eiser Meenung no wierklech deen Établissement public ass, deen all d'Garantië ka bidde vun Indépendance, vun Impartialitéit, fir sech mat dëse Froe seriö beschäftegen ze kënnen.

Doropshin kéinte mer jo da soen: Vu dass dat net geschitt, elo stëmme mer géint dee Projet als Fraktioun. Mir sinn awer och gläichzäiteg der Meenung, dass eng Situatioun am Moment virläit, déi net ganz evident ass, an de Statsrot huet deelweis gehollef. En huet awer och deelweis zu där e bësse méi verzwéckter Situatioun bäigedroen duerch notamment säi leschten Avis. Esou dass d'Regierung am Moment eigentlech net méi schrecklech vill Alternativen huet, wa se wëllt déi Engagementer par rapport zu Europa anhalen, wou mer schonn zwee Joer hannendru lafen a wou se duerch eng Rei mëndlech Interventiounen ëmmer nees en neien Ausstand kritt huet, well iergendwann eng Kéier räisst och bei deem gedëllegste Bréissler Beamten de Fuedem.

An zweetens, duerch den Avis vum Statsrot, deen eng Rei Punkten opgeworf huet, ass d'Regierung elo e bëssen um Punkt, dass se seet: Wa mer et wëllen, esou wéi mer eis engagéiert hunn, virum Summer aus de Féiss hunn, da musse mer dat elo huele wat de Statsrot eis seet, obwuel se, mengen ech, selwer net ganz vill iwwerzeegt ass vun all den Detailer, déi elo am Text zréckbehale gi sinn. Dat versti mer. Dofir hu mer och Versteesdemech. Dir sidd do an enger Contrainte, déi net esou liicht ze solutionnéieren ass.

Mir sinn awer der Meenung, dass déi Solutioun, déi mer elo zréckbehalen hunn, och zu Bréissel nach net onbedéngt ugeholl ginn ass. Do sinn eng Rei Saachen dran am Text, déi eiser Meenung no - an dat wëlle mer och gären hei aktéiert hunn - zu Bréissel nach net automatesch ofgestempelt wäerte ginn, notamment déi Konditioune vun der Indépendance vun der Cellule, déi mer wëllen, wéi soll ech soen, bannent, ënnert, nieft oder nobäi der CdT elo hei aféieren. Déi Kritäre vun Indépendance sinn eiser Meenung no net esou automatesch ginn. Do ass nach Spillraum dran, e Spillraum, dee méiglecherweis der Kommissioun net passe wäert.

Et ass och net automatesch acquis, dass déi Indépendance ginn ass, wann een e Recours ka maache géint eng Décisioun vun der Cellule beim Direkter vun der CdT, wann een awer weess, dass an der CdT beispillsweis d'CFL mat vertrueden ass. Och do, och wann dee Recours en personne beim Direkter gemaach gëtt, weess een awer, dass duerch d'Kompositioun vun der CdT d'CFL doranner present ass an dass erëm eng Kéier déi Konditioune vun Indépendance wierklech op der Limite leien. Do si mer wierklech op der Limite, a mir hunn de Verdacht, dass mer vläicht souguer mat enger Zéif oder nach méi op der falscher Säit vun der Limite eis bewege mat dësem Projet. Dat wäerte mer da gesinn, wat d'Kommissioun eis dorobber äntwert.

Wat eis als Gréng wichteg ass fir kënnen eis Zoustëmmung zum Projet ze ginn, dat ass eng Ausso vun der Regierung iwwert d'Perspektive vun no der Adoptioun vun dësem Gesetz, wat mer haut ënnert dëser Form an d'Chamber bréngen, fir déi Engagementer zu Bréissel kënnen anzeléisen, zumindest an der Form an an Délaien anzeléisen, nämlech ob d'Regierung awer bereet ass, déi Diskussioun, déi mer haut provisoresch géingen ofschléissen duerch dëse Vote, awer relativ rapid nees unzefänken, fir se an enger Perspektiv vun enger Erweiderung vun de Kompetenze vum ILR ze diskutéieren, net nëmme wat d'Eisebunn betrëfft, mä och wat, wéi gesot, d'Aviation civile betrëfft. Vun där Äntwert wäerte mer et dann ofhängeg maachen ob mer kënnen eis Zoustëmmung ginn oder net.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen. Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit e Wuert vu Merci un de Kolleeg Roland Schreiner als Rapporteur vun dësem Projet de loi. Et ass hei scho vu menge Virriedner gesot ginn, et geet ëm d'Ëmsetzung vun enger Direktiv 91/440, am Fong nach just wat den éischte Paquet ferroviaire ubelaangt, eng déi och zréckzeféieren ass op Diskussiounen, déi mer an der Eisebunnstripartite virun e puer Méint haten.

Hei gëtt en Organisme indépendant geschaf, deem seng Tâche den «accès équitable et non discriminatoire à l'infrastructure ferroviaire» ass. Dësen Organisme muss ofhängeg si vun den Entreprisen, déi am Secteur schaffen, aktiv sinn, den Zuchbedreiwer also; dat um juristeschen, um organisatoreschen an um décisionnellë Plang.

D'prinzipiell Fro, déi sech am Zesummenhang mat dësem Gesetz gestallt huet, war: Erfëllt d'CdT, d'Communauté des Transports, de Verkéiersverbond, dee geschaf ginn ass duerch d'Gesetz vum 29. Juni 2004, dës Kritären, wann e mat dëser Missioun beoptraagt gëtt, wat d'Onofhängegkeet éischtens vun der Institutioun an zweetens och vum Personal ubelaangt? Déi verschidden Avisen, déi zu dësem Gesetz erakomm si vun de Chambres professionnelles an och vum Conseil d'État, hu sech intensiv mat deene Froe beschäftegt.

Sou huet d'Chambre de Travail an hirem Avis zum Beispill opgeworf, datt am Ableck ee Vertrieder vun den CFL an dem Verwaltungsrot wier. D'CdT steet ënnert der Tutelle vum Transportministère. De Conseil d'État huet eng Opposition formelle gemaach iwwert d'CdT wat d'Cellule «accès réseau» ubelaangt, datt dës Dispositioune contradictoire mat den elementare Prinzipië vum Droit administratif wieren. D'Kommissioun huet doropshin zwee Amendementer gemaach, déi zum groussen Deel dem Conseil d'État Satisfaktioun ginn hunn a wou dann och, mengen ech, konnt zum Schluss en Accord fonnt ginn.

D'Fro war och déi vun de Souveränitéitsrechter. De Conseil d'État huet a sengem Avis gesot, datt am Fong hei Souveränitéitsrechter géifen traitéiert ginn an datt dat nëmme kéint vu Fonctionnairë gemaach ginn an net vu Leit, déi en Agent des CFL wieren. Et ass dunn eng Formulatioun fonnt ginn am Text, déi souwuel de Fuerderunge vum Conseil d'État wéi der Kommissioun wéi der Regierung Rechnung gedroen huet, mat och dem Zousaz, datt déi Leit missten an Zukunft vereedegt ginn. Si missten och doriwwer eraus komplett getrennt sinn, souwuel wat d'Hierarchie ubelaangt wéi d'Uweisunge vis-à-vis vun den CFL.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir als ADR ginn eis Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet, och wa mer léiwer gesinn hätten, wann d'Kompetenzen ënnert den ILR gefall wieren. Mä mir hu sengerzäit nom Accord tripartite hei op dëser Plaz och deklaréiert, datt mer eis Zoustëmmung géife ginn zum Accord tripartite, deen am Eisebunnssecteur geholl ginn ass, an dat hei ass eiser Meenung no een Deel vun deem Accord gewiescht, an duerfir och konsequenterweis vun eiser Säit aus en Accord zu dësem Gesetz.

Et muss een allerdéngs wëssen, datt dat hei nëmmen e Gesetz ass, eng Etapp ass, an datt mer nach laang net um Enn sinn. Ech géif éischter soen, datt mer elo eréischt um Ufank sti vun där grousser Ëmwelzung am Transportsecteur am Kader vun der europäescher Liberalisatioun. Mir wëssen alleguer, datt den 1. Januar 2007 de Fret liberaliséiert gëtt. Duerfir si jo och déi Accordë getraff ginn. Am Voyageursberäich ass den 1. Januar 2010 d'Richtlinn, fir Lëtzebuerg 2012. Duerfir menge mir, datt am Fong elo eréischt den Ufank vun der décisionneller Phas kënnt, wou mer wierklech konkret um Terrain erliewe wat dës Gesetzer als Konsequenzen am Detail wäerten hunn.

Mir wëssen alleguer, datt Lëtzebuerg haut an der Regel am Hannertreffen ass, net nëmme wat d'Ëmsetzung, mä och wat d'Konsequenze vun der Ëmsetzung ugeet. Et war ëmmer Lëtzebuerg wat eng relativ retizent Haltung hat an der Ëmsetzung vun dëser Direktiv. A wa mer ganz éierlech sinn, muss een e gewëssene Sënneswandel feststellen, dee mer haut hei bei verschiddene Virriedner, déi aus der Gewerkschaftszeen kommen, feststellen.

Well wa mer an de Jore virdrun déi Direktiven net ëmgesat hunn, da war dat net, wéi den Här Spautz hei versicht huet dat ze erklären, well 2004 déi Gréng nach net esou vill Deputéierten an der Chamber haten, den ADR der méi hat, d'LSAP an der Oppositioun war an d'DP an der Majoritéit, a well Däitschland e Kanzler hat a keng Kanzlerin, mä et war virun allem drop zréckzeféieren, well deemools déi Eisebunnergewerkschafte massiven Drock gemaach hu fir an déi dote Richtung ze goen. An ech mengen eis sozialistesch Kolleegen, déi déi Zäit an der Oppositioun waren, déi waren am Fong hei dat liewegt Sprachrohr vun deene Gewerkschaften an déi hu sech ganz op hir Säit gestallt, virun de Wahlen. Elo no de Wahlen hu mer dann op eemol e Sënneswandel do festgestallt, wou dann eben en anere Minister den Transportsecteur iwwerholl huet.

An déi Gewerkschaft, déi him jo dann no steet an déi sengerzäit ferm Oppositioun gemaach huet, déi stellt dann elo haut op eemol, géif ech soen, de Rapporteur zu engem Gesetz wat a fréieren Zäite vun deene Leit awer staark bekämpft ginn ass. Ech hunn dat schonn eng Kéier hei gesot: Wann de fréieren Transportminister Henri Grethen dat heite Gesetz esou ëmgesat hätt oder ëmgesat hätt a senger Integralitéit, an och dat wat mer an der Tripartite Eisebunn realiséiert hunn, da wier sécherlech de Generalstreik ausgebrach. Mä d'Zäiten hu sech geännert an haut ass et zu Lëtzebuerg méiglech, fir dat ganz roueg iwwert d'Bühn ze bréngen.

Mir mussen awer feststellen, datt duerch déi Politik Lëtzebuerg an d'Hannertreffe geroden ass. An et muss ee sech dann och bewosst sinn, wiem seng Schold datt dat war, wa mer eben déi Direktiven net esou séier ëmgesat hunn, well mer wësse wann eng Direktiv bis ugeholl ass, kënne mer souwisou näischt méi drun änneren. Mir kënnen nach just am Kader vun deem Spillraum, deen d'Direktiv eis léisst, agéieren a mir mussen also domat liewen.

Et ass also eiser Meenung no besser fir da méi séier doriwwer ewechzegoen an déi Direktiven ëmzesetzen, fir eben och kënne vun de Virdeeler, déi noutgedronge sech awer erginn aus där neier Richtlinn wat d'europäesch Politik am Transportsecteur ubelaangt, ze profitéieren, fir ebe vir bäi ze si wann nei Marchéen opginn, wann nei Strukture gebaut ginn.

An ech erënneren drun, wa mäi fréiere Fraktiounskolleeg, deemolege Fraktiounskolleeg, de Fernand Greisen, hei ëmmer an déi Richtung plädéiert huet, datt mer net sollte bremsen, mä datt mer sollten esou séier wéi méiglech déi Direktiven ëmsetzen, fir och vir mat derbäi ze sinn, datt dat dann ëmmer dohigestallt ginn ass wéi en

Ugréff op eis national Eisebunnergesellschaft, wat et a Wierklechkeet net war. Well wann ee weess, datt ee muss zu engem bestëmmten Zäitpunkt dach déi Richtlinn ëmsetzen an applizéieren, dann ass et besser et setzt ee se éischter ëm, a wat ee méi laang waart, wat ee méi an d'Hannertreffe kënnt.

Et war also eiser Meenung no falsch, datt mer esou laang gewaart hunn, fir déi Direktiven ëmzesetzen. Et wier besser gewiescht, wann dat esou séier wéi méiglech gemaach gi wier, dann hätte mer och d'Politik op deem Niveau méi beaflosse kënnen.

Et muss ee sech selbstverständlech haut d'Fro och stellen - et diskutéiert een net esou doriwwer - vun de Konsequenze vun där europäescher Liberaliséierung am Transportsecteur.

An ech mengen den Här Transportminister huet et selwer, wann ech mech ka gutt erënneren, hei an der Debatt, déi mer iwwert den Accord vun der Eisebunnstripartite gefouert hunn, gesot, datt een eventuell eng Kéier kann dovun ausgoen, datt mer um europäeschen Niveau ganz aner Strukture kréien, souwuel am Fretberäich wéi am Voyageursberäich, datt mer vläicht an enger Rei vu Joren nëmme méi zwou, dräi grouss Transportgesellschaften an Europa hunn, déi da länneriwwergräifend agéieren, wéi mer dat elo schonn zum Deel am Fretberäich kennen. Déi Tendenz wäert och virugoen an doduerch wäert et ëmmer méi schwéier ginn als wierklech kleng - an ech mengen, dat kënne mer awer wierklech soen - national Gesellschaft hei vu Lëtzebuerg an dësem groussen europäesche Konkurrenzkampf ze bestoen. Mir wäerte kleng Chancen hunn, fir eegestänneg ze iwwerliewen.

Duerfir musse mer wëssen, datt déi Tendenzen am Kader vun der Liberaliséierung vun der europäescher Transportpolitik wäerten zu grousse multinationale Gesellschaften hi féieren, vun deenen herno an Europa der nach zwou, dräi oder véier wäerten iwwreg bleiwen - mat deem Risiko an deene Geforen, déi d'Konsequenze kënne si vun där Politik.

An ech wëll ofschléissend, Här President, nach eng Kéier op eppes hiweisen, wouriwwer mer eis am Fong alleguer heibanne mëttlerweil, géif ech soen, eens sinn, mä wou mer nach net de Wee fonnt hunn, fir dergéint ze agéieren: Dat ass, datt mir nach ëmmer nëmmen nodréiglech iwwert d'Konsequenze vun europäeschen Direktiven hei diskutéieren. Dacks applizéiere mer beim Ëmsetzen esou Prozedure wéi mer se och dës Kéier applizéiert hunn, mä et ass awer esou, datt, wa mer dat verhënnere wëllen, mir am Fong de Spiiss missten ëmdréinen an un den Ufank vun der Debatt misste komme.

Do soen ech näischt Neies, mä ech mengen, mir mussen et fäerdeg bréngen iergendwann dach eng Kéier als Nationalparlament vun Ufank u méi an den décisionnellë Phasen - wann eng Direktiv erstallt, erschafft gëtt - dobäi ze sinn, an domat den öffentlechen Débat net nëmmen um Niveau vum Parlament, mä och bei der Société civile, bei de Chambres professionnelles an an der Öffentlechkeet ze lancéieren, fir datt déi Konsequenzen, déi mer herno alleguer da veruerteelen, am Virfeld kënnen ofgebaut ginn, well soss ännere mer näischt un där Politik.

Et ass eng Politik, déi sech iwwer Joren, ech géing soe Jorzéngten opgebaut huet, vun där och jidderee weess, datt se net wäert esou liicht ze korrigéiere sinn. Dat ass een Zuch, deen op enger Schinn steet, wou mer iwwer Jorzéngten, géing ech soen, verpasst hunn, ons intensiv domat ze befaassen an haut reege mer eis alleguer iwwert d'Konsequenzen op, un deene mer näischt méi ännere kënnen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. D'Wuert huet elo fir d'Regierung den zoustännege Minister, den Här Lucien Lux. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Diskussioun de Mëtteg huet gewisen, dass een zu dësem Projet wäit kann aushuelen an iwwert d'Resultater vun der Liberaliséierung, iwwert d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Eisebunn am Zuch vun der Liberaliséierung diskutéiere kann.

Et kann ee sech awer och just beschränken op de Projet de loi vun haut, bei deem et a sech „just" drëm geet, fir ze kucken, wou de Lëtzebuerger Stat déi sou genannte Fonctions essentielles situéiere wëllt.

Ech géif mengen, et kënnt een déi zwou Saache kuerz kommentéieren, mä et läit mer fir d'éischt emol um Häerz fir der Chamber, der Transportkommissioun, hirem President a Rapporteur, an dësem Fall dem Kolleeg Roland Schreiner, e grousse Merci ze soen, well d'Rapiditéit an der Chamber mir et erlaabt, fir zu Bréissel mengem Engagement vis-à-vis vun der Kommissioun gerecht ze ginn, fir am éischte Semester vun dësem Joer endlech d'Transpositioun vum éischte Paquet ferroviaire maachen ze kënnen.

Mir hu virun e puer Wochen am Conseil vun den Transportministeren de Kommissär Barrot héieren d'Evaluatioun maache vum éischte Paquet ferroviaire. Ech war ganz frou, dass hien et si gelooss huet, fir op Lëtzebuerg extra mam Fanger ze weisen, well mer effektiv dat eenzegt Land sinn, wat den éischte Paquet ferroviaire nach net transposéiert huet.

An ee Fakt bleift och, an dat war deen immensen Zäitdrock, vun deem och de Kolleeg Braz hei geschwat huet, deen immensen Zäitdrock, dee mer haten, well mir wéinst där Non-transposition den 30. September 2004 eng éischte Kéier veruerteelt gi sinn. An a sech wär och, mengen ech, dat zweet Uerteel mat deenen deementspriechende finanzielle Sanktioune scho gesprach, wa mer net den Deal mat der Kommissioun gemaach hätten, fir bis Enn 2005 um Niveau vun der Tripartite en Accord ënnert de Partenaires sociaux ze fannen an eis da sechs Méint ze ginn, fir dann och um Niveau vum Parlament déi definitiv Transpositioun ze maachen.

Dofir sinn ech frou, dass ech muer dem Kommissär Barrot ka matdeelen, dass mer dat bis dohinner da gepackt hunn.

Ech mengen och, dass et müsseg ass, déi Attitüd vum Conseil d'État laang ze diskutéieren. Ech géif mer awer och erlaben, hei ze soen - an ech menge bei eenzelne Projete vun der leschter Zäit ass dat jo méi oft hei gemaach ginn -, dass ech dach e gewëssent Onverständnis dofir hunn, dass mer den 23. Dezember d'lescht Joer dëse Projet deponéiert hunn, an och beim Conseil d'État deponéiert hunn, an dass et wierklech dräi schréftlech Rappeller gebraucht huet, bis de Conseil d'État en Avis ofginn huet.

Ech mengen, dat hätt, esou wéi d'Délaien elo waren, kënne schif goen, wann ee weess, dass d'finanziell Sanktioun bis zum Mee schonn eleng eng hallef Milliioun Euro héich gewiescht wär fir de Lëtzebuerger Stat. Da gesäit een och, wat fir eng finanziell Répercussiounen esou Attitüde kënnen hunn; ech mengen, dass déi net onbedéngt ganz positiv sinn.

Ech mengen, dass de Mëtteg sécherlech iwwert d'Liberaliséierung ka geschwat ginn. Ech wëll zwou Attitüde vun der Kommissioun dach awer kritesch kommentéieren. Déi éischt ass déi, dass d'Kommissioun virun e puer Wochen eng éischt Evaluatioun vum éischte Paquet ferroviaire virgeluecht huet, an eisen Aen eng, déi net all Facetten erëmgëtt an déi och vu ville kritesch kommentéiert ginn ass. Déi virun allem gemaach ginn ass eleng an der Bulle zu Bréissel; déi net gemaach ginn ass dobausse mat de Memberlänner, net gemaach ginn ass och mat de Sozialpartner, sief et um Niveau vun der CER, dat heescht weder mat de Patronatsdirektioune vun den Eisebunner nach awer och mat de Gewerkschaften, sou dass vill Facettë besonnesch um Niveau vun der sozialer Kohesioun am Zesummenhang mat der Liberaliséierung hei vergiess gi sinn.

An ech muss och soen, zweetens huet mech dach awer och iwwerrascht, dass de Kommissär Barrot d'virlescht Woch eng „mid-term review" gemaach huet vun der Transportpolitik, an do e Réagencement vun der Transportpolitik gemaach huet, deen dach awer relativ bedeitend ass, an deem Mooss, dass et net méi drëm geet wéi virdrun, fir ze soen, mir wëllen d'Schinn privilegiéiert a prioritär fördere par rapport zu aneren Trägeren, mä dass elo eng Attitüd ageholl gëtt, fir sech neutral ze stellen an ze soen, d'Schinn, d'Strooss, d'Aviatioun an d'Navigatioun sollen op engem Pied d'égalité behandelt ginn.

Ech mengen, dass dat eppes ass, wat d'Lëtzebuerger Regierung net esou gesäit. Mir mengen nach wie vor, dass wa mer d'Situatioun op de Stroossen an Europa kucken, wa mer d'Situatioun vum Noninvestissement an deenen do Beräicher vun der Schinn kucken, wann ee gesäit, wéi schwiereg a wéi schwéierfälleg mir et eis maachen, fir déi sou genannte grands réseaux transeuropéens ëmzesetzen, dass awer eppes geschéie muss.

Mir hunn elo aacht Milliarden Euro am Paquet vun de Finanzperspektive leien, fir dat ze maachen, mä mir doen eis enorm schwéier, fir dat iwwert d'Bühn ze bréngen. Alles also Punkten, wou et wichteg wär, dass mer an deenen nächste Méint a Jore géinge weiderkommen.

Ech gesinn dräi Zilsetzungen, déi mir wichteg sinn, wann dëst Gesetz haut gestëmmt ginn ass: Eng ass, wéi gesot, eis eng Kéier ze conformiéieren zu där Direktiv vum éischte Paquet; an dann awer och um zweete Paquet ganz effikass ze schaffen. Den zweete Paquet, wou erëm eng Kéier dräi Direktiven ustinn, eng weider Ouverture, och d'Problematik vun der Sécherheet an d'Problematik vun der Interopérabilitéit.

Ech mengen, hei ass et wichteg, dass mer, esou wéi mer et amgaang sinn am Ministère awer och bei der Eisebunn oder bei der SNCH ze maachen, kucke schnell an de Virbereedunge weiderzekommen, fir déi Transpositioun virzehuelen, an net erëm eng Kéier eis enger Klo a vläicht souguer enger Veruerteelung auszesetzen.

An dann hu mer jo och den drëtte Paquet virzebereeden, wou mer eis an der Tripartite eens gi sinn, fir eis frél genuch zesummenzesetzen, fir ze kucke wéi déi Ëmsetzung kënnt ausgesinn um Niveau vum internationale Voyageurstrafic, woubäi ee jo weess, dass mer do an der Décisioun vum Conseil eng Ausnahmebestëmmung fir Lëtzebuerg kritt hunn, dass net 2010 mä 2012 als Date de transposition fir Lëtzebuerg gëllt.

Dat Zweet, wat, mengen ech, wichteg ass - an ech hat viru kuerzem d'Geleeënheet hei méi am Detail doriwwer ze schwätze bei enger Fro vum Kolleeg Roland Schreiner -, dat ass den Accord tripartite schnell ëmzesetzen. De Kolleeg Marc Spautz huet drop higewisen, op déi Projeten, déi deponéiert do leien, déi beim Conseil d'État pour avis sinn: deen iwwert de Statut, deen awer och iwwert d'Acquisitioun vun den Infrastrukture vun der CFL respektiv och der Arcelor.

Et sinn déi Diskussiounen, iwwert d'Ordres généraux, iwwert d'Conditions de travail, iwwert d'Formatioun, iwwert d'Polyvalence um Niveau vun der Eisebunn ze féieren.

Et ass d'Konstituéierung vun der Gesellschaft CFL-Cargo ze maachen. An ech mengen, dorunner läit dann dee fir mech drëtte Punkt, nämlech ze bastelen un där Eisebunn vu mar a vun iwwermar, déi ee sécherlech ka bauen op eng ganz Rei vun Energien a vu Kompetenze vu gëschter a vu virgëschter, mä déi sech och muss bewegen. Ech ginn et net midd dat ëmmer erëm ze soen, dass mer eis mussen do fitmaachen, en industrielle Projet an der CFL-Cargo op d'Been ze setze mat deem Partner, dee mer eis do erausgesicht hunn.

Dat musse mer och beim Voyageursberäich maachen, dass een och do muss op si fir nei Iddien, dass ee sech och do muss bewegen, dass ee muss kucken, wat fir eng Partneren hunn en Know-how fir eis do och kënne weiderzebréngen, dass mer weider Part-de-marchéen an der Groussregioun, an Europa kënne kréien, ouni dass mer d'Kooperatioun mat den Nopeschregiounen an Nopeschlänner sollen op der Säit loossen. Dat war e groussen Débat. Ech mengen, mir wëllen net als Krichshär dorëmmer als CFL-Cargo optrieden. Mä mir wëllen am Rahme vun dem Projet Sibelit zum Beispill oder der Axe ferroviaire vu Beetebuerg op Perpignan mat anere weider zesummeschaffen.

Niewent deenen dräi Zilsetzungen e puer Wuert zum Gesetzesprojet selwer. Ech mengen, meng Virriedner hunn all Facetten zu deem Domän opgezielt. Ech maache mer et net esou einfach - adresséiert un de Kolleeg Félix Braz -, fir ze soen, dass mer d'CdT, d'Communauté des Transports, hei gewielt hunn, well den Accord tripartite dat esou seet. Ech hunn ëmmer hei plädéiert an deene 15 Joer an der Chamber, dass d'Tripartite-Accordë wichteg Elementer fir eng Chamber sinn, mä dass d'Chamber ëmmer fräi muss sinn, fir och zu aneren Décisiounen ze kommen, wa se der Meenung ass, dass dat richteg ass.

Allerdéngs wëll ech an deem heite Fall soen, dass mer eis laang scho virun der Tripartite an engem Groupe de travail mat deenen eenzelne Partneren doriwwer ënnerhalen hunn, och Kontakter mat dem ILR selwer haten, wou d'Begeeschterung net grouss war fir déi Kompetenz ze iwwerhuelen a wou mer och pragmatesch musse sinn. Wann ech an déi Nopeschlänner ronderëm mech kucken, wéi déi dat gemaach hunn, dann hunn déi heiansdo vill méi einfach Solutioune gesicht.

Mir hunn zwielef Leit, déi haut bei der Eisebunn schaffen, déi sech dorëmmer këmmeren. Déi sinn an all deenen anere Länner ronderëm och iwwerholl ginn, fir déi Aarbecht an enger verännerter Aart a Weis och an Zukunft ze maachen. Elo einfach deenen zwielef eng aner Tätegkeet ze ginn, an zwielef Neier mussen anzestellen, ass eng onpragmatesch a virun allem och eng deier Solutioun, déi een och muss gesinn.

Dofir mengen ech also - an ech mengen dat ass d'Äntwert op déi Fro, déi ech virdru gestallt kritt hunn -, dass ech natierlech, sécherlech mam Wirtschaftsminister, deen de kompetente Minister fir den ILR ass, et fir richteg befannen, dass een déi Diskussioun féiert: Wat kann d'Zukunft vum ILR sinn? Wéi wëlle mer an Zukunft an all deene Beräicher, net nëmmen an den Telekommunikatiounen, an der Eisebunn, an der Aviatioun an esou virun, domat ëmgoen?

Ech wëll lech awer och drun erënneren, dass zum Beispill d'Verdeelung vun de Slotten an der Aviatioun an alle Länner vun der Europäescher Unioun vum Flughafebedreiwer gemaach gëtt. Dat ass néierens do eng aner Institutioun. Et ass ëmmer de Bedreiwer vum Flughafen, deen dat mécht. Dat also och hei, vis-à-vis vun deem, wat de Conseil d'État gesot huet, dat kënnt nëmmen den ILR sinn.

Beim Gesetz iwwert de lux-Airport 2002 huet de Statsrot kee Problem gehat fir d'Verdeelung vun de Slotten - esou wéi et an deenen anere Länner och ass - enger privater Gesellschaft, Leit mat privatem Statut unzevertrauen. Hei seet en: Et musse Fonctionnairë sinn. Deemools war dat kee Problem. An et ass en fait datselwecht, ob een d'Sillonen, ob een d'Capacitéiten op der Schinn oder d'Capacitéiten an der Loft verdeelt. Et ass, mengen ech, vun engem politeschen, juristesche Feld aus gesinn a sech datselwecht. Duerfir, mengen ech, sollte mir déi Diskussioun iwwert den ILR féieren, an déi hu mer jo och an der Kommissioun schonn ugefaangen.

(Interruption)

Doriwwer eraus ass jo och déi Fro - ech maache just dee Saz nach fäerdeg - vun der Indépendance vun deenen engen a vun deenen anere vum Rapporteur Roland Schreiner a sech scho beäntwert ginn. Wat ass, wann de Conseil d'État seet, et däerf net d'Communauté des Transports sinn, well do kënnt e Problem vun Indépendance sinn, an dann awer proposéiert et soll d'Kompetenz vum Minister sinn? E Minister, deen awer, mengen ech, 94% vum Actionnariat vun der Eisebunnsgesellschaft en tant que tel duerstellt an en Eed ofgeleescht huet, fir déi en bon père de famille ze géréieren a weiderzekommen. Och do, mengen ech, ass also d'Indépendance vun deenen engen a vun deenen aneren net esou kloer.

Mä ech mengen, Här President, dass de Kolleeg Braz mer eng Fro wollt stellen.

M. le Président.- Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Jo. Also just eng Remarque an eng Fro.

D'Remarque ass, dass een awer och beim Flughafe muss soen, dass dat keng Leit sinn, déi vun der Luxair sinn, déi déi Décisiounen do mathuele bei de Slotten, während hei sinn et awer scho Leit, och an Zukunft, déi iwwert d'Sillone mussen décidéieren, déi trotzdeem nach ëmmer nëmmen détachéiert vun der Eisebunnsgesellschaft sinn, déi also, wat hir Rentenusprëch ugeet, nach ëmmer an engem Lien zu der CFL stinn, déi den Haaptopérateur bleift.

Dorauser kann natierlech och fir d'Kommissioun zu Bréissel eppes entstoen, wat eng Vermëschung vun den Intérête betrëfft. An an deem Sënn ass et mam Flughafen net ze verwiesselen, well do effektiv keng Leit vun der Luxair, vum Flugopérateur selwer sëtzen.

An d'Fro ass, ob ech lech richteg verstanen hunn, dass Dir awer domat d'accord sidd, mam Här Krecké zesummen iwwer eng Erweiderung vun de Kompetenze vum ILR ze diskutéieren, woubäi mir natierlech verstinn, Dir kënnt haut net soen: Stëmmt mer dat heiten, mä ech halen et selwer fir Blödsinn! Do si mer eis eens. Et gëtt jo och Argumenter, och praktesch gelagerter…

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Ech halen et net fir Blödsinn.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Voilà! Et gëtt jo och praktesch gelagert Argumenter fir déi heite Solutioun. Mä trotzdeem, hunn ech lech richteg verstanen, dass Der sot, Dir verwiert lech awer net dergéint, dass mam Här Krecké ze-

summen iwwert dem ILR seng Kompetenzen däerf offen diskutéiert ginn, nonobstant wat mer haut zréckbehalen hunn?

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Also ech wëll, wat déi Fro ubelaangt, dat soen, wat ech an der Kommissioun scho gesot hunn, wéi mer driwwer geschwat hunn, dass et noutwendeg ass, dass mer iwwert d'Zukunft vum ILR diskutéieren an effektiv kucken: Wat fir eng Kompetenzen hu mer an all deene jeeweilege Beräicher? Déi Diskussioun wëll ech zesumme mam Wirtschaftsminister féieren. Dat Engagement huelen ech hei.

Wat d'Resultat vun där Diskussioun ass, mengen ech, erlaabt Der, dass ech Iech dat haut net soe kann. Mä déi Diskussioun solle mer féieren, déi solle mer och an der Transportkommissioun vläicht an enger Réunion jointe mat der Wirtschaftskommissioun féieren, dat géif ech emol hei sollicitéieren, fir ze kucke wéi mer dat an Zukunft maachen.

Ech kéint mer awer och virstellen, an dofir soen ech dat par rapport zu den Erfahrungen aus dem Ausland, dass déi sech esou vill Froen net gestallt hu wéi mir. Och a Frankräich si Leit, déi dat virdru bei der SNCF gemaach hunn, eriwwergeholl ginn an eng aner Entitéit an déi et do weidergemaach hunn, well och do pragmatesch agéiert ginn ass.

(Interruption)

Jo, ech wëll och soen, dat, wat kloer muss sinn an deem Projet, dee mer haut unhuelen, par rapport zu deem, wat de Statsrot gesot huet, dat ass, dass de Statsrot seet: D'Nuebelschnouer muss getrennt gi vun der Eisebunn. An et steet do «statutairement ou hiérarchiquement». Dat heescht also, ech mengen, dass et an deenen Aarbechten, déi elo ze maache sinn, einfach misst esou sinn, fir et hierarchesch ze maachen, dass se net méi ofhänke vun der Eisebunn, vun der Eisebunnsgesellschaft, vun engem Generaldirekter oder vu Chef-de-servicen, mä dass se et am Projet, esou wéi en elo virgesinn ass, kloer maachen.

Ech mengen, et ass also en «ou» ëm deen et geet. Wichteg ass, dass mer elo eng - wéi soll ech soen - pragmatesch Aart a Weis fannen, fir dat och an Zukunft ëmzesetzen. Wéi iwwregens och jo kloer gemaach ginn ass an der Kommissioun, dass et néierens an den europäesche Länner Fonctionnairë sinn, déi dat maachen. Ech mengen, och hei sollte mer do pragmatesch sinn, mä de Conseil d'État huet eis a sengem leschten Avis jo d'Geleeënheet ginn, fir iwwert dee Wee do erauszekommen.

Ech mengen, dass mer elo haut sollten dee Projet stëmmen, dass mer zu Bréissel dann an der Rei sinn, an notifizéiere kënnen, an dass mer weider d'Ëmsetzung vun den Tripartite-Accordë kënne virhuelen. Et bleift do, wéi et hei richteg gesot ginn ass vun engem Virriedner, villes ze maachen, mä d'Determinatioun, mengen ech, ass op alle Säite grouss, fir dat ze réusséieren.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 50 Jo-Stëmmen, bei 5 Nee-Stëmmen.

Jo, Madame Flesch!

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, ech hunn nettement d'Impressioun, dass déi Votes par procuration, déi um Pult stinn, net fonctionnéieren.

M. le Président.- Jo, ech hat 60 Stëmmen hei.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Hei stinn der 10 um Schierm, Här President.

M. le Président.- 50 Jo-Stëmmen an 10…

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Dir hutt gesot 5.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Dir sot 5!

Mme Colette Flesch *(DP)*.- 10. Dir hutt gesot 5.

M. le Président.- Pardon, entschëllegt dann. Et waren 10 Nee-Stëmmen.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- 10 Nee-Stëmmen. Dann ass alles an der Rei.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Dann ass et richteg, Här President.

M. le Président.- Ech widderhuelen d'Resultat: De Projet de loi ass ugeholl mat 50 Jo-Stëmmen, bei 10 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

6. Interpellation de Monsieur Marco Schank sur le tourisme (suite)

Mir kommen elo zu de Motiounen, déi bei der Interpellatioun vum honorabelen Här Schank iwwert den Tourismus déposéiert goufen. De Minister hat scho Stellung geholl zu deene Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt hu mer d'Motioun 1 vum Här Marco Schank iwwert d'Koordinatioun vum Tourismus op nationalem a grenziwwerschreidendem Niveau. Wa kee méi d'Wuert dozou ergräift, kënne mer da par main levée ofstëmmen?

Plusieurs voix.- Neen!

M. le Président.- De Vote électronique ass gefrot. Da maache mer dat. De Vote fänkt un.

Vote

D'Motioun 1 ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, bei 11 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

M. Aly Jaerling.

Motion 2

D'Motioun 2, och vum Här Marco Schank iwwert d'Aféierung vun enger Touristentax an d'Zesummenaarbecht mam Syvicol. Ass de Vote électronique gefrot?

(Assentiment)

De Vote électronique ass gefrot. Wann d'Elektronik prett ass, da maache mer dat. Si ass elo prett, de Vote fänkt un.

Vote

D'Motioun 2 ass ugeholl mat 45 Jo-Stëmmen, bei 15 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Motion 3

D'Motioun 3 vum honorabelen Här Calmes iwwer en neit Marketingskonzept fir den Tourismus. Ass och hei de Vote électronique verlaangt?

(Interruption)

Jo.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Just ee Wuert. Déi gréng Fraktioun wäert sech hei bei där Motioun enthalen, well a sech genuch Etüde virleien. Mir sollte se einfach elo emol ëmsetzen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Wëllt soss nach een d'Wuert? Stëmme mer par vote électronique of?

(Interruption)

Jo. Gutt, de Vote fänkt un.

Vote

D'Motioun 3 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen an 10 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen et Jean-Pierre Koepp.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter, Mme Lydie Err;

M. Aly Jaerling.

Motion 4

D'Motioun 4 vum Här Calmes iwwer nei touristesch Infrastrukturen. Ass och hei de Vote électronique gefrot?

(Interruption)

Här Kox!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Och do wäert déi gréng Fraktioun sech dann enthalen, well et do erëm ëm eng Etüd geet. Déi bestoend soll einfach ëmgesat ginn. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Kox. De Vote fänkt un.

Vote

D'Motioun 4 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 14 Jo-Stëmmen an 8 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5206 iwwert d'Bekämpfung vum Kaméidi. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Stein, den Här Calmes, den Här Angel, den Här Gira, den Här Mehlen an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Angel. Den Här Angel huet 20 Minutten als Rapporteur an zéng Minutten als Spriecher vu senger Fraktioun zegutt.

7. 5206 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur*.- Jo, Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre, dëse Projet de loi 5206 gouf nach vun der CSV-DP-Regierung den 8. September 2003 déposéiert. Den Objet vun dësem Projet de loi ass duebel: Et geet éischtens ëm eng Modifikatioun an eng Ergänzung vum 76er Kadergesetz wat d'Bekämpfung vum Kaméidi ugeet, an zweetens geet et ëm d'Ëmsetzung an d'nationaalt Recht vun den Haaptprinzipië vun der Direktiv 2002/49.

Bei där EU-Direktiv geet et ëm d'Evaluatioun an ëm d'Gestioun vum Kaméidi. D'Haaptprinzipië vun där Direktiv fanne mer also an dësem Projet de loi erëm. Déi méi technesch Dispositioune vun där Direktiv fanne mer an de Règlement-grand-ducalen erëm, déi mer och gesinn hunn.

An engem Gréngbuch vun 1996 iwwert d'Lutte géint de Kaméidi huet déi Europäesch Kommissioun de Kaméidi als ee vun den Haaptëmweltproblemer bezeechent. Dofir erlaabt mer kuerz, Iech och d'Definitioun vum Kaméidi ze zitéieren, esou wéi d'Kommissioun de Kaméidi deemools definéiert huet: «Le bruit est l'ensemble des sons non désirés, qui sont intenses, déplaisants ou inattendus.» Et ass vläicht interessant fir eis alleguer wa mer déi Definitioun eng Kéier héieren.

Ze vill Kaméidi bedeit nämlech fir vill Leit eng gewësse Gêne. Kaméidi stéiert een a stresst een och.

Dës Gêne ass awer schwéier ze moossen, well eenzel Leit ebe méi sensibel si wéi anerer. Mir befannen eis hei also am Domän vum Subjektiven. Eng Etüd vun der OMS, der Weltgesondheetsorganisatioun, weist awer och op déi objektiv Auswierkunge vun exzessivem Kaméidi hin. An dëst si virun allem Gehéierschied wéi zum Beispill Tinnitus, mä och héije Bluttdrock, Stress a besonnesch Schlofstéierunge ginn oft duerch ze vill Kaméidi verursaacht. Kaméidi mécht krank a muss also dofir als Ëmweltbelaaschtung eescht geholl ginn.

No dem Gréngbuch vun der Kommissioun huet dunn an enger Resolutioun am Juni 1997 d'Europaparlament dësem Gréngbuch Rechnung gedroen an d'Kommissioun opgefuerdert, eng Direktiv auszeschaffen. An dës Direktiv huet wéi gesot als Zil eng gemeinsam Approche, fir déi schiedlech Auswierkunge vun ze vill Kaméidi ze reduzéieren an ze vermeiden.

Dës Direktiv applizéiert sech op de Kaméidi deem de Mënsch ausgesat ass wann en a bebauten Zonen ass, a Parken oder op anere rouege Plaze vun Agglomeratiounen, an Zonen no bei Schoulen a Spideeler. Dës Direktiv applizéiert sech net op de Kaméidi, deen d'Leit doheem maachen, also och net op de Bruit de voisinage, weder op de Kaméidi op der Aarbechtsplaz an och net zum Beispill op de Kaméidi an engem Transportmëttel.

Vläicht ass et och nach wichteg ze ënnersträichen, dass déi grouss Prinzipië vun dëser Direktiv an déiselwecht Richtung gi wéi déi vun der Direktiv iwwert d'Evaluatioun an d'Gestioun vun der Loftqualitéit. An dat ass interessant well een do spéiderhi bei engem Aktiounsplang ka bei verschiddene Moossname vläicht Parallellen zéien. Eng Moossnam, déi d'Leit schützt géint de Kaméidi, ass och oft eng Wärmeschutzmoossnam. Do kann een also Parallellen zéien.

Wat also dëse Projet de loi ugeet, ass et vläicht och wichteg ze ënnersträichen, wat déi grouss Neierunge si par rapport zum 76er Gesetz, dat mer jo elo modifizéieren. Dëse Projet, an dat ass nei, ass virun allem achséiert op de Kaméidi, deen duerch de Verkéier entsteet, sief dat op de Stroossen, op der Schinn oder duerch Flugverkéier. Nei ass och, dass mer musse gemeinsam Methoden an Europa ausschaffen, fir de Kaméidi ze evaluéieren, an dofir brauche mer eben harmoniséiert Indicateuren.

Nei ass och, dass d'Ëmweltverwaltung muss fir sensibel Zonen, wéi zum Beispill laanscht d'Eisebunnen, beim Flughafen oder laanscht d'Autobunnen, eng strategesch Kartographie, dat heescht e Kaméidiskadaster ausschaffen. Esou e Kaméidiskadaster gëllt éischtens fir d'Verkéiersachse wou méi wéi sechs Millioune Gefierer am Joer laanschtfueren. Dat heescht fir Lëtzebuerg praktesch eise ganzen Autobunnsréseau. Zweetens, laanscht déi grouss Eisebunnslinnen, wou 60.000 Passagë vun Zich am Joer enregistréiert ginn. Dat gëllt zu Lëtzebuerg just fir en Deel vun den Eisebunnslinnen, fir d'Streck Lëtzebuerg-Esch. Drëttens, och bei de Flughäfe wou am Joer méi wéi 50.000 Mouvementer sinn, Landungen a Starten. Mir hunn d'lescht Joer am Juni um Findel 60.000 där Mouvementer gehat, also applizéiert et sech och op eisen nationale Flughafen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Véiertens mussen och esou Kartographië gemaach gi fir Agglomeratiounen an enger éischter Phas bis 250.000 Awunner - där hu mer keng -, an enger zweeter Phas bis 2012 fir 100.000. Mir hunn och keng esou eng grouss Stad hei, mä trotzdeem kann een awer d'Stad Lëtzebuerg mat allem ronderëm considéréieren als eng grouss Agglomeratioun vun iwwer 100.000 Leit, an och vläicht déi eng oder aner Zon am Süden.

Esou e Kadaster beschreift dann déi sonor Situatioun a Funktioun vun engem Indicateur de bruit, an an deem Kadaster ginn och Dépassementer festgehalen an d'Zuel zum Beispill vun den exposéierte Logementer an esou Zonen, déi mer definéiert hunn. Duerno muss da bis d'Joer 2008 en Aktiounsplang ausgeschafft ginn. Wichteg an nei ass, dass beim Ausschaffe vun dësem Plan d'action déi betraffe Biergerinnen a Bierger mat abezu ginn.

An esou engem Aktiounsplang mussen déi Moossnamen drastoen, déi geholl gi fir déi betraffe Leit virun exzessivem Kaméidi ze schützen. Dat kënnen aktiv Moossname sinn, wéi zum Beispill méi héich Landegebühre fir déi Fligeren, déi ze vill Kaméidi maachen, oder passiv Moossnamen, wéi zum Beispill zousätzlech Schallschutzmauere laanscht eng Autobunn. Oder Subventioune fir eng besser Isoléierung. Och nei a wichteg ass, dass an dësem Gesetz d'Informatioun an d'Partizipatioun vum Public festgesat ginn.

Erlaabt mer nach ze erklären, wéi mer dann elo all déi Ännerungen an Neierunge vun dëser Direktiv an d'Gesetz vun 1976 erabruecht hunn. Mir änneren den Artikel 2, fir de Champ d'application an den Objet vun de Règlements granducaux anzebannen, an och hei am Artikel 2 ginn déi Haaptprinzipië vun der Direktiv mat agebonnen.

De Statsrot huet säin Accord markéiert an huet awer och e puer Recommandatioune ginn. Dës Recommandatiounen huet d'Ëmweltkommissioun décidéiert ëmzesetzen, an dofir hu mer nach dem Alinea 2 vum Artikel d'Punkte 7, 8 an 9 ugehaangen. D'Ëmweltkommissioun hat am ganze fënnef Réuniounen, wou mer dëse Sujet behandelt hunn.

Et ass vläicht interessant ervirzesträichen, dass mer an eiser Kommissiounssitzung vum 8. Mee eis och zu zwee méi technneschen Amendementer décidéiert hunn, an zwar hu mer décidéiert, dass mer beim Introductiounssaz vum Alinea 2 dat Wuert «notamment» sträiche wéilten. Dat ass eng Klengegkeet. Dann hu mer nach en zweeten Amendement gemaach, an zwar am Artikel 3 vun dësem Gesetz. An deem Artikel geet et dorëm, wien herno recherchéiert a constatéiert, wann Infraktiounen zu dësem Gesetz geschéien, wien dat däerf maachen. A mir hunn dobäigefügt, dass och elo d'Fonctionnairë vun der Carrière vum Ingénieur technicien vun der Ëmweltverwaltung dat maachen däerfen.

An därselwechter Sitzung vum 8. Mee huet d'Kommissioun awer och iwwert d'Tatsaach diskutéiert, dass d'Direktiv keng Grenzwäerter, wat de Kaméidi ubelaangt, virschreift an deenen eenzelne Länner.

Mir waren eis dunn all eens, dass mer déi Fro bis d'Joer 2008 awer regele sollen. Dofir wäert ech dem Chamberspresident och déi Motioun elo hei iwwerreechen, déi iwwregens vun deene fënnef Fraktiounen an och vun eisem onofhängegen Deputéierten ënnerschriwwen ass, an an där mer d'Regierung froen, dass esou Grenzwäerter sollen erstallt ginn, dass mer eis dobäi orientéiere sollen un de Grenzwäerter vun aneren europäesche Länner, an dass mer och dann e Katalog vu Moossnamen doriwwer dobäileeën, wat geschitt, wann déi Grenzwäerter iwwerschratt ginn. Ech erlabe mer lech déi Motioun hei ofzeginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- consciente que, dans son livre vert sur la politique future de lutte contre le bruit, la Commission européenne désigne le bruit dans l'environnement comme l'un des principaux problèmes d'environnement qui se posent en Europe;

- considérant que la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement devrait, entre autres, fournir une base pour développer et compléter l'ensemble actuel des mesures communautaires concernant le bruit émis par les principales sources, en particulier les véhicules et les infrastructures routières et ferroviaires, les aéronefs, les matériels extérieurs et industriels et les engins mobiles, et pour mettre au point des mesures additionnelles à court, moyen et long terme;

- prenant note que la directive 2002/49/CE laisse aux pays membres de l'Union le soin de fixer des valeurs limites d'exposition au bruit à partir desquelles des mesures spécifiques doivent être prises;

- considérant que ni la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit, ni ses règlements d'exécution ne prévoient de telles valeurs limites;

- prenant note que les premiers plans d'action nationaux devront être réalisés jusqu'au 18 juillet 2008 au plus tard;

- estimant qu'il serait opportun de disposer de valeurs de référence lors de l'élaboration des plans d'action;

invite le Gouvernement

- à fixer, dans le cadre de la transposition de la directive 2002/49/CE, d'ici à 2008 des valeurs limites d'exposition au bruit à l'instar des autres pays de l'Union européenne et à élaborer un catalogue de mesures à prendre en considération si ces valeurs limites sont dépassées.

(s.) Marc Angel, Emile Calmes, Camille Gira, Aly Jaerling, Robert Mehlen, Roger Negri, Martine Stein-Mergen.

An där Sitzung vum 8. Mee huet och d'Madame Stein-Mergen d'Fro opgeworf, inwiefern dëse Projet de loi mam Projet 5273 vum Transportminister, wou et och ëm de Flughafe geet, ofgestëmmt ass. Ech mengen, si wäert an hirer Interventioun dorop eragoen, dofir loossen ech deen Deel dann aus.

Lëtzebuerg huet hei e bëssen eng unique Situatioun; déi aner Länner hu fir hir Flughäfen oder och fir aner Domäner scho Grenzwäerter, déi elo als Iwwergangsbestëmmunge gëllen. Mir hunn déi net a mussen dofir déi nei Regele schafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, ech war komplett. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a géif dann heimat mam mëndleche Rapport ofschléissen an herno nach e puer Wuert als mandatéierte Spriecher vun der LSAP bäifügen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Angel Merci. Als éischt Riednerin ass d'Madame Stein-Mergen agedroen. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll natierlech dem Här Angel Merci soen am Numm vun der CSV-Fraktioun fir säin ausféierlechen, mä awer ganz kuerzen a prezise schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir setzen also haut endlech d'Direktiv 2002/49/CE ëm. Dat hätt eigentlech scho solle bis Juli d'lescht Joer erfollegt sinn. Der EU geet et drëm, dass d'Länner am Intérêt vun hire Populatiounen eenheetlech Methoden entwéckelen, fir de Kaméidi ze evaluéieren, a gemeinsam Standarden. Dat natierlech an der gréisserer Vue fir d'Populatioune viru Geräischbelästegung ze schützen an esou hir Liewensqualitéit ze verbesseren.

Et ass elo awer e bësse speziell, dass déiselwecht EU de Länner iwwerlooss huet, fir d'Valeurs limites, also den Niveau de bruit, deen net méi kann toleréiert ginn, festzesetzen. Anscheinend konnte si doriwwer kee Konsens fannen.

Et schéngt ons als CSV awer wichteg, dass mer haut dem Här Angel seng oder ons gemeinsam Motioun da stëmmen, an där mer de Gouvernement opfuerderen, dass fir onst Land dës Zuele sollte bis 2008 stoen. Wéi kënne mer soss Plans d'action opstellen, wann net vu virerof kloer ass, wou a wéi Schutzmoossname musse geholl ginn. Mir géife soss e bëssen d'Kaz am Sak kafen, an et gëtt an onsen Nopeschlänner Modeller, op Grond vun deene mer dës Grenzwäerter kënnten a sollte reglementéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, d'mënschlecht Ouer ass e ganz speziellt Organ. Geräischer, Kläng an Téin falen als Schallwellen op d'Trommelfell, ginn dann iwwert d'Gehéierknöchelcher weidergeleet an d'Bannenouer, wou d'Schallwellen an elektresch Nervepotenzialen ëmgewandelt ginn.

Iwwert d'Nerve gi se da virugeleet un d'Gehir, wat a verschiddenen Zentren dës Potenzialen empfänkt an awer och interpretéiert. An dat ass esou wichteg dobäi. D'Qualitéit an d'Stäerkt vum Geräisch hänkt vun der Intensitéit a vun der Frequenz vun deene Schwingungen of, déi d'Trommelfell erreechen, jee no Drockstäerkt ass den Toun méi haart oder méi lues, jee no Frequenz ass e méi héich oder méi déif. Reng Kläng si kleng vun enger eenzeger Frequenz. Dat sinn awer net déi, déi mer normalerweis héieren, mä dat, wat mer héieren ass meeschtens komplex, esou entsteet da Sprooch, Musek oder ebe Kaméidi, mat deem mer ons haut befaassen.

De Schalldrock a Pascal gëtt an der Akustik an Dezibel ëmgerechent. Dat ass eng relativ Moosseenheet, mat logarithmescher Ëmrechnung, well et an der Praxis méi einfach ass, de Schalldruckberäich, dee fir d'Héiere wichteg ass, iwwersiichtlech duerzestellen.

An der Medezin hu mer dann nach eng aner Moosseenheet, déi amstand ass d'Lautstäerkt auszedrécken, wou dat ënnerschiddlecht Emfanne vum Gehéier bei verschiddene Frequenze berücksichtegt gëtt. Dës Moosseenheet gëtt Phon genannt. D'Gehéierschwell, also den ënneschten, niddregsten Toun, deen een emfënnt, ass an dëser Skala den null Phon. E Presslofthummer gëtt vum Mënsch mat ongefeier 120 Phon emfonnt.

Mir mierken also hei, dass et net nëmme wichteg ass en Toun physikalesch ze moossen, mä och ze evaluéiere wéi haart en am Ouer emfonnt gëtt. An den Annexen 1 an 2 vum Gesetz ginn dann och d'Moossmethoden definéiert, fir eng Cartographie du bruit opzestellen.

Aus der Aarbechtsmedezin an aus der Krichsmedezin ass scho säit laangem bekannt, dass d'Ouer duerch Kaméidi ka geschiedegt ginn. En haarde Schoss zum Beispill deet wéi. Wann ee ganz no bäi steet, da kann ee souguer zäitweileg daf ginn.

Op Dauer ginn dann d'Sënneszellen, déi d'Schallwellen an Nervepotenzialen ëmwandelen, zu Gronn. Chronesch Expositioun féiert zu schlechtem Héieren a spéider zu Dafheet. Dës Schiedegung hänkt awer ausser mat dem Schalldruckpegel och vun der Dauer vun der Expositioun of. Aus dësen Ursaache gëtt et an der Aarbechtsmedezin säit laangem Schutzmoossnamen, fir de Salarié virun esou Kaméidi ze protegéieren.

Mir wëssen och haut, dass Leit, an oft jonk Leit, déi vill, oft a laang haart Musek lauschteren, scho ganz fréi Gehéierschied kréien.

Dës effektiv a moossbar Schiedegung muss ee vun der Lärmbelästegung ënnerscheeden. Onst Gehir féiert nämlech schlussendlech déi Interpretatioun vum Kaméidi duerch, a bei der Lästegkeet vun engem Geräisch kënnt et och op déi psychesch Astellung vun deem un, deen de Kaméidi héiert.

Ass een empfindlech, kënnen och Geräischer, déi u sech ënnert der kritescher Schwell leien, krankmaachen. Besonnesch onse Schlof ass empfindlech bei esou Stéierungen, an duerch dauernd Erwächtginn kann et zu chronesche Schlofstéierunge kommen a schliesslech och an oft zu Depressiounen.

Duerfir begréisse mer et och, dass Dag-Nuecht-Kaméidisbelästegungsënnerscheeder an deem Gesetz berücksichtegt sinn.

Als Centser Kand weess ech, wouvun ech schwätzen. Fligerkaméidi ass typescherweis e Kaméidi, dee krankmaache kann, an duerfir ass et esou wichteg, dass op dëse Gebidder net nëmmen eng Cartographie du bruit opgestallt gëtt, mä dass och Mesurë kënne geholl ginn, fir zum Beispill Nuetsflich maximal ze reduzéieren.

Ech wëllt an dësem Zesummenhang dat widderhuelen, wat den Här Angel ugeschwat huet a wat mer schonn an der Kommissioun diskutéiert haten. An der Transportkommissioun ass e Gesetzesprojet, den 5273 iwwert d'Réglementation de la navigation aérienne, en suspens de Moment; dat heescht en ass an der Aarbecht.

D'CSV-Fraktioun ass der Meenung, dass een hei d'Zesummenhäng net sollt aus den Ae verléieren. Dëst Gesetz kënnt a sech schonn zu enger Rei Mesurë féieren, fir de Geräischschutz ze reglementéieren. D'Afluchsschneisen zum Beispill hunn en evidenten Afloss op d'Kaméidisausmooss vum Fluchverkéier.

Am Kader vun den Aktiounspläng kënnt een hei iwwer gestaffelt Lande- a Starttaxen diskutéieren, fir dee Fligerbedreiwer ze avantagéieren, deen duerch säin techneschen Équipement vum Avion méi geräischaarm flitt, respektiv déi ze strofen, déi zum Beispill systematesch nuets d'Start- a Landeverbuet ëmginn.

Mat der Moossung vum Kaméidi wäert et also net gedoe sinn. Mir hunn och an der Kommissioun fonnt, dass et wichteg wier, dass een net bis 2008 waart, bis nämlech d'Mesuragen ofgeschloss sinn an de Cadastre du bruit schliesslech steet, fir Plans d'action auszeschaffen.

Mir begréissen et dann och, dass de Minister schonn eng ganz Rei Iddien huet, fir dës Plans d'action ze realiséieren, déi dann no dësem Gesetz wäerten zwéngend ginn. D'Moossname sollen op verschiddene Pläng ugräifen: Verbueder, fir a Zones de bruit ze bauen; Lärmschutzwäll, wou dat noutwendeg ass laanscht d'Autobunnen an d'Zuchstrecken, oder staatlech Hëllefen a bestoende Gebaier, fir Duebelglasfënsteren ze installéieren.

Mir wëssen och elo schonn, dass d'Normen, op welleche Plazen esou e Cadastre du bruit muss etabléiert ginn, wäerten an der Perspektiv 2012 erofgesat ginn. Dat heescht, si gi méi streng: Amplaz Stroosse mat sechs Millioune Passagë pro Joer sollen dann och där mat dräi Millioune Passagë pro Joer dozou zielen - dat als Beispill -, méi kleng Agglomeratiounen, Gebidder wou manner Zuchpassagen am Joer sinn. Da kann ee sech och direkt bei deene Plans d'action drop virbereeden, dass déi dann

un déi nei Normë kënnen adaptéiert ginn, an dass se méi eng grouss Envergure wäerte kréien, wéi dat no dësem éischte Gesetz nach de Fall ass.

Besonnesch wichteg schéngt et ons ebenfalls, dass d'Öffentlechkeet soll informéiert ginn an och Accès zu dëse Kartographië soll kréien. Wann een elo objektiv Kritäre festgesat huet, da wäert et och méiglech sinn, Recours ze huelen, wann een am Kaméidi sëtzt, an awer och gegebenenfalls engem Iwwerempfindleche schwaarz op wäiss ze beweisen, dass et net um Kaméidi hänkt, wann hie sech belästegt fillt, mä dass hie vläicht emol soll no senger Gesondheet oder no sengen Nerve kucken, well, wéi gesot, jidderee Geräisch a Kaméidi als ënnerschiddlech staark emfënnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV begréisst dëst Gesetz. Et bréngt all deene Leit Hoffnung, déi an esou Zone wunnen, dass an absehbarer Zäit kënne Mesurë geholl ginn, fir hir Liewensqualitéit ze verbesseren. Mir wieren also frou, wa mer dëst Gesetz haut géingen alleguerte stëmmen. Ech bréngen den Accord vun der Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen der Madame Stein-Mergen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Emile Calmes agedroen. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt dem Här Angel Merci als Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet; e Projet, deen nach ënnert der viregter Regierung déposéiert ginn ass. Mat dësem Projet de loi gëtt d'Kadergesetz aus dem Joer 1976 ëmgeännert a komplettéiert, a sougläich déi europäesch Direktiv iwwert d'Evaluatioun an d'Gestioun vum Kaméidi an eiser Ëmwelt ëmgesat.

Déi schonn ugeschwaten Direktiv huet als Objektiv, wéi gesot, d'Niewewierkunge vum Kaméidi op d'Gesondheet vum Mënsch ze reduzéieren awer och ze évitéieren. Duerfir soll an enger éischter Etapp eng Bestandsopnahm an enger sou genannter Kartographie gemaach ginn, an déi soll laut den Aussoen da bis den 30. Juni vum nächste Joer fäerdeg sinn. D'Öffentlechkeet soll dann och laut der Aarhus-Konventioun Zougang zu dësen Informatiounen hunn. Domat wier dëst dann och séchergestallt.

Progressiv sollen dann déi eenzel Memberstaten Aktiounspläng ausschaffen, fir dem Problem Kaméidi entgéintzewierken, e Problem, deen eis ëmmer méi bewosst gëtt, a wat en Ëmweltproblem ass, vläicht net direkt, awer deen de Mënsch a senger Liewensqualitéit dach awer sécher stéiert.

Dat Ganzt ass, wéi gesot, eng éischt Etapp, déi eng Basis soll schafen, fir kënne gemeinsam communautär Mesuren ze ergräifen, fir d'Kaméidisquellen ze reduzéieren. D'Kommissioun soll bis den 18. Juli vun dësem Joer - dat ass net méi laang, dat ass genau an enger Woch - dem Parlament an dem Conseil deementspriechend Propositioune maachen. De Minister kann eis vläicht informéiere wéi wäit ee mat dëse Propositiounen ass.

Déi Direktiv gesäit dann och vir, geméiss dem Subsidiaritéitskonzept, et de Memberstaten ze iwwerloossen, fir selwer Grenzwäerter opzestellen. D'OMS huet eng Rei vun esou Grenzwäerter opgestallt. Zwee Länner, Dänemark an Holland, hunn der Europäescher Kommissioun schonn eng Lëscht agereecht mat deene Grenzwäerter, déi bei hinnen am Stroossen- a Schinneverkéier, ronderëm d'Flughäfen an an der Géigend vun den Industriezone gëllen.

Lëtzebuerg huet nach keng esou Grenzwäerter, well d'Gesetz vu 1976 dat a sech net zougelooss huet. Mä de Rapporteur - an do ware mer eis an der Kommissioun eens - huet an enger Motioun hei d'Regierung invitéiert dat dann och emol ze maachen. Mir selwer kënnen déi Motioun dann och hei ënnerstëtzen.

Ech mengen, wann een awer esou Grenzwäerter opstellt an iergendwéi op de Wee vun esou Reglementer geet, da wier et gutt, wann een awer do all Facettë vum Kaméidi géif a Betruecht zéien. Et ass jo net eleng de Kaméidi op där enger Säit. Op där anerer Säit brénge Moossnamen, déi de Kaméidi uginn, jo och Konsequenze mat sech. Ech mengen, et soll ee ganz gutt oppassen, wat fir Weeër een do geet.

Mir mengen, wann d'Regierung déi Weeër geet, fir Grenzwäerter hei festzesetzen, da soll se am Virfeld, ier se dës Reglementer a Kraaft triede léisst, awer vläicht an d'Chamberskommissioun kommen a mat der Chamber dës Grenzwäerter dann hei diskutéieren. Mä am Allgemengen, mengen ech, ass dat hei e Gesetz, wat mir als DP-Fraktioun och ënnerstëtze kënnen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Calmes Merci. Als nächste Riedner ass erëm den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och am Numm vu menger Fraktioun wollt ech awer nach e puer Sätz, e puer Saache soen. Ech sinn a mengem Rapport jo laang op d'Virdeeler vun dëser Gesetzesännerung agaangen, an ech mengen all déi Virdeeler erliichteren d'Diskussioun iwwert de Kaméidi, well een op déi objektiv Donnéeën, déi jidderengem zougänglech sinn, kann zréckgräifen.

Grad wann et ëm Kaméidi geet, ass et jo schwéier e Kompromëss ze fannen, dee fir all Säiten akzeptabel ass, well d'Ausmooss ebe vum Kaméidi vun deenen engen a vun deenen aneren aneschters bewäert gëtt. Zu enger objektiver Debatt gehéiert eben och, dass ee Grenzwäerter festleet, an dofir hu mer jo déi Motioun eraginn. Et ass jo och scho vu menge Virriedner doriwwer geschwat ginn. Ech wäert dofir och elo net méi dorobber agoen.

Mä déi Grenzwäerter gëtt et ebe schonn a villen EU-Länner. An och, wa mer nach keng Eenegung hunn, dass d'ganz EU déiselwecht Grenzwäerter huet, musse mir eis Grenzwäerter festleeën. Spontan géing ech einfach soen: Wat déi Grenzwäerter méi streng sinn, ëmsou besser. Schliesslech geet et jo ëm de Schutz vun der Gesondheet an ëm d'Liewensqualitéit vun de Bierger. A schliesslech hofft och jiddfereen, deen no bei enger Autobunn oder engem Flughafe wunnt, dass de Stat eppes ënnerhélt, fir de Kaméidi ze reduzéieren.

Et muss ee sech awer och op där anerer Säit bewosst sinn, dass streng Contrainten, fir de Kaméidi ze reduzéieren, net ëmmer déi aner betreffen.

Onse Flughafen zum Beispill, virun allem de Frachtberäich, ass enorm wichteg fir eis Ekonomie an domat fir eis alleguer, fir d'Allgemengheet. Et kann deemno net d'Zil sinn, d'Konditiounen esou ze verschäerfen, dass de Flughafen net iwwerliewe kann. Ech wëll drun erënneren - dat weess vläicht net all Mënsch -, dass eis national Fluggesellschaft, d'Luxair, den Handling mécht vun deem ganze Cargo Center, an dass se an deem Beräich schwaarz Zuele schreift, an dass dat och ganz wichteg ass fir eis Fluggesellschaft.

Wann ebe kompromëssllos muss verhënnert ginn, dass d'Leit dem Kaméidi ausgesat ginn, dann heescht dat, dass ronderëm de Flughafe kee méi bauen däerf oder nëmme méi mat ganz héijen Oplage gebaut ginn däerf. Dat entwäert natierlech och erëm den Terrain.

Esou oder esou, mengen ech, gëtt et keng Léisung, déi allen Interessen ideal géing entspriechen. Et muss dofir méiglechst e gudden Équiliber fonnt ginn tëschent den ekonomeschen Interessen, den Interesse vun der Allgemengheet an dem Schutz vun den Interesse vun dem Eenzelnen.

An der Praxis, mengen ech, wäert dat dann esou ausgesinn: Wou d'Belaaschtung ze héich ass, an dat kann ee jo da mat objektive Kritäre feststellen, däerf net méi gebaut ginn. Déi Leit, déi elo am stäerkste betraff sinn, mussen Ënnerstëtzunge kréie fir passiv Schutzmoossnamen. An Zonen, déi net grad esou staark belaascht sinn, musse méi héich Oplage bestoen, wann eben do nei gebaut gëtt. Besonnesch sensibel Institutioune wéi Spideeler a Schoulen däerfen dann an esou Zonen natierlech net méi hikommen.

Natierlech muss och de Verursaacher säin Deel dozou bäidroen. Zum Deel iwwerschneide sech dann och d'Interessen. Dir wësst, wat d'Fligere méi Kaméidi maachen, wat se méi Sprit brauchen. An et ass net ëmmer am ekonomeschen Interessi vun de Fluggesellschaften, wann hir Piloten onnéideg op de Gas drécken. Si hunn och en Intérêt an eng modern Flott ze investéieren, well nei Fligeren net nëmme manner Kaméidi maachen, mä och manner Kérosène verbrauchen. An ech mengen, bei deenen aktuellen Energiepräisser ass dat keng Quantité négligeable.

Et kéint een an dësem Kontext nach driwwer nodenken, den Ureiz, fir dass d'Fluggesellschafte moderniséieren, doduerch ze verstäerken, dass ee bei den Taxen déi vläicht méi ekologesch Kritären, dat heescht och d'Kaméidiskritären, méi berücksichtegt, dass een an d'Richtung geet méi gestaffelt Taxen ze maachen.

Et ass jo net ëmmer nëmmen de Flughafen, dee betraff ass, mä och eis Autobunnen an Zuchlinnen. Als Konsequenz musse mer ebe méi laangfristeg plangen. Dofir, am Kader vum IVL geet et net duer Korridore fräizehalen, wou spéider eventuell eng Haaptstrooss oder eng Zuchlinn gebaut soll ginn, mä et muss dann automatesch e Baustop an der direkter Noperschaft vun dëse Korridoren erlooss ginn.

Wat d'Grenzwäerter, déi mer eis wëlle ginn, méi streng sinn, wat dës Korridoren natierlech méi breet ginn. An engem klenge Land mat eben esou begrenztem Bauterrain am Territoire, dee mer hunn, ass dat do net onproblematesch. Well d'Zuel vun den Awunner an eisem Land och nach ëmmer erop wäert goen, an an Zukunft ëmmer méi Interessekonflikter entstoe wäerte wéi den Terrain, dee méi knapp gëtt, soll genotzt ginn, ass dat e wichtege Punkt.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Dat wär jo awer e Grond fir mam Zuch ënnert der Stad erduerchzefueren.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Déi fortschreitend Urbaniséierung suergt dofir, dass den Drock op déi nach onbebaute Fläche wiisst, wat souwuel d'Landwirtschaft wéi och den Ëmweltschutz ze spiere kréien, déi och nach ee mat deem aneren zum Deel leider a Konkurrenz stinn.

Am Kader vum IVL musse mer deemno festleeën, wou déi grouss Verkéiersoderen an Agglomeratioune sinn, déi ausgebaut kënnen oder musse ginn, wou Industriezonen ugesiedelt ginn a wat fir eng Fläche mer méi oder manner extensiv fir d'Landwirtschaft notze wëllen. Déi verschidde Plans sectoriels, déi am Moment ausgeschafft ginn, sinn deemno enorm wichteg fir eis Zukunft, a mir mussen all eist Bescht maachen, fir dass dës Pläng méiglechst gutt openeen ofgestëmmt ginn.

Dat heescht, dass mer fir déi grouss zukunftsweisend Projetë grondsätzlech Choixë mussen treffen. Domat di mir eis zu Lëtzebuerg oft schwéier. Mir hunn éischter d'Gewunnecht, a Sonndesrieden iwwert d'Prinzipien ze schwätzen an am Alldag Léisungen ze sichen, déi méiglechst ville Partikularinteressen entgéintkommen. Am Fong hätte mer am léifsten alles: kuerz Weeër op d'Aarbecht, d'Virdeeler, déi een huet wann een an enger Stad wunnt, an d'Wunn- an d'Liewensqualitéit, déi een huet am ländleche Raum.

Une voix.- E Bauerenhaff an der Groussgaass.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Dir sot et! Dat kléngt utopesch, mä zu Lëtzebuerg ass dat guer net esou selte Realitéit. Zu Lëtzebuerg ass eben an der vergaangener Zäit net ëmmer no gudder Logik gebaut oder verbaut ginn. D'öffentlech Hand muss dann ëmmer am Nachhinein nees versichen d'Problemer ze léisen, déi eben eng konzeptlos Besiedlung mat sech bruecht huet.

Mir kenne jo och all déi Situatioun, wou d'Leit direkt un enger Strooss bauen, well et esou praktesch ass, a wann dann awer de Verkéier zouhélt, well do esou vill gebaut gëtt ronderëm, hätt gär jiddfereen eng Ëmgehungsstrooss fir dem Kaméidi lasszeginn. Ech mengen dat musse mer ännere. Wa mer et fäerdeg bréngen, eng anstänneg Landesplanung ze maachen, déi den Équiliber tëschent deene verschiddenen Interesse schaaft, komme mer vläicht aus deem Däiwelskrees eraus, dass d'Léisunge vun de Problemer vun haut muer schonn erëm nei Problemer schafen.

Well dat awer gewësse Contrainten a manner Autonomie fir d'Gemenge mat sech bréngt, ass et wichteg, dass déi grouss Linne vun der Landesplanung am Konsens mat de Gemengen ausgeschafft ginn, an dass méiglechst vill Leit dorunner bedeelegt ginn. Mir wëssen, dat gëtt vläicht e bësse méi komplizéiert, fir zu Décisiounen ze kommen, mä ech mengen et ass gutt.

An dofir, eng vun deene wichtegsten Neierungen am Kaméidisgesetz, wéi iwwregens och an deene villen Ëmweltgesetzer, déi mer an der Lescht hei am Haus gestëmmt hunn, ass a mengen Aen de Fait, dass d'Öffentlechkeet vill méi staark an den Décisiounsprozess mat agebonne gëtt. An engem éischte Moment, wéi gesot, mag dat vläicht e bëssen alles méi komplizéiert maachen, mä ech mengen um Enn ass d'Akzeptanz vum Bierger fir eng bestëmmte Politik dann awer méi grouss, an et kann een ouni dirigistesch ze si verlaangen, dass jiddferee sech un dat hält wat op eng demokratesch Aart a Weis décidéiert gouf.

Ech ginn domadder hei och d'Approbatioun zu dësem Projet vu menger Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Angel Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Här Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Virun allem awer Merci fir déi Motioun, déi hie geschriwwen huet, esou wéi mer et an der Kommissioun festgehalen haten, well ouni dës Motioun, Här President, hätten déi Gréng sech wierklech schwéier gedoen dëse Projet ze stëmmen.

Well dëst Gesetz u sech bréngt eiser Meenung no keng Berouegung op der Kaméidisfront. Berouegung kënnen nëmme kloer Grenzwäerter bréngen, déi op wëssenschaftlecher Basis berouen, déi konsequent agefuerdert an awer och permanent kontrolléiert ginn. Genau dës Grenzwäerter feelen awer an dësem Gesetz, an u sech fanne mir et paradox - dat hu mer och direkt an der Kommissioun gesot -, fir fir d'éischt Aktiounspläng auszeschaffen an dann eréischt Grenzwäerter festzeleeën. Do gëtt een de Verdacht net lass, dass dann dës Wäerter sech net un der mënschlecher Gesondheet géingen orientéieren, mä um Status quo dobaussen, wéi en elo besteet, fir do kengem brauchen op d'Féiss ze trëppelen.

D'Regierung schéngt dat awer och elo agesinn ze hunn, dass een eigentlech den ëmgedréinte Wee misst goen, wat jiddferengem muss logesch erschéngen. Déi Gréng wäerten dann och den Ëmweltminister am Viséier behale fir ze kucken ob hien dëser Motioun dann och wäert gerecht ginn, a fir ze kucken ob mer dann zefridde stellend Resultater kréien. An deem Sënn gëtt dëst Gesetz jo wuel eng Grondlag, mä ob dat dobausse soll konkret Resultater hunn, dat musse mer dann emol nach gesinn a kucken ob dat och eise Wënsch entsprécht.

Fir dass de Stellewäert vun der Lärmschutzpolitik dann awer och wierklech e qualitative Sprong no vir mécht, wéi dës EU-Direktiv et eigentlech virgesäit, ass eiser Meenung no awer och nach eng Opstockung vum Personal néideg. Wéi soll ee Beamten eleng, deen och nach aner Aufgaben ze maachen huet, all dat ëmsetze wat dëst Gesetz virgesäit? Guer net ze schwätze vun de seriöe Kontrollen um Terrain. Well e Land mat engem Flughafe wéi dem Findel, mat esou vill Verkéier wéi op eisen Autobunnen, mat esou villen industrielle Betriber däerf d'Kaméidisproblematik, mengen ech, net méi esou stiefmütterlech behandele wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Well dat geet ganz kloer mëttel- a laangfristeg op Käschte vun der Gesondheet vun de Leit, déi hei wunnen.

Ofschléissend nach ee Saz. Hei ass alt erëm e gutt Beispill wéi frou dass mer kënne sinn, dass mer an der Europäescher Unioun sinn an dass vun der Europäescher Unioun aus Initiative geholl ginn an enger ganzer Rei Beräicher, fir d'Qualitéit vun der Ëmwelt ze schützen, fir d'Gesondheet vun de Mënschen ze schützen. Et ass dramatesch, dass mer et net fäerdeg bruecht hunn an deene leschten 30 Joer, de Bierger a Biergerinnen an der Unioun dat bäizebréngen, wéi vill Positives dass eigentlech vu Bréissel kënnt.

Hei ass e weidert Beispill vun enger fortschrëttlecher Politik, an ech mengen net, dass, wann déi Direktiv net komm wär, hei iergendeen esou séier dru geduecht hätt, d'Gesetz vun 1976 ze änneren an an deem Sënn ze verbesseren. Dofir nach eng Kéier e Plädoyer fir déi vill positiv Säiten, déi vun do kommen. Dat ass eng vun deene villen Ursaache firwat déi Gréng d'lescht Joer och duerfir agetruede sinn, fir déi Verfassung, déi mer do virleien haten, ze stëmmen.

Merci villmools.

M. le Président.- Ech soen dem Här Gira Merci. Als nächste Riedner ass den Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nieft aller aner Pollutioun, där mer dagdeeglech ausgesat sinn, ass de Kaméidi e Faktor, deen eis ëmmer méi zousetzt. Kaméidi, dee verursaacht gëtt duerch Aktivitéiten, Industrieaktivitéiten, awer virun allem - an ech menge meng Virriedner si jo och alleguer dorop agaangen, an dat ass jo eigentlech den Objet vun dësem Gesetz - Kaméidi, dee vum Verkéier ausgeet, woubäi een direkt un de Flugverkéier denkt, mä woubäi mer awer och alleguer wëssen, datt net nëmmen op deene groussen Achsen, mä och op ville klenge Stroossen, déi hei net direkt viséiert sinn, dach de Verkéier d'Liewensqualitéit vun de Leit ganz staark beeinträchtegt.

Et gëtt Kaméidi, deen ass relativ inévitabel mat Aktivitéit verbonnen, wou ee sech schwéier deet fir dee Kaméidi ze reduzéieren. Et gëtt es, deen ass vermeidbar duerch technesch Solutiounen haaptsächlech, an et gëtt es, dee wär ganz liicht vermeidbar, an dat ass deen, dee mutwëlleg dohier gemaach gëtt. Ech wäert herno nach e Wuert dozou soen.

Wëssenschaftlech Etüde weise ganz kloer, datt de Kaméidi krank mécht, an et kann een dovun ausgoen, datt ronn 20% vun der Populatioun dovunner betraff sinn. Schonn 1910 huet den Dokter a Chercheur Robert Koch virausgesot, ech zitéieren hien: „Eines Tages wird der Mensch den Lärm ebenso unerbittlich bekämpfen müssen, wie wir heute die Cholera und die Pest bekämpfen." 1910! De Mann huet wierklech wäit virausgekuckt an hien huet Recht behalen, well wëssenschaftlech Etüden, wéi gesot, beweisen, datt de Kaméidi d'Leit krank maache kann a ganz vill Leit krank mécht. Auswierkungen op de Bluttdrock, Kappwéi si Symptomer, Häerzprobleemer, psychesch Problemer, besonnesch da wann de Schlof gestéiert gëtt.

Doriwwer gëtt et och Etüden, an et ass ganz interessant, wann ee sech e bëssen am Detail domat ofgëtt. Meeschtens huelen déi Leit, déi dovunner betraff sinn, dat guer net bewosst wouer. Si kréien et guer net mat, mä hire Schlof leit dorënner. Schlof ass eng ganz komplizéiert Geschicht, wou eng ganz Partie Phasen noeneen oflafen, an Tatsaach ass, datt eng Erhuelung duerch de Schlof nëmmen da ka stattfannen, wann all Stadië vum Schlof am richtege Verhältnis duerchlaf si ginn. Dat ass bei deenen Tester do erauskomm. Wann déi Verhältnisser verännert sinn, da verléiert déi ganz Schlofdauer eigentlech hire Sënn. An dat erkläert vläicht villes.

Dat soe se och op Basis vun där Etüd, datt d'Leit herno d'Ursaach vun hirer Krankheet, vun hirem Onwuelsinn oder wat och ëmmer emol guer net méi bei de Kaméidi siche ginn, well se sech deelweis dru gewinnt hunn, deelweis guer net matkréien, datt hire Schlof, dee jo Regeneratioun bedeit an dee leschten Enns fir d'Wuelbefannen am Wachzoustand determinant ass, doduerch gestéiert gëtt.

Hei zu Lëtzebuerg ass duerch dëst Gesetz haaptsächlech de Flughafe betraff. Do wollt ech, Här Minister, Folgendes froen: Et ass scho viru längerer Zäit Rieds gaangen, duerch eng aner Landeapproche vun de grousse Cargoen, haaptsächlech de Kaméidi an der Afluchschneis ze reduzéieren. Mir ass relativ onbegräiflech - mir schwätze scho jorelaang doriwwer -, wéisou datt dat net sollt méiglech sinn.

Am Prinzip ass et esou, datt den Ufluchwénkel méi stäil wär an doduerch am Fong geholl manner Schubkraaft gebraucht géif ginn, an de Fliger och aus méi enger grousser Héicht erofkomme géif, esou datt d'Lärmbelästegung doduerch kënnt erofgesat ginn.

Wéi et schéngt ass dat an der Praxis kee Problem, dofir meng Fro: Wuerfir ass dat nach net de Fall? Et muss ee jo wierklech alles ausnotzen, all Moyenen ausnotzen, déi méiglech sinn.

Et gëtt da gesot an der Noperschaft vu Flughäfe kéint ee sech virun allem duerch schalldicht Fënstere schützen. Etüden hunn awer och gewisen, datt dat eigentlech keng Solutioun ass, well d'Liewensqualitéit vun deene Leit, déi do wunnen, a ganz beträchtlechem Mooss beeinträchtegt gëtt an dat leschten Enns och kann dozou féieren, datt d'Leit doduerch kënne krank ginn.

Duerfir ass besonnesch, wat de Flugverkéier ubelaangt, eng Méiglechkeet a Betruecht ze zéien, déi ech elo ugedeit hunn, oder no där ech gefrot hunn, nämlech d'Méiglechkeet vun enger anerer Aart a Weis, fir ze starten an ze landen - virun allem. Mä op där anerer Säit ass awer och virun allem ze erwägen, datt mer mat alle Mëttelen, déi eis zur Verfügung stinn, drop drängen, datt d'Maschinnen esou lues wéi méiglech sinn. Dat heescht, datt dat technescht Potenzial, wat do ass, duerch modern Triebwierker ausgenotzt gëtt.

Ech mengen, mer hunn alleguer déi lescht Jore festgestallt, datt déi grouss Transportfligere virun allem hire Schallpegel immens erofgesat hunn, doduerch datt d'Moteuren einfach méi lues gi sinn, an op deem Schrëtt muss weidergefuer ginn. Et kann net toleréiert ginn, datt do muttwëlleg Kaméidi entsteet.

Deen anere Secteur, deen hei haaptsächlech betraff ass, sinn d'Autobunnen. Här President, do hunn ech mech ëmmer gefrot, wuerfir mer net op deene Plazen, wou mer d'Méiglechkeet haten, Lärmschutzwäll installéiert hunn. Den Här Minister weess, datt mer e grousse Problem mat Bauschutt haten iwwer all déi Zäit elo - en ass wahrscheinlech nach net esou geléist, wéi hien et sech géing wënschen -, mä wuerfir huet een net kënnen do, wou Plaz war, einfach d'Noperschaft duerch Lärmschutzwäll schützen, déi hätte kënnen aus Buedem an aus Steng an esou bestoen, aus natierlechem Material?

Do hätt ee kënnen de Schallpegel vis-à-vis vum Voisinage erofsetzen, an zwar dat systematesch, net nëmmen do, wou d'Leit et gefrot hunn oder wou da wierklech gesot ginn ass: Esou kann dat do net sinn. Domadder hätte mer en Deel vun eisem Bauschuttproblem geléist gehat a mir hätten an engems de Kaméidi géigeniwwer dem Voisinage erofgesat.

Här President, mir stëmmen dëst Gesetz, well et e wichtege Schrëtt ass, och wann et elo vläicht an éischter Zäit keen direkt praktescht Resultat bréngt, mä et ass wichteg, datt déi Leit, déi sech vum Kaméidi belästegt fillen, Instrumenter an d'Hand kréien, och juristesch Instrumenter, mat deene se sech kënnen dergéint wieren.

Dat hei ass en Aspekt - opgrond vun deem, wat ech am Ufank gesot hunn - och vu preventiver Gesondheetspolitik. Et ass eindeuteg esou, datt eng Partie Leit duerch iwwerdriwwene Kaméidi krank ginn. Duerfir ass et absolut noutwendeg, datt mer alles maachen, wat an deem Beräich méiglech ass. Awer och - an ech widderhuelen dat nach eng Kéier - op deene Plazen, déi vun dëser Direktiv, vun dësem Gesetz net betraff sinn.

An, Här Minister, ech hunn dat um Häerz an ech muss dat lassginn: Et gëtt muttwëlleg eng ganz Partie Kaméidi dobaussen am Verkéier gemaach duerch Gefierer, déi absolut net an der Norm leien. A vu Leit, déi ongenéiert mengen, si hätten d'Recht, fir dann alt vläicht iergendwellech Defizitter oder Gott weess wat doduerch auszegläichen, datt se dann op de Stroosse muttwëlleg Kaméidi maachen. Dat ass eppes, do misst awer mat e bësselche méi Konsequenz dergéint virgaange ginn, well dat stéiert wierklech enorm.

Ech kann lech soen - ech leien, do wou ech wunnen, um Ufank vun der Afluchschneis -, datt d'Fligeren an deem Beräich manner stéiere wéi de Kaméidi vun enger Partie Enginen, Motorrieder awer och Autoen, awer och Camionen, déi einfach net esou schallgedämpft sinn, wéi dat laut dem Gesetz misst sinn. Et ass absolut noutwendeg, datt mer och géint dee Kaméidi virginn.

Dat gesot wäerte mir dëst Gesetz stëmmen. Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci. Als leschte Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Och Merci dem Rapporteur fir säin explizitte Rapport.

De Grondsaz, vun deem d'Kommissioun ausgaangen ass bei där Direktiv do, war am Fong, dass de Schutz géint de Kaméidi soll zu engem Mënscherecht ginn. Ech mengen, dat schéngt wichteg ze sinn, well en ee vun deenen elementaren Ëmweltproblemer ass, mat deenen de Mënsch all Dag konfrontéiert gëtt, a géint deen e sech och zum gréissten Deel guer net wiere kann, ausser e leeft de ganzen Dag mat Ouereklappe ronderëm, wat jo awer net ze wënschen ass a wat och relativ grotesk géif ausgesinn.

Mä de Problem, deen ech einfach hunn, ass, dass awer aus dëser Direktiv an och aus dësem Gesetz de Kaméidi op der Aarbechtsplaz iergendwéi ausgeklamert ass an dass deen net méi intensiv behandelt gëtt. Nämlech just do, wou ee ganz oft permanent engem Dauerkaméidi ausgesat ass, géint deen ee sech net ka schützen a wou am Fong keng Grenzwäerter gesat ginn. A wou een dann oft, wann een erausgeet, dat nach an den Oueren huet, wat een de ganzen Dag do matgemaach huet, esou dass dobaussen am Fong dee Kaméidi, deen dann do ass, deen och iwwert de Grenzwäerter läit, am Fong praktesch guer net méi wouergeholl gëtt; dat ass de Problem.

Da schwätzen ech och nach vun engem Kaméidi, deem Verschiddener, besonnesch Jonker, sech selwer aussetzen an net wëssen, wat fir e Schued se sech domat undinn, besonnesch an den Discoen, haaptsächlech bei Techno-Musek, wou de Problem ass, dass se sech fräiwëlleg dohinner beginn an dann anstatt, wa se heemginn, ze schlofen, dann d'Ouer, d'Trommelfell nach vibréiert bis an d'Féiss, sou dass se guer net zum Schlofe kommen a se dann och deen aneren Dag guer net méi fäeg sinn, fir wierklech déi Contrainten oder déi Chargen ze bewältegen, déi se sollen den Dag duerch maachen.

Ech mengen, dat sinn awer Froen, déi ee sech muss stellen an iwwert déi een eng Kéier kloer muss diskutéieren, ob et net onverantwortlech ass dat nach weider zouzeloossen, dass mat esou vill Dezibelen an den Discoe gefuer gëtt, während déi Jonk dohinner ginn, fir sech just ze ameséieren a fir ofzeschalten. Ob dat net eng Aart a Weis ass, fir ofzeschalten, déi se awer vläicht spéider am héijen Alter bedaueren. Se si sech es net bewosst, dass se spéider am héijen Alter dann alleguerte mat engem Hörapparat dorëmmer lafen.

Doriwwer misst awer eng seriö Diskussioun gefouert ginn an och déi zoustänneg Kommissioun misst sech domadder befaassen, fir do preventiv ze wierken a méi intensiv dorobber anzegoen.

An och besonnesch wat de Kaméidi op der Aarbechtsplaz ugeet an d'Schutzmëttelen, do muss ech éierlech soen, datt eng Rei Betriber wierklech Ustrengunge gemaach hunn, fir hir Leit do virdrun ze schützen, mä et wär vill méi einfach, wa géif versicht ginn de Kaméidi anzedämmen, wéi vu senge Mataarbechter ze verlaangen, de ganzen Dag net nëmme mat engem Helm, mä mat engem Kopfschutz, an dann, ech weess et net, och nach iergendwann eng Kéier mat enger Klamer an der Nues erëmzelafen.

Dat heescht, ech géif mengen, dass do nach eng Rei Aarbecht ze maachen ass, fir d'Leit ze schützen. Mir sinn um richtege Wee, a fir gutt ze soe mir sinn um richtege Wee, da kommt a loosst eis soen: De Schutz virum Kaméidi ass e Mënscherecht, an e soll och als dat deklaréiert ginn, an dofir och besonnesch net nëmmen dobaussen, mä och op der Aarbechtsplaz.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Jaerling Merci. An elo huet fir d'Regierung den Transport- an Ëmweltminister Lucien Lux d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Merci, Här President. Ech wëll versiche kuerz e puer Kommentaren zu Froen ze ginn, déi hei gestallt gi sinn. Mä ech wëll och der Kommissioun an dem Rapporteur Merci soen, virun allem mengen ech fir den zweeten Deel vun der Interventioun, deen eng exzellent Contributioun war, fir och e bëssen ze gesinn, wat fir eng direkt an indirekt Implikatiounen dat Instrument, wat mer eis hei ginn, an deenen nächste Jore kann hunn, besonnesch dat vun der noutwendeger Akzeptanz, déi mer musse siche bei de Leit, den Dialog mat de Leit, d'Partizipatioun vum Public.

Ech géif och gären hei dat ënnerschreiwen, wat de Kolleeg Camille Gira gesot huet, dass am Géigendeel zu deem, wat, mengen ech, dobausse politiquement correct och zu Lëtzebuerg ass, fir ze mengen, dass all déi europäesch Direktiven a Reglementatiounen, och am Zesummenhang mat Aarhus, mat Auditen, mat Impaktstudien, e Frein wäre fir d'Kompetitivitéit. Ech wëll och eng Kéier d'Geleeënheet benotze fir hei ze soen, dass wann een d'Rankinge kuckt vun der OECD a vun der Weltbank, da sinn an Europa un der Spëtzt vun der beschter Kompetitivitéit Länner wéi Finnland, wéi Schweden, wéi Dänemark. An dat si just déi Länner, déi am effikassten an am breetsten d'Ëmsetzung maache vun allen ëmweltpoliteschen Direktive vun der EU.

Dofir ass et eng gutt Geleeënheet, fir ze soen, dass mer vill profitéieren am Ëmweltberäich an am Ëmweltrecht vun all deem, wat an deene leschte Jore vun der Europäescher Unioun komm ass. An ech géif gäre gesinn, wéi et hei zu Lëtzebuerg an op ville Plaze géing ausgesi wann den Ustouss net meeschtens, wierklech an deene meeschte Fäll, vun der EU komm wär.

An dat hei ass en Thema, wat an deene leschte Joren an der politescher Ausenanersetzung keng esou eng grouss Roll gespillt huet. D'„Süddeutsche" huet virun e puer Deeg an engem Artikel iwwert déi Problematik titréiert: „Schutz vor Schall findet wenig Gehör". An ech mengen, och hei zu Lëtzebuerg huet dat Thema keng esou eng grouss Roll gespillt, ausser heiansdo d'sporadesch Diskussioun ronderëm de Findel. Dofir mengen ech schonn, dass et e Méiwäert ass, wat mer eis hei schafen. E Méiwäert an der Aart a Weis, dass mer de Kadaster elo emol definitiv ofschléissen, dass mer d'Plans d'action mussen ausschaffen, dass mer déi mam Public zesumme musse maachen. Ech mengen, dass dat eng Dynamik provozéiere wäert.

A sécherlech wäert d'EU - an d'Kolleegin Martine Stein huet dat jo hei gesot - och eng Kéier dozou kommen, wa mer et net unilateral maachen, fir sech Wäerter ze ginn, fir déi Plans d'action da wierklech och ëmzesetzen, och Sanktiounsméiglechkeeten ze ginn. Mir hunn do oft gesënnegt, dat muss ee soen.

Beim Bau vun Autobunne wär et besser gewiescht heiansdo zum Beispill am Zesummenhang mam Bauschutt, wéi et virdru vum Kolleeg Mehlen gesot ginn ass, einfach ze profitéiere fir beim Bau direkt déi néideg Schallschutzmoossname mat ze installéieren, anstatt dass mer eis ëmmer drécke loosse vu Biergerinitiativen a vu Lieserbréiwer a vu politescher Aktioun. Mir hätten dat solle preventiv direkt matmaachen. Ech mengen, dass och do haut bei de politeschen Décideure villes an der Zweschenzäit normal ginn ass, mä während ville Joren hu mer dat net gemaach.

Mir hu wéineg Zuelen zu Lëtzebuerg, wat d'Problematik vum Kaméidi och um gesondheetspolitesche Plang ubelaangt. Dofir geet een dann emol bei d'Nopere kucken: An der Bundesrepublik gëtt gerechent, dass 18% vun der Bevölkerung Gehirschied hunn. Dat wären zwëschen zéng a 15 Millioune Leit, déi dovunner betraff wären. Dat ass besonnesch staark bei deenen eelere Leit, bei deenen iwwer 65 de Fall, wou gerechent gëtt, dass et d'Halschent vun der Populatioun ass. An et ass och - wéi et elo zum Schluss hei gesot ginn ass - virun allem alarméierend bei deene jonke Leit, wou an Däitschland gerechent gëtt, dass bei deenen tëschent 19 a 25 Joer all Véierte schonn e Problem huet. Dat huet natierlech ze di mat den Discoen, wéi et virdru gesot ginn ass, wou et ni haart genuch ka sinn.

Dat huet sécherlech och mat anerem ze dinn. Heiansdo - an dat ass hei richteg gesot ginn - mécht e 50-Kubik-Motorrad, deemno wéi e friséiert ass, méi Kaméidi wéi zwee Fligeren, déi um Findel landen. Och dat, mengen ech, wär an enger Campagne ze verdeitlechen, déi mer sécherlech an deenen nächste Méint eng Kéier maache wäerten, fir dofir ze suergen, dass déi Problematik méi eescht geholl gëtt.

Ech maachen elo wierklech Abstraktioun, fir nach eng Kéier opzezielen, wat dëst Gesetz eis elo un Aufgabe gëtt. Och ouni déi Gréng halen ech mech do am Viséier fir dat alles esou schnell wéi méiglech ëmzesetzen. Eenzel Saache sinn an der Kommissioun jo scho gesot ginn. Do si mer scho relativ wäit fortgeschratt. An der Analys vun deem, wat d'Autobunnsnetz ubelaangt a wat Réseau ferroviaire ass, si mer bal fäerdeg, esou dass mer zu Bréissel dat schnell kënnen notifizéieren.

Ech kann och soen, dass mer am September déi éischte Kéier an der Ëmweltverwaltung en Akustiker wäerten astelle fir dat heiten ëmzesetzen, deen also dat och prezis geléiert huet, deen also eng Formatioun op deem Beräich huet, fir eis ze hëllefen do méi schnell weiderzekommen. An dann hoffen ech, dass mer an deenen eenzelnen Etappen, wei se opgelëscht sinn, bis 2012 schnell virukommen.

Ech wäert och mat der Ëmweltverwaltung zesumme kucke bei där Motioun, wou ech kee Problem hu se ze akzeptéieren, dofir ze suerge mat den Nopeschlänner zesummen - hei sinn zwee Länner genannt ginn, déi schonn de l'avant gaange sinn - Wäerter unilateral ëmzesetzen, mä och mat der OMS ze kucken, dass mer esou schnell wéi méiglech Wäerter hu fir net nëmmen an de Betriber, wou mer déi schonn hunn, mä och dobaussen an der Gesellschaft déi néideg

Aufgabegebidder ze kréie fir d'Plans d'action, awer herno och d'Kontrollméiglechkeeten an d'Sanktiounen. Well soss huet et kee Sënn, wa mer herno Aktiounspläng hunn a mir hunn net d'gesetzgeberesch Méiglechkeeten, déi mer eis musse schafen, fir se ëmzesetzen. Dann hëlleft dat net ganz vill.

Ech mengen, dass dat Gesetz also schonn e Méiwäert ass, fir eng besser Bekämpfung vum Kaméidi och hei zu Lëtzebuerg ze kréien.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Ëmweltminister Lucien Lux Merci. D'Debatt ass domadder ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5206. Den Text steet am Document parlementaire.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Resultat ass dat folgend: De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roger Negri), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

Dann hätte mer hei nach d'Ofstëmmung vun enger Motioun. Vu datt déi Motioun vun alle Fraktiounen a Sensibilitéite matgedroe gëtt, kann ech déi Motioun par vote à main levée zum Vote stellen.

Vote

Wien ass dofir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dann och déi Motioun à l'unanimité ugeholl.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5307 iwwert d'Sécherheet vun de Produiten. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Spautz, d'Madame Flesch, den Här Huss, den Här Mehlen an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här John Castegnaro.

8. 5307 - Projet de loi relative à la sécurité générale des produits

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, bei dem Projet 5307 geet et ëm d'Transpositoun vun der EU-Direktiv 2001/95/CE, déi d'Direktiv 92/59/CEE ersetzt an och dat Gesetz, wat opgrond vun där Direktiv genee virun néng Joer gestëmmt ginn ass a wat den Datum vum 27. August 1997 dréit; fir och dat Gesetz ze ersetzen, ouni dass awer déi wesentlech Prinzipië géinge verännert ginn.

Et geet bekanntlech drëm hei net nëmmen eng nei Direktiv ëmzesetzen, mä wierklech méi sécher Produkter op de Marché ze kréie respektiv d'Kontroll vun de Produkter nei ze regelen an ze verbesseren. Déi nei Direktiv, dat Gesetz, wat mer haut solle stëmmen, konsolidéiert domat dat Gesetz vun 1997, baut et och aus, an dat mam erkläerten Zil vum effikasse Schutz vum Konsument. Dëse Projet de loi, deen op den éischte Bléck héich technesch ausgesäit - an et och ass -, ass awer geneesou en héich politesche Projet.

De Message essentiel vun dem Projet de loi ass d'Securité générale des produits, déi noutwendeg a wichteg ass, fir dass ee kann eng effikass Protektioun vum Konsument erméiglechen. D'Zil ass also dat vun de séchere Produkten, déi op de Marché solle kommen, an domat och e Sécherheetsnetz ze liwweren, do wou déi sektoriell Législatioun net gräift oder wou se inexistent ass.

Eng duerchaus komplex a kompliziéiert Matière, och doduerch well mer hei ëmmer an der Konfrontatioun stoungen a sti mam sakrosankte Prinzip vun der Liberté de commerce, déi scheinbar ëmmer nach de Primat virum Schutz vun der Gesondheet huet.

Dee Spillraum, deen awer besteet, versiche mer mat deem Gesetz hei auszefëllen, och duerfir well et jo ëm d'Gesondheet geet, well et och ëm Liewen an Doud ka goen.

Mir bewegen eis hei also an engem Rahme vu sou genannte liberale Spillregelen. Trotzdeem menge mer, dass mer et géinge fäerdeg bréngen, mat dësem Gesetz, wéi ech et schonn e puer Mol gesot hunn, besser Regelen, méi Kontrollen, méi Schutzbestëmmungen an awer och Strofbestëmmungen ze schafen. Et geet drëm - an dat ass wesentlech -, hei d'Responsabilitéit vum Produzent a Verdeeler, vum Händler ze verdéiwen, och am Sënn vun enger optimaler Zesummenaarbecht mat den nationalen an europäeschen Autoritéiten an ëmmer erëm am Interesse vum Verbraucher, vum Konsument.

Dat soll erméiglecht ginn iwwer méi Informatioun an Transparenz dem Konsument géigeniwwer. D'Verpackunge solle besser ginn, d'Verpackungsbeilage sollen hirersäits liesbar a méi transparent ginn, fir eben op d'Gesondheetsrisiken an d'Unfallgeforen hinzeweise respektiv a virun allem se ze verhënneren, also virbeugend ze sinn. Et geet drëm, d'Irreféierung vum Verbraucher op en Enn ze bréngen. Et geet drëm, duerch grouss Transparenz och méi schnell kënnen ze reagéieren, wa reagéiert gi muss.

Et geet also drëm, iwwer méi streng Verflichtungen dem Produzent géigeniwwer hien dozou ze veranlassen, dass hien a) seng Produkter, wann et noutwendeg ass, fräiwëlleg vum Maart zréckzitt wa Problemer entstane sinn oder b) bei Verdachtsmomenter den zoustännegen Autoritéiten déi néideg Informatioun och iwwert de Wee vun enger optimaler Zesummenaarbecht zoukomme léisst.

Aus dem Rapport vun der Kommissioun vun der Ekonomie, Energie, Post an dem Sport vum 6. Juli 2006 sinn déi Schwéierpunkten, mä och d'Komplikatiounen, awer besonnesch d'Zil erauszeliesen. An ech wëll profitéiere fir hei alle Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun en décke Merci ze soe fir d'Gedold an d'Ausdauer, mä och dem Sekretariat an de Mataarbechter aus dem Ministère. Mir hunn iwwer e Joer un deem Rapport an un deem Projet de loi gebruckt, well et ebe keng einfach Saach war, well e komplex war, mä och - an dat muss een ënnersträichen -, well mer ënner Drock stoungen, ënner Drock, well et eng Urgence gëtt.

Déi Direktiv 2001/95 ass de 15. Januar 2001 a Kraaft getrueden an hir Ëmsetzung hätt misse virum 15. Januar 2004 vollzu sinn. Hei ware mer dann och erëm eng Kéier am Verzuch, an den Europäesche Geriichtshaff huet den 9. Mäerz 2006, also virun e puer Méint, Lëtzebuerg veruerteelt. Eng weider Verzögerung hätt onweigerlech dozou gefouert, dass mer Strofe kritt hätten, also Penalitéiten an Astreinten, wat eis nieft der Schmaach och nach vill Sue kascht hätt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Zweetens gëtt et eng aner Problematik, an den honorabelen Henri Grethen, mäi Frënd, ass jo elo heibannen, hie war an der Kommissioun dobäi, domat kann ech en net iwwerraschen, dass de Statsrot hei sechs Oppositions formelles gemaach hat, an dass mer also eis och mat deenen hu missen auserunee setzen, woubäi fënnef vun deenen Oppositiounen ouni gréisser Problemer ze léise waren, mä déi sechst och nom zweeten Avis complémentaire vum Statsrot vum 4. Juli 2006 ëmmer nach Schwieregkeete bereet huet - an ech wëll herno ee Wuert doriwwer verléieren.

Zu deene fënnef Oppositions formelles wou mer Léisunge fonnt hunn, do huet de Statsrot sech notamment un de Kompetenze vum Minister a vu senge Servicer gestéiert an de Statsrot huet verlaangt, dass eng Rei vu Kompetenze méi kloer am Gesetz respektiv duerch groussherzoglech Reglementer festgeluecht misste ginn. Eis Kommissioun huet dëse Fuerderunge vum Statsrot Rechnung gedroen. Mir haten och schonn en éischte Projet vun engem Règlement grand-ducal virleien, dee mer konnten zur Kenntnis huelen, deen awer nach muss duerch de Regierungsrot goen.

Et sief och drop higewisen, dass en anere Projet de loi, de 5516 iwwert den Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation et de la sécurité des produits et services, de 16. November vum leschte Joer an der Chamber déposéiert gouf, eben a sengem Artikel 25 d'Schafung vun dësem Institut, dem ILNAS an der Kuerzfaassung, virgesäit an domat och d'Kompetenze vum Wirtschaftsminister am Beräich vum Contrôle vun der Sécurité générale des produits op den ILNAS iwwerdréit.

Déi sechst Opposition formelle war déi schwieregst. Hei geet et ëm den Artikel 3, d'Sécurité des produits, an den Artikel 8, d'Penalitéiten. Mir hunn do eigentlech versicht eis Meenung als Kommissioun duerchzedrécken a mir hunn e leschte Virschlag de 6. Juli an der Kommissioun diskutéiert a mir ginn dovun aus, dass déi Propositioun dem Statsrot kann oder misst kënne Satisfaktioun ginn ouni eis prinzipiell Haltung mussen opzeginn.

Mir waren eis awer eigentlech eeneg driwwer, dass mer net zu weidere Kompromësser bereet wieren, mä gegebenenfalls géingen der Entbannung vum zweete Vote constitutionnel ebe mat engem Passer-outre géigeniwwertrieden an eis domat géingen duerchsetzen. Wéi gesot, mir hunn dat nei formuléiert, mir hunn dem Statsrot an engem Bréif de 7. Juli eis Formulatioun matgedeelt.

Ëm wat geet et? Mä et geet drëm, dass den Artikel 3 (1) all Produzent obligéiert, nëmme sécher Produkter op de Maart ze bréngen. D'Paragraphen 2 an 3 vum Artikel 3 preziséiere wéini e Produkt als sécher kann ugesi ginn, andeems si déi verschidden Normen opzielen, déi e Produit erfëlle kann - erfëlle kann! -, well déi Normen net obligatoresch sinn. Dës Norme ginn och haut schonn, ënnert dem aktuelle Gesetz vun 1997 iwwert d'Sécurité générale des produits, mat hire Referenzen am Mémorial publizéiert.

A sengem éischten Avis huet de Statsrot mam Hiwäis op den Artikel 112 vun eiser Constitutioun verlaangt, dass dësen - ëmstriddene - Prinzip vun der Publikatioun eleng vun de Referenzen op d'Normen op d'mannst an d'Gesetz festgeschriwwe misst ginn, an dat wéi gesot «sous peine d'opposition formelle». Doropshin huet d'Kommissioun den Artikel 3 amendéiert an en neie Paragraph bäigefléckt, deen de Prinzip vun der Publikatioun vun de Referenzen am Gesetz festschreiwe soll. A sengem éischten Avis complémentaire huet de Statsrot dann op eemol fonnt, dass d'Publikatioun vun de Referenzen eleng net géif duergoen. D'Norme missten an Zukunft integral am Mémorial oder als Annex zum Mémorial veröffentlecht ginn.

A sengem Avis complémentaire huet de Statsrot effektiv en neit Element a seng Argumentatioun erabruecht, an zwar, dass déi penal Sanktiounen, déi e Producteur en vertu vum Artikel 8 riskéiert, wann hien, entgéint den Dispositioune vum Artikel 3 (1) - also sécher Produkter -, geféierlech Produiten op de Marché bréngt, sech direkt op den Artikel 3 applizéieren, also och op d'Paragraphen 2 an 3, wou d'Normen definéiert ginn.

Or, ouni eng integral Veröffentlechung vun dësen Normen am Mémorial, am Sënn vum Artikel 112 vun eiser Constitutioun, kéinte Verstéiss dergéint och net ënner Strof gestallt ginn. De Problem bestoung also an der Incriminatioun vun den Normen. Implizit huet de Statsrot domat awer och verlaangt, dass d'Normen aus de Paragraphen 2 an 3 obligatoresch ginn.

D'Kommissioun huet sech doropshin nach eng Kéier mam Problem befaasst an ass zur Konklusioun komm, dass d'Fuerderung vum Statsrot aus wéinstens dräi Ursaachen net ze erfëlle wär, an zwar:

Éischtens, eng Publikatioun in extenso vun allen Normen, Codes de bonne conduite, «état des connaissances et de la technique» an esou weider, vun deenen am Artikel 3 Rieds ass, wär technesch a materiell praktesch net machbar.

Zweetens, et gëtt Normen op déi Droits de propriété intellectuelle bestinn, déi een net einfach esou veröffentleche kann.

Drëttens, eng Publikatioun vun den Normen am Mémorial, duerch déi dës Normen en obligatoresche Charakter géife kréien, géif wesentlech méi wäit goe wéi dat wat d'EU-Direktiv verlaangt. Wa mir dës Propos vum Statsrot iwwerhuele géifen, da wäre mer mat eiser Transpositioun net méi konform gewiescht, esou jiddefalls hunn d'Kommissioun an de Minister dat gesinn.

A véiertens ass de Lien, deen de Statsrot tëschent den Normen engersäits an de Sanktiounen op där anerer Säit mécht, esou net richteg. De Statsrot ass dovun ausgaang, dass den Non-respect vun den Normen, wa se obligatoresch sinn, automatesch eng Sanktioun géif no sech zéien. Or, d'Sanktiounen, déi den Artikel 8 virgesäit, applizéiere sech op Produzenten, déi onsécher, dat heescht gefäierlech Produiten op de Maart bréngen.

D'Normen aus de Paragraphen 2 an 3 déngen dozou ze evaluéieren, ob e Produkt kann als sécher betruecht ginn oder net. Dat bedeit awer net, dass e Produit, deen d'Normen net erfëllt, automatesch gefäierlech ass, an dass dee Produzent automatesch bestrooft gëtt, wann hien esou e Produit op de Maart bréngt.

D'Kommissioun huet hir Iwwerleeung dem Statsrot an engem Bréif, wéi ech gesot hunn, matgedeelt a gefrot, fir dass de Statsrot seng Opposition formelle op dësem Punkt soll opginn. Si huet de Statsrot ausserdeem nach eng Kéier drun erënnert, dass de Prinzip vun der Publikatioun vun de Referenzen och an anere Beräicher souwisou applizéiert gëtt.

A sengem zweeten Avis complémentaire huet de Conseil d'État zur Kenntnis geholl, dass d'Kommissioun déi Normen net als juristesch bindend betruecht, mä éischter als technesch Indikatioun, gewëssermoossen also als Interpretatiounshëllef am Fall vun engem Litige.

De Statsrot huet der Kommissioun dunn zwou Méiglechkeeten opgelooss. Dat heescht, entweder un der integraler Publikatioun vun den Norme festzehalen. De Statsrot huet souguer d'Iddi lancéiert, dass een dat iwwert den Internet kéint maachen. D'Kommissioun huet awer fonnt, dass domat déi wesentlech Problemer, déi ech éinescht opgezielt hunn, net geléist wären, an huet op déi zweet Léisung zréckgegraff, an zwar den Artikel 3 net ganz ze inkriminéieren, mä sech op den 1. Paragraph - dee vun de Produits sûrs - ze limitéieren. Domat falen d'Normen aus de Paragraphen 2 an 3 elo net méi ënnert déi pénal Sanktioune vum Artikel 8.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Domat, menge mer, kënnt de Problem vun der Publikatioun vun de Normen, deen eis immens vill Zäit kascht huet, zu gudder Lescht nach geléist ginn. Dat wäerte mer gesinn un der Reaktioun vum Statsrot.

Nach eng Kéier zum Projet e puer Bemierkungen an Erklärungen. Dee Projet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass deen, deen also de Prinzip festneelt vun de Produits sûrs, déi op de Marché musse kommen.

Zweetens leet de Projet de loi, esou wéi säi Virgänger 1997, kloer fest, dass d'Kompetenz an där Matière ausschliesslech an den Hänn vum Minister läit, deen d'Protektioun vun de Konsumenten a sengen Attributiounen huet. Dat heescht, de Moment ass dat de Minister vun der Ekonomie an et si seng Agenten, déi als Agents de police judiciaire de Marché iwwerwaachen, Enquêten um Terrain maachen, Infraktioune feststellen an och de Procès-verbal dresséieren.

De Minister vun der Ekonomie ass also deen, deen dofir suergt, dass déi néideg Mesurë geholl ginn, an et ass och deen, deen a Kontakt mat de Konsumente steet. An et ass deen, deen dem Producteur an dem Distributeur vis-à-vis ka bestëmmen, éischtens ze verbidden, dass Produiten op de Marché kommen, déi als geféierlech betruecht ginn, zweetens se dozou ze veranlassen de Retrait virzehuelen. An hie kann nieft dem Retrait och d'Destructioun vun dëse Produiten décidéieren.

Wéi gesot, wichteg ass, dass dat Gesetz doniewent eng Rei vun anere Prinzipien iwwerhëlt. Ech schwätzen elo vum Rapex, dem Système d'alerte rapide, deem rapide Warnsystem, dee vun der Eu-

ropäescher Kommissioun organiséiert a pilotéiert gëtt, a wou et an all Mitgliedsland vun der Europäescher Unioun eng Antenn gëtt, déi da bei eis och am Ministère de l'Économie ugesiedelt ass.

Dee rapide Warnsystem erfëllt eng wesentlech Funktioun. Dir gesitt dat aus dem Rapport, wou d'Zuele sti vun honnerte Retraiten oder Warnungen, déi do ausgeschwat gi sinn. Et konnt ee gëschter nach an eisem Courrier électronique liesen, dass d'Europäesch Kommissioun net méi spéit wei gëschter gewarnt huet virun deene Minimotoen, déi zënter enger Zäit schonn op de Marché komm sinn an déi ugesi gi wéi Spillsaachen a mat deenen och kleng Kanner däerfe fueren, obwuel festgestallt ginn ass, dass dat liewensgefäierlech ass. Dofir ass och vun der Kommissioun dorop higewise ginn, dass an de Länner muss reagéiert ginn, dass ënner 14 Joer keen däerf domat fueren, dass et keng Spillsaach ass an dass dat doten eigentlech misst an d'Kategorie vun de motoriséierte Gefierer falen, wat awer wéinst mangelhafte Reglementer net de Fall ass.

An do gesäit een d'Bedeitung. An et ass vläicht e gutt Beispill, fir ze ënnersträichen, dass och esou e rapide Warnsystem, dee jo integréiert ass an d'Sécurité générale des produits, seng absolut Bedeitung huet; fir och ze ënnersträichen, dass de Rapex iwwert dat erausgeet, wat de Champ d'application vun der Sécurité générale des produits ass, mä dass och do all déi Produkter reglementéiert ginn, wou et Reglementer gëtt, wou et Directives sectorielles gëtt, wéi iwwert d'Spillsaachen, iwwert d'Matériel électrique, iwwert d'Équipements de protection individuelle, awer och iwwert d'Produits cosmétiques.

An hei gräifen dann an, an déi ganz Kontrollfunktioun, net nëmmen d'Inspection du Travail et des Mines an de Service de l'Énergie de l'État, mä och d'Division de la Pharmacie et des Médicaments vum Ministère de la Santé.

Déi Tatsaach do huet dann op där anerer Säit dozou gefouert, dass souwuel de Conseil d'État wéi besonnesch d'Union luxembourgeoise des Consommateurs fënnt, dass esou ze vill Muecht an der Hand vun engem Ministère ass a vläicht net genuch Méiglechkeet vu beschtméiglecher Kooperatioun besteet, an doraus erëm Risiken entstinn.

Dofir hu mer eis als Kommissioun och sensibel dofir gewisen a mer fannen, dass een eben iwwert de Wee vun dësem Gesetz an anere Méiglechkeeten déi Zesummenaarbecht muss optimal organiséieren, fir dass een d'Problemer am Grëff behält.

Dës Erklärunge fir ervirzesträichen, dass et schonn e bedeitende Projet ass, dee villes vun deem ale Gesetz iwwerhëlt, mä deen op där anerer Säit eng Rei vun neien Elementer mat erabréngt, déi et derwäert sinn, dass se beuecht ginn.

Ofschléissend a fir komplett ze sinn, och wann et keen direkten Zesummenhang gëtt, wëll ech e Wuert iwwer REACH verléieren an iwwert de Code de la Consommation. REACH dofir, well dat jo och eigentlech e Bestanddeel vum Schutz vun der Gesondheet ass an enger anerer Dimensioun.

Hei geet et ëm chemesch Produkter an hiren immens héije Potenzial u Gefore fir d'Ëmwelt mä och fir d'mënschlech Gesondheet, an dat ass Objet vun enger detailléierter Reglementatioun an zwar ausserhalb vun der Sécurité générale des produits.

Op där anerer Säit spillt et mat eran, well jo awer eng ganz Rei vu Chemikalien, déi iwwert de REACH solle kontrolléiert sinn an dat am Virfeld vun der Commercialisatioun, net nëmmen a chemesche Produkter mä och an anere Produkter benotzt ginn. Et ass also net fir et aus den Aen ze verléieren, och wann et hei direkt net mat en Thema ass.

Dann de Code de la Consommation, op deen zënter Jore gewaart gëtt. Et ass jo besonnesch eng Fuerderung vun dem Konsumenteschutz, vun der ULC, an och vun aneren. Et ass beim Code de la Consommation wéi beim Code du Travail, dee mir iwwermuer hei op der Dagesuerdnung hunn, nämlech dass een et muss fäerdeg bréngen all bestoend Gesetzer a Reglementer ze kodifizéieren, fir Transparenz dran ze kréien, den Iwwerbléck ze behalen an domat och optimal Schutz a Bestrofung ze garantéieren.

Un deem Code de la Consommation gëtt elo zënter engem Joer intensiv am Ministère geschafft, an do gëtt et ee Comité d'accompagnement, deen aus Juristen, Magistraten, mä och aus Vertrieder vun Départements ministériels, vum Konsumenteschutz an aus Professionellen zesummegesat ass, an deen hoffentlech bal oder geschwënn zu engem Ofschloss kënnt, fir et ze erméiglechen, dass ee wierklech optimal Konditiounen och zu Lëtzebuerg an engem Beräich schaaft wou et ëm d'Gesondheet vun eis alleguer geet, ob dat elo d'Gesondheet ass oder ob dat Unfallgefore sinn, an dass mer et och fäerdeg bréngen duerch d'Ëmsetzung vun där neier Direktiv, net nëmmen op nationalem Plang mä och am europäesche Kader déi beschtméiglech Iwwerwaachung, also Kontroll, an dee beschtméiglechen Austausch vun Informatiounen an domat och dat konkret Virgoen am Interesse vum Verbraucher ze organiséieren.

Ech hunn den ILNAS genannt, wou den Dépôt am November 2005 gemaach ginn ass.

M. le Président.- Här Castegnaro, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Ech sinn um Schluss, Här President. Ech hunn et gespiert kommen an duerfir hunn ech mech geflass.

(Interruptions)

Ech fänken u gutt ze ginn, ne?!

(Interruptions)

Voilà!

Ech wëllt also op d'Bedeitung vun deem Ganzen hiweisen, se ënnersträichen. Ech hu gesot, et geet ëm d'Gesondheet vun eis alleguer, och vun der Ëmwelt.

Ech wëll nach eng Kéier all deene Merci soen, déi un der Ausaarbechtung vun deem Projet de loi a vum Avis matgeschafft hunn. Ech wëll och drun erënneren, dass d'Kommissioun proposéiert, dee Projet unzehuelen, an ech géing am Numm vu menger Fraktioun datselwecht soen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Castegnaro Merci. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Produkter, déi de Sécherheetsnormen net entspriechen, bleiwen eng vun den Haapursaache vu villen Accidenter. Ob et sech hei ëm eng Méimaschinn handelt, déi net méi bremst; ob et eng Creme ass, wann ee sech déi an d'Gesiicht schmiert, een op eemol eng komesch Allergie huet; ob et eng Chrëschtdagsbeleuchtung ass, déi op eemol Feier fänkt oder ob et e Raséierapparat ass, deen op eemol e klengen Elektroschock ausdeelt; d'Palett vun dësen Accidenter ass enorm breet a beréiert all méiglech Beräicher.

(Interruption)

Oh, Här Gira, mir ass dat net alles geschitt, mä et ass just fir Beispiller ze ginn.

Et ass dofir noutwendeg, dass mir gewësse Standarden hunn, un deenen d'Qualitéit vun deene Produitë kënne gemooss ginn, fir hire séchere Gebrauch kënnen ze garantéieren.

Et ass schonns komesch, wann ee bedenkt, dass esou e wichtegt Thema, wat d'Sécherheet vu jiddferengem direkt betrëfft, och just da wouergeholl gëtt, wann en Accident duerch esou e Produkt geschitt ass a wann et dann zu gréissere Réckruffaktioune vum betraffene Produkt kënnt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Kolleeginnen a Kolleegen, et ass nach guer net esou laang hier, dass d'Europäesch Unioun sech dëser Problematik fir d'alleréischt ugeholl huet. Et war 1992, wou sech d'Bedürfnis um Niveau vun der EU bemierkbar gemaach huet, fir sech dëser Problematik unzehuelen.

D'Resultat vun deenen éischten Négociatiounen an dësem Beräich war eng Direktiv, déi als Zil hat fir d'Sécherheet vun alle Produkter um europäesche Maart ze garantéieren, déi net duerch eng Législatioun, sief et um nationalen oder um europäesche Plang, garantéiert war. Dës Direktiv sollt en ultimë Sécherheetsfilet duerstellen. Ech mengen et ass wichteg dorun ze erënneren, wat fir e grousse Schrëtt deemools am Joer 1992 mat dëser Direktiv virgeholl gouf, fir de Schutz vum Konsument ze stäerken. Dës Direktiv gouf hei zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 27. August 1997 iwwert d'Sécherheet vun de Produkter an dat nationaalt Recht ëmgesat.

Här President, a mengen Aen ass et wichteg, kuerz op d'Effortë vun der Europäescher Kommissioun an dësem Kontext anzegoen, déi am Joer 2000 an engem Rapport un d'Europaparlament an un de Conseil d'Erfahrungen, wat d'Applicatioun mat dëser Direktiv ubelaangt, notéiert huet.

Et huet dunn och net méi laang gedauert bis sech nees un d'Aarbecht gemaach ginn ass, fir un enger Revisioun vun där Direktiv ze schaffen, an zwar mam Zil, all déi Lücken, déi dës Direktiv opgewisen huet, ze behiewen. D'Resultat vun dëser intensiver Aarbecht um europäesche Plang läit haut virun eis um Dësch. Et ass elo un eis dëst um nationale Plang ëmzesetzen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt hei vun der Geleeënheet profitéieren, dem Rapporteur, dem Kolleeg John Castegnaro, villmools Merci ze soe fir säin detailléierte schréftlechen an och mëndleche Rapport.

Ech begréissen dee Gesetzesprojet wéi en hei virläit, ganz besonnesch well en eng ganz Partie Verbesserunge mat sech bréngt an heimat de Schutz vum Konsument verstäerkt gëtt. Awer net nëmmen de Schutz vum Konsument, mä - ech ënnersträichen - och de Schutz vun den Hiersteller, déi Produiten hierstellen, an och vun deem, dee se weiderleet; well och si domadder eng Garantie kréien, dass dee Produit, dee si verdreiwen, de Sécherheetsstandarden entsprécht.

Dës Direktiv schreift eng generell Obligatioun vu Sécherheet bei alle Produkter vir, déi op de Maart bruecht ginn, déi fir de Konsument bestëmmt sinn oder déi vun deem eventuell kënnen a Gebrauch geholl ginn. Dës Direktiv adresséiert sech och un déi Produkter, déi vum Konsument am Kader vun engem Service gebraucht ginn.

Wat hei besonnesch ze ënnersträichen ass, ass, dass hei op där enger Säit versicht gëtt, sech fir dem Konsument seng Gesondheet a seng Sécherheet anzesetzen, an op där anerer Säit op e proppert Fonctionnéiere vum internen EU-Maart opgepasst gëtt.

Ech wollt elo net am Detail op dës Direktiv agoen, déi haut mat dësem Gesetzesprojet ëmgesat gëtt, well dat huet de Rapporteur, de John Castegnaro, schonn am Detail gemaach.

Ech wollt just nach op e puer elementar Aspekter vun dëser Direktiv agoen, déi a mengen Ae vu grousser Wichtegkeet sinn.

Ee vun deene wichtegsten Elementer ass, an den Ae vu menger Fraktioun a mir selwer, dass d'Sécherheet an der Produktiounskette verschäerft gëtt. Mat dëser Direktiv gëtt, wéi bei där virdru schonns, vun den Hiersteller erwaart, dass si nëmme sécher Konsumprodukter an Ëmlaf bréngen an dass si déi néideg Moossnamen huelen, fir all Risque fir de Konsument ze verhënneren.

Fir kënnen adequat Moossnamen ze huelen am Fall vum Gebrauch vun engem Produkt wat riskant ass fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vum Konsument, muss dem Produkt seng Verpackung mat der Identitéit an de Coordonnéeë vum Hiersteller vermierkt sinn, esou wéi och mat der Referenz vum Produkt a wat fir engem Lot et ugehéiert. D'Hiersteller si verflicht fir déi wichteg Informatiounen iwwert d'Produkt dem Konsument matzedeelen an ënner Ëmstänn de fräiwëllege Réckzuch vun engem Produkt anzeleeden, fir Accidenter ze verhënneren.

De Verdeeler hir Roll gëtt awer och duerch dës Direktiv méi kloer definéiert. Si stinn och an der Verflichtung, fir op de Suivi vun der Sécherheet vun de Produkter opzepassen an och déi néideg Dokumenter ze hunn, fir den Ursprong vun dësem Produkt kënnen nozeweisen; wat et och wäert méi schwéier maachen, dass do eng Concurrence déloyale bei der Vergab vun deene Produiten entsteet.

Eng wichteg Moossnam ass déi vun der Obligatioun fir den Hiersteller an de Verdeeler, fir de kompetenten Autoritéiten, déi vun de Memberstaten ernimmt ginn, ze signaliséieren, wann e Produit, deen um Maart disponibel ass, geféierlech ass oder Risike mat sech bréngt. Der Natur vum Risque no kënnen d'Autoritéiten dann zousätzlech Démarchë vun den Hiersteller oder den Distributeuren erwaarden, wéi zum Beispill, dass de betreffende Produit erëmfonnt a vum Maart geholl gëtt, oder dass de Public iwwert de Risque informéiert gëtt oder dass ganz einfach eng Réckruffaktioun vun dësem Produit organiséiert gëtt.

En anert wichtegt Element vun dëser Direktiv ass, fir meng Fraktioun a mech, dass hei och d'Roll vun den Autoritéiten am Land, wat d'Surveillance vum Maart ubelaangt, méi wichteg gëtt. Et ass un hinnen, fir sécherzegoen, dass d'Hiersteller an d'Verdeeler hire Verflichtungen nokommen. Hir Aufgab ass et zudeems fir d'Konformitéit vun de Produkter mat de Sécherheetsverflichtungen ze kontrolléieren an déi adequat Moossnamen anzeleeden, am Fall wou de Produkt e Risiko mat sech bréngt, also dass do dann eppes dergéint ënnerholl gëtt. Et ass och un hinnen d'Regele fir d'Infraktioune festzeleeën an dorop opzepassen, fir dass de Konsument vun engem System ka profitéieren, deen och e séchere Suivi vu senge Plaintë garantéiert.

Fir ofzeschléisse géif ech gäre kuerz op den originelle Rapex-System (rapid alert system) ze schwätze kommen, deen eng rapid Interventioun garantéiert am Fall vu Produkter, déi schwéier Risike mat sech bréngen. Am Fall wou d'Memberlänner vun der EU mat esou engem Produkt konfrontéiert ginn, ass et un hinne fir op direktem Wee d'Kommissioun duerch dëse Rapex-System ze informéieren.

Esou kënnen um communautären Niveau séier Moossname geholl gi wann et sech ëm Produkter mat gravë Risiken handelt. D'Kommissioun kann da mat dësem System eng europawäit gülteg Unuerdnung fir den Ëmgang mat dësem Produit maachen, an d'Memberstate mussen déi innerhalb vun 20 Deeg ëmsetzen.

Dass dësen effikasse System elo scho seng Friichten dréit kann ee gesinn, wann een d'Opfuerderung vun der Kommissioun un d'Memberstaten erwähnt, déi gëschter - de John Castegnaro huet et scho gesot - publizéiert gouf. D'Kommissioun rifft d'Memberstaten op, dass si Moossnamen huelen, fir schlëmm Accidenter mat deene sou genanntenen „Minimotoen" ze verhënneren.

Et ass duerch dëse System, duerch deen d'Kommissioun vun zéng Memberlänner Informatiounen iwwert dës Gefierer kritt huet, an een och do konnt en Appel maachen, fir dass d'Sécherheetsnorme konnten applizéiert ginn an domat e weidere Geforenherd aus der Welt geschaf gouf.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss wollt ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass et mat dësem Gesetzesprojet zu engem bessere Schutz vum Konsument kënnt. Et ass awer och wichteg, dass dës Législatioun erëm eng Kéier gestäerkt gëtt.

Mir hate schonn eng Kéier esou e Projet, mä et ass och elo wichteg, eis deenen neie Standarden unzepassen, dass d'Iwwerwaachung vun deene ganze Saachen och ausgebaut gëtt, well nëmmen dann ass et och méiglech, dass mer zesumme mat deenen anere Partner vun der Europäescher Unioun fir eng Sécherheet vum Konsument suerge kënnen.

Ech sinn der Meenung, dass dës Direktiv déi wesentlech Instrumenter dozou liwwert an hirem Objectif domadder gerecht gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech eisen Accord zu dësem Gesetzestext.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Spautz Merci. Als nächste Riedner ass den Här Huss, entschëllegt, d'Madame Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, et geet, wéi hei scho gesot, ëm d'Transpositioun vun der Direktiv 2001/95/CE. Ech wëll wierklech dem Rapporteur félicitéieren, deen déi ganz schwiereg Tâche hat ze navigéieren tëschent de Spitzfindegkeete vun der Direktiv an den zahlreichen Oppositions formelles vum Conseil d'État. Hien huet am Detail op déi lescht higewisen, an ech komme vläicht kuerz nach op déi eng oder déi aner ze schwätzen.

Wann den Här Bodry hei wär, da géing ech em soen, ech wéisst ganz genee, dass de Projet déposéiert ginn ass den 9. Mäerz 2004, also virun der Prise de fonction vun der jëtzeger Regierung. Dat hënnert mech awer net drun ze soen, dass ech der Meenung sinn, dass d'Servicer an dësem Projet e gewëssenen Excès de zèle gemaach hunn a sech net un dee Prinzip gehalen hunn, un dee mer alleguerte mengen, dass mer ons sollen hale wa mer eng Direktiv transposéieren: Transposer toute la directive, mais rien que la directive.

Wéi hei och scho gesot ginn ass, war den Délai de transposition de 15. Januar 2004. Mir sinn also erëm eng Kéier hannendran. D'Kommissioun huet schonn e Fanger gemaach. Ech menge wierklech, dass mer bei den Direktiven an allen Departementer mussen en Effort maachen. Mir gëlle jo gären als Musterschüler vun der Unioun, dann hu mer och d'Obligatioun duerfir ze suergen, dass mer mat der Transpositioun vun den Direktiven an der Rei sinn.

Ech wëll net op déi eenzel Punkten agoen, déi de Rapporteur a sengem schréftlechen an a sengem mëndleche Rapport am Detail exposéiert huet. Déi Haaptpunkte sinn - an ech mengen, do si mer all d'accord, dass se wichteg sinn -: dass de Champ d'application vun der Direktiv erweidert ginn ass, dass d'Direktiv gewësse Lacunë combléiert, déi mer an onser jëtzeger Législatioun hunn an ewell sämtlech Produkter ofdeckt, déi fir d'Consommateure geduecht sinn, y compris:

- an dat ass nei, Produkter, déi ënner eng Législation spécifique falen;

- zweetens, Produkter, déi initialement fir den industrielle Gebrauch virgesi waren, mä déi dann duerno als e Produit de consommation plus ou moins courants gi sinn;

- a schliesslech Produkter, déi am Kader vun enger Prestation de services op de Maart bruecht ginn.

Weider gesäit d'Gesetz vir, dass d'Obligatioune souwuel vun de Producteure wéi vun den Distributeure renforcéiert ginn, an dat fir eng besser Kollaboratioun mat den Autoritéiten erbäizefëieren.

Här President, ech wëll zu dësem Projet eng allgemeng Remarque maachen, well mer dës Woch dräi Projeten um Ordre du jour hunn, déi mer schéngen déi Remarque ze justifiéieren. Hei schwätze mer iwwert d'Protection du consommateur. Mir hate virdrun de Projet de lutte contre le bruit. Mir hunn um Ordre du jour de Projet de loi Anti-tabac. An ech mengen dee Genre u Projeten, wou et ëm d'Protektioun vum Consommateur geet, ëm d'Protektioun vun der Gesondheet, ëm d'Protektioun vum Environnement, stellt en allgemenge Problem fir de Législateur.

Mir sinn all d'accord a mir fannen et all legitim, dass de Législateur muss dofir suergen, dass déi Protektioun gewährleistet ass; dat heescht, d'Protektioun vum Consommateur, vun der Santé, vum Environnement. Mä ech mengen, déi Protektioun kann net esou wäit goen, dass se déi individuell Fräiheeten a Fro stellt. De Bierger muss eng gewësse Protektioun hunn, mä en däerf sech net an engem Régime de liberté surveillée erëmfannen.

Une voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP)*.- An d'Schwieregkeet bei deene Projeten ass précisément de Point d'équilibre ze fannen tëschent der Protektioun engersäits, an den individuelle Libertéiten anerersäits.

Ech mengen, deen Équiliber war am Projet de loi am Ufank, esou wéi en déposéiert ginn ass, net gewährt. An et ass dofir, dass ech virdru gesot hunn, dass ech der Meenung sinn, dass d'Servicer hei e gewëssenen Excès de zèle gemaach hunn.

Gott sei Dank hunn de Conseil d'État an d'Commission de l'Économie duerfir gesuergt, dass deen Équiliber erëm hiergestallt ginn ass. Doduerch dass d'Kommissioun Ännerunge vum Projet ugeholl huet, déi dem gréissten Deel vun den Oppositions formelles vum Conseil d'État Rechnung droen, ass, menger Meenung no, deen Équiliber erëm hiergestallt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wéi de Rapporteur et am Detail exposéiert huet, ass nach e gewëssenen Doute iwwert den Artikel 3, dee sech beschäftegt mat de Referenze vun den Normen, iwwert den Artikel 4, an d'Fro: Ass et eng Liste exemplative oder eng Liste exhaustive? A schliesslech den Artikel 8.

Mir hunn do, wa mer dee Projet unhuelen, nach ëmmer de Risiko, dass mer d'Dispense vum second vote constitutionnel vum Conseil d'État net kréien. Ech sinn awer der Iwwerzeegung, dass d'Kommissioun versicht huet en âme et conscience Libelléen ze fannen, déi dach de Suerge vum Conseil d'État Rechnung droen, ouni de But vun der Direktiv a vum Gesetz a Fro ze stellen.

Op jidde Fall beim Artikel 8 huet d'Kommissioun versicht de Wonsch vum Conseil d'État esou genee wéi méiglech an d'Realitéit, an den Text ëmzesetzen. Déi eenzeg Fro, déi mer ons nach stellen ass, ob mer dat gutt genuch gemaach hunn an ob de Conseil d'État dann och mat där Propositioun d'accord ass. Ech si mam Rapporteur d'accord, dass dat net kann als en Amendement considéréiert ginn, well mer hunn einfach versicht dat a Wierder ze kleeden, wat de Conseil d'État ons gesot huet.

Mat deene Wierder, Här President, a fir ofzeschléisse wëll ech den Accord vun onsem Grupp zu deem Projet bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann hei gesot gëtt, datt mer mat dësem Projet de loi elo mat ronn zwee Joer Verspéidung d'europäesch Direktiv 2001/95/CE ëmsetzen an doduerch d'Gesetz vun 1997 ersetzen, wat engersäits der Direktiv 92/59/CEE vun 1992 entsprach hat, dann ass dat natierlech richteg. Wann awer gläichzäiteg gesot gëtt, datt et mat dësem neie Gesetz, mat dëser neier europäescher Direktiv elo praktesch automatesch och zu méi Produktsécherheet an zu engem Paradies fir d'Verbraucher géif kommen, da sinn an eisen Aen do awer gréisser Skepsis a gréisser Zweifelen erlaabt.

Mir Gréng wäerten eis dofir beim Vote vun dësem Projet de loi enthalen. An ech wëll hei versiche kuerz duerzeleeën, friwat dës Abstentioun, firwat eis deen neie gesetzleche Kader net duergeet - am Ënnerscheed zur DP -, fir eng wierklech Sécurité des produits am Intérêt vum Konsument an am Intérêt vum engem wierklech gesondheetlech orientéierte Verbraucherschutz ze garantéieren.

Mir wéilten awer fir d'éischt dem Rapporteur vun dësem Gesetz, dem Här Castegnaro, Merci soe fir säi Rapport, an deem hien déi wichtegst Punkten aus deem Gesetz an och aus der europäescher Direktiv virgestallt huet, well dëst Gesetz sech jo relativ enk ulehnt un dës europäesch Direktiv 2001/95/CE.

Hien ass op déi wichtegst Bestëmmungen agaangen, a well och eng Rei vu Virriedner déi Saache widderholl hunn, wier et sécherlech langweileg wann ech dat als véierte Riedner nach eng Kéier géif widderhuelen. Am Telegrammstil dofir just e puer vun deene wichtege Bestëmmungen, mat deene mer reng vum Prinzip hier natierlech och kënnen averstane sinn.

Zum Beispill déi juristesch verbindlech Bestëmmungen, déi et Commerçanten an Distributeure verbidde Produiten, dat heescht Wueren, ze verkafen, vun deene se woussten oder hätte wësse missen, datt se deene gëltege Sécherheetsbestëmmungen net entsprechen an datt bei Verstéiss dogéint Sanktiounen ze erwaarde sinn.

Ze preziséieren ass am Kontext vun dëser Direktiv an dësem Gesetz, datt et sech hei net ëm medezinesch Produkter handelt, och net ëm Biociden an och net ëm Liewensmëttel, well dës Produkter iwwer aner europäesch Direktiven a Gesetzer geregelt sinn. Et geet also ëm déi dausenden an dausende vu Produkter a Konsumartikelen, ob Kannerspillsaachen, Motorseeën, Gaardegrillen, Teppecher, Chrëschtdagsluuchten an esou virun, déi een an de gefëllte Regaler vu Geschäfter a Supermarchéen ze kafe kritt, an déi also sécher musse sinn.

Onsécher Produite sollen also net dierfe verkaf ginn an de Commerçant muss net nëmme gläich den zoustännege Minister alertéiere wann en de Verdacht huet de verkaafte Produit wär awer vläicht net sécher, mä e muss och partizipéieren dobäi fir d'Konsumenten ze warnen an déi geféierlech Produkter vum Marché zréckzehuelen.

Weider wichteg Punkten an dësem Gesetz sinn, datt den zoustännegen Ekonomiesminister Plaintë vun de betraffene Konsumente soll nogoen, an datt en den europäeschen Autoritéiten all Problemfäll soll matdeelen am Kader vun dem sou genannte Rapex-System, fir datt am Fall vu problematesche Produiten och d'Autoritéite vun deenen aneren europäesche Staten informéiert a gewarnt ginn.

Den Ekonomiesministère an Zesummenaarbecht mam Gesondheetsministère an dem Ministère du Travail soll och d'Recht hunn iwwert d'Zouloossung vu Produiten ze entscheeden, iwwert den zäitweilege Verbot oder iwwer e komplette Retrait vum Marché, deen natierlech begrënnt muss ginn.

Wann een dat alles esou liest, da kléngt dat natierlech ganz gutt, an et kéint een also mengen, datt mat dëser neier Direktiv, mat dësem neie Gesetz endlech golden Zäite fir d'Konsumente géifen erabriechen. Schéi wier et! Mir hunn dobäi allerdéngs, wéi schonn ufanks gesot, gréisser Zweifel, well déi bishereg Entwécklung vun deene vergaangenen zéng, 15 Joer an och nach déi heiteg Realitéiten eis oft ëmmer erëm de Contraire beweisen.

Denkt un all déi Problemer mat Produkter an heiansdo souguer Skandaler, déi periodesch a regelméisseg ëmmer erëm an de Medien optauchen! Liest och iwwert d'Problemer mat alldeegleche Konsumartikelen, wéi se a méi spezialiséierte Konsumentenzäitschréfte wéi zum Beispill „Öko-Test“, „Que choisir“ oder dem „Konsument“ all Mount erëm eng Kéier ervirgehuewe ginn!

Méi generell gesinn: Wann déi ugebuede Produkter op den europäesche Marchéë sécher wieren - a vun dohier importéiere mer jo och de Gros -, da bräichte mer net vill ze diskutéieren iwwer REACH, da bräichte mer kee Service de médecine de l'environnement an der Santé, dee Joer fir Joer heiansdo ganz staark Belaaschtunge feststellt a Privatwunnengen oder öffentleche Gebaier, déi ausgi vu Produkter a Konsumartikelen, da géif et net déi zounehmend Doléancen iwwer elektromagnéitesch Belaaschtungen, zum Beispill iwwer sou genannte schnurlos DECT-Tëlefonen an esou virun.

Well wann ee vu Sécherheet vun engem Produit schwätzt, da bedeit dat haut eben net eleng méi de Risque, datt eppes zerbriechlech ass, datt kleng Kanner Stécker vun enger Spillsaach kënnen ofschlécken, datt dovunner bei defekte Produkter en Elektroschock kann ausgoen an esou virun. Am europäesche Rapex-System gëtt et bekanntlech ëmmer méi esou Notification-de-risquen, zum Beispill bei Kannerspillsaachen, virun allem bei solchen, déi aus China oder aus dem asiatesche Raum kommen.

Dat sinn awer just déi eng Risike fir d'Sécherheet, mä leider kënnen haut vun alldeegleche Produiten, ob Kannerspillsaachen, Polstermiwwelen, Matratzen, elektronesch Geräter, och eng aner Zort vu Risike fir d'Sécherheet an de gesondheetleche Verbraucherschutz ausgoen, wann esou Produkter chemesch traitéiert oder imprägnéiert sinn, a wann dës Substanzen an eisen Haiser oder Schlofzëmmeren dann ausgasen an dann zu oft problematesche Raumloftbelaaschtunge féiere kënnen. Oder zum Beispill och wa Bëbeeën oder kleng Kanner PVC-belaaschte Spillsaachen an de Mond huelen an dann zum Beispill geféierlech Phtalaten, dat si sou genannte Weichmacher, anootmen oder mat ofschlécken.

Déi Lëtzebuerger Ëmweltambulanz vum Ministère vun der Santé mécht an deem Zesummenhang am Kader vun hire beschränkte personale Méiglechkeeten - well déi si wierklech beschränkt! - eng ganz positiv Aarbecht an Haiser an öffentleche Gebaier, a ganz oft kënne si feststellen, wann en Dokter si zu Patienten an deenen hir Haiser a Schlofzëmmere schéckt, datt effektiv eng Partie vun Erkrankungen, zum Beispill Otemweeerkrankungen, Houschtufäll, chronesch Bronchiten oder Otitë bei klenge Kanner ze dinn hu mat Produkter, déi eben net sécher sinn. Zum Beispill mat Kannermatratzen, déi oft héich Konzentratioune vu problematesche chemesche Flammschutzmëttel enthalen.

A wann Dir zum Beispill och de Rapport d'activités vun deem Service de médecine de l'environnement, also vun eiser Ëmweltambulanz aus dem Joer 2005 liest - dat ass jo en offiziellt Dokument -, da gesitt Der, datt vu Produkter an Ariichtungsgéigestänn, Mobiliar, Textilien, Lieder, elektronesche Geräter an esou viru weiderhin haaptsächlech chemesch Risike fir d'Gesondheet kënnen ausgoen.

Nach ëmmer gëtt et, ausgehend vun esou Produkter an Ariichtungsgéigestänn, Belaaschtunge mat PCP, mat Eulan, souguer mat DDT, wat alles sou genannten „Altlasten“ sinn, mä och déi méi nei Imprägnéierungen a Behandlunge vu Produkter, zum Beispill mat Permethrin, mat Weichmacher oder mat Flammschutzmëttel, déi ëmmer méi heefeg an eise Produkter oder am Hausstëbs fonnt ginn, maachen, datt esou munch vun dëse Produkter alles aneschters wéi sécher sinn. Datt et och aneschters ka goen, hu laut Rapport vun der Ëmweltambulanz iwwregens dräi Hiersteller vu Matratze bewisen, déi elo hir Matratzen ouni Flammschutzmëttel hierstellen, wat eng ganz positiv Ëmstellung ass.

E lescht konkret Beispill iwwert d'Sécherheetsrisiken, beziehungsweis éischter d'Risike vu Produkter, ass aktuell d'Warnung vum däitschen Umweltbundesamt, wat viru kuerzem, virun e puer Deeg gewarnt huet viru sou genannten Duftstoffer a Privathaiser oder Büroen, Supermarchéen oder Kinoen. Doranner wiere synthetesch Moschussubstanzen enthalen, déi sech an eisem Organismus géifen uräicheren an déi zum Beispill an Däitschland schonn zu enger hallwer Millioun Duftstoffallergiker gefouert hätten.

Dir Dammen an Dir Hären, et kéint een nach ganz vill aner Produiten opzielen, déi ähnlech Problemer maachen, déi awer trotzdeem um Marché sinn, well bis haut dësen Aspekt vun engem preventive gesondheetleche Verbraucherschutz praktesch total ignoréiert oder ënnerschat gouf. Ech wäert op dës chemesch Risike vu Produiten, déi all mat där ëmstriddener REACH-Direktiv a mat der Chemikaliesécherheet ze dinn hunn, um Schluss nach eng Kéier zréckkommen, well an eisen Aen ouni eng wierklech gutt an ëmfaassend REACH-Regelung, Här Castegnaro, iwwerhaapt keng wierklech Sécurité des produits wäert kënne garantéiert ginn. A wann et net zu enger gudder an zolitter REACH-Regelung kënnt, da wäert och dëst Gesetz a groussen Zich wierkungslos bleiwen.

Dat ass iwwregens ee gewichtege Grond fir eis Abstentioun, well et am Moment op Drock vun der chemescher Industrie leider net esou ausgesäit wéi wa mer iwwerhaapt nach eng REACH-Regelung géife kréien, déi wierklech engem preventiven Ëmwelt- a gesondheetleche Verbraucherschutz géif entspriechen.

Mä zréck zu den europäeschen Direktiven, där vum Juni 1992 an elo vun 2001, déi d'Produktsécherheet iwwer gemeinsam Norméierunge solle garantéieren. Schonn no Ëmsetzung vun der 92er Direktiv hätten d'Produkter um europäesche Marché sécher solle ginn. D'Realitéit aus deene vergaangenen zéng, 15 Joer war awer oft eng aner. Schonn 1992 sollt dat iwwer en Zesummespill tëschent Nationalstaten, der EU-Kommissioun an europäeschen Norméierungsbehörde geschéien, fir engersäits am Bannemarché eng Concurrence non faussée ze erméiglechen, wou dann awer als zousätzlech Kritäre laut den Artikelen 152 an 153 vum Traité héich Niveaue vu Gesondheetsschutz a Verbraucherschutz derbäikommen.

Wat ass elo nei an der Direktiv vun 2001 par rapport zu 1992? Et ass haaptsächlech eng nach méi staark Akzentuéierung vun op EU-Niveau etabléierten an ze harmoniséierenden Norme bei der Evaluatioun vu Sécherheet oder Risiko vu Produiten op Käschte vu méi reng nationalstaatlechen Normen, wougéint vum Prinzip hier jo och näischt dogéint anzewenden ass, soulaang dat net zu engem Nivellement vers le bas féiert, wéi et zum Beispill virun allem nordesch EU-State viru Joren ëmmer erëm gefaart hunn.

Als sécher gëlle laut der Direktiv 2001/95 Produiten, déi den harmoniséierenden europäeschen Normen entspriechen, a wann d'Nationalstaten déi akzeptéieren, da si se gülteg.

Wichteg ze wëssen awer ass, wéi dës Normen entwéckelt a festgesat ginn, well dat keen onwichtege Problem ass, wéi héich oder awer wéi niddreg, wéi streng oder laxistesch dës europäesch Norme fir d'Sécherheet vu Produkter festgesat ginn. An dës europäesch Normen, déi Sécherheet, Verbraucher a Gesondheetsschutz solle garantéieren, déi ginn net ausgeschafft vun der EU-Kommissioun selwer, mä d'Kommissioun verdeelt den Optrag dozou am Kader vu sou genannten Accord-de-coopérationen u sou genannt privat a sou genannt onofhängeg Organismen an Expertëcomitéen.

Bis haut an am Moment geschitt d'Norméierung iwwert den CEN, de Comité Européen de Normalisation, deen 28 national Norméierungsinstanzen an aacht associéiert Membere vertrëtt. Bei elektrotechnesche Produiten ass et net den CEN, mä ass et eng aner Instanz, nämlech den Cenelec.

Fir d'Sécherheet vun engem Produit iwwert d'Normen ze bestëmmen, nennt dann den CEN sou genannten Expertëcomitéen, déi fallspezifesch oder fir Gruppe vun ähnleche Produiten d'Kritäre solle bestëmmen. An hei stellt sech déi allerdéngs praktesch wichtegst Fro: Wéi ass d'Kompositioun vun esou Expertëcomitéen? Wéi a mat wat fir Intérêtë gi se zesummegesat? Entsprécht d'Kommissioun just renge Marchés- an oft kuerzfristege Profitintérêtë vu bestëmmten Industrieproduzenten, oder kënnt do laut Ufuerderunge vun den Artikelen 152 an 153 och de Gesondheets- an de Verbraucher-

schutz gläichgewiichteg zur Geltung?

Wann een zum Beispill zréckdenkt un de Skandal mam Asbest, oder och un aner Skandaler wéi zum Beispill den Holzschutzmëttelskandal Enn vun den 80er Joren, a wann ee weess wéi do déi betraffen Industrien alles ënnerholl haten, fir an den Expertëcomitéen dobäi ze sinn oder fir se ze beaflossen, a wann een heiansdo déi massiv Presenz an esou Comitéë vun Industrievertrieder och haut nach gesäit, dann ass d'Fro vun der Kompositioun vun esou Expertëcomitéë vun zentraler Bedeitung.

Dofir hu mir och eng Motioun gemaach, déi ech herno nach erkläre wäert.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la sécurité d'un produit est largement tributaire de la qualité des normes et des standards appliqués au cours de sa production;

- soulignant que l'élaboration d'une nouvelle norme de sécurité doit être transparente et non biaisée en faveur d'intérêts privés ou commerciaux;

- insistant sur le fait que la composition des comités de normalisation doit être équilibrée et que les intérêts des consommateurs et des travailleurs doivent également y être représentés;

- rappelant que la participation des associations de protection des consommateurs et celles de protection des travailleurs au processus de normalisation s'impose également parce que les gens qu'elles représentent sont généralement les premiers concernés par les normes;

- se félicitant que la Commission européenne fasse depuis quelques années des efforts pour une participation plus aisée et plus structurée de ces associations;

- constatant que les intérêts des consommateurs et des travailleurs restent largement défavorisés quant aux moyens humains et financiers à leur disposition pour effectuer des travaux d'analyse respectivement des contre-expertises par rapport aux propositions de normes venant de l'industrie;

- considérant qu'il convient dès lors d'offrir à ces associations de la société civile un niveau de représentation élevé et équitable dans la procédure de normalisation aux plans national, européen et international;

- estimant qu'elles doivent non seulement être associées à l'élaboration de normes de sécurité technique, mais également aux normes de sécurité environnementale et de sécurité sanitaire;

invite le Gouvernement

- à plaider au niveau européen pour une représentation accrue et équitable des intérêts des consommateurs et des travailleurs dans les comités de normalisation;

- à oeuvrer aussi bien au niveau national qu'international en faveur d'un meilleur soutien aux organismes de défense de ces intérêts, afin qu'ils aient véritablement les moyens humains et financiers pour faire valoir leur point de vue.

(s.) Jean Huss, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Wéi mer wëssen, Dir Dammen an Dir Hären, huet eisen Ekonomiesministère am November 2005 - den Här Rapporteur huet och schonn dovunner geschwat - e Projet de loi déposéiert iwwert d'Kreatioun vun engem Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation et de la sécurité des produits et services. An an der Logik vun deem, wat ech elo hei virdru gesot hunn, hoffen ech, datt, wann deen Institut Evaluatiounscomitéë fir d'Sécherheet vun de Produiten asetzt, et do dann awer zu enger équilibréierter Kompositioun vun esou Gremië kënnt, well soss vun Ufank u kloer wier, datt esou en Institut iwwer keng gréisser Confiance an der Öffentlechkeet géif verfügen.

Stéchwuert Confiance vun de Bierger, oder besser gesot Vertrauensverloscht, an déi europäesch Institutiounen, déi an den 90er Joren europawäit staark ënnert d'Rieder gerode war, wat esou Problemer wéi dem Asbestskandal, dem BSE-Skandal, dem Dioxin-Skandal an esou viru geschëllt war. All dës Skandaler an de Vertrauensverloscht vun ëmmer méi Leit an déi europäesch Institutiounen hunn dunn den europäesche Conseil an d'Europäesch Kommissioun opgeschreckt a si hunn endlech ugefaangen e wéineg ze reagéieren.

Esou ass zum Beispill an enger Resolutioun vum Conseil vum 28. Oktober 1999 iwwert de Rôle vun der Normefestsetzung an Europa d'Zil formuléiert ginn, fir méiglechst e Konsens dobäi ze sichen a fir eng gréisstméiglech Transparenz an onofhängegen Norméierungsorganismen ze suergen; eng Saach, déi allerdéngs bis haut nach héchstens an den Usätz realiséiert ass.

Als Moyen géint de Vertrauensverloscht huet hirersäits d'EU-Kommissioun an engem Livre blanc sur la gouvernance am Joer 2001 e Plädoyer gehale fir eng, ech zitéieren, «large participation des citoyens»; an op Säit 20 vun deem Livre blanc gëtt da gesot a Bezuch op Norméierungscomitéen, datt et do géing drëm goen, ech zitéieren, «d'améliorer la représentativité des organisations de la société civile».

An an de Konklusioune vum Conseil des Ministres vum 1. Mäerz 2002 iwwert de Problem vun dësen Norméierungsprozesser an Norméierungskommissioune gëtt dann och higewisen op dat grousst Ongläichgewiicht tëschent der Industrie engersäits an den nëmme ganz schwaache Moyenë vun der Zivilgesellschaft a vum Gesondheets- a Verbraucherschutz op där anerer Säit.

Ech zitéieren och dorauser: «La participation à la normalisation pose parfois des problèmes pratiques à certains intervenants. Il s'agit notamment des ONG, des représentants des consommateurs, de la médicine du travail et de la sécurité, et des PME. Le manque de ressources financières et le fait qu'ils ne disposent pas d'experts techniques peut empêcher leur participation.» Dat kléngt alles ganz gutt.

Et ass u sech den Aveu, datt bis elo de Lobbyismus vun deene verschiddenen Industrien einfach vill méi Moyenen hat, fir Norméierungs- a Reguléierungsprozesser um europäeschen Niveau an hirem Sënn ze beaflossen, a jiddereen, deen déi europäesch Realitéiten aus deene vergaangenen zéng, 15 Joer op deem dote Gebitt an net nëmmen déi erwähnte Skandaler méi genau verfollegt huet, dee weess, wéi dominant do den Afloss vun industrielle Lobbyen haut nach ëmmer ass.

Dat eenzegt Konkret, wat awer bis elo an der Fro vun der Kompositioun vun den europäeschen Norméierungsinstanze geschitt ass, ass de Versuch vun der EU-Kommissioun fir am CEN, dem Comité Européen de Normalisation, d'Anec, d'Association européenne pour la coordination de la représentation des consommateurs pour la normalisation, an och d'Syndikater an d'PMEen ze integréieren, sief et als Membres associés oder als Beobachter.

Et kéint ee soen ëmmerhin en éischten Usaz, och wann dat nach ganz vill no „Alibipartizipatioun" richt.

An enger neier Kommunikatioun vun der EU-Kommissioun vum 6. Abrëll 2005 ënnert dem Motto «améliorer la santé, la sécurité et la confiance des citoyens» gouf eng nei Stratégie en matière de santé et de protection du consommateur opgestallt, verbonne mat enger Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil, fir en neien europäeschen Aktiounsplang a Saache Santé a Verbraucherschutz fir d'Joren 2007 bis 2013 an d'Wee ze leeden.

An deem Text gëtt iwwregens zum Beispill op Säit 13 schonn eng komplett Réanalyse vun dëser virleiender Direktiv 2001/95 verlaangt, déi mer elo haut hei ëmsetzen.

Doniewent ginn do eng ganz Rei vu Fuerderunge fir d'Joren 2007 bis 2013 erhuewen, déi natierlech richteg sinn, déi och ganz gutt kléngen, woubäi ee sech allerdéngs da freet, firwat esou positiv Saachen net längst scho realiséiert sinn, zum Beispill eng verbessert Partizipatioun a Representatioun vu Konsumenteverbänn, vu Patientevertriedungen an ONGen an alle konsultativen Organisatiounen an Expertëgremien, an déi néideg finanziell Ënnerstëtzung do dervun, fir datt an Expertëcomitéën an Norméierungsgremien d'ONGen an d'Konsumenteverbänn déi néideg Expertise-Kompetenzen an och déi néideg onofhängeg Géigenexpertisë kënnen abréngen.

An dësem neien Aktiounsprogramm 2007-2013 ginn nach eng ganz Partie vun aneren interessanten Neierungsvirschléi gemaach, zum Beispill iwwer verbessert Informatiouns-, Dialog- a Konsultatiounsméiglechkeeten; zum Beispill iwwert d'Noutwendegkeet vu méi Transparenz a besser Schutzreglementatiounen; zum Beispill och iwwer besser Rekursméiglechkeeten am Intérêt vum Verbraucher an esou virun.

All dat geet wäit iwwert dëse virleiende Projet an déi virleiend Direktiv eraus. Mä eréischt, wann all dës Punkten aus där neier Konsumentestrategie realiséiert wieren, kéint een an eisen Ae vun engem wierkleche Konsumenteschutz a vun enger wierklecher Sécurité des produits schwätzen.

Mir hunn awer gréisser Zweifel dorunner, awéiwäit de Wëlle vun den EU-Regierungen do ass, fir wierklech an esou eng positiv Richtung ze goen, well grad dat aktuellt Trauerspill ëm d'REACH-Direktiv, wou de Ministeschconseil vun dem Environnement viru kuerzem nach de 27. Juni de Substitutiounsprinzip gekippt huet, nodeem déi Chemikaliendirektiv scho virdrun total entschäerft a verwässert gi war, grad dëst Trauerspill ëm REACH weist zimlech kloer, datt weiderhin am sou genannte fräie Binnemarché d'Intérêtë vun der Industrie a Lobbyisten un éischter Plaz bleiwen, virun den Interesse vum Gesondheets- a Verbraucherschutz a virun enger wierklecher Sécurité des produits.

Ech hunn iwwregens an deem doten Zesummenhang, Här Minister, haut eng Question parlementaire eraginn, fir ze wësse wéi et dann elo soll virugoe mam Substitutiounsprinzip, zum Beispill wéi Lëtzebuerg do derbäi an deem zoustännege Ministeschconseil gestëmmt huet, an, wann et herno zu enger Conciliatioun eventuell mam Europäesche Parlament muss kommen, awéiwäit d'Lëtzebuerger Regierung dann awer de Substitutiounsprinzip virun ënnerstëtzt, dee se an hirem Memorandum vun 2005 ëmmerhin héichgehalen huet. Dozou hunn ech also eng Question parlementaire eraginn.

Bon, aus all dëse Grënn - an domadder kommen ech zum Schluss - gräifen an eisen Aen dës Direktiv an och dëse Projet de loi hei net wäit an net déif genuch. An dofir wäerte mer eis och beim Vote enthalen.

Zum Schluss, Här President, iwwerreeche mer lech hei nach déi Motioun, vun där ech virdru schonn hei geschwat hunn a wou mer eng besser, eng wierklech representativ an effikass Partizipatioun vu Konsumenteverbänn an ONGen an allen nationalen an europäeschen Normalisatiouns- an Expertëcomitéë verlaangen. Hei ass dës Motioun.

Domadder soen ech lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wëll domat ufänken, datt ech dem Rapporteur Merci soen. Hien huet hei mat vill Engagement a vill Kompetenz dëse Projet virgedroen, deen a senger ganzer Ausaarbechtungsphas e relativ schwierege Parcours ze duerchlafen hat, wou mer um Enn dann awer hoffen, datt en elo beim Statsrot net op eng definitiv Oppositioun stéisst, a wann et da sollt de Fall sinn, da musse mer alt dee Wee goen, deen d'Verfassung virgesäit.

Wéi de Rapporteur et gesot huet, schaaft dat Gesetz hei de Kader fir Sécherheet an deene Fäll, wou keng spezifesch Reglementer d'Sécherheet vun de Produitë reglementéieren. Dat heescht, et ass e Gesetz, wat an alleréischter Linn de Schutz vum Konsument soll garantéieren. Et ass duerfir e ganz wichtegt Gesetz.

Et betrëfft och all Zorte vu Produkter; wann een den Artikel 2 kuckt, dee seet, all Produkt - och am Kader vun enger Prestation de services -, dee fir d'Consommateurs destinéiert ass «ou susceptible, dans des conditions raisonnablement prévisibles, d'être utilisé par les consommateurs,...» - dat heescht, et geet ganz wäit - «même s'il ne leur est pas destiné, et qui est fourni ou mis à disposition dans le cadre d'une activité commerciale, à titre onéreux ou gratuit, qu'il soit à l'état neuf, d'occasion ou reconditionné». Dat, fir ze soen, datt et wierklech wäit gefaasst ass.

Mir denken, wa mer un d'Sécherheet vun de Produkter denken, direkt un eng Partie Liewensmëttelskandaler, déi mer an der Vergaangenheet haten. Ech muss awer soen, datt do aus der Erfahrung eraus geléiert ginn ass an datt och hei am Land Prozeduren an d'Wee geleet gi sinn, wou d'Traçabilitéit net nëmme vun de Liewensmëttel assuréiert ass, mä och haaptsächlech vun den Alimenter, déi gebraucht ginn, vun de Fuddermëttel am Kader vun der Produktioun vu Liewensmëttel.

Dat heescht, et muss kënnen novollzu gi bis an déi alleréischt Instanz, wou déi verschidde Produiten hierkomm sinn, am Fall, dass eppes géing virkommen, fir och kënnen d'Responsabilitéit ze fixéieren. An do ass ee vun de Problemer. Well wann een nëmme just dee responsabel mécht, deen de leschte Fournisseur ass, deen awer ënner Ëmstänn sech net dergéint wiere kann, wann hie Virproduitë gebraucht huet, déi zwar zertifizéiert waren, datt se sécher wären - an dat ass schonn agetratt - an et awer net waren, datt dann awer op jidde Fall déi wierklech Responsabilitéit muss kënne festgestallt ginn. Ech ginn dovun aus, datt d'Riichter an esou engem Fall och deen néidege bon sens spille loossen.

Mäi Virriedner, deen an där Matière hei sécher eng ganz grouss Kompetenz huet, huet op d'Wichtegkeet vun den Normen higewisen. An dat ass och richteg. Wann d'Normen net esou fixéiert sinn, datt d'Sécherheet garantéiert ass, da kann ee sech och am Kader vun dësem Gesetz hannert den Norme verstoppen, an dann ass d'Produkt fir de Konsument awer net sécher.

Wann een den Artikel 3 (1) kuckt, deen ass ganz däitlech: «Les producteurs sont tenus de ne mettre sur le marché que des produits sûrs.» Dat ass den Artikel 3 (1). A wann een an de Strofartikel kucke geet, den 8, dee seet: «Sont punis d'une amende de 251 à 25.000 euros, les producteurs qui mettent sur le marché des produits dont ils savent ou dont ils auraient dû savoir qu'ils ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 3, paragraphe 1 (...)». Dat heescht, et geet wierklech scho ganz wäit hei.

Da kann ee sech awer d'Fro stellen: Wann ee schonn esou wäit responsabiliséiert gëtt als Produzent an als Commerçant op eng ganz Partie Produkter, déi zwar vläicht an den Norme richteg leien, dann awer wa gesot gëtt être présumé, fir gewosst ze hunn, datt säi Produkt net sécher wär. Ech stellen hei d'Fro zum Beispill vun den Handyen. Et ass jo eng grouss Diskussioun - ech hu mech e bëssen an der Literatur kënneg gemaach -, do si jo awer Hiweiser, déi een net ignoréiere kann, déi vu wëssenschaftlechen Instituter kommen an esou weider, datt d'elektromagnéitesch Strahlung, déi vun Handyen oder vun deenen DECT-Apparater ausgeet, wierklech ganz staark gesondheetsbedrohend ass. Dat misst een als Commerçant eigentlech wëssen, well dat ass Literatur, déi zougänglech ass. Wien ass dann elo responsabel wann do eng Kéier eng Prozesswell géing lassgetrëppelt ginn; wat net auszeschléissen ass?

Beispiller gëtt et genuch. Zum Beispill och mat Chemikalien, déi eng Zouloossung kritt hunn, wou zertifizéiert war, datt se net gesondheetsschiedlech sollte sinn a wou sech dann awer no enger Rei vu Joren erausgestallt huet, datt se awer wierklech gesondheetsschiedlech - heiansdo souguer staark gesondheetsschiedlech - waren, besonnesch an der Laangzäitwierkung; vläicht net direkt toxesch, mä an der Laangzäitwierkung dach ganz schlëmm waren. Dat beweist wéi wichteg et ass, datt déi Normen, déi fixéiert ginn, am Intérêt vun de Consommateuren an ech géif soen och an engem Geescht vu Précautioun festgeluecht ginn.

Et kéint een hei zur allgemenger Erheiterung soen, mir hu jo deemnächst d'Tubaksgesetz hei um Leescht: Wann ee weess wéi vill schiedlech Substanzen dem Tubak bäigemëscht ginn, dann däerft jo eigentlech laut dësem Gesetz kee méi Tubak oder Zigaretten - Tubak vläicht schonn, mä net Zigaretten - verkafen, well d'Produkt muss sécher sinn. An deejéinegen, deen et verkeeft, ass laut dem Artikel 3 gehale fir dat ze wëssen, oder laut dem Artikel 8 gëtt gestrooft, well hie gehalen ass dat ze wëssen. An hien däerf kee Produkt op de Maart bréngen, wat schiedlech ass.

(Interruption)

Woubäi d'Wëssenschaftler jo soen den Tubak als solchen ass en Naturprodukt a wär deemno net schiedlech. Et sinn haaptsächlech d'Bäimëschungen, déi gesondheetsschiedlech sinn.

Do stellt sech d'Fro: Geet et duer wann een op enger Packung annoncéiert „Dat Produkt hei ass schiedlech", an da kann een et awer verkafen? Gesäit d'Gesetz - dat ass meng Fro un de Rapporteur - déi Ausnahm effektiv vir? An Amerika sinn et Prozesser ginn, wou ganz, ganz héich Strofen ausgesprach gi sinn, well d'Riichter zur Erkenntnis komm sinn, datt eng Täuschung vum Konsument virgeleeën hätt.

Här President, dat gesot, léist dat Gesetz hei sécher net all déi Problemer, déi mer hunn - wéi de Jean Huss et scho virdru gesot huet -, mä et bréngt ons an eisen Aen trotzdeem ee Schrëtt weider. Ee Schrëtt, wou et muss virugoen a wou mer virun allem mussen duerfir suergen - ech wëll och ënnersträiche wat vill Leit virdru gesot

hunn - mat där REACH-Initiativ, datt dat ëmgesat gëtt an datt mer eng europäesch Instanz kréien, déi wierklech onofhängeg ass an an aller Gewëssenhaftegkeet d'Sécherheet vun de Produkter iwwerpréift.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech soe Merci, Här President. Och Félicitatiounen dem Här Rapporteur fir säin explizitte Rapport. Och bewonneren ech ganz oft dem Här Huss säin Engagement wann et ëm déi Matière do geet. Mä heiansdo da mécht hie mir och Angscht, an dat ass haut de Fall. Bei sengen Ausféierungen hat ech awer déi eng oder aner Kéier den Androck wéi wa mer all schonn aacht Deeg dout wieren a mer wéissten et nach net.

(Interruption)

Mir awer mat sengen Ausleeungen heiansdo. Mä Dir gitt och net mam Här Huss an d'Sauna. Also, do musst Der schonn esou villes matmaachen.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Mä déi aner Saach ass, dass och eng ganz Rei Skepsis hei opkomm ass, wat dann elo de Respekt vun deenen Dispositioune vun der Direktiv a vun dësem Gesetz ugeet, wou gefaart gëtt, dass am Fong d'Produzente sech net un dat Gesetz, un déi Reglementer géifen halen an dass gefaart gëtt, dass awer eng Rei Méiglechkeeten besti fir dat ze ëmgoen.

D'Fro stellt sech einfach, wa jiddfereen d'Gesetz géif respektéieren, da wär et einfach, da bräichte mer keng Prisongen a glécklecherweis och keng Affekoten. Mä leider ass dat net esou! Leider gëtt ëmmer erëm versicht op allem Profit ze maachen. Hei ass awer eent vun deene Gesetzer oder eng vun deenen Direktiven, déi da versicht eng gewësse Sécherheet eranzebréngen; eng gewësse Sécherheet, déi schonn direkt vum Produzent soll ausgoen, wou d'Wuere sollen deementspriechend gekennzeechent sinn an och esou ofgeséchert sinn, dass keng Gefore bestinn.

Do derniewent hu mer natierlech awer da bis zum Verkeefer eng Rei Zwëschenhändel, wou och kann trafiquéiert ginn, wou och Contrefaçons kënne mat erageschmuggelt sinn, wou dann och de Verkeefer - dat heescht am Fong dee Leschten an der Rei - eng gewësse Responsabilitéit kritt. Mä eng Responsabilitéit, wou ech der Meenung sinn, dass hien déi net onbedéngt muss eleng droen. Dat heescht, et muss awer trotzdeem vu virop gekuckt ginn, wou dann elo, wa Feeler geschéien, Produiten op de Maart kommen, déi net ofgeséchert sinn oder déi iergendwéi net de Bestëmmunge vun dësem Gesetz entspriechen, wou déi Feeler geschitt sinn, an dass da gekuckt gëtt déi Responsabilitéit awer da festzestellen.

Op jidde Fall, ob dat Gesetz hei elo wäit genuch geet oder net, zumindest ass et awer en Ufank an e Versuch op europäeschem Niveau an an den nationale Gesetzgebunge fir ze kucke Produiten op de Maart ze kréien, besonnesch wann et ëm d'Kanner geet oder ganz besonnesch och wann et ëm d'Gesondheet vun de Leit geet, déi dann awer gekennzeechent sinn. Et gëtt zumindest eng gewësse Garantie, dass an deem Pak, deen do verschéckt a verkaaft gëtt, awer net Schadstoffer kënnen dra sinn an och d'Sécherheet vun de Leit doduerch net a Gefor kënnt.

Mir hate schonn - et ass schonn e puermol hei ernimmt ginn - verschidde Projeten, wou mer zum Beispill iwwer REACH, iwwer Chemikalien, hei versicht hu Léisungen ze fannen, wou et natierlech och esou ass, dass d'Produzentelobby versicht dat ofzeblocken. Dat ass ganz oft esou. A mer wäerten och elo nach an deenen nächsten Deeg Gesetzer kréien, wou aner Lobbye versiche wäerten hir Profitgier duerchzesetzen.

Mir haten och d'Beispill, wat elo den Terrorismus ubelaangt, natierlech dann hei, fir dass de Sprengstoff misst gekennzeechent ginn an deem Sënn. Dat heescht, et ginn ëmmer erëm Direktiven a Gesetzer gemaach, déi de Konsument an d'Liewe vun de Mënschen awer zumindest versichen ofzesécheren, och wann et ëmmer nëmmen en Ufank ass. An d'Zukunft wäert eis och bei dësem Gesetz, dëser Direktiv weisen, dass eben eng Kéier muss en Ufank gemaach ginn. No enger bestëmmter Zäit muss da gekuckt ginn: Dat wat mer wollten, gëtt dat erreecht oder musse mer nach eng Kéier norüsten? Musse mer nach eng Kéier kucken, ob mer net eppes vergiess hunn?

An ech géif mengen, dofir ass et scho wichteg dat Gesetz hei ze stëmme fir en Ufank ze hu vun enger Ofsécherung a fir zu engem spéideren Zäitpunkt ze kucken, wa mer mengen, dass dat net duergeet, dass mer dann awer nach eng Kéier kënnen nohaken, fir dann am Interessi vun der Gesondheet vun de Bierger dat Gesetz nach eng Kéier ze reforméieren an ze verbesseren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Zum Schluss vun der Debatt héiere mer d'Regierung. Den Här Minister Jeannot Krecké!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech weess net, ob Der eng Hoffnung ausdréckt oder Bedaueren, mä ech sinn op alle Fall nach do, entgéint deem, wat Der gemengt hutt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss soen, dass an deem Gesetz hei d'Chamber iwwert d'Moossen hire Rôle gespillt huet, well se iwwert d'Kommissioun an hire Rapporteur wäitgehend op deen initialen Text agewierkt huet. Dass se dat a Kollaboratioun mat de Regierungsvertrieder gemaach huet ass richteg. Mä als een, dee laang an der Chamber war, muss ech soen, dass dat hei eent vun deene Gesetzer ass, wou wierklech d'Chamber ganz, ganz grouss Mériten drun huet. Duerfir wëll ech deene Leit alleguerten an der Kommissioun, a ganz besonnesch och dem John Castegnaro, villmools Merci soen.

Dat war eng gutt Zesummenaarbecht. Et war virun allem eng Zesummenaarbecht, déi heiansdo kriddelech war, well awer de Conseil d'État entgéint allem Erwaarde sech an dësem Dossier ganz kritesch geäussert huet. Et ass scho gesot ginn, dass sechs Opposition-formellen um Dësch louche plus e ganze Koup aner Interventioune vu senger Säit, wat u sech e bëssen iwwerrascht huet.

Mä ech muss soen, mir hu mat Ausnahm vun engem Punkt, wou mer jo probéiert hunn awer ze weisen, dass d'Meenung vun der Kommissioun eventuell kënnt esou sinn, dass och de Conseil d'État sech der Kommissioun emol eng Kéier kënnt ralliéieren, mengen ech de Gros vun deene Saachen iwwerholl, da wann et méiglech war, da wa mer sécher waren, dass den Équiliber, dee sollt awer garantéiert sinn zwëschent de Besoine vun de Consommateuren an deene vun de Leit, déi dat bedreiwen, gehalen ass.

Ech soen dat. Firwat? Well och deen een oder anere gesot huet: Firwat gi mer emol net méi wäit an dësem Gesetz wéi anerer? Firwat wëlle mer hei just d'Direktiv ëmsetzen? Ech menge mir sinn an engem Marché intérieur hei an da musse mer och kucken, dass mer an engem Marché intérieur no deeneselwechte Regelen in etwa fonctionnéieren, soss kréie mer reell Problemer. Besonnesch e Land wat selwer kee grousse Bannemaart huet, huet domadder Schwieregkeeten, an duerfir ass et och normal, dass gekuckt gëtt op europäeschem Niveau esou wäit wéi méiglech eng Harmonisatioun vun all deene Sujeten erbäizeféieren.

Déi Direktiv hei ass, wéi gesot, vum Dezember 2001. Déi setze mer elo hoffentlech haut ëm. Dat huet e bësse laang gedauert. Mir sinn amgaangen deen opzeschaffen, dee Retard, dee mer hunn. Dat hei ass eng vun deenen, déi mer am meeschten um Mo leien. Duerfir soen ech och nach eng Kéier villmools Merci, dass Der och bereet waart deen Effort ze maachen, elo nach dat Gesetz op den Ordre du jour ze huelen.

Well et huet richtegerweis, wéi et gesot ginn ass, haaptsächlech emol d'97er Gesetz bäibehalen. Dat Gesetz brëngt eng Rei Neierungen eran, déi deem enge Satisfaktioun ginn, deem anere vläicht net. Et ass probéiert ginn, dass d'Kooperatioun vun deenen, déi eppes hierstellen, a vun deenen, déi eppes verdreiwen, verstäerkt vis-à-vis vun den Autoritéite muss duerchgefouert ginn. Ech mengen et ass gekuckt ginn, dass méi e systematesche Gebrauch och vu Standard an Norm gemaach gëtt, wat jo nëmme jiddfereen zefridde stelle kann. A mir kucken och, dass mer eis um Niveau vun den Autoritéite besser organiséiert kréien.

Well hei ass et jo esou, dass et e fundamentale Prinzip gëtt, nämlech deen, näischt op de Marché ze brénge wat u sech soll schiedlech sinn, wat eng Gefor soll duerstellen. A wann dann zweetens muss e Retrait organiséiert ginn, wann, da muss de Rappel an d'Zerstéierung vun deene Produkter virgeholl ginn.

Ech mengen eng vun deene wichtege Saachen ass déi vun der Kommunikatioun. Et ass net auszeschléissen, de Risque zéro besteet net, dass eng Kéier eppes geschitt, dass e Produkt op de Maart kënnt. Wann een déi verschidden Notifikatioune kuckt, déi duerch Rapex gemaach ginn, da gesäit een, dass dat des Öfteren de Fall ass. Duerfir wann de Risiko zéro net besteet, da muss een einfach kucken, dass een et esou organiséiert, fir d'Produkt esou schnell wéi méiglech vum Marché ze zéien. Et muss een dann och kucken, dass déi Kommunikatioun esou gutt wéi méiglech organiséiert ass.

Fir dat ze maachen, mengen ech, gëtt et elo e puer Autoritéiten. Et wier besser et wier nëmmen eng, mä mir hunn zu Lëtzebuerg eben déi Opdeelung, dass mer e puer Autoritéiten hunn. Et ass vun der ITM scho Rieds gaangen. Et ass Rieds gaange vun der Division de la pharmacie et des médicaments. D'Douane ass net genannt ginn, mä déi spillt awer och e Rôle, doduerch dass se de Contrôle am Cargo Center mécht. De Service de l'Énergie de l'État wäert an nächster Zäit ersat ginn duerch den ILNAS, well dee Service de l'Énergie de l'État bekëmmert sech bal ëm alles mä net méi ëm Energie.

Dat ass eng Kéier ëmgeännert ginn, dat gëtt dann elo och a senger praktescher Ausféierung geännert duerch dat Gesetz oder dee Projet, deen, wéi ech hoffen, Der elo geschwënn eng Kéier stëmme kënnt, nämlech dee vum Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation et de la sécurité des produits. Mir mussen dee fäerdeg bréngen, fir dass de Service de l'Énergie de l'État zesumme mam OLAS, wat och zwou Administratioune sinn, déi u sech rattachéiert sinn un de Ministère, zesumme mat der Métrologie eng besser Zesummenaarbecht mat deenen aneren Autoritéite kënne sécherstellen, fir dass et hei awer zu enger substanzieller Verbesserung vun de Resultater och kënnt.

Här President, zwee Équilibere mussen hei hiergestallt ginn. Deen éischten ass vun der Madame Flesch duergestallt ginn, nämlech dee vu Schutz a Fräiheeten. Wéi scho gesot, mengen ech, déi Aarbecht, déi an der Kommissioun gemaach ginn ass, huet do deen Équiliber elo erëm hiergestallt, wann en dann nach net an den Ae vu ville Leit do gewiescht sollt sinn. Duerfir sinn ech frou, dass dat op der Ebene vum Parlament geschitt ass. Dat Zweet ass déi juristesch Ofsécherung, d'Sécurité juridique, an Aklang ze brénge mat enger seriöer Iwwerwaachung. Dat ass och net ëmmer einfach, an ech mengen och do hätte mer e Wee gewielt, deen anstänneg ass.

Den Här Huss huet, wéi och anerer, op REACH higewisen. Ech mengen, mir kréien nach d'Geleeënheet doriwwer ze schwätzen, mä REACH huet u sech eng total aner Ausriichtung, vu dass et chemesch Produkter sinn, während déi chemesch Produkter jo guer net hei drënner falen, a well och bei REACH vill méi fréi nach probéiert gëtt, en amont, virun enger Commercialisatioun ze handelen. Et ass u sech vun der Approche hier, mengen ech, eng, déi nach vill méi strikt ass an och bedéngt duerch eng Rei chemesch Produkter, mengen ech, berechtegterweis méi strikt ass. Mä si läit nach méi en amont wéi dat Gesetz wat mer u sech hei maachen.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här Minister, däerf ech Iech eppes froen?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här Minister, déi Duerstellung, déi Der gemaach hutt, ass natierlech richteg, mä de Problem ass awer deen heiten: Vu datt a Produkter esou Chemikalie kënne verschafft ginn an dann aus deene Produkter kënnen ausgasen - beispillsweis ausgasen, dat ass nëmmen een Déngen; et kann och sinn, datt a Produkter wou Kanner dru lutsche beispillsweis, datt och do kënnen esou chemesch Substanzen dra sinn -, ass et awer evident, datt e Lien besteet zwëschent enger gudder REACH-Regelung an enger gudder Produktsécherheet. Well wa mer en amont, wéi Der sot, keng gutt Chemikalien-Direktiv kréien, déi wierklech e Schutz vu Gesondheet an Ëmwelt mat sech brëngt, da kënne mer och net herno eng Garantie gi fir d'Sécherheet vun de Produkter wou déi Chemikalien dran enthale sinn.

An dat ass nun awer leider ee vun deene wesentleche Punkten, wann et ëm Produktsécherheet geet; wou et net nëmmen ëm déi Saache geet, déi am Rapex-System notifiéiert ginn, wéi mengetwegen eppes Brennbares oder datt eppes zerbriechbar wier oder esou virun. Ech mengen, et gëtt en evidenten Zesummenhang, deen iwwregens, kann ech Iech soen, am Pabeier vun der Europäescher Kommissioun, an hire Virschléi iwwert de Verbraucherschutz selwer ugeschwat gëtt! Dee gëtt do selwer ugeschwat! Duerfir besteet deen Déngen!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Huss, kommt elo zu Ärer Fro!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Majo, ech wollt…

M. le Président.- Dir sot, Dir wollt eng Fro stellen.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Maja! Ech…

Une voix.- Neen, Dir musst net.

(Hilarité)

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Wann Der wëllt, als Kommentar.

M. le Président.- Et war e gudde Kommentar. Da loosse mer elo den Här Minister weiderfuere loossen. Här Minister!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et war mer scho bewosst, dass Der mir wollt soe wat Der um Häerz hätt, an ech muss jo och soen, dass dat wat Der sot net onbedéngt falsch ass. De Problem ass e bëssen, a senger Ausféierung muss REACH esou équilibréiert - och do! - sinn, dass et ausféierbar herno ass an dass et net dozou féiert, dass einfach Betriber soen: Jo, mä dat doten huet elo kee Sënn méi! An dat war e bëssen den Ausgangspunkt.

Elo kënnt déi Fro vun der Substitutioun derbäi. Et ass net de Prinzip wou ee meeschtendeels sech dru stéiert, et ass méi d'Ausféierung. An do kënnt jo elo nach eng Ronn wou doriwwer geschwat gëtt, wou mer d'Geleeënheet kréien, dat och méi kloerzestellen. Mä ech muss soen, ech gehéieren och zu deenen, déi gesot hunn, déi Reglementatioun, well et ass jo eng Reglementatioun, déi muss esou sinn, dass se awer duerchféierbar ass.

An Dir wësst, wann Der sechs Expertë fannt, déi soen, dass e gewësse Produkt oder e gewëssene chemesche Produkt héchst geféierlech ass, da fannt Der der och mindestens sechs, déi de Contraire soen, an duerfir kënnt déi Onsécherheet e bëssen op. An deem muss een awer Rechnung droen, dass et do scheinbar, och an enger sou genannter wëssenschaftlecher Welt, keng absolut Sécherheet gëtt, an ech mengen deem muss ee Rechnung droen. Elo kann een…

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Et ass de Principe de précaution.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, de Principe de précaution kann awer net sinn, dass, wann ee seet, ech hunn hei Bedenken, an dee féiert och eng Beweisféierung, an zéng anerer erklären de Contraire, een dann ëmmer deem enge muss nolauschteren an net deenen zéng aneren.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Neen. Dat ass richteg.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech mengen, do probéiere mer jo en anstännegen Équiliber ze fannen.

Ech wëll och kuerz zréckkommen, Här President, op dat wat mer amgaange sinn - vu dass dat hei jo awer de Gesamtberäich vun de Consommateure betrëfft - um Niveau vum Code de la Consommation ze maachen, wou mer probéieren à droit constant, well mer eis net virgeholl hunn elo zéng Joer ze brauchen, well wann Der dee ganzen Droit total vu vir bis hannen opschafft, da sidd der zéng Joer amgaangen. Ech wollt emol eng Kéier alles compiléieren, alles zesummekréien. Duerfir hu mer virun engem Joer domadder ugefaangen, déi Gesetzgebung, alles zesummenzehuelen an all Inkohärenzen, déi dra sinn, emol erauszehuelen.

Wéi Der konnt gesinn, Här Huss, ass an der Kompositioun vun deem Comité d'accompagnement och en anstännegen Équiliber zwësche Juristen a Magistraten - de Leit, déi also herno dat do ze jugéieren hunn -, zwësche Leit vum Ministère, zwëschen deene Leit, déi d'Consommateure vertrieden, an deenen, déi d'Produzente vertrieden.

Ech fäerten net d'Géigeniwwerstellung vun deenen Interessen. Dat

sinn nämlech verschidde gelagert Interessen. Mir hunn, dat wësst Der vläicht och, e Conseil de la Consommation agesat, deen elo déi zwee beinhalt, nämlech wou souwuel Leit aus der Ekonomie sëtze wéi Leit vun de Consommateuren. Well ech fannen dat Ganzt gewënnt nëmmen doduerch, dass déi zwee net dobaussen, mä bannen hir Argumenter austauschen an dann zu enger seriöer Politik kënne kommen. De Conseil de la Consommation soll jo och dem zoustännege Minister eng ganz Rei Ureegunge ginn.

Bon, dat gesot hunn ech déi Motioun vum Här Huss gekuckt. Ech muss soen, de Gros dovunner kann ech hei ënnerschreiwen. Ech hunn allerdéngs zwee, dräi Problemer wou ech éierlech gesot keng Äntwert drop hunn. Duerfir froen ech mech, Dir sot: «considérant qu'il convient dès lors d'offrir à ces associations» an der Procédure de normalisation méi eng grouss Representativitéit. Ech kann lech net soe wat fir eng se huet. Dir sot och…

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Ech hu se hei.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, d'accord, mä ech…

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Ech hu se lech virgelies.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Also wann Der drop haalt fir se ofstëmmen ze loossen, da muss ech soen, ech ka mäi Jo-Wuert net dozou ginn, well ech dat net weess.

Dir sot: «estimant qu'elles doivent non seulement être associées à l'élaboration de normes de sécurité technique, mais également aux normes de sécurité environnementale et de sécurité sanitaire». Jo, ech weess emol net wéi se am Environnement an an der Santé duergestallt sinn!

Dofir, de deux choses l'une, éischtens muss ech soen, wëll ech einfach net gären hunn, datt ech hei lech eppes verspriechen, wat ech net kennen. Kommt, mir ginn nach eng Kéier an d'Kommissioun a mir kucken nach eng Kéier dodriwwer.

Ech hu kee Problem, fir ze soen, deen Équiliber, dee mir jo hei an eisen Organismë probéiert hunn hierzestellen, versiche mer och op europäeschem Plang anzeféieren, fir dass deen och do besteet. Dofir hunn ech mat Ärem eischten «invite» iwwerhaapt kee Problem.

Mä bei Ärem zweete misst Dir mir allerdéngs soen, wat Der verstitt ënner «en faveur d'un meilleur soutien aux organismes de défense». Ech mengen, den Ekonomiesminister gëtt e substanzielle Support financier, wierklech e substanzielle Support financier! Wann Dir natierlech elo gären hätt, dass dat méi soll ginn, da muss ech lech direkt soen: Dat kann ech net akzeptéieren!

Well et ass budgetär iwwerall agefruere ginn, also ass et et och hei. Et ass bei mir am Ministère budgetär op allen Niveauen agefruer ginn, wou also net méi kënnt, mä wou ech mam Konsumenteschutz wollt schwätzen, fir dass mer vläicht eenzel Saache méi effikass maachen. Et kann ee fir datselwecht Geld, mat deeneselwechte Leit menger Meenung no eng Rei Saache méi effikass maachen. Déi Gespréicher si mer amgaangen ze féieren.

Ech kann lech also mat Sécherheet net verspriechen, dass elo méi Sue kommen, well ech muss soen, ech krut manner Suen accordéiert, also kann ech dat hei net agoen.

Ech géing lech also vläicht bieden, dass mer nach eng Kéier an der Kommissioun doriwwer schwätzen. Wann net, da muss ech lech froe fir se ofzelehnen, well virdrun eng Rei Elementer gefrot sinn, op déi ech lech keng kloer Äntwert ka ginn. An ech kann lech och net verspriechen, dass méi Geld kënnt an deem nächste Joer.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann...

(Interruption)

Gelift?

(Interruption)

Jo, elo stëmme mer emol iwwert de Projet of, an da kucke mer wéi et weidergeet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Här Santer, Är Elektronik geet de Moment net. Dann huele mer dat zur Kenntnis.

De Projet de loi ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmme géint 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Fernand Diederich), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dann d'Motioun vum Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

Motion 1

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här Minister, Här President,...

(Brouhaha général)

M. le Président.- Lauschtert dem Här Huss no!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech hu mat Interesse gelauschtert, wat den Här Minister gesot huet. Ech kann och d'Verständnis dofir hunn, datt hie bei zwee oder dräi Punkten net direkt op déi Saachen do äntwere kann; esou aus dem Stegreif.

Ech sinn duerfir d'accord mat senger Propositioun, datt mer d'Motioun nach eng Kéier an d'Kommissioun zréckverweisen, sou datt se do kann diskutéiert ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Très bien. Domadder, Dir Dammen an Dir Häre, si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Moien um néng Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.45 heures)

Ordre du jour

1. 5216 - Projet de loi sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

(Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion - Vote)

2. 5534 - Projet de loi portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans

(Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden et Lucien Lux, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Da komme mer direkt zur Diskussioun vum Projet de loi 5216 iwwert d'Loyersgesetz. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Clement, den Här Grethen, d'Madame Spautz, den Här Kox, den Här Henckes an den Här Jaerling. Wann ech mer hei d'Lëscht ukucken, da kann ee rechne mat ongefeier zwou Stonnen Diskussiounszäit fir dëse Projet de loi. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Norbert Haupert. Här Haupert!

1. 5216 - Projet de loi sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Februar 2003 huet hei an der Chamber eng Orientéierungsdebatt iwwert de Logement stattfonnt, an där ënner anerem festgestallt gouf, datt net genuch Wunnengen, besonnesch vu mëttlerem Standard, um Mietwunnengsmaart ze fanne wieren, an dat haaptsächlech aus zwou Ursaachen:

Éischtens, den Invest an eng Wunneng fir ze verlounen ass net esou interessant wéi wann ee säi Geld an e Finanzprodukt uleet;

an zweetens, d'Verloune vun enger Wunneng ka mat ville Problemer verbonne sinn, besonnesch wann ee mat engem Locataire ze dinn huet, dee schlechte Wëllens ass an deen een och duerch laangwiereg Geriichtsprozeduren nach net esou séier aus der Wunneng eraus kritt.

Um Uschloss vun där Debatt huet d'Chamber eng Motioun gestëmmt, déi d'Regierung invitéiert, ënner anerem d'Gesetz iwwert de Bail à loyer ze reforméieren, fir esou den Invest an d'Mietwunnengen ze encouragéieren. An där Motioun huet d'Chamber festgehalen:

Éischtens, d'Differenz, déi am bestehende Gesetz festgeluecht ass tëschent de Wunnengen, déi virum 10. September 1944 gebaut goufen, an deenen, déi no deem Datum gebaut goufen, falen ze loossen;

zweetens, den Taux vu 5% fir d'Berechnung vum Loyer bäizebehalen an de Präis vum Terrain an d'Berechnung vum Capital investi mat anzebezéien;

drëttens, den Délai vun der Loyersupassung vun dräi op zwee Joer ze verkierzen;

véiertens, d'Rechter an d'Flichte vun dem Locataire an dem Propriétaire ze équilibréieren, andeems besonnesch d'Délaien, bannent deenen de Locataire seng Wunneng bei enger Kënnegung vum Bail muss verlooss hunn, verkierzt solle ginn;

fënneftens, d'Luxuswunnengen nei ze definéieren an déi vun den Dispositiounen iwwert d'Berechnung vun dem Loyer ze entbannen,

a sechstens, d'Loyerskommissiounen ze reforméieren.

Schonn de 6. Oktober 2003, also am selwechte Joer, huet de Wunnengsbauminister Fernand Boden e Gesetzesprojet iwwert d'Reform vum Loyersgesetz hei an der Chamber deponéiert. D'Beruffschamberen, de Konsumenteschutz, de Syvicol, d'Entente vun de Gestionnairë vun de Centres d'accueil, de Procureur général, d'Friddensgeriichter an d'Bezierksgeriicht vu Lëtzebuerg hunn tëschent dem Dezember 2003 an dem Mäerz 2005 hir Avisen zu dësem Projet ofginn.

D'Chamberskommissioun huet a siwe verschidde Sëtzungen tëschent September 2004 a Juni 2005 de Projet examinéiert a verschidden Amendementer festgehalen.

De Statsrot huet säin Avis de 25. Oktober 2005 adoptéiert, an d'Chamberskommissioun huet deen Avis an hirer Sëtzung vum 1. Dezember 2005 examinéiert. Opgrond vun hiren eegene Propositiounen an de Remarquen awer och vum Statsrot huet d'Chamberskommissioun eng Rei vun Amendementer néiergeschriwwen, déi Dir, Här Chamberspresident, den 20. Januar 2006 un de Statsrot weidergereecht hutt. Dem Statsrot säin Avis complémentaire vum 20. Juni vun dësem Joer huet d'Chamberskommissioun den 3. Juli examinéiert, an de 5. Juli huet d'Kommissioun de Bericht vum Rapporteur zu dësem Gesetzesprojet ugeholl.

Et war also eng laangwiereg Prozedur, awer wann een den Enjeu vum Projet kuckt, da war et schonn derwäert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat sinn dann elo déi wichtegst Ännerunge vum Gesetz?

Eng éischt wichteg Neierung vum Gesetz läit an der Berechnung vum Loyer. De Projet léisst nämlech den Ënnerscheed tëschent den Haiser, déi virun 1944 gebaut gi sinn, an deenen, déi duerno entstane sinn, falen. Nom aktuelle Gesetz gëtt de Loyer vun enger Wunneng vu virum Krich no engem Forfait berechent, deen tëschent 250 an 1.500 aler Lëtzebuerger Frang, Index 1955, pro Zëmmer ass, jee nodeem a wellecher Gemeng d'Wunneng läit. Dat mécht haut 1.420 respektiv 8.500 aler Frang aus pro Zëmmer. Fir d'Wunnengen, déi nom Krich gebaut gi sinn, däerf de Loyer net méi héich si wéi 5% vum investéierte Kapital.

De Projet gesäit vir, datt an Zukunft de Loyer vun alle Wunnengen nom Capital investi berechent gëtt. De Maximum bleift op 5% vum Capital investi bestoen, a fir d'Berechnung vum investéierte Kapital kann de Präis vum Terrain an d'Ausgabe vun de Verbesserungsaarbechten un der Wunneng mat abezu ginn. De Capital investi gëtt no 15 Joer an duerno all zwee Joer engersäits réévaluéiert, fir d'Evolutioun vum Bauindex ze berücksichtegen, an anerersäits décotéiert, fir der Ofnotzung vun der Wunneng Rechnung ze droen.

Nom heitege Gesetz ginn déi Adaptatiounen eréischt no 20 Joer gemaach a fannen duerno nëmmen all zéng Joer statt. Des Weidere gesäit de Projet eng Adaptatioun vum Loyer all zwee Joer vir, anstatt wéi bis elo all dräi Joer. Dat, wat déi nei Moossname fir d'Berechnung vum Loyer ubelaangt.

Eng zweet wichteg Ännerung läit an der Definitioun vun de Luxus-

wunnengen, fir déi jo d'Dispositioune vum Gesetz, déi d'Berechnung vum Loyer ubelaangen, net applicabel sinn. Bis elo huet als Luxuswunneng eng Villa, en herrschaftlecht Haus oder en Appartement vu mindestens siwen Zëmmer a mat modernem Confort gegollt. Dës Definitioun war net einfach unzewenden. Wéi bestëmmt een zum Beispill moderne Confort?

Dofir gesäit de Projet zwou einfach erfaassbar, chiffréiert Definitioune fir d'Luxuswunnenge vir:

Éischtens gëllt als Luxuswunneng all Wunneng, där hire Loyer am Mount méi héich ass wéi 269 Euro, Präisindex 1948. Dat mécht haut 1.836 Euro aus.

Zweetens gëllen och nach als Luxuswunneng déi Wunnengen, deenen hire Konstruktiounspräis pro m² Wunnfläch méi héich ass wéi 618 Euro bei engem Appartement a 450 Euro bei engem Eefamilljenhaus. Dës Präisser gëlle fir e Bauindex 100 September 1970. Dat mécht haut also 3.790 Euro bei engem Appartement an 2.760 Euro pro m² bei engem Eefamilljenhaus aus.

Eng drëtt Verbesserung vum Gesetz läit bei de kommunale Loyerskommissiounen. Et soll där net méi an all kleng Gemeng ginn. Si solle professionaliséiert ginn, fir den Erausfuerderungen, déi sech haut bei de Problemer um Mietmaart stellen, gewuess ze sinn. Et ass esou, datt sech bis elo déi meeschte Problemer op deem Plang an deene grousse Gemenge gestallt hunn. An deene klenge Gemengen ass esou e Problem net emol all Legislaturperiod opgetaucht, esou datt d'Loyerskommissioune vun deene Gemenge guer keng Erfahrunge mat deene Problemer haten. Duerfir mécht et och kee Sënn, fir an all kleng Gemeng eng Loyerskommissioun virzegesinn.

Duerfir seet de Projet, datt all Gemeng vu 6.000 Awunner a méi eng oder méi Loyerskommissioune kann hunn, an datt d'Gemenge vu manner wéi 6.000 Awunner regruppéiert ginn an eng Kommissioun fir all Grupp vu Gemengen agesat gëtt. Dës lescht Kommissioune solle vum Distriktskommissär presidéiert ginn, fir esou d'Professionaliséierung ze garantéieren.

Déi véiert a menger Meenung no bei wäitem déi wichtegst Ännerung vum Gesetz läit mat Sécherheet an der Verlängerung an an der Kënnegung vum Bail an an den Délaië bannent deenen de Locataire bei der Kënnegung d'Wunneng muss verlooss hunn. Well dës Ännerung esou wichteg an esou komplizéiert ass, erlaabt mer, datt ech mech heiriwwer e wéineg méi laang ophalen.

Véier Prinzipië muss een hei zréckbehalen:

Éischtens, de Bail oder de Mietvertrag, deen zu Enn kënnt, gëtt automatesch verlängert. Wann de Propriétaire de Locataire gären aus der Wunneng eraus hätt, da muss hien him deemno kënnegen an dobäi d'Prozeduren anhalen.

Zweete Prinzip: Et gëtt nëmmen dräi Ursaache fir datt de Propriétaire dem Locataire ka kënnegen:

Éischtens, de Propriétaire oder ee vu senger Famill bis zum drëtte Grad wëllt selwer dra wunne goen.

Zweetens, de Locataire kënnt senge Flichten net no. Dat heescht, hie bezilt säi Loyer net oder hien hält d'Wunneng net an der Rei.

An drëtt Ursaach: Et gëtt en aneren tréftegen a legitime Grond fir dem Locataire ze kënnegen.

Drëtte Prinzip: De Locataire huet, nodeems d'Kënnegungsfrist ofgelaf ass, d'Recht op e Sursis fir d'Wunneng ze verloossen, awer nëmme wann hie gudde Wëllens ass a sech no enger anerer Wunneng ëmgesinn huet.

Véierte Prinzip: Maximal Délaië sinn an deene verschiddene Fäll virgesinn, bannent deenen de Locataire d'Wunneng muss verlooss hunn.

Wat d'Kënnegungsfrist, hir Verlängerung an de Sursis fir aus der Wunneng erauszeplënneren ubelaangt, esou muss een zwee Fäll vu Kënnegungsursaachen auserneen halen:

De generelle Fall wou de Locataire gekënnegt kritt, well hie sengen Obligatiounen net nokënnt oder aus engem aneren tréftege Grond; an dann de spezielle Fall wou de Propriétaire de Kontrakt kënnegt, well hie selwer oder ee vu senger Famill wëllt dra wunne goen.

Am generelle Fall ass d'Kënnegungsfrist héchstens dräi Méint. Si kann net verlängert ginn, awer de Locataire kann am Fall wou d'Frist ofgelaf ass beim Friddensriichter e Sursis ufroen, fir nach méi laang an der Wunneng ze bleiwen. E Sursis, dee sech héchstens iwwert dräi Méint erstreckt an dee Maximum zweemol fir dräi Méint ka verlängert ginn. Am Kloertext: De Locataire muss spéitstens bannent zwielef Méint no der Kënnegung d'Wunneng verloossen.

Am Spezialfall, dat heescht wou de Propriétaire respektiv ee vu senger Famill an d'Wunneng wëllt wunne goen, ass d'Kënnegungsfrist sechs Méint. Bannent deenen éischten dräi Méint kann de Locataire eng Verlängerung vun deem Délai ufroen. Dës Verlängerung ka maximal zwielef Méint ausmaachen. Am Fall vun enger Verlängerung ass kee Sursis méi méiglech, an d'Décisioun vum Riichter fir oder géint eng Verlängerung gëllt als «titre d'exécution de déguerpissement forcé» nom Oflaf vun deem festgeluechten Délai. Also de Locataire muss spéitstens banne maximal 18 Méint d'Wunneng verlooss hunn.

Wann de Locataire keng Verlängerung vun der Kënnegungsfrist bannent dräi Méint ufreet, huet de Propriétaire d'Méiglechkeet, beim Friddensriichter en «titre d'exécution de déguerpissement forcé» unzefroen, deen nom Oflaf vun der Kënnegungsfrist kann exekutéiert ginn. An deem Fall kann de Locataire e Sursis ufroen. Dee Sursis kann awer héchstens dräi Méint daueren a ka maximal fir zweemol dräi Méint verlängert ginn, sou wéi ech scho gesot hunn, esou datt de Locataire d'Wunneng spéitstens banne 15 Méint nodeems hien de Kënnegungsbréif kritt huet verloosse muss.

Am Fall wou de Keefer vun engem Haus selwer oder ee vu senger Famill an d'Wunneng wëllt wunne goen, muss hie bannent dräi Méint nom Kaf de Locataire bréiflech an d'Bild setzen an him de Kontrakt en due forme kënnegen. An deem Fall spillen d'Délaien, déi ech elo hei grad erläutert hunn, mat der Ausnahm, datt de Locataire spéitstens no maximal zwielef Méint vum Datum vum Kënnegungsbréif un d'Wunneng muss verlooss hunn. Also wann een den Délai vun dräi Méint, deen de Keefer huet fir dem Locataire ze kënnegen, mat arechent, kann deen a spéitstens 15 Méint a seng Wunneng eraplënneren.

Wat de Sursis ubelaangt, esou gëtt am Projet preziséiert, datt

éischtens, de Sursis nëmme fir dräi Méint accordéiert ka ginn;

zweetens, nëmme fir zweemol dräi Méint maximal ka verlängert ginn;

drëttens, am Fall wou den Appel géint eng Condamnation de déguerpissement irrecevabel ass oder d'Condamnatioun confirméiert gëtt, kee Sursis méi méiglech ass;

véiertens, kee Sursis méi kann ugefrot ginn, wann tëschent dem Dag vun der Introduktioun vun der Geriichtsprozedur an dem Délai, deen de Riichter accordéiert huet fir d'Wunneng ze verloossen, méi wéi ee Joer verstrach ass;

fënneftens, am Fall wou de Propriétaire oder ee vun der Famill selwer an d'Wunneng eraplënnere wëllt, kee Sursis méi kann ugefrot oder verlängert gi 15 Méint nom Kënnegungsbréif. Dësen Délai ass souguer nëmmen zwielef Méint am Fall wou de Keefer oder ee vu senger Famill an d'Wunneng wëllt.

Aner Modifikatiounen um Gesetz, op déi ech hei net wëll an den Detail agoen, leien an der Extensioun vun der Garantie locative op sämtleche Créancen, déi duerch de Bail kënnen entstoen, op den Acomptë wat d'Charges locatives ubelaangt, op der Protektioun vun de Persounen, déi mam Locataire zesummegewunnt hunn am Fall wou de Locataire stierft oder d'Wunneng verléisst, op de Missioune vun de Gemenge wat d'Erhiewe vun Informatiounen iwwert d'Loyeren an déi eidel Wunnengen ubelaangt an op de Sanktiounen, déi de Projet virgesäit, wann eng Wunneng ouni Autorisatioun vun der Gemeng an e Büro oder Geschäftslokal transforméiert ginn ass.

Déi verschidde Beruffschamberen hunn de Projet kritesch examinéiert an ënnerschiddlech Remarquen zu deenen eenzelnen Ännerungsvirschléi gemaach.

Wat d'Berechnung vum Loyer ubelaangt, esou sinn d'Chambre des Employés privés an de Konsumenteschutz der Meenung, datt en Taux vu 5% e confortable Rendement duerstellt, wann ee besonnesch d'Präisdeierecht vun de Wunnengen an den accéléréierten Amortissement bei der Besteierung vum Loyer mat considéréiert.

D'Chambre des Métiers fënnt den Taux an der Rei, awer et missten hirer Meenung no nach gläichzäiteg Begleitmoossname geholl ginn. Fir d'Chambre de Commerce geet den Taux net duer fir den Invest an de Mietwunnengsbau ze förderen.

Wat déi nei Definitioun vun de Luxuswunnenge betrëfft, esou sinn d'Chambre des Métiers an déi vun de Fonctionnairen domat zefridden, an d'Aarbechterkummer fënnt se inakzeptabel, well ze vill Loyeren iwwert der virgeschriwwener Grenz leien.

Wat d'Loyerskommissiounen ubelaangt, esou ass d'Chambre des Employés privés der Meenung, d'Prozedur fir se anzesetze wier schwéierfälleg, a si schléit och vir, datt déi Kommissioune vum Minister sollen agesat ginn. D'Chambre des Métiers begréisst méi eng grouss Professionaliséierung vun deene Kommissiounen, wouduerch vill Litigë kéinte verhënnert ginn. De Syvicol begréisst, datt d'Asetze vun enger Kommissioun fir déi kleng Gemengen ewechfält an eng eenzeg Kommissioun fir ee Grupp vu klenge Gemenge virgesinn ass, ass awer der Meenung, datt déi Kommissioun an der Kompetenz vun de Gemenge misst bleiwen.

Wat déi automatesch Verlängerung vum Bail ubelaangt, esou ass d'Chambre des Fonctionnaires der Meenung, et wier eng Entrave un de Loyerskontrakt. Déiselwecht Chamber ass och der Meenung, datt d'Sanktiounen am Fall, wou eng Wunneng ouni Erlaabnis a Büroen oder soss e Geschäftslokal transforméiert géif, méi héich misste sinn.

Wat déi nei Regelung vun der Kënnegung an dem Sursis ubelaangt, esou fäert d'Chambre des Employés privés, datt Abusë géintiwwer dem Locataire kënnten entstoen. D'Chambre des Métiers ass hirersäits awer mat där Regelung d'accord.

Wat d'Weiderféiere vun engem Bail commercial am Fall vum Doud vun Locataire ubelaangt, esou ass d'Chambre de Commerce géint déi Bestëmmung, well se mengt si kéint de Fonds de commerce dévaluéieren.

A sengem Avis zum initiale Gesetzesprojet ass de Statsrot der Meenung, datt een de Manktum u Mietwunnengen um Wunnengsmaart net iwwert d'Loyersgesetz geléist kritt. Besonnesch d'Fixatioun vum Loyer iwwert d'Gesetz, mengt de Statsrot, kéint eis net aus der penibler Situatioun eraushëllefen. Hien ass éischter der Meenung, datt, wann een d'Loyere sech géing iwwert de fräie Maart festleeë loossen, d'Pénurie vun de Wunnenge sech lues a lues géing résorbéieren, an datt dann d'Loyere sech och op engem verstännegen Niveau géingen apendelen. Hien zitéiert dat franséischt Gesetz, wou den Invest an de Wunnengsbau iwwer steierlech Begleitmoossnamen attraktiv gestalt ginn ass.

De Statsrot huet och dann opgrond vu senger allgemenger Remarque d'Artikele vum Projet, déi sech op d'Fixatioun vum Loyer bezéien, net aviséiert. Wat déi aner Artikelen ubelaangt, huet de Statsrot eng Rei Ännerunge proposéiert, déi d'Chamberskommissioun an hiren eegenen Amendementer och mat berücksichtege konnt.

Wéi schonn ernimmt, hat d'Chamberskommissioun ouni den Avis vum Statsrot ofzewaarden a siwe Sëtzungen de Projet examinéiert an opgrond vun hiren Diskussiounen a spéider och vun de Konklusiounen, déi se aus dem Avis vum Statsrot gezunn huet, eng Rei vun Amendementer proposéiert. D'Kommissioun konnt déi allgemeng Approche vum Statsrot zum Projet awer net deelen.

Fir d'Kommissioun huet de Projet nieft dem Zil, de Mietwunnengsbau ze förderen, awer och nach e soziale Charakter, fir de Schwaachen um Wunnengsmaart, dat heescht de Locataire, géint iwwerdriwwen héich Loyere vu Säite vum Propriétaire ze schützen. D'Kommissioun ass der Meenung, datt soulaang e krassen Déséquiliber tëschent der Offer an der Demande vu Mietwunnengen um Maart besteet, een de Loyer fir déi ënnescht a mëttel Kategorie vu Wunnenge soll gesetzlech regelen. Fir d'Luxuswunnengen ass dat net néideg, well een unhuele kann, datt déi Leit, déi esou eng Wunneng loune kënnen, sech och ze wiere wëssen, fir net en iwwerdriwwene Loyer ze akzeptéieren.

D'Diskussiounen an der Kommissioun hunn haaptsächlech iwwert d'Propositioun vum Projet vun der ënnerschiddlecher Behandlung bei der Fixation vum Loyer vun den Haiser vu virun an nom Krich; iwwert d'Kënnegung an d'Délaien; iwwert d'Definitioun vun der Luxuswunneng; iwwert de Statut vum Concubin an dem Partenaire, an iwwert d'Roll vun de Gemenge gefouert.

Déi wichtegst Amendementer, déi d'Chamberskommissioun op Grond vun hiren Diskussiounen an och vum Avis vum Statsrot proposéiert huet, betreffen:

Éischtens, Wunnengen, déi ënnert d'Gesetz vum 8. September 1998, dat heescht dat esou genannten ASFT-Gesetz, falen. D'Chamberskommissioun huet virgeschloen, datt déi Wunnengen net ënnert d'Bestëmmunge vum Loyersgesetz solle falen.

Zweetens, d'Kommissioun huet op Grond vum Avis vum Statsrot proposéiert, datt d'Cessioun vum Bail am Prinzip erlaabt ass; et sief dann, se gëtt am Kontrakt formell verbueden.

Drëttens, se huet d'Délaien, bannent deenen de Locataire net géint een ze héije Loyer reklaméiere kann, erëm vun zwielef Méint op sechs Méint erofgesat.

Véiertens, si huet d'Méiglechkeet, fir e Sursis kënnen unzefroen am Fall, wou ee vergiess huet eng Verlängerung vun der Kënnegungsfrist ze froen, wann de Propriétaire wéint sengen eegene Besoinen de Bail gekënnegt huet, déi net am initiale Projet stoung, an de Projet ageschriwwen.

Fënneftens, si huet proposéiert de Partenaire, deen eng Déclaration de partenariat mam Locataire gemaach huet a mat him zesumme gewunnt huet, mat dem Conjoint gläichzestellen, wat säi Wunnrecht ubelaangt am Fall vum Doud vum Locataire oder wann deen d'Wunneng verlooss huet.

Sechstens, si huet d'Prozedur vun der Gemeng, fir d'Miwwele vun de Leit, déi forcéiert aus hirer Wunneng erausgesat gi sinn, ze versuergen a gegebenenfalls ze versteeën, wäit gehend vereinfacht.

A siwentens, si huet proposéiert, datt beim Doud vum Locataire vun engem Geschäftslokal am Fall vun engem Bail commercial de Bail och kann zu Gonschte vun engem Conjoint oder vum Concubin weiderlafen, wann deen d'Geschäft vum verstuerwene Locataire weiderféiert.

A sengem Avis complémentaire huet de Statsrot nach eng Rei Textännerunge proposéiert, déi d'Kommissioun, nodeem se d'Vertrieder vun der Regierung ugehéiert huet, zum groussen Deel berücksichtegt huet.

D'Kommissioun huet a senger Sëtzung vum 5. Juli mäi Rapport majoritär ugeholl a proposéiert den Text vum Projet, esou wéi en amendéiert gouf a wéi en hei virläit, ze stëmmen.

Ofschléissend wéilt ech nach e puer Mercië soen: E grousse Merci un d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus der Kommissioun. Mir hunn an deene ville Réuniounen haart a konstruktiv debattéiert a mer konnten eng Rei vun interessante Bemierkungen an de Projet mat afléisse loossen. Ee Merci och un de Kommissiounssekretär, den Här Nic Bock, an un d'Beamten aus dem Logementsministère, den Här Daniel Miltgen a besonnesch den Här Jérôme Krier, a last but not least eisem Mataarbechter aus der Fraktioun, dem Marc Reiter.

Iech soen ech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den honorabele Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'eischt wëll ech awer mengem Fraktiounskolleeg, dem Norbert Haupert, Merci soe fir säin exzellente mëndlechen an och schréftleche Rapport. Ech mengen, hien huet dat gemaach, wéi mer dat vun him gewinnt sinn: En huet dat och gutt gemaach. Ech denken dofir, et wär ubruecht, fir hei op dëser Tribün och eng Kéier säin immensen Asaz fir dëse Projet ze würdegen, e Projet, dee mir ouni deen Asaz vläicht net haut, hei an nach virun der Vakanz hätte kënnen evakuéieren.

Mir ersetzen haut e Gesetz, wat schonns méi wéi 50 Joer al ass a wat an den 80er Jore just eng Kéier liicht reforméiert gouf. An de 50er Jore gouf d'Loyersgesetz virun allem als provisoresch ugesinn. D'Iddi war, fir et nëmme ganz kuerz a Kraaft ze loossen an dann eng komplett Reform vun dësem Loyersgesetz ze ënnerhuelen.

Et huet du bal 30 Joer gedauert, bis dat, wat de Gesetzgeber 1955 als kuerzen Iwwergank ugesinn huet, sollt reforméiert ginn. 1987 ass et dunn no laangen an heftegen Debatten zu enger Reform vum Gesetz vum 14. Februar 1955 komm. D'Modifikatiounen, déi deemools ënnerholl goufen, waren awer och net dee grousse Worf, well an der Realitéit an a groussen Zich ass zu engem groussen Deel d'Gesetzgebung vun 1955 einfach iwwerholl ginn.

Bis haut also funktionéiert dëse System. E System, deen zur där Zäit als richteg ugesi gouf, an dat wahrscheinlech och mat Berechtegung.

Mä d'Zäit geet virun, an d'Virstellungen esouwuel vum Locataire wéi och vun de Propriétairen a selbstverständlech och d'Situatioun um Logementsmarché selwer hu geännert. An dofir ass et och richteg gewiescht, fir dëse Virstellungen an dëser verännerter Situatioun an deem neie Projet de loi Rechnung ze droen.

No deene minimalen Emännerungen vun 1987 war et dunn awer eng laang Zäit roueg ëm d'Loyersgesetz. Am Laf vun de Jore gouf dunn awer ëmmer méi oft an och ëmmer méi hefteg op d'Lacunë vum bestoende Gesetz higewisen, ouni datt awer eppes Konkretes op legaler Basis ënnerholl ginn ass.

Et huet bis 2003 gedauert bis erëm politesch Bewegung an dësen Dossier komm ass. Den 19. Mäerz 2003 hate mir hei an der Chamber eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Wunnengsbaupolitik vun der Regierung, wou ënnert anerem och d'Problematik vum locative Wunnengsbau diskutéiert gouf. Ee vun de Konklusioune vun dësem Débat war, dass d'Loyersgesetzgebung ze reforméiere wär. An d'Chamber huet och bei deem Débat deementspriechend Propositioune gemaach, vun deenen - géif ech soen – awer eng etlech an dëse Projet agefloss sinn.

Eent vun den Ziler vun deem neie Gesetz ass et, den Ureiz, fir an de Logement locatif ze investéieren, méi attraktiv ze maachen an doduerch d'Offer a puncto Mietwunnengen och ze augmentéieren. Bis ongeféier 2000 ass an dësem Beräich aus diverse Grënn net esou vill geschitt, wéi ee sech dat hätt kënne wënschen.

Firwat? Dat aktuellt Gesetz iwwert de Bail à loyer ass ze komplizéiert an op verschiddene Punkten och onlogesch ausgeluecht an huet deene potenziellen Investisseuren och net déi vun hinne gefuerderte Rechtssécherheet ginn, esou zum Beispill wann e Locataire net aus senger Wunneng wëllt auszéien, wann en dozou opgefuerdert gouf, oder wann de Locataire kee Loyer méi bezuelt huet.

D'Méiglechkeet vun de Propriétairë sech ze wieren, ass an dëse Fäll zimlech ageschränkt gewiescht, well d'Gesetz dach éischter de Schutz vum Locataire an deem Fall favoriséiert huet virun deem vum Propriétaire.

Et ass dat ee vun den Haaptkritikpunkte vun de Propriétairen um bestoende Gesetzestext, genauesou wéi et e Fait ass, dass de Loyer net un d'Konditioune vum Marché adaptéiert konnt ginn. Et war zur Gewunnecht ginn, dass vill Wunnengen, déi an der Locatioun waren an och dozou destinéiert waren, désaffectéiert goufen an a Büroen ëmgewandelt goufen. Et war einfach méi rentabel. Et war einfach méi lukrativ, fir an d'Locatioun vu Büroen oder Locaux de commerce ze investéiere wéi an de Logement locatif, well d'Législatioun iwwert de Bail commercial et nämlech erlaabt, d'Loyeren dem Indice des prix à la consommation unzepassen. Et war och méi lukrativ, well bei de Kontrakter iwwert de kommerzielle Bail méi oder manner de Prix du marché konnt spillen.

Mä dat wäert awer elo, Här President, deemnächst änneren, wann dëst Gesetz bis gestëmmt ass. An et wäert net méi gradesou einfach goen, well an Zukunft muss d'Gemeng hiren Accord zu enger geplangter Ëmaffectatioun vu Wunnraum an der kommerzieller Notzung vun deemselwechte ginn.

D'Gemenge kréien d'Méiglechkeet drastesch Strofen auszeschwätzen am Fall, wou Wunnengen ouni hiren Accord a Bürosflächen ëmgewandelt ginn.

Drëttens, d'Zënsen, déi ee krut op de Banken, waren an den 80er bis Mëtt der 90er Joren därmoossen héich, datt et wesentlech méi attraktiv a mat vill manner Misär verbonne war, d'Sue bei de Banken unzeleeë wéi an de sou genannten Investissement à la pierre, wou een enge Renditt vun „nëmmen" - entre Guillemets – 5% konnt erzilen. Des Weideren hate mir et och an dëser Zäit mat extrem héijen Débiteurszënsen ze dinn.

An de leschte fënnef bis sechs Joer konnt een awer suivéieren, datt erëm méi an de locative Wunnengsbau investéiert gouf, bedéngt ënner anerem doduerch, datt bei de Bankgeschäfter net méi esou vill erauszeschloe war, wéi dat nach virun zéng Joer de Fall war. Mat dem drastesche Réckgang vum Taux vun de Créditeurszënse sinn och d'Débiteurszënssätz gefall an et war dunn op eemol erëm méi lukrativ, fir an de Wunnengsbau ze investéieren, wéi d'Geld einfach op d'Bank ze droen. Dat Ganzt gouf nach komplementéiert duerch dee sou genannte Crash op der Bourse, deen an déi nämlecht Period gefall ass. D'Investisseuren hu sech also no neien, no anere Méiglechkeeten ëmkucke mussen an hunn dobäi de locative Wunnengsbau - kann ee soen - erëm nei entdeckt.

Fait ass, datt zënter fënnef Joer d'Appartementswunnenge bal wéi Champignonen aus dem Buedem wuessen, a mir och wëssen, datt eng ronn 30% vun dëse Wunnengen zur Locatioun ugebuede ginn. Dës Feststellung beweist, menger Meenung no, ganz kloer, datt erëm méi an déi Mietwunnengen investéiert gëtt.

Vum Enn du vun den 90er Jore bis haut ass déi iwwert d'Gesetz festgeluechte Mietrenditt erëm esou attraktiv gi wéi schonns laang net méi. A potenziell Propriétaire-investisseurë si mat Sécherheet tentéiert hir Suen a Mietwunnengen unzeleeën. Fir datt deem och esou bleift, gesäit dat neit Gesetz vir, den Taux vu 5% bei der Fixatioun vum Loyer an dëser Phas net eropzesetzen, mä och net erofzesetzen, mä ganz einfach bäizebehalen.

Sollten awer, Här President, d'Tauxe vun de Créditeurs, an implizit och déi vun den Débiteurszënsen, nees eng Kéier méi zolidd eropgoen, mengen ech schonns, datt een deen aktuelle Saz vu 5% muss iwwerdenken, wann ee sech net erëm d'Viraussetzunge schafe wëllt, wéi mer se an den 80er bis ongeféier 1995 kannt hunn.

Mä fir hei flexibel ze sinn an der Evolutioun um Finanzmarché Rechnung ze droen, misst dann awer d'Gesetz geännert ginn. Et hätt ee sech dofir och kënne virstellen, datt de maximal erlaabten Taux iwwer e Règlement grand-ducal definéiert gi wär, wat eng eventuell Hausse oder eng Baisse vun deem Taux a sech méi flexibel gestalt hätt.

Des Weidere kréien d'Propriétaires-bailleurs elo d'Méiglechkeet de Loyer net méi no dräi Joer, mä all zwee Joer kënnen ze adaptéieren.

Mir hoffen, datt dës Mesuren derzou bäidroen d'Pénurie - ech soe «Pénurie» entre guillemets - vun de Mietwunnengen an de Gréff ze kréien an datt erëm méi an och verstäerkt an d'Sanéierung an d'Renovéierung vun den Albauwunnengen investéiert gëtt. Well och do fixéiert dat neit Gesetz aner Kritäre wéi mer se bis elo kannt hunn. Virun allem gëtt hei elo och dem Capital investi Rechnung gedroen, an dat haaptsächlech bei deene Wunnengen, déi virun 1944 gebaut gi sinn.

En zweete Punkt, deen ech wollt beliichten, ass dee vun der Redefinitioun vun de sou genannte Luxuswunnengen, déi net an de Kader vum Loyersgesetz falen. Am Artikel 5 vum Gesetz vun 1955 geet Rieds vun enger Luxuswunneng, wa se ënner anerem op d'mannst siwen Zëmmer besëtzt a wa se vun engem eenzege Ménage och bewunnt gëtt.

Dës Definitioun gëtt elo - an dat och richtegerweis - fale gelooss, well se einfach net méi up to date ass an och an der Praxis ganz vill Problemer mat sech bruecht huet. D'Fro, déi sech an dësem Kontext gestallt huet, war déi: Wat ass eng Luxuswunneng? An no wéi engem Kritär definéiert een eng Luxuswunneng?

Fir deen een, géif ech soen, ass et eng Luxuswunneng, wann am Buedzëmmer gëlle Krinn sinn a wann een d'Diere mat gëllene Klenschen opmaache kann. En aneren, dee fënnt, dass et eng Luxuswunneng ass, wann e ronderëm d'Haus dräi Hektar Terrain huet, wou e säi private Reitstall samt senge Päerd ënnerbrénge kann. Och aner Kritären, wéi zum Beispill de Präis, den Datum vum Bau oder d'Qualitéit vun der Wunneng selwer kommen a Fro fir de Logement de luxe ze definéieren. Et war ganz schwéier a ganz schwiereg fir eng méiglechst einfach an onkomplizéiert Definitioun vun esou enger Luxuswunneng ze fannen.

Och ech hat 2003 während der Orientéierungsdebatt eng Propos gemaacht, datt ee sollt higoen a soen, wann zwee Partner, Propriétaire a Locataire, e Loyerskontrakt ënnerschreiwen, datt ab engem Montant x - ech hunn du gesot einfach emol eng Kéier 2.500 Euro - déi zwee sech da musse bewosst sinn, datt et sech ëm eng Luxuswunneng handelt. Ech wollt zu deem Zäitpunkt awer net onbedéngt iwwert de Montant vum Loyer diskutéieren, mä fir mech wier dat e ganz einfache Kritär gewiescht, an déi zwee Partner hätte jo dee Moment, wou se de Kontrakt ënnerschreiwen, ganz genee gewosst wat se ënnerschriwwen hätten, an datt hire Kontrakt dann net méi géif ënnert d'Gesetz vum Bail à loyer falen.

Wann dann no enger Zäit en nächste Locataire komm wier, dann hätt een erëm misse frësch verhandelen an et hätt sech missen erausstellen, ob deen dat och als Luxuswunneng ugesinn hätt. Et wier mat Sécherheet e Kritär gewiescht, deen net komplizéiert, mä ganz einfach a verständlech ze handhabe gewiescht wär.

D'Léisung an d'Kritären, déi elo awer schlussendlech zréckbehale goufen, sinn a mengen Aen och ganz an der Rei, well een ouni op en externen Expert zréckgräifen ze mussen, séier erausfënnt, ob et sech ëm eng Luxuswunneng handelt oder net. Also, ob dat neit Loyersgesetz spillt oder net. Si sinn och, wéi deemools gefuerdert gouf, relativ einfach ze handhaben.

D'Kritären, déi elo am Gesetztext niddergeschriwwe sinn, berouen dann op zwou Varianten: Éischtens, de monatleche Loyer, wéi ech dat elo grad erkläert hunn, an zweetens, de Capital investi.

Deemno falen net ënnert dat neit Loyersgesetz all déi Wunnengen, wou de Loyer mensuel méi héich ass wéi 269 Euro, Index 1948. Dat sinn haut ëmgerechent 1.893 Euro. Ab dësem Montant gëtt eng Wunneng als Luxuswunneng considéréiert a fält net méi ënnert dat neit Loyersgesetz.

De Kritär vum Capital investi pro m² gesäit vir:

a) wann et sech ëm eng Wunneng an enger Copropriétéit handelt, a

b) wann et sech ëm een Eefamilljenhaus handelt.

Als Basis gëllt hei de Baukäschtenindex vun 1970. Dat waren dee Moment 618 Euro pro m² fir Wunnengen an der Copropriétéit, a 450 Euro fir Eefamilljenhaiser. Nom leschte Stand vum Bauindex sinn dat haut 3.867 Euro pro m² fir Wunnengen an der Copropriétéit an 2.816 Euro fir Eefamilljenhaiser.

Dësen neie Berechnungmodus gëtt och vun der Chambre des Métiers begréisst. An hirem Avis seet si, datt de Critère coût an der Praxis méi einfach ze handhaben an ze kontrolléieren ass wéi e qualitative Kritär. Zum Beispill: Wéi ass d'Qualitéit an den Zoustand vun enger Wunneng? Wat dach éischter e subjektive Kritär ass.

Ze soe bleift hei nach, datt nëmmen ee vun de Kritäre muss erfëllt si fir d'Luxuswunneng ze definéieren, an datt et och expréssement am Kontrakt festgehale muss ginn, wann et sech ëm eng Luxuswunneng handelt, an datt d'Locatairë vu Luxuswunnengen net vun de legale Prorogatioune bénéficiéiere kënnen.

Här President, e weideren a positiven a wichtege Punkt, wahrscheinlech de Knackpunkt vun dësem neie Gesetz, ass dee vergréisserte Rechtsschutz esouwuel fir de Locataire, mä och fir de Propriétaire-bailleur. Et ass gekuckt gi fir d'Rechter an d'Flichte vun deenen zwou Parteien ze équilibréieren, well et ka jo schliesslech net esou sinn, datt ëmmer nëmmen eng Partei sech un de Kontrakt hält oder un de Kontrakt hale muss. Ee Kontrakt, deen awer an der Regel vun deenen zwou Parteien ënnerschriwwe ginn ass.

Wat mir wichteg erschéngt, ass, datt mat dësem Gesetz elo déi zwou Parteien am Viraus wëssen, wou se an de Bounen dru sinn, wat d'Délaie betrëfft. An ech hoffen och, Här President, datt déi juristesch Spillereien elo endlech en Enn wäerten hunn.

Ech wollt an dësem Kontext op déi nei Dispositioun iwwert d'Verlängerung vum Bail an den Déguerpissement vum Locataire kuerz agoen:

Éischtens emol, d'Verlängerung vum Bail. De Prinzip vun der automatescher Verlängerung vum Bail gëtt bäibehalen, ausser wann de Propriétaire d'Wunneng fir säin eegene Gebrauch wëllt notzen, oder wann de Locataire senge legale Verflichtungen net méi nokënnt. De Besoin personnel vum Propriétaire gëtt ausserdeem ausgedehnt op all Familljemembere bis zum drëtte Grad inclus. Des Weidere gëtt de Bail och net méi automatesch verlängert, wann de Propriétaire d'Wunneng fir e Besoin à usage professionnel brauch.

Wat elo den Déguerpissement vum Locataire betrëfft, esou baséiert déi nei Prozedur op enger Propos vum Conseil Économique et Social, déi virgesäit, datt, wann de Propriétaire seng Wunneng fir Besoin personnel wëllt iwwerhuelen, ee geneeën Zäitpunkt festgeluecht gëtt, ab deem de Propriétaire seng Wunneng da kann an Usproch huelen.

Haut ass d'Situatioun jo dacks esou - an ech hunn et elo grad schonns ugeschwat -, datt duerch onendlech laang juristesch Prozeduren a Recoursen de Propriétaire oft eréischt no Jore vu sengen eegene véier Wänn ka Gebrauch maachen. Dëse Prozedurdschungel huet et och mat sech bruecht, datt Wunnengen, déi zum Verkaf ustoungen a wou nach e Contrat de bail gelaf ass, fir een, dee selwer wollt dra wunne goen, net interessant waren, a vun deene Leit dofir och net kaaft gi sinn.

Dëser Problematik gëtt elo duerch dëst Gesetz en Enn gesat. De Locataire ka jee no Fall maximal vun engem Délai vun 18 Méint profitéiere bis den Déguerpissement muss vollzu ginn.

D'Fro ass: Wéi leeft elo d'Prozedur vun esou engem Déguerpissement elo genau of? Am Fall, wou de Propriétaire oder ee vun de Memberë vu senger Famill an déi verlounte Wunneng selwer wëll anzéien, gesäit d'Gesetz en Délai fir d'Kënnegung vum Bail vu sechs Méint vir vun deem Dag un, wou de Locataire iwwert d'Résiliatioun vum Kontrakt informéiert gouf. Konkret heescht dat, dass de Locataire no deene sechs Méint d'Wunneng verloosse muss. Natierlech gëtt et Ausnahmen, déi en faveur vum Locataire sinn.

De Locataire kann innerhalb vun deenen éischten dräi Méint beim Friddensriichter eng Verlängerung vum Délai de résiliation ufroen, eng Verlängerung, déi awer da maximal 12 Méint bedroe kann an dat vun deem Dag un, wou den Délai vun den initiale sechs Méint ofgelaf ass. Hei hätte mer dann e Cas de figure vu 6 plus 12 also maximal 18 Méint.

Fir dass de Locataire dës Verlängerung awer zougesprach kritt, muss hien dem Riichter valabel Motiver virleeën, esou zum Beispill de Bau oder de Kaf vun enger eegener Wunneng, d'Loune vun enger neier Wunneng, déi awer nach net fäerdeg gestallt ass oder déi amgaang ass renovéiert ze ginn. An dëse Fäll kann den Délai wéi scho gesot dann ëm maximal 12 Méint verlängert ginn.

E Recht op Sursis gëtt et dann awer net méi fir de Locataire: Wann de Riichter bis eng Décisioun geholl huet, zielt dës Décisioun definitiv. Entweder kritt de Locataire déi maximal 12 Méint Verlängerung zougesprach oder hie kritt se net zougesprach.

Am Fall wou hie keng Verlängerung zougesprach kritt, kënnt et zu engem Déguerpissement forcé nom Oflaf vun deem initialen Délai vu sechs Méint. Eng Oppositioun oder en Appel zu dësem Uerteel ass dann och net méi méiglech. De Fall gesat, de Locataire freet innerhalb vun deenen éischten dräi Méint keng Verlängerung un a mellt sech och soss net op iergendeng Aart a Weis, an deem Fall kann de Propriétaire beim Riichter en Déguerpissement forcé ufroen, deen no den initiale sechs Méint direkt a Kraaft trëtt. An dësem Fall kann de Locataire awer ëmmer nach e Sursis ufroen.

D'Gesetz seet awer, dass dann den Déguerpissement spéitstens 15 Méint nodeems de Kënnegungsbréif un de Locataire geschéckt gouf iwwert d'Bühn gaange muss sinn.

Am Fall, wou de Propriétaire do selwer wëllt an d'Wunneng goen, gëtt dësen Délai vu 15 op 12 Méint reduzéiert. Als Datum gëllt och hei den Dag, wou de Kënnegungsbréif un de Locataire fortgeschéckt gouf.

Här President, ech denken an ech hoffen, datt dëst Gesetz, wat mir haut hei stëmme wäerten, sengen Ziler gerecht gëtt. Dat heescht:

Éischtens, méi Transparenz a méi Rechtssécherheet bei de Kontrakter, souwuel fir de Locataire wéi och fir de Propriétaire;

zweetens, d'Investitiounen an de Logement locatif méi attraktiv ze maachen, an och an Zukunft lukrativ ze halen;

drëttens, sécher mussen nach aner Gesetzer a Mesuren dat heite Gesetz begleeden an ech denken do haaptsächlech un d'Reform vum Grondsteiergesetz, un aner Steiermesuren, un d'Noutwendegkeet vum Schafe vun e puer neie gréissere Lotissementer, déi de Stat jo selwer kënnt kreéieren, zesumme mat de Gemengen als Associé.

Dat alles, Dir Dammen an Dir Häre, muss awer zesummepassen an et muss och zesummegetässelt ginn, fir datt dat och e Ganzt gëtt a fir datt et deen Erfolleg bréngt, dee mir eis alleguerten dovun erhoffen. Well, et muss ee wëssen, datt an dësem sensibelen Domän vum Bau ëmmer nach an dat trotz alle gutt gemengte Mesuren, Gesetzer an och Gesetzestexter ëmmer nach d'Loi du marché spillt.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Wëll een de Bau virun allem awer och de Bau vun engem Eegenheem an Zukunft lukrativ gestalten, virun allem awer erëm fir de Gros vun de Leit finanziell méiglech maachen, muss een dem Marché mat sengen eegene Mëttele begéinen.

Dat heescht am Kloertext, d'Angebot, Här President, muss méi grouss gi wéi d'Nofro. Dofir, Dir Dammen an Dir Hären, brauche mir net nëmmen dat heite Gesetz; dëst Gesetz ass a mengen Aen nëmmen e Stéck an deem ganze Puzzle.

Dat gesot wëll ech zum Schluss awer nach Merci soe fir d'Nolauschteren a bréngen och selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. Den nächste Riedner ass den Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aganks wéilt ech dem Rapporteur fir säin ausféierlechen, schréftlechen a mëndleche Rapport félicitéieren. Hie war esou explizit, dass ech net brauch op déi eenzel Dispositioune vun deem neie Gesetz anzegoen - déi sinn à suffisance erkläert ginn.

Här President, dëst Gesetz ass jo nach vun der viregter Regierung initiéiert ginn, an ech war ee vun deenen, déi mam Minister Boden zimlech vill, net gestridden hunn, mä sech mat dësem Text ausernee gesat hunn, well ech der Meenung war, an och der Meenung bleiwen, dass et net um Législateur ass, fir hei ze vill ze intervenéieren, an dass d'Dispositioune vum Code civil eigentlech géifen duergoen.

Mä et gëtt ganz vill Politiker, déi mengen, dass dee Schwaachen - an hiren Aen de Locataire - vis-à-vis vun deem Staarken - an hiren Aen dem Propriétaire - muss protégéiert ginn. D'Resultat vun där Politik gesi mer a spiere mer all Dag. Besonnesch déi Leit, déi wëlle loune goen, spieren dat all Dag: Et sinn der net vill, déi a Mietwunnengen investéieren.

De Virriedner huet dat ënnerstrach, et war nach ëmmer hei zu Lëtzebuerg méi interessant a Büroe respektiv a Geschäftslokaler ze investéieren, ëm déi de Législateur sech net esou rührend gekëmmert huet wéi ëm Mietwunnengen.

Dëst Gesetz versicht elo verschidden Excèsen aus der Vergaangenheet ze redresséieren. An dat ass och gutt esou. Dat ass gutt esou, well mer festgestallt hunn, dass bëllege respektiv abordable Mietraum vu kengem méi oder vu praktesch kengem méi realiséiert gëtt, an eise Mietpark vun deenen Appartementer a Wunnengen, déi fir d'Locatioun fräistinn, ëmmer méi al gëtt. Dëst Gesetz gëtt elo d'Méiglechkeet, fir an eng aner Richtung ze goen - och wann et net perfekt ass.

Den honorabelen Här Lucien Clement ass op eng Dispositioun agaangen, déi mir schéngt de Moment wuel net, mä fir d'Zukunft awer problematesch ze sinn, an dat ass déi, à savoir dass duerch dëst Gesetz, dat, wat bis elo nach ëmmer bestanen huet oder zënter laange Jore besteet, den Taux de rendement no uewe bridéidert gëtt op 5%.

Här President, dee Rendement ass haut bei enger zwar ze héijer Inflatioun, mä bei niddregen Tauxen, wou ee ka fir ronn haut nach 4% Geld léine goen, an der Rei.

Mä wat geschitt, wa muer d'Tauxe méi héich sinn? Dann ass dee Rendement net an der Rei! Respektiv, wann d'Tauxen dramatesch - wat ee géif hoffen - géifen erofgoen, dann ass en eventuell net méi an deem Mooss indiquéiert.

Déi 5% kommen dohier, dass iergendwann eng Kéier deen Taux festgesat gouf. Ech mengen, dass een hätt kënnen op de Wee goen, wou ee gesot hätt, dass deen Taux de rendement Fonctioun wier vun den Taux hypothécaires, déi ze applizéiere wieren, dass et den Taux hypothécaire plus e gewësse Prozentsaz gewiescht wier. Dat hätt déi Flexibilitéit bruecht, déi een an dësem Domän brauch.

Mä wéi gesot, et ass awer e Schratt an déi richteg Richtung, an et ass ze wënschen, et ass ze hoffen, dass duerch déi nei Mesuren en neien Driff an de Wunnengsmaart kënnt.

Et bleift dann en zweete Sujet, Här President, deen net vum Gesetz beréiert gëtt, wou et awer interessant wier, wann de Minister kéint eng Initiativ huelen. Ech wéilt dat ëmschreiwe mat den Droits et devoirs vum Propriétaire a vum Locataire. Et wär interessant, wann de Ministère, zesumme mat enger Organisatioun wéi der Union des Consommateurs zum Beispill, kéint e Vademecum ausschaffen, fir festzeleeën, wat fir eng Chargen oder wat fir eng kleng a grouss Reparaturen zu Laaschte vu wiem sinn. Wann en Évier verstoppt ass, ass et dann d'Aufgab vum Propriétaire derfir ze suergen, dass deen Évier erëm uerdentlech fonctionnéiert, oder ass et un deem, deen am Genoss ass vun deem Équipement? Wann eng Rolllued net méi fonctionnéiert, ass et dann um Locataire fir se ze flécken, dee jo och déi Rolllued gebraucht huet, oder ass et um Propriétaire? All déi kleng Froen, déi, wa schonn d'Verhältnis zwëscht Propriétaire a Locataire iergendwéi gestéiert ass, dann zu Irritatioune féieren an déi net dozou bäidroen, dass dat Verhältnis konfliktfräi ass. Hei wier eng Méiglechkeet vu staatlecher Säit fir ze hëllefen.

Da stellt sech, Här President, och als Drëtt nach d'Fro: Wat geschitt mat deene Bailen, déi en cours sinn, besonnesch wat eenzel Dispositiounen ugeet? Ech denken zum Beispill un d'Dispositiounen, déi an dësem Gesetz sinn, déi dem Concubin zousätzlech Rechter ginn. Et steet am Gesetz, dass, sauf wann et expressis verbis am Bail steet, de Bail weidergeet an deen aneren da Recht drop huet. Do gëtt et Situatiounen: Dir verlount engem en Haus, deen ass eleng, op eemol huet hien e Concubin, wann deen dann och nach dräi oder véier Kanner huet, deemno wéi grouss d'Appartement ass, gëtt dat problematesch. Wéi do d'Situatioun genau geregelt ass, wäert et herno un de Geriichter sinn, fir erauszefannen. Mä ech wollt einfach un dësem Beispill weisen, dass nach eng Rei Interpretatiounsschwieregkeeten och an Zukunft wäerte bleiwen.

Mä ënnert dem Stréch gesinn, Här President, ass dëst Gesetz eng Verbesserung par rapport zu der Situatioun, déi mer elo hunn. Och wa mir als Partei am léifsten hätten, wann de Stat sech géif esou wäit wéi méiglech aus dëser Problematik eraushalen an dem Maart d'Léisung vun der Fro iwwerloossen, esou fënnt dësen Text dach d'Zoustëmmung vun eiser Partei.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Spautz. Madame Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Wunnen a Baue si schrecklech deier zu Lëtzebuerg ginn. Um Wunnengsmaart kucken déi kleng Leit dacks no wat déi aner maachen, mä si gesinn net wéi si kënne matmaachen. Ech fanne mech net mat där Feelentwécklung um Lëtzebuerger Wunnengsmaart of." „Dass d'Bauen an d'Wunnen zu Lëtzebuerg méi deier ass wéi zu Paräis a wéi zu London, weist, dass mir se net méi alleguerten hunn."

Dir Dammen an Dir Hären, dëst sinn zwee Auszich aus de Rieden zur Lag vun der Natioun vun eisem Statsminister vum leschte Joer a vun dësem Joer.

De 25. Oktober…

(Interruption et hilarité)

Dat huet ee gemierkt, Här Grethen, dass Är Haltung eng aner ass.

M. le Président.- Här Grethen, wëllt Dir eng Fro stellen?

(Hilarité)

M. Henri Grethen *(DP)*.- Ech hunn alles gesot.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- De 25. Oktober 2005 schreift de Statsrot a sengem Avis zum Projet de loi iwwert dëst neit Mietsgesetz: «Le Conseil d'État estime que la réglementation par la loi de la matière du bail à loyer, et en particulier de la fixation du loyer, ne constitue pas un moyen apte à résoudre le problème de la pénurie de logements. Pour lutter contre la pénurie de logements, la haute corporation est plutôt favorable à un système de libéralisation de la fixation des loyers.»

Den 30. Oktober 2003 ass den Avis vum Direkter vum Friddensgeriicht vun Esch zu dësem Projet de loi 5216 ukomm, dee seet, ech zitéieren: «Le texte du projet de loi part de la prémisse qu'il y a un manque de logements locatifs. Cette prémisse n'est que partiellement vraie. Celui qui peut et veut payer un loyer élevé trouve toujours un logement adapté à ses besoins. Par contre, il y a un manque dramatique de logements pour ceux qui gagnent à peine le salaire social minimum, doivent entretenir avec ce seul salaire une famille et ne peuvent de ce fait payer qu'un faible loyer.»

Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi ass de 6. Oktober 2003 vun der deemoleger CSV-DP-Regierung hei an der Chamber déposéiert ginn. E war deemools scho ganz staark ëmstridden an huet fir ganz vill Opreegung gesuergt. Et ass och haut nach zum Deel esou.

En huet virun allem bei deene Leit oder Organisatiounen, mä och Verwaltunge fir Opreegung gesuergt, déi an hirem Alldag mat deene Leit oder Locatairen ze dinn hunn, déi vun der Wunnengsnout hei zu Lëtzebuerg betraff sinn, an déi an hirem Alldag mat Leit ze dinn hunn, déi knapp de soziale Mindestloun kréien a sech fir dat Geld keen horrende Loyer leeschte kënnen.

Direkt no dem Dépôt vum Projet de loi sinn och schonn d'Avisë vun der Union Luxembourgeoise des Consommateurs an der Justice de Paix vun Esch/Uelzecht ukomm. Esou huet den Direkter vum Escher Friddensgeriicht et a sengem Avis op de Punkt bruecht andeems hie schreift, ech zitéieren: «Si on peut légitimement admettre qu'il n'appartient pas aux propriétaires de logements privés de pourvoir aux besoins de cette population,» - hien huet gemengt déi mam soziale Mindestloun - «le législateur ferait bien, avant de toucher à l'équilibre délicat établi en 1955 et en 1987, d'assurer la construction de logements sociaux en nombre suffisant afin d'éviter que suite à l'adoption du projet de loi soumis pour avis, des familles entières ne soient jetées dans la rue et ne retrouvent plus de logement décent, comme c'est le cas aux États-Unis notamment.»

An dem President an dem Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet, dem Här Norbert Haupert sengem Bericht, deem ech iwwregens e grousse Merci fir säin explizite Rapport wëll soen, fannt Der och weider Kritike vun de Chambreprofessionnellen, ënner anerem déi vun der Chambre des Employés privés a vun der Arbeiterkammer erëm, déi an déiselwecht Richtung gi wéi déi vun der Union Luxembourgeoise des Consommateurs oder vum Escher Friddensgeriicht.

Et sollt dunn awer 2004 alles e bëssselchen aneschters goe wéi sech dat d'Auteure vun dësem Gesetz an déi deemoleg CSV-DP-Regierung virgestallt haten. No de Chamberwahlen 2004 war d'DP net méi an der Regierung, an deen neie Koalitiounspartner, d'LSAP, huet eng Rei Ännerungsvirschléi fir dëse Projet de loi an de Koalitiounsverhandlungen erabruecht.

Esou huet de Koalitiounsaccord vun dëser Regierung zum Beispill festgehalen, dass de minimalen Délai fir d'Introduktioun vun der Demande betreffend d'Modifikatioun vum Loyer bei der Mietskommissioun net sollt op zwielef Méint eropgesat ginn, mä bei sechs Méint bleiwen. An enger Rei Avisën, déi mir zu dësem Punkt am Gesetzesprojet kritt hunn, gëtt souguer deen Délai kritiséiert, sechs Méint wieren och nach ze laang.

Eng ganz Rei Leit, Locatairen, déi vun Ufank u wëssen, dass si e gewëssenen héije Loyer net kënne bezuelen, well si einfach finanziell net fäeg sinn dat ze maachen, huelen dat awer a Kaf, an dat aus der Ursaach eraus, well se keng aner Wunneng fannen, déi méi e soziale Präis hätt a wou den Zoustand vun där Wunneng och nach e Minimum u Confort hätt. A wann ech vu Confort schwätzen, da schwätzen ech vun enger Heizung an enger Wunneng, engem Buedzëmmer, fir kënnen dezent ze wunnen.

Esou sinn 80% vun de Contentieuxen um Friddensgeriicht wat de Bail à loyer ugeet nëmmen eleng Affäre vun onbezueltenem Loyer. Natierlech kann ee verstoen an zoustëmmen, dass de Propriétaire, deen all Mount op säi Loyer waart, d'Recht huet, deen och ze kréien. Op där anerer Säit sinn dës Fäll awer och e ganz kloren Indicateur dofir, dass et net genuch Wunnraum zu abordable Loyere fir sozial benodeelegt Leit an hir Famillje gëtt. Ech kommen dorop nach eng Kéier zréck.

Awer net nëmme fir si. Et besteet och schonn eng gréisser Pénurie u Wunnengen an Haiser fir déi Leit, déi e mëttlert Akommes hunn. Si verdéngen ze vill fir nach an de Genoss vu verschidden Hëllefen ze kommen an trotzdeem net genuch fir ouni finanziell Hëllefe sech eng Wunneng oder en Haus ze lounen oder ze kafen, bedéngt duerch déi extrem héich Präisser, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn.

An dem Koalitiounsofkommes vun dëser Regierung sinn eng ganz Rei Mesurë virgesinn, fir d'Wunnengspolitik hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren. Aler, op déi mir scho laang waarden, neier, déi op Drock vu menger Partei mat derbäikomm sinn.

A senger Deklaratioun iwwert d'Politique générale vun 2005 seet de Statsminister, ech zitéieren en: „Ech fanne mech mat där Feelentwécklung um Lëtzebuerger Wunnengsmaart net of. Dofir hätt ech gären, dass mer alleguer zesummen eis där Wunnengsproblematik zu Lëtzebuerg objektiv orientéiert frësch unhuelen."

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

„A Saache Wunnengsbau leeft näischt, wann et tëschent dem Stat an de Gemengen net leeft. Munch Iddi ass hei an der Vergaangenheet ugestouss ginn, wéineg Iddië sinn ëmgesat ginn. Ech hätt gären, dass Stat a Gemeng hirer Responsabilitéit fir d'Leit nees gerecht ginn. Si ginn dat de Moment net. Ech soen dat mat Insistenz fir d'Regierung an ech soen dat ouni Indulgenz fir d'Gemengen."

Dir Dammen an Hären, wou e Recht huet, huet e Recht - de Premier! Et gëtt héich Zäit de Problem vun der Wunnengspolitik hei zu Lëtzebuerg an de Gréff ze kréien. A mir sinn alleguerte gefuerdert: De Stat an d'Gemengen. Mir alleguerten als Politiker, egal vu wéi enger Partei. Et ass fënnef vir zwielef a mir steieren op eng Katastroph hin! Et gëtt héich Zäit déi berühmte Schéier aus dem Kapp ze huelen, an ouni Virbehalter an zesummen, mateneen dësen Dossier unzepaken.

Mir si gewielt gi fir d'Liewenssituatioun vun de Leit alleguerten ze berücksichtegen an och ze verbesseren. Net nëmmen déi vun de Propriétairen. Eenzel Aussoen elo hei vu menge Virriedner kléngen esou, wéi wann d'Locatairen alleguerte Fraudeure wieren.

Dëst zielt awer och an aneren Dossieren, wéi deem vun der Wunnengspolitik: Wann et eis net geléngt endlech eng Politik fir de Mënsch ze maachen, déi vernetzt an nohalteg ass, dann hu mer versot fir eis alleguerte selwer, mä - méi dramatesch - fir déi kommend Generatiounen. Mat deem virleiende Projet de loi ass eigentlech nach guer näischt geregelt. Ech perséinlech, wéi iwwregens och meng Fraktioun, hätt et léiwer gesinn, wa parallell derzou déi Mesuren a Kraaft getruede wären, vun deenen hei op der Tribün schonns jorelaang geschwat ginn ass.

Hei zu Lëtzebuerg si 67% vun de Stéit Propriétairë vun hirem Logement. Dat heescht, 33% vun de Stéit si Locatairen, wat ongeféier 54.400 Ménagen ausmécht. Vun deene gëtt et der eng ganz Rei, wéi de Statsminister et sot, vu klenge Leit, déi nokucke wat déi aner maachen, a si gesinn net wéi si kënne matmaachen.

Dir Dammen an Hären, dëst sinn déi Leit, ëm déi et virun allem och geet. Dëst sinn d'Mammen a Pappen a Kanner, déi kee Stéck vum Kuch kritt hu wou e verdeelt ginn ass.

Dëse Projet de loi läit haut zum Vote vir. Zefridde stellt dëst neit Mietsgesetz eigentlech keen esou richteg. Keen heibanne vun de Parteien, kee vun deenen ënnerschiddlechen Organisatiounen oder Verwaltungen, déi elo an hirem Alldag mat de Konsequenze vum Gesetz ze di kréien an domadder konfrontéiert ginn. Dëst neit Gesetz däerf net eleng am Raum stoe gelooss ginn. D'Mesuren, déi am État de la nation zum Punkt Logement ugekënnegt gi sinn, mussen ëmgesat ginn. Mir mussen der Spekulatioun an der iwwerdriwwener Präispolitik endlech de Reedel virschieben. Jiddfereen do, wou e politesch d'Méiglechkeet huet fir dat ze maachen.

Hei e Beispill. Den 31. Dezember 2005 hat de Fonds du Logement e Wunnengspark vun 1.435 Unitéiten. Dräi Véierel vun deem Wunnengspark sinn an de Gemenge Lëtzebuerg, Esch, Déifferdeng an Diddeleng. Den 28. Februar dëst Joer sinn 980 Demandeuren op der Waardelëscht vum Fonds du Logement ageschriwwen. 980 Demanden, vun deenen der vill och Familje si mat Kanner.

D'Gemeng Lëtzebuerg an d'Gemeng Esch sinn déi zwou Gemengen, déi niewent de Wunnenge vum Fonds du Logement de gréisste Park u gemengeneegene Wunnengen hunn: D'Gemeng Lëtzebuerg ronn 600 gemengeneege Wunnengen, d'Stad Esch ronn 400 gemengeneege Wunnengen.

Kolleeginnen a Kolleegen nach eng Kéier: De Stat an d'Gemenge mussen zesumme schaffen, dëst iwwer all Parteigrenzen a Lobbyistentum ewech. Mir hunn all eng Verantwortung. Et däerf net sinn, dass d'Gemengen, egal vu welcher Couleur, Partei oder Koalitioun, d'Verantwortung ofginn oder net iwwerhuelen an näischt an de Wunnengsbau oder d'Renovatioun oder Kaf vu gemengeneegene Wunnengen investéieren.

Och d'Gemengepolitiker musse sech d'Prioritéit setzen, wat hir kommunal Politik ugeet. An déi kann op kee Fall zu Ongonschte vun hirer sozial benodeelegter Bevölkerung goen.

Natierlech sinn de Stat an d'Regierung gefuerdert d'Gemenge substanziell doranner ze ënnerstëtzen.

D'Gemengen däerfen net eleng stoe gelooss ginn, wat d'Finanzéieren an d'Ëmsetze vu gemengeneegene Wunnengsbauprojeten ugeet. Trotzdeem ass et awer elo schonns méiglech bei der Schafung vu gemengeneegene Wunnenge fir sozial benodeelegt Stéit finanziell Hëllefe vum Stat ze kréien an der Héicht vu 75% vum Gesamtprojet.

Wann ech an engem Punkt mat dem Minister Boden zu honnert Prozent eens sinn - an dat geschitt net ëmmer esou oft...

(Interruption)

Net nëmme bei Iech Här Grethen. En ass net méi heibannen.

(Interruption)

An och bei deenen net ëmmer.

Wann ech an engem Punkt mat Iech eens sinn, dann ass et genau an deem Punkt: D'Verantwortung vun alle Gemengen am Beräich vum soziale Wunnengsbau.

Ech verstoppen net, dass mir iwwert d'Auswierkunge vun dësem Gesetzesprojet gestridden hunn. Wie Recht behält, Här Boden, dat gesi mir an Zukunft. Mä an enger Saach si mir eis eens: Niewent dem Stat sinn och d'Lokalpolitiker gefuerdert a vläicht sollt ee sech iwwerleeën, dass déi Gemengen, déi hir Verantwortung an deem Dossier net iwwerhuelen, e gewëssene finanzielle Bäitrag mussen ofgi fir déi aner, déi dat maachen, oder awer finanziell Hëllefe vum Stat gestrach kréien, wa si hir Part u Verantwortung net iwwerhuelen.

Ech ginn enorm rosen, wann e Buergermeeschter oder e Schäffen aus enger anerer Gemeng wéi der Escher Gemeng mech urifft a freet, ob mir zu Esch Leit vun hirer Gemeng an eis Wunnenge kéinten eranhuelen, well déi Leit - hir Leit - schlecht dru sinn, gekënnegt kritt hunn, elo keng Wunneng hätten, op der Strooss sëtzen, oder wat och ëmmer. Dat ass mir e puermol geschitt. Ech denken - ech hunn awer net mam Här Bettel geschwat, en ass net heibannen -, dass hien als Verantwortleche fir de Gemengen- a Sozialwunnengsbau an der Stad genau déiselwecht Situatioun huet.

Dëst Gesetz gouf ënnert der leschter Regierungskoalitioun déposéiert. Mir hunn Ännerungen an deem Projet de loi konnte virhuelen, mä net op alle Punkten. An och net, wat d'Begleetprojeten an d'Mesuren zu dësem Projet uginn, déi onbedéngt parallell dozou hätte misse lafen.

Mir wäerten et elo nach eng Kéier - an ech sinn iwwerzeegt dovunner - mat enger wuessender Demande ze di kréien, wat d'Nofro no soziale Wunnengen ugeet. Op déi si mir net virbereet. De Fonds du Logement net, an d'Gemengen net.

Scho kuerz nom Dépôt vum Projet de loi iwwert dëst neit Mietsgesetz deemools am Joer 2003 ass d'Zuel vun den Demandeure fir eng Gemengewunneng op der Escher Gemeng enorm an d'Luucht gaangen. Mir hunn haut 350 Demandeuren, Stéit, Ménagen op eiser Lëscht. Ech weess net wéi vill Demanden op der Stader Gemeng virleie fir eng Gemengewunneng ze kréien, mä ech sinn iwwerzeegt dovunner, dass dee Seuil och enorm héich ass, niewent den Demanden, déi dann och nach beim Fonds du Logement leien.

Sollt et elo - an ech perséinlech sinn iwwerzeegt dovunner - zu enger Erhéijung vun der Zuel vun Déguerpissementer kommen, da stellt sech nach e weidere Problem fir d'Gemengen: Wat maache mer mat deene Leit, déi op d'Strooss gesat ginn, an net an enger sozialer Wunneng ënnerkommen, well et der net genuch gëtt?

Et ass bekannt, dass elo schonns, an ech schwätzen elo aus menger Erfahrung als zoustänneg Schäffin fir Sozial- a Gemengewunnengen, ëmmer méi Hotelszëmmeren, awer virun allem Cafészëmmere vu Leit besat sinn, déi aus hire Wunnengen erausgehäit gi sinn oder déi de Loyer um private Wunnengsmaart net méi bezuele konnten. An et ass och bekannt, dass et nëmmen zwou Gemenge gëtt hei am Land - Lëtzebuerg an Esch -, déi Strukturen zur Verfügung stellen, wéi Nuetsfoyere fir opdachlos Persounen oder Familljen, déi op eemol séier aus engem Cafészëmmer erausgehäit ginn.

Eng weider Auswierkung vun dësem Gesetz kann a wäert och d'Zouhuele vun de Stéit sinn, déi sech weider verschëllen, fir sech kënnen eng Wunneng fir sech an hir Famill ze leeschte respektiv ze lounen oder ze kafen. D'Problematik vum Surendettement däerf net aus den Ae gelooss ginn.

Dir Dammen an Hären, wa mir verschidde Politikberäicher a Politikfelder net endlech zesummen a vernetzt betruechten a behandelen, da wäert et passéieren, an eigentlech ass et scho passéiert, dass mir duerch d'Stëmme vu verschiddene Gesetzer sozial benodeelegt Leit a Stéit nach méi an de Misère geheien, wéi si et scho sinn, an net nëmme si, mä och déi folgend an nofolgend Generatiounen.

Mä och Stéit, déi haut iwwer e mëttelt Akommes verfügen, sinn dann an der Zukunft vu prekäre Situatioune betraff, wa si sech op eemol finanziell iwwerhuelen, fir hire Kanner e Minimum u Liewensqualitéit ze bidden.

Jiddfereen heibannen, dee sech och nëmmen e bësselche mat der zounehmender Problematik vu sozialer Précaritéit, Aarmut, Chômage, Benodeelegung an Diskriminéierung ausernee setzt, weess oder sollt wëssen, dass mir alleguerten zesummen handele mussen.

Ech wollt zum Schluss nach op e weidere Punkt vun dësem neie Gesetz agoen an zwar dee vun der sou genannter Professionaliséierung vun de Mietskommissiounen. Esou sollen déi Gemenge mat manner wéi 6.000 Awunner sech elo zesummendinn, fir eng oder méi gemeinsam Mietskommissiounen anzesetzen. Leider läit och do bis haut de Reglement net vir, deen d'territorial Zonen an de Sëtz vun deene Mietskommissioune bestëmmt.

An och hei muss opgepasst ginn, dass déi Gemengen, déi iwwer 6.000 Awunner hunn an och schonns elo funktionéierend Mietskommissiounen hunn, net finanziell benodeelegt ginn. Déi Gemenge musse bis elo selwer fir d'Fraisen an d'Onkäschte vun hire Mietskommissiounen opkommen. Bei deenen aneren, déi ënner 6.000 Awunner hunn, iwwerhëlt de Stat d'Fraisen.

(Interruption)

Da kënnt Der jo duerno dat rectifiéieren. Ech huelen un, datt Der méi dozou wëllt soen.

Och wann ech perséinlech e Problem hunn, dass mer niewent dësem Gesetz net schonn eng Rei parallell Mesuren a Projete mateneen definitiv verabschieden oder ofstëmme kënnen, sou stëmmen ech deem Gesetz awer zou, genau wéi och meng Fraktioun, dëst awer mat ganz vill Bedenken a Retizenzen oder, wéi den Här Schreiner et gëschter ausgedréckt huet, mat kenger grousser Euphorie.

Et ass un eis alleguerten heibannen, wéi virdru scho gesot, iwwer al Parteigrenzen ewech a mat där Motioun, déi ech och hei wëll beim President déposéieren, dofir ze suergen, dass mir zesummen an objektiv orientéiert - wéi de Statsminister et sot an treffend formuléiert huet - un deem risege Problem Wunnengspolitik hei zu Lëtzebuerg schaffen, an zwar zesumme schaffen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil, voté en cours de la séance publique du 12 juillet 2006;

- considérant notamment les nouvelles dispositions concernant la fixation du loyer (article 3);

- considérant les modifications substantielles apportées à la législation en vigueur en ce qui concerne les procédures de déguerpissement, telles que prévues aux articles 12 et 16;

- considérant les nouvelles dispositions relatives à la mise en place des commissions des loyers (article 7) et les observations du Conseil d'État à ce sujet dans son avis complémentaire du 20 juin 2006;

- considérant les obligations des administrations communales découlant de l'article 26 de la loi, à savoir d'assurer dans la mesure du possible le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur le territoire de la commune;

- convaincue que la modification de la législation sur le bail à usage d'habitation ne suffira pas pour lutter à elle seule efficacement contre la pénurie de logements sur le marché locatif national et les loyers élevés qui en résultent;

invite le Gouvernement

- à charger l'Observatoire de l'Habitat à procéder fin 2007 à une évaluation des modifications apportées à la législation sur le bail à loyer et sur ses répercussions sur le marché locatif national, ainsi que des répercussions éventuelles au niveau de la demande en logements sociaux auprès des communes et des promoteurs publics de logements locatifs sociaux;

- à mettre en oeuvre le plus vite possible les mesures annoncées par le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement en date du 15 mai 2006 en vue de faire baisser sinon de stabiliser le prix du foncier et de l'habitat;

- à présenter à la commission compétente de la Chambre des Députés le projet de règlement d'exécution prévu à l'article 7, paragraphe (1), alinéa 2 du projet de loi sur le bail à loyer concernant les zones de compétence territoriale et le siège des commission des loyers.

(s.) Vera Spautz, Lucien Clement, Ben Fayot, Norbert Haupert, Jos Scheuer.

Ausserdeem sinn ech der Meenung, dass et och elo net méi den Zäitpunkt ass, dass déi eng Partei där anerer Partei virgehäit, wat si gemaach hätten, wa si an der Koalitioun gewiescht wieren, eleng oder mat engem aneren, oder wat soss hätt kënne sinn, „wann".

Vill vun deenen, déi heibanne sëtzen, hunn och nach Verantwortung an de Gemengen, dëst als Buergermeeschter oder Schäffen an an ënnerschiddleche Koalitiounen a Couleuren. An och do huet jiddereen säin Deel ze droen, fir d'Wunnengsproblematik an de Gréff ze kréien, dëst iwwer all Grenzen ewech.

Ausserdeem sollte mir d'Auswierkunge vun dësem neie Mietsgesetz genau beobachten a kucken, ob et net op verschiddene Punkten zu enger weiderer Verschlechterung vun der Wunnengssituation fir verschidde vu Précaritéit betraffe Stéit féiert.

Dofir si mir der Meenung, dass mir bis Enn nächst Joer eng Evaluatioun vun dësem Gesetz sollte virhuelen, fir dann och direkt Nobesserunge maachen ze kënnen. An déi Richtung geet och eis Motioun.

Ech zitéieren nach eng Kéier de Statsminister: „Ech wier frou, wann d'Chamber d'Regierung regelméisseg a stramm géif interpelléieren iwwert d'Fortschrëtter, déi mir bei eise Beméiungen erreechen. Ech si bereet, mech deenen Debatten zesumme mam Wunnengsbauminister ze stellen."

Här Statsminister, Här Wunnengsbauminister, mir huelen Iech, ech huelen Iech och, beim Wuert an Ären Aussoen an dësem Dossier, esou wéi et gewënscht ass, objektiv orientéiert, wéi Dir et gesot hutt, mä och stramm.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Spautz. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert .

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wäert mat engem Zitat vum Statsminister ufänken.

(Hilarité et interruptions)

„Zënter 1991 hunn ech als Stats- a Finanzminister alles gemaach, fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir jiddereen hei am Land erschwinglech ze maachen. Ech si bei deem Versuch gescheitert."

Eng Ausso a sech, déi, wéi Der virdru gehéiert hutt, zu munche Reaktioune scho gefouert huet.

Wa mir haut also iwwert dat neit Loyersgesetz diskutéieren an och ofstëmmen, da kënne mer dat nëmmen am Liicht vun engem Gesamtkonzept fir de Wunnengsberäich betruechten. E Gesamtkonzept, wat sech aus villen eenzelnen Elementer a Mossname muss a soll zesummesetzen. D'Zil vun dësem Gesamtkonzept an der Wunnengspolitik gouf schonn oft hei definéiert a vum Statsminister den 12. Oktober 2005 confirméiert, nämlech d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir jiddereen hei am Land erschwinglech ze maachen. Mat dëser Ausso kann och jiddereen heibanne sech identifizéieren.

All Schrëtt, dee mir deemno an der Wunnengspolitik maachen, muss sech dëser kritescher Hannerfroung stellen. Dofir kann och dëst Loyersgesetz nëmmen an engem Gesamtkonzept vun der Wunnengspolitik diskutéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bevir ech mech mat de Punkten aus dem neie Loyersgesetz wäert beschäftegen, wëll ech awer dem Rapporteur vun dësem Gesetz, dem Här Haupert, nach Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Och bei dësem Rapport ass hie sengem Numm erëm trei bliwwen: Knapps war den Avis complémentaire vum Statsrot diskutéiert, loung den Ofschlossrapport vun der Kommissioun um Dësch.

Wéi stoung schonn an enger Wochenzeitung? „Der Mann, der schneller Berichte schreibt als sein Schatten."

Plusieurs voix.- Oh!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Wéi vum Rapporteur scho virdru gesot, gëtt scho relativ laang un dësem Projet hei gedoktert. Mir mengen awer, dëse Projet hätt missen a méi enger globaler Approche vun der Wunnengsproblematik hei zu Lëtzebuerg presentéiert ginn. Dat schnellt Evakuéiere vum Gesetz déi lescht Woch kënne mir net ënnerstëtzen, zumools nach déi eng oder aner Fro vum Statsrot a sengem Avis complémentaire opgeworf gouf, déi zu méi enger differenzéierter an déif gräifender Reflexioun hätt misse féieren.

Bevir ech awer zum Inhalt vun dësem Gesetz wëll Stellung huelen, muss ee sech vläicht fir d'eischt iwwert d'Objektiver vun dëser Gesetzesännerung eens sinn, déi hei als Haaptgrond opgefouert gouf. Esou steet am Abschlussbericht zum Gesetz folgende Saz: «L'objectif principal du projet consiste à rendre plus attractif l'investissement dans le logement locatif afin de parer à la pénurie de logements à louer, tout en continuant à assurer une protection indispensable à la partie économiquement la plus faible dans le contrat de bail, à savoir le locataire.»

Fir dës Objektiver kënne richteg ze beäntwerten, muss ee sech eng Rei vu Froe stellen, ouni déi eng ofschléissend Bewäertung net méiglech ass.

Folgend Froe loosse sech also stellen: Ass d'Loyersgesetz déi richteg Mesure, fir op de Mangel vu Wunnenge besonnesch am Beräich vun de Mietwunnenge kënnen ze reagéieren? Kënnt et zu där néideger Opbrochstëmmung bei der Sanéierung vun Albauten, wéi dat hei ugekënnegt ass? Feelen net nach aner Mesurë fir déi Relance ze begleeden? Ënnert wéi enger Gesamtstrategie sollen déi Mesuren oflafen? Fannen déi Leit, déi op Grond vu Renovatioun hir Mietwunnengen net méi kënne bezuelen an dofir d'Wunneng verloosse mussen, um fräie Marché oder beim Fonds du Logement eng alternativ Wunneng?

Dat sinn nëmmen e puer vun deene Froen, déi ee sech am Zesummenhang vun der Reform vum Mietsgesetz ka stellen. Opfalend ass jiddefalls - ouni datt eng vun de Froen nëmme beäntwert ass -, datt et net eleng duergeet, wann een d'Loyersgesetz reforméiert.

Esou wéi am Ufank vu menger Interventioun scho gesot, hätte mir eis gewënscht, dass dëst Gesetz sech an engem Gesamtkonzept zréckfonnt hätt. No all där Zäit, déi dëse Projet um Bockel huet, wär et sécherlech och net op e puer Méint ukommen.

An e puer Méint, nämlech zum 1. Januar 2007 solle jo bekanntlech nach e ganze Koup vu konkrete Projete presentéiert ginn, déi jo viru kuerzem nach vum Här Wunnengsbauminister virgestallt goufen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer vläicht fir d'eischt nach zu deene virdru gestallte Froen. Dass nach ëmmer vill ze vill Wunnengen eidel stinn, an dëst besonnesch an den Zentre vun eise Stied a Gemengen, ass net nei an ass och fir déi Gréng alles anescht wéi eng gesond Wunnengspolitik. Net nëmmen dass do wäertvolle Wunnraum verluer geet, mä d'Revaloriséierung an d'Renovéierung vun aler Bausubstanz huet doriwwer eraus e positiven Impakt op méi eng nohalteg Entwécklung vun eiser Gesellschaft.

Bei der Visioun vun enger Gesellschaft vun de kuerze Weeër musse mer fréier oder spéider a wëlle mer de Verkéierschaos iergendwéi an de Gréff kréien, a sinn och gezwongen an eiser Siedlungspolitik aner Richtungen anzeschloen, dëst net nëmmen an der Perspektiv vun engem 700.000-Awunner-Stat. Och a besonnesch aus energetesche respektiv klimapoliteschen Iwwerleeunge musse mer an der Zukunft eng aner Siedlungspolitik begënschtegen. Dofir musse mer Ofstand huelen, a statt dem Wunnengsneibau éischter d'Wunnen am Bestand ënnerstëtzen oder zumindest méi eng équilibréiert Förderung erreechen.

Eng konsequent Sanéierung vun Albauten huet eng Hällewull vu Virdeeler. Beispiller gëtt et eng ganz Rei: wéi d'Schafen an d'Erhale vun Aarbechtsplazen, besonnesch a Kleng- a Mëttelbetriber, oder nach am Beräich vum Klimaschutz, well wäertvoll Ressourcen agespuert kënne ginn. Doriwwer eraus gëtt et manner Zersiedlungen, manner Strooss souwéi manner Verkéier.

Mir hunn och dofir kee Problem mat dem Prinzip vun der Ophiewung vum Ënnerscheed tëschent Haiser virun an nom Datum vun 1944, sou dass en eenheetleche Modell fir sämtlech Gebaier gëllt. Et ass schonn erstaunlech, dass mir déi Differenzéierung nach ëmmer am Gesetz stoen haten. Et ass also ze hoffen, dass déi Moossnamen zu enger Relance wäerte féieren.

Mir bedaueren awer, dass an deem Ganzen hei e ganz wichtegt Instrument nach ëmmer feelt, ouni dat mir keng substanziell an nohalteg Sanéierung um Terrain wäerten erliewen. Ouni e konsequent Albausanéierungskonzept verleeft dës Politik erëm am Sand, oder zumindest gi mer hei net mat där néideger Seriositéit dorun.

Doru sidd Dir als Wunnengsbauminister net eleng schold, mä Dir sidd als Regierungsmember respektiv, wat ëmsou méi wichteg ass, als Mëttelstandsminister gefuerdert. Albausanéierung mat Hibléck op eng Energiesanéierung ass eng Verantwortung vu sämtleche Ministeren, och vum Wunnengsbauminister.

Do menge mir, dass e Carnet d'habitation net eleng duergeet. Sécherlech ass et en éischte Schrëtt, mä e Schrëtt, deen net an engem Gesamtkonzept agebett ass. Wa mir eng regelrecht Offensiv an deem Beräich erreche wëllen, geet et eiser Meenung no bei wäitem net duer, nëmmen d'1944-Klausel aus dem Mietsgesetz opzehiewen. Do muss eng regelrecht Campagne lancéiert ginn; do mussen Hëllefstellungen ageriicht ginn; do musse Beroder op den Terrain gestallt ginn an nach villes méi.

Dës Fuerderungen, déi scho laang um Dësch leien, mussen endlech och ëmgesat ginn. D'Moyene sinn och do. Wann de politesche Wëllen do ass, an no den Aussoe vum Statsminister misst dat jo de Fall sinn, mussen d'Prioritéiten entspriechend gestallt ginn.

Eleng dëst Beispill weist, dass dat Gesetz hei ze kuerz gräift an dofir nëmmen an engem Gesamtkonzept kann a soll behandelt ginn.

Gradsou wichteg, a wann net dat Wichtegst, ass awer den zweeten Deel vun der Froestellung vu virdrun. D'Froestellung nämlech no der sozialer Ofsécherung zu dëse Moossnamen. Och eis Bedenke waren am Ufank grouss iwwert déi méiglech negativ Auswierkungen op de Loyer, wann d'Klausel vun 1944 sollt ewechfalen. Mir hunn och mat Nodrock drop gepocht, dass d'Auswierkunge vum Ewechfale vun där Klausel sollten analyséiert ginn. Déi Mini-Etüd, déi duerchgefouert gouf, weist, dass et keng Auswierkungen op de Loyer huet, wa keng Investitiounen duerchgefouert ginn. Zumindest geet de Loyer fir d'Wunnengen, wou keng Investitiounen duerchgefouert ginn, net an d'Luucht. E geet souguer erof.

Et stellt sech awer eng ganz aner Fro, déi vill méi wichteg ass an och dofir genau muss am A behale ginn. Et wäert aus eiser Siicht zu enger Verschiebung um Wunnengsmarché kommen. Et ass ebe grad déi Verschiebung um Wunnengsmarché, déi eis Suerge mécht, an déi, menge mir, ass net richteg analyséiert gi respektiv si keng Moossname virgesi fir op déi Problematik kënnen anzewierken.

D'Gefor, dass eng gutt Partie schlecht awer erschwinglech Wunnenge fir d'Leit ewechfalen, déi sech keng aner deier leeschte kënnen, ass natierlech grouss. Derbäi kënnt, dass eng ganz Rei vun neie Klauselen am Mietsgesetz derbäikomm sinn, déi dës Ännerungen zu enger reeller Gefor fir gewësse Leit wäerte maachen. Besonnesch d'Erweiderung vum perséinlechen Notze bis zum drëtte Grad wäert dës Tendenz nach weider verstäerken. Och d'Begrenzung vun der Recoursméiglechkeet fir eng Mietverlängerung wäert zu engem weideren Drock op de Locataire féieren.

Prinzipiell ass a sech och näischt géint eng Begrenzung vun der Kënnegung anzewenden. Jiddfereen, deen eppes plangt, muss kënnen an enger räsonnabeler Zäit iwwer säin Eegentum verfügen. Op déi ënnerschiddlech Modeller, mengen ech, brauch ech hei net méi onbedéngt anzegoen.

Besonnesch d'Prozedur op Basis vu perséinlechem Notzen huet nach eng Kéier am Avis complémentaire vum Statsrot verschidde berechtegt Froen opgeworf. Esou stellt de Statsrot a sengem Avis fest, dass et duerchaus zoutreffe kann, dass d'Prozedur vun den zwielef Méint schonn ofgelaf ka sinn, ouni dass iwwert d'Demande vun engem Sursis statuéiert gouf. Och wann dës zwielef Méint vläicht räsonnabel schéngen, an d'Prozedur gesetzlech mat e puer Recourse virgesinn ass, kann ee sech awer d'Fro stellen, ob dat och fir all Locatairen esou zoutrëfft an och verständlech ass. Wéi verhält et sech zum Beispill bei eeler Persounen, déi net dat néidegt Wësse respektiv d'Ënnerstëtzung vun engem Drëtten hunn am Fall vun enger Kënnegung?

Mir sinn och méi wéi erstaunt iwwert d'Reaktioun, oder besser gesot d'Netreaktioun vun eise sozialistesche Frënn, déi heimat op eemol kee Problem méi haten. Dat huet 2003 beim Débat d'orientation iwwert d'Wunnengspolitik nach ganz anescht geklongen. Sou ass do am Zesummenhang vun der éischter Motioun, déi vun der deemoleger CSV-DP-Majoritéit ugeholl gouf, Folgendes nozeliesen:

„Wou mir Bedenken haten, besonnesch bei der Opléisung vum Mietschutz", a weider, „wou mir der Meenung sinn, dass nëmmen d'Geriichter dat mat den Délaien definéiere kënnen, an net de Législateur". Als Erënnerung ee Saz vum Här Di Bartolomeo: „All dës nei Mesuren, déi elo am neie Loyersgesetz festgehale goufen, maachen d'Situatioun um Wunnengsmarché aus Siicht vum Locataire sécherlech net méi roseg."

Eng Revaloriséierung vun der Bausubstanz kënne mir nëmme begréissen. Mir mengen awer, dass den Usproch vum Statsminister, fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir jiddfereen hei am Land erschwinglech ze maachen, esou net kann erreecht ginn. Mir vermëssen déi sozial Begleetmoossnamen, déi onbedéngt parallell zu dësem Gesetz ausgeschafft hätte misse ginn. Besonnesch vun eise sozialistesche Frënn hätte mir eis do méi e staarkt soziaalt Engagement erwaart.

Ech wëll vläicht just hei e puer Punkte vum LSAP-Sofortprogramm, fir d'Wunnengsnout zu Lëtzebuerg opzehiewen, zitéieren: „Jeder hat Anspruch auf eine menschenwürdige Wohnung. Der Schutz der Mieter durch ein soziales Mietrecht muss dauerhaft gesichert bleiben. Die von der Regierung eingereichte Reform" - also déi vun 2003 - „des Mietgesetzes geht eindeutig in die falsche Richtung. Statt wie von der Regierung geplant, den Mieterschutz zu verschlechtern, sollten endlich die im Mietgesetz festgehaltenen Miethöchstsätze für neue Bauten eingehalten werden. Die Sozialisten fordern die Regierung deshalb auf, das Gesetzesprojekt zur Mietreform zurückzuziehen.

Stattdessen schlägt die LSAP als Übergangslösung die sofortige Einführung eines Mietzuschusses vor, der Mietern, die keine Sozialwohnung erhalten, vergleichbare Hilfen sichert, wie sie beim Eigenheimerwerb vom Staat gesichert werden. Dieser Mietzuschuss wird übrigens auch vom Wirtschafts- und Sozialrat vorgeschlagen und soll solange bestehen bleiben, bis ausreichend erschwingliche Mietwohnungen zur Verfügung stehen.

Daneben schlägt die LSAP die Schaffung einer ‚Agence immobilière sociale' vor, die Mietwohnungen verwalten und zu erschwinglichen Mietpreisen weitervermitteln könnte."

Wéi war scho méi de Slogan vun der LSAP am Wahlkampf? „Mir paken et un!"

Vläicht kënnen eis sozialistesch Frënn sech Hëllefstellung bei der Biergerinitiativ fir bezuelbare Wunnraum siche goen. Esou ass do nozeliesen: „Wir werden die versprochene Frist zur Umsetzung der angekündigten Maßnahmen abwarten und gegebenenfalls weiter Aktionen starten, um Druck auf die politisch Verantwortlichen zu machen, damit der Wohnraum wieder für jeden in diesem Land erschwinglich wird." Besonnesch wou dës Biergerinitiativ op esou Membere wéi de fréieren Députémaire an heitege Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo zréckgräife kann!

Leider ass de Site vun der Biergerinitiativ www.bi-wunnen.lu net méi aktivéiert, esou datt ech net méi do konnt de Suivi kontrolléieren.

Wat wollt den Här Di Bartolomeo net alles reforméieren! Esou wollt hien nach an der Interpellatioun iwwert de Wunnengsbau 2001 bal iwwer zéng Motiounen déposéieren. Eppes hat déi Interpellatioun deemools awer erreecht: Et gouf e groussen Débat d'orientation 2003 iwwert de Logement organiséiert, deen op engem exzellente Rapport baséiert huet. E Rapport - wéi kënnt et anescht sinn? - dee vum Norbert Haupert verfaasst gouf. Vill vun deene Konklusiounen, déi do gezu goufen, sinn och haut nach ëmmer richteg. Mä vill vun de Propose sinn och haut nach ëmmer net ëmgesat.

D'Moossnamen, déi an deem Rapport nozeliese sinn, fënnt ee praktesch identesch erëm bei de Moossnamen zum État de la Nation iwwert de Logement vu virun e puer Méint. Also, erëm e puer Joer verluer.

Och den Här Haupert kënnt zum Schluss vu senger Interventioun 2003 op folgend Propos, ech zitéieren: „D'Kommissioun schléit des Weidere vir, Iwwerleeungen a Richtung vun esou enger Agence de location, esou wéi si an anere Länner besteet, ze féieren. Esou eng Agence géing d'Gestioun vun der Locatioun vu Privatwunnengen am Beräich vu sozial gënschtege Loyere fir privat Propriétairen iwwerhuelen, déi aus Bequeemlechkeet hir Wunneng net verlounen an déi esou eidel do stinn. Op deem Wee kënnt een déi Wunnengen erëm fir de Mietwunnengsmaart récupéréieren."

Och mäi Kolleeg Garcia huet fir déi Gréng an deem Débat an déiselwecht Richtung argumentéiert an deels Propose formuléiert, wéi ee verhënnert, datt dës Virschléi net riskéieren allgemeng präisdreiwend op de Mietniveau ze wierken.

Et ass also aus eiser Siicht wichteg eng Aart Fonds du Logement „bis" ze organiséieren, besonnesch am Beräich vun der Revaloriséierung respektiv Renovéierung vun aler Bausubstanz. Sécherlech huet de Fonds du Logement och an deem Beräich scho wäertvoll Aarbecht gemaach. Mir mengen awer, datt eng ganz Rei vu Leit net méi an d'Kritäre vum Fonds du Logement wäerte falen.

Duerch dat neit Mietgesetz riskéiere mer awer, datt eng Rei Leit net méi wäerten zu enger ugemoossener Wunneng kommen, déi hire Verhältnisser entsprécht.

Datt do nach eppes muss kommen, hutt Dir, Här Minister, selwer am Débat d'orientation 2003 gesot. Ech zitéieren: „…datt mer e Mangel u soziale Mietwunnengen hunn, fir Leit mat ganz klengen Akommes, déi Problemer hu fir Wunnengen um private Maart ze fannen, well se net genuch Suen hunn, an datt d'Offer um soziale Mietwunnengsbau net grouss genuch ass, datt mer also och fir déi Leit nach eng Schëpp mussen noleeën."

Dës Erkenntnis ass och haut nach ëmmer wouer. Also, d'Schëpp, awer wann ech gelift eng grouss Schëpp an de Grapp a lass!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, niewent de soziale Kritären, déi no eiser Meenung net genuch analyséiert goufen, sinn awer och nach weider Punkten an dësem Gesetz, déi net esou richteg ausgeräift sinn.

Esou hu mir och zwar kee Problem domadder, wann déi zukünfteg Loyerskommissioune méi professionell solle schaffen. Dëst gouf jo och schonn deemools an dem Débat d'orientation vu mengem Kolleeg Garcia als Spriecher vun de Gréngen esou ënnerstëtzt. Ob de Modell an och d'Prozedur, déi fir d'Gemengen ënner 6.000 Leit am Gesetz virgesi sinn, déi richteg sinn, bezweifele mer awer. Och hei hätt ee sech nach déi eng oder aner Reflexioun an Austausch vun Erfahrung mat ähnleche Prozedure gewënscht.

Och d'Gemenge behalen eng Rei vun Obligatiounen, kréien awer weider zousätzlech Aufgaben an dësem Gesetz zougedeelt. Esou ass et un de Gemenge Renseignementer bei de Propriétairen unzefroen, fir de sou genannte Mietspigel ze erstellen. Dëst ass sécherlech eng ganz wichteg Donnée. Et gëtt de Gemengen d'Méiglechkeet e Spigel iwwer hir Mietwunnengen an der Gemeng ze erstellen. Fir dës Donnéeën effikass kënnen ze verwäerten an och ze interpretéieren, misst een awer eng Koordinatiounsroll vum Stat virgesinn.

Dir musst de Gemenge méi ënnert d'Äerm gräifen, statt hinne stänneg wëllen de schwaarze Péiter zouzespillen. Et si grad d'Gemengen, déi oft mat vill manner Moyene wéi de Stat wichteg a wäertvoll Aarbecht am Wunnengsberäich ënnerhuelen.

Une voix.- Très bien.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Wann dee Message endlech emol Fouss géif faassen, hätte mer schonns vill erreecht. Dofir waarde mer gespaant op de Pakt mat de Gemengen, deen am Hierscht soll virgestallt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun. D'Wunnengsproblematik wäert och mat dëser Reform vum Mietsgesetz weiderhi bestoe bleiwen. Mir sinn net der Iwwerzeegung, datt dëst Gesetz zu der néideger Relance wäert féieren. Sécherlech gëtt et Elementer, déi mir hei begréissen, mir mengen awer, datt déi sozial Ofsécherung feelt. Och feelt an eisen Aen d'Gesamtkonzept, ënnert deem dëst Gesetz sollt lafen. Dofir wäerte mir eis och bei der Ofstëmmung dono enthalen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Dëst Gesetz ass e wichtegt Gesetz, wat ganz vill Leit am Land hei betrëfft. Et kann een et net isoléiert gesinn. Et muss een et gesinn am Kader vun der Logementspolitik.

Do muss een eppes festhalen: Dat ass, datt, wann eng Gemeng e PAP duerchgesat huet, e Plan d'Aménagement Particulier approuvéiert huet, wann déi ganz Prozedur véier, fënnef Joer gedauert huet, heiansdo esouguer nach méi laang, een dann op eng Kéier gesäit, datt de Ministère de l'Environnement wakereg gëtt an iergendwou eng Heck gesäit an dat Ganzt nees a Fro stellt. D'Resultat: Mir hunn an der Stad Lëtzebuerg e puer honnert Wunnengen, déi wéinst esou Saachen elo blockéiert sinn, anstatt datt Wunnenge kënne gebaut ginn.

Do gesäit een och, datt dat neit Gesetz iwwert den Aménagement vun de Gemengen och weider Schwieregkeeten opwerft. Et gesäit een, datt déi administrativ Hürden net ofhuelen, mä zouhuelen. A wat d'administrativ Délaië méi grouss sinn, wat et natierlech de Wunnengsbau verdeiert.

Hei ass déi gesamt Regierung gefuerdert fir déi administrativ Délaien ze verkierzen. Doduercher datt d'administrativ Délaië verkierzt ginn, gëtt d'Offer méi grouss, komme méi Projeten, méi Wunnengen op de Wunnengsmaart an da gëtt et och méi präiswäert Logementer. D'Basis vu präiswäerte Logementer ass och d'Basis vu räsonnabele Loyeren. Deier Wunnenge bréngen deier an héich Loyeren.

Wann een nun d'Etüd kuckt, esou wéi se 2001 an enger Enquête hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass iwwert d'Situatioun vum Logement, da gesäit een, datt 70% vun de Stéit hei am Land Propriétaire si vun hirem Logement, 26% si Locataire, 0,8% Sous-locataire, de Rescht ass iergendwéi an anere Strukturen definéiert.

Et gëtt elo scho laang iwwer en neit Bail-à-loyer-s-Gesetz geschwat: schonn ënnert der viregter Regierung, virun dëser Regierung. Mir hunn 2001 e Programme d'action «Logement» diskutéiert. 2002 huet de Statsminister a senger Ried zur Lag vun der Natioun annoncéiert, datt endlech en neit Gesetz géing kommen. 2003 huet d'Chamber eng Diskussioun doriwwer gefouert. Et ass näischt geschitt, bis datt mer endlech am Oktober 2003 de Gesetzesprojet deponéiert kritt hunn, dee mer haut sollen diskutéieren.

Dat neit Gesetz soll d'Verloune méi lukrativ maachen a soll den Invest an nei Mietwunnenge uspornen. Dat wäert et sécher net ginn! Dofir ass dëst Gesetz vill ze vill dirigistesch an net maartgerecht.

De Conseil d'État a sengem Avis seet et ganz kloer: «La nouvelle loi restera en deça de l'attente des auteurs.» A si werfen och mat Recht op, datt et net nuren duergeet fir d'Mietgesetzgebung ze änneren, et mussen och nach aner Mesuren dobäikomme fir den Invest a Mietwunnge vu Säite vum private Secteur ze favoriséieren. Do gehéieren natierlech steierlech Mesuren derbäi.

Et geet och, de Propriétaire ze schützen vis-à-vis vu Loyeren, déi net bezuelt ginn, anhand vun enger Assurance. Do muss de Stat och mat agräifen, fir esou eppes mat ze ënnerstëtzen, well soss ginn d'Assurancen net drun: Et ass den Amortissement; et ass d'Assistance juridique.

An et gesäit een och, wann een de Berichter vun den Tribunäl, déi ons zoukomm sinn, kuckt, datt 80% vun de Litigen iwwert de Bail à loyer d'Netbezuele vu Loyer betreffen. Meeschtens ass et esou, datt an éischter Instanz Défaut gemaach gëtt, da gëtt et och nach keen Appel. Par contre gi regelméisseg Sursisë gefrot, och nach vun de Gemenge selwer, well déi Leit, déi aus hirer Wunneng sollen expulséiert ginn, well se de Loyer net bezuelt hunn, dee Sursis ufroen.

An ech bedaueren zum Beispill, datt mer hei an dësem Gesetz, wa mer déi Problematik kennen, datt, wann eng Lettre de résiliation vun engem Bail kënnt, dann net eng Kopie un d'Gemeng geschéckt gëtt, fir datt d'Gemeng sech kann drop astellen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Et muss een och soen, datt d'Gesetzgebung virgesäit, datt de Buergermeeschter responsabel ass fir d'Leit, déi expulséiert sinn, ze relogéieren. Or, déi meescht Gemengen hu keng Dispositioune fir esou Leit ze relogéieren. Déi Leit hu keng Logementer a stinn deen Ablack op der Strooss.

Do ass natierlech och d'Responsabilitéit, souwuel zivil wéi strofrechtlech, vun de Buergermeeschtere

gesetzlech festgehalen, an do soll een awer och heiansdo drun erënneren.

Et ass kloer, mir brauche méi Sozialwunnengen. Dat ass d'Aufgab vum Stat. Dat ass d'Aufgab vun de Gemengen. Et ass awer net d'Aufgab vun de Propriétairë vu Logementer.

Als ADR hate mir ons erhofft, datt een ons, wann ee wëllt den Invest a Mietwunnenge favoriséieren, e manner dirigistescht Gesetz virgeschloen hätt, wat méi liberal wier a méi kloer wier an der Formulatioun. An anere Wierder e Gesetz, wat wierklech d'Leit incitéiert a Mietwunnengen ze investéieren; e Gesetz wat einfach kloer Prozeduren an Definitiounen huet.

E Gesetz, wat och kuerz Prozedure virgesäit, wou eng Décisioun an engem Joer definitiv exekutéiert gëtt, egal ob een de Loyer net bezilt oder ob een de Besoin personnel invoquéiert.

E Gesetz och, mat deem en Appel méiglech ass. Dëst wier doduerjer ze realiséieren, datt een d'Délaië virun de Geriichter staark verkierzt hätt. Mir hunn där Beispiller an där Gesetzer hei schonn an dëser Chamber gestëmmt.

D'Commission des loyers hätt ee ganz ofschafe kënnen, oder se wéinstens limitéieren op déi Uertschaften, wou et e Friddensgeriicht gëtt.

Den ADR wäert dëst Gesetz net stëmmen. Obwuel mer begréissen, datt et an deem virleiende Gesetzesprojet verschidde positiv Elementer gëtt, zum Beispill datt de Loyer vu virun 1944 ofgeschaaft gëtt.

Mä déi negativ Elementer iwwerweien. Et ass e Gesetz, an deem et vill Dispositioune gëtt, déi komplizéiert a formalistesch sinn, déi all méiglech Ausleeunge beinhalten, wou een heiansdo d'Meenung huet, de Législateur hätt déi eng oder déi aner Ausleeung emol net gewollt.

Et ass e juristescht Monster, e juristeschen Irrgarten, dëst Gesetz, an dofir wëll ech och dem Rapporteur, dem Här Norbert Haupert, Merci soen, datt en déi gréissten Effortë gemaach huet, fir ze versichen dëst Gesetz nach kloer ze maachen. Mä et gesäit een, datt en heiansdo huet missen e puer Ausleeunge maachen a Kommentäre maachen, déi ganz laang sinn, an dat bedeit d'Komplexitéit vun dem Gesetz.

Et ass e gutt Gesetz - fir Affekoten an Experten.

(Interruption)

Ech wëll hei soen, datt et e Gesetz ass, wou een zum Beispill Délaien huet, en Délai deen ausgeet vun der Lettre recommandée avec accusé de réception. Da gëtt et en aneren Délai, wou d'Lettre recommandée duergeet, ouni Récépissé.

En anert Beispill ass och, dass, wann een elo engem Mieter soll kënnegen, een him dann elo an Zukunft den Artikel 12(3) vum Text mat an de Kënnegungsbréif muss setzen, soss ass d'Kënnegung null. Do wäerte sech d'Propriétairen an d'Locataire ganz vill freeën, wann elo déi éischt Kënnegunge vu Mieten ustinn an dëst vergiess gëtt.

D'Friddensgeriichter hunn e ganz kriteschen Avis zu dësem Gesetz gemaach, mä net nure si. Och de Parquet général, och de President vum Tribunal.

Hei geet et ënner anerem ëm - ech liesen e puer Extraitë vir - Violatioun vun den Dispositioune vun eiser Constitutioun; Violatioun vum Artikel 6.1 vun der Mënscherechtskonventioun; Insécurité juridique.

Erstaunt weise sech och d'Geriichter, datt d'Gesetz laang Délaië fir de Locataire virgesäit, dee säi Loyer net bezilt, mä kuerz Délaien do, wou de Besoin personnel invoquéiert gëtt. Déi Differenz gëtt schwéier verstanen, an och mir gesinn net an, firwat net fir allen zwee kuerz Délaië misste virgesi ginn.

An ech wëll och un Hand vun e puer Beispiller ënnerleeën, wéi komplex dëst Gesetz ass.

Mä fir d'éischt eng éischt Fro un de Rapporteur: Applizéiert sech dat neit Gesetz, wat mer elo solle stëmmen, un déi ablécklech Mietverträg, jo oder neen?

Am Artikel 33 steet, datt nuren d'Artikelen 31 an 32 sech applizéieren. Domadder kéint een also unhuelen, datt dat neit Gesetz sech eréischt fir déi zukünfteg Mietverträg géing applizéieren.

Do ass eng Onkloerheet op jiddfer Fall dran, an ech wier frou, wann de Minister oder de Rapporteur ons do kéint méi Kloerheet ginn.

Mä der Rei no. Ech géing mam Artikel 1 ufänken, dat geet mam Champ d'application vum Gesetz un.

Hei gëtt geschwat vu Location de logements d'habitation à des personnes physiques. Ech hat net geduecht, datt mer eventuell hei d'Déiere kéinte mat asetzen, well d'Logements d'habitation sinn normalerweis fir Personnes physiques.

Mä d'Fro, déi ee sech awer och nach stellt: Wat geschitt, wann eng Gesellschaft Immeubles lount, fir se senge Beamten, senge Salariéen zur Verfügung ze stellen? Wat fir eng Gesetzgebung applizéiert sech do? Sinn déi an der Gesetzgebung oder si se net drënner?

Wéi ass dat mat Logementer vu Saisonnieren an esou weider?

Et gesäit een, datt eng Lëscht vun Ausnahmen am Gesetz virgesinn sinn, am Artikel 1, Paragraph 3, wou eng ganz Opzielung ass vu Logementer, déi net ënnert d'Mietgesetz falen. Mä am Commentaire des articles gëtt gesot, déi Lëscht wier net exhaustiv. Dat heescht also an anere Wierder, datt d'Geriichter opgefuerdert gi fir eventuell nach nei Ausnahme virzegesinn. Et ass op jiddfer Fall net kloer.

Da stellt sech och d'Fro, ob d'Exklusioun, déi hei an deem Artikel virgesinn ass vun e puer Mietverträg oder Mietsituatiounen, ob déi nuren d'Fixatioun vun de Loyeren ugeet oder fir d'ganzt Gesetz zielt, zum Beispill an de Kompetenzen oder an de Prozedure virun de Geriichter. Sinn do aner Geriichter zoustänneg wéi d'Mietgeriicht?

Am Artikel 3, Paragraph 2 steet e ganz flotte Saz, dee fänkt un: «À défaut d'accord entre parties, le capital investi est celui engagé…», an da gëtt de Capital investi definéiert.

Wann ech dat esou liesen, da verstinn ech dat esou: Wann ech elo Vermieter sinn, da schreiwen ech e Projet vun engem Contrat de bail an ech schreiwen do dran, datt de Capital investi beim Immeubel, beim Terrain a gegebenefalls bei de Miwwelen deen an deen ass. An da soen ech dem Locataire: Elo ënnerschreifs de dat, soss gëss de net Mieter bei mir.

(Interruption)

Ech liesen den Text, wéi en hei steet. Also deen Ablack, wou de Mieter dat ënnerschreift, gëtt e jo säin Accord fir de Capital investi, an da kënne mer dee ganze Rescht - all déi Artikelen an all dat anert vu Mietkommissioun a Geriicht - vergiessen.

Doriwwer eraus, wann een haut och nach déi Dispositioune kuckt iwwert de Capital investi, Immeubel, Terrain, Miwwel, do gëtt et Experten, déi genannt ginn; et si Berechnungen, déi genannt ginn. Wann ee scho wëllt op dee Wee do goen, dann hätt een einfach solle soen, datt een déi Montanten, déi ee bei der Steiererklärung ofgëtt an déi vun der Steieradministratioun ugeholl si ginn, akzeptéiert. Dann huet wéinstens ee se akzeptéiert, da si se kloer an dann hätt een eng Basis gehat.

Da gesäit een och am Paragraph 4, datt, wann dat elo net am Mietvertrag steet, wéi ech elo gesot hunn, a wann d'Parteie sech net eens sinn iwwert de Capital investi, da kann «la partie la plus diligente » en Expert nennen. Partie la plus diligente, dat wäert da meeschtens de Mieter sinn, deen dann en Expert kann nennen.

De Propriétaire wäert deen Ablack mat Sécherheet deen Expert contestéieren an de Rapport contestéieren, esou datt ech et richteg fonnt hätt, wann den Expert duerch e Geriicht genannt gi wier, kontradiktoresch, an deen Ablack hätt d'Expertise net méi kënne contestéiert ginn, well da wier se kontradiktoresch gewiescht. Dat heiten ass einfach just nëmmen, fir datt de Mieter eng Ausgab mécht, vun där hie guer näischt huet.

Dann Artikel 5, Garantie locative: Firwat ass net virgesinn, datt dës Garantie misst Zënse bréngen?

Da gesäit een, datt an deem aneren Artikel iwwert d'Chargen d'Méiglechkeet vun engem Forfait festgeluecht gëtt fir d'Chargen, an dat steet awer a Kontradiktioun mam Paragraph 3 vum selwechten Artikel, dee seet, datt de Locataire nëmmen däerf déi effektiv Fraisen a Rechnunge gedroe kréien.

Dann den Artikel 6, do geet et ëm de Logement avec confort moderne non standard. De Logement avec confort moderne non standard, dat heescht dat, wat ee fréier Luxuswunnenge genannt huet. Hei seet de President vum Tribunal an de Parquet général: «La notion de 'confort moderne non-standard' retenue par le texte de l'avant-projet est vague et risquera de faire l'objet de fréquents débats devant les instances judiciaires.» Et geet Rieds vun Insécurité juridique an, datt et onméiglech ass, fir ze kontrolléieren, wat dat dann ass, deen Ablack, wou een de Bail ënnerschreift.

Wann een nun de Gesetzesprojet selwer liest, deen d'Regierung déposéiert huet an der originaler Verfassung, da gesäit een dräi Säite Kommentären, fir ze versichen, krampfhaft ze versichen, ze explizéieren, wéi dat dann elo soll ausgeluecht ginn. Dat, wat awer schéngt de Fall ze sinn, dat ass, datt de Seuil un 1.836 Euro pro Mount de Seuil soll sinn, vun deem un ee kënnt vun enger Luxuswunneng schwätzen. Dat betrëfft dann no deenen Donnéeën, déi de Statec huet, ongeféier 4% vun de Loyeren.

Mä et ass ganz liicht, fir déi gesetzlech Bestëmmungen do ze ëmgoen. Anstatt 1.836 Euro braucht Dir just nach an de Mietvertrag 1.837 Euro ze schreiwen a scho sidd Dir in bonus, dann ass alles gelaf.

Dat ass dat, wat net nëmmen ech soen; dat soen och d'Geriichter! Et ass also ganz kloer, datt hei Dispositiounen am Gesetz stinn, vun deenen ech d'Impressioun hunn, datt se net iwwerluecht sinn, datt se net prezis sinn.

D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce soen och mat Recht, et wier besser gewiescht, et hätt een e Metercarréspräis festgeluecht, well dat dote, wéi et hei ass, wäert zu Geriichtsprozedure féieren à tout moment.

Da gesäit een nach eng etlech aner Problemer - ech muss e bëssen ofkierzen, well meng Zäit leeft of -; dat ass zum Beispill de Paragraph 12 (3), vun deem ech scho geschwat hunn, wou steet, datt de Mietkënnegungsbréif elo dee ganze Paragraph muss mat beinhalten.

Dat ass total nei. Dat ass e ganz rigorose Formalismus, an ech mengen d'Regierung wier ganz gutt beroden, wa se queesch duerch d'Land eng Informatiounscampagne géing lancéieren, fir ze versichen, iergendwéi dat Gesetz hei kënnen ze explizéieren.

Dann nach den Artikel 9 (3), do soen d'Geriichter an notamment de Friddensriichter, deen notamment en charge ass vum Bail à loyer, deen Artikel wier verfassungswiddreg, well do enger Commission des loyers juristesch Pouvoiren zougestane ginn, déi enger Décision juridique vun engem Tribunal gläichkommen.

Or, den Artikel 84 vun eiser Verfassung seet: «Les contestations qui ont pour objet des droits civils sont exclusivement du ressort des tribunaux.» An den Artikel 86 alinéa 2 vun der Verfassung seet: «Il ne peut être créé de commissions ni de tribunaux extraordinaires, sous quelque dénomination que ce soit.»

Wann also elo schonn d'Geriichter op esou Problematiken opmierksam maachen, da kënnt Dir lech denken, datt den éischten Affekot, deen dat dote virbréngt, héchstwahrscheinlech déi Fro do wäert opwerfen, an da sëtze mer nees erëm do, fir ze kucken, ob dat Ganzt iwwerhaapt dann nach Kapp a Fouss huet.

Den Artikel 16 ass en Artikel, deen iwwert den Déguerpissement schwätzt. Dat heescht, iwwert déi Leit, déi veruerteelt ginn, aus hirem Haus erauszegoen, an iwwert de Sursis. Do soe sämtlech Geriichter - an ech erlabe mir do mech hinnen unzeschléissen -: Hei muss een Affekot sinn an e puer Joer Erfahrung hunn, fir deen Text do kënnen auszedäitschen a fir et ronn ze kréien.

De Rapporteur huet versicht a sech och ganz vill Méi ginn, fir dat doten ze explizéieren. Mä et ass net sécher, datt dat déi richteg Explikatioun ass! Do kënnen nach aner Interpretatioune kommen.

Da werfen d'Geriichter och d'Fro vum Artikel 27 (1) op iwwert déi verfassungsrechtlech Fro, iwwert d'Eegentumsrecht, wat hei soll violéiert ginn, well de Gemengerot kann zwar e PAG arrêtéieren, mä wou steet, wou ass d'Méiglechkeet, datt de Schäfferot elo däerf soen, wien a wat däerf wou gebaut ginn a wou d'Autorisatioune solle sinn?

A wann e Recours kënnt, viru wat fir e Geriicht kënnt dat; Bail à loyer oder administrativ Geriichter?

Da gëtt gesot, et däerfen Données nominatives iwwert d'Loyere kommen. Do stellt sech d'Fro, datt een natierlech muss e Règlement communal hunn an eng Banque de données muss autoriséiert kréien.

Da wëll ech nach kuerz e puer Wuert an der reschtlecher Zäit soe vun der Commission des loyers. Déi bestoend Kommissioune gi ganz seele saiséiert. An deem exzellente Buch vum Här François Biltgen iwwert dat ablécklecht Mietgesetz konnt hie keen eenzegt Uerteel ufëieren, wou iergendwéi iwwert déi Mietkommissiounen eppes geschwat ginn ass. An dat zënter 1955! Et ass e Raritéitswäert, datt iwwerhaapt een dohinner geet, well et total onnëtz ass.

M. le Président.- Här Henckes,...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Par conter kascht et vill Suen...

M. le Président.- Är Zäit ass eriwwer.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- An ech hoffen, datt d'LSAP sech gutt iwwerleet, wat se hei mécht, well hei komme vill Käschten op d'Gemengen zou.

Dat gesot, Här President, wëll ech nach eng Kéier soen, datt mer als ADR net wëllen eng Kaz am Sak stëmmen an duerfir stëmme mer géint dat Gesetz.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Jaerling huet d'Wuert no lech. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President, dem Här Rapporteur wëll ech och Merci soe fir säi wéi ëmmer explizitte Rapport, deem ech inhaltlech awer net kann zoustëmmen, well dëse Rapport soll e Gesetz presentéieren, wat d'Regierung op Drock vun enger Lobby hei onbedéngt wëll duerchbréngen.

Mer haten hei zwou Zorte Riedner, déi eng méi sozial orientéiert, déi sech dann hei hu missen dréinen a kéieren, fir Ursaachen ze fannen, fir dat Gesetz awer kënnen ze stëmmen oder sech ze enthalen.

An dann hate mer där anerer, déi einfach der Meenung waren, dass een dat ganzt Gesetz an och dat Gesetz vu virdru misst an de Pabeierkuerf geheien an de Maart alles reguléiere loossen.

Eminent Ekonomisten hu festgestallt, datt e Land, an deem méi wéi en Drëttel Akommes muss ausgi ginn, fir Loyeren ze bezuelen, e krankt Land ass. Wann ech déi Konklusiounen op Lëtzebuerg iwwerdroen, da leie mer schonn an der Agonie.

An dat Gesetz, wat haut hei soll gestëmmt ginn, ass dann awer den definitive Coup de grâce. Et soll och erëm e Gesetz hei gestëmmt ginn, zu deem schonn erëm eng Motioun virläit, déi beweist, datt et e schlecht an e fault Gesetz ass, well déi Motioun dann d'Regierung opfuerdert déi Mëssstänn, déi dann hei mat deem Gesetz gestëmmt ginn, awer esou schnell wéi méiglech erëm aus der Welt ze schafen.

An dat ass scho fir d'drëtt, datt ech hei esou eng Gesetzgebung matmaachen. Sou eppes ass eenzeg op der ganzer Welt an ech fannen einfach déi Virgoensweis e Skandal.

(Interruption)

Wann, wann, wann een déi...

Also, Här Fayot, ech géif mengen, ech kennen d'Welt vläicht e bësse besser wéi Dir...

Plusieurs voix.- Oh! Oh!

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Ech si vläicht méi no drun; ech si vläicht méi no bei der Praxis a kennen eng aner Welt wéi Dir.

Ech wëll soen, esou eng Motioun wéi déi hei, déi hätt misse virgeluecht ginn, ier dat hei Gesetz iwwerhaapt diskutéiert ginn ass, an déi Dispositiounen, déi hei an där Motioun verlaangt ginn, déi hätte missen erfëllt ginn, ier een iwwer eng Reform vun dësem Gesetz geschwat hätt. Dann hätt ee kënne mat esou enger Motioun d'accord sinn!

Mä engem esou eng Motioun virzeleeën, nodeem esou e Gesetz gestëmmt ass, fannen ech einfach lächerlech, besonnesch well et e Gesetz ass, wat op eng ganz bestëmmte Lobby, ganz kloer op eng ganz bestëmmte Lobby zougeschnidden ass.

Et ass e Gesetz, wat de Wee opmécht, fir datt mat wéineg Investissementer aus ale Barake kann e Maximum u Loyer kasséiert ginn. Et ass e Gesetz, wat de Wäert vun den Haiser revaloriséiert an domadder d'Loyeren deementspriechend an d'Luucht dreift an aus ville Bruchbude Luxuswunnenge mécht. Et ass e Gesetz, dat bis elo illegal akasséiert Loyere legaliséiert an och nach eng Plus-value dorop erméiglecht. An do ass einfach déi Fro, déi hei scho gestallt ginn ass: Zielt dëst Gesetz, gëtt dat Gesetz applizéiert op déi aktuell Loyeren, jo oder neen? Dat ass eng wichteg Fro.

Op jidde Fall hätt missen hei an deem Gesetz kloer definéiert ginn, dass, wann eng Plus-value duerch de Wäert vun den Haiser soll kommen, déi misst nëmme kënnen ugewannt ginn op déi legal geschëllte Loyeren an net op déi effektiv elo bezuelten illegal Loyeren. Dat hätt op jidde Fall hei missen

drastoen, well et gëtt hei praktesch kee Loyer, deen de legale Bestëmmungen hei am Land entsprécht. Dat ass de Problem, an d'Ursaach dofir ass, dass all Mënsch, dee säi Recht akloe wëllt, fäert, dass en op d'Strooss gesat gëtt. Dat ass d'Praxis.

An et ass e Gesetz, opgrond vun deem de Marché de Wäert vum Loyer nach méi wäert dominéieren. Et ass e Gesetz, wat erméigleche wäert, dass déi gesetzlech Uewergrenzen net wäerte respektéiert ginn, ebe well déi Leit, déi a Wunnengsnout sinn, keng aner Wiel hunn, wéi déi gefrote Loyeren ze bezuelen, well se kenger Surenchère kënne standhalen.

Et ass e Gesetz och, dat erméiglecht d'Loyeren all zwee Joer unzepassen, anstatt bis elo all dräi Joer. D'Indexupassung awer gëtt no hanne verréckelt bis zum Geetnetméi. D'Loyere kënnen awer onageschränkt mat dësem Gesetz nach éischter der Deierecht ugepasst ginn.

Et ass also e Gesetz, wat dem Propriétaire et erméiglecht, bis zum drëtte Familljegrad „pour besoin personnel" eng Mise à pied ze maachen. Et ass e Gesetz, wat et erméiglecht, Famillje méi einfach op d'Strooss ze setzen, wann d'Propriétairë wëllen de Wunnraum och nach professionell notzen, wat dat och ëmmer an der Praxis heesche wëllt, a wou d'Gemengen och nach solle verflicht ginn, de Propriétairen obligatoresch - steet an dësem Gesetz - eng Autorisatioun ze ginn, fir Wunnraum a professionellen Notzraum kënnen ze transforméieren. D'Gemenge mussen also eng Autorisatioun dofir ginn.

Et ass e Gesetz, wat de Sursis virum Eraussetzen esou gutt wéi ofschaaft, mam Argument, dass déi Leit, déi sollen erausgesat ginn, de mauvaise foi wieren. Et ass also e Gesetz, dat, fir eng onseriéis Minoritéit an de Grëff ze kréien, flächendeckend bombardéiert an domadder all Locataire als onseriö marginaliséiert.

Et ass e Gesetz, wat dozou bäidroe wäert, dass mer ëmmer méi Leit kréien, déi keng Wunneng méi hunn an op der Strooss sëtzen. Et ass awer e Gesetz, wat keng sozial Offiederung huet, awer déi sozial Problemer einfach op d'Gemengen ofwälzt, an et ass e Gesetz, opgrond vun deem d'Gemengen an nächster Zukunft mussen nach méi sozial Wunnenge schafen, an et ass e Gesetz, duerch dat d'Gemengen an Zukunft och nach méi Infrastrukture wäerte misse schafe fir Sans-abriën. An dat obwuel d'Gemengen elo scho keng finanziell Moyene méi hunn, fir déi aktuell Wunnengsnout kënnen ze bewältegen.

An et ass och souguer e Gesetz, wat ee kënnt als verfassungswiddreg erklären, well et extrajudiciairë Gremien Entscheedungsgewalt gëtt, déi se iwwerhaapt net zegutt hunn.

Här President, et ass e schlecht Gesetz, wat och nach Angscht schiert. Angscht bei de Locatairen, déi elo musse fäerten, all Moment kënnen erausgesat ze ginn, an och net méi de Courage wäerten hunn, op hir Rechter ze pochen. Et ass e Gesetz, wat doduerch d'Liewensqualitéit vu ville Locatairë wäert précariséieren, an et ass e Gesetz, wat onseriéise Propriétairen a Promoteuren d'Diere fir abusiv Manipulatioune komplett opmécht. Bref, et ass e Gesetz, wat Der besser an enger Pabeiersammlung fir op de Recycling gehäit hätt, anstatt et hei an der Chamber ze deponéieren.

(Interruption)

Dat, wat haut mat dësem Gesetz verbrach gëtt, passt awer genau an de Schema vun der Austeritéitspolitik, déi dës Regierung agelaut huet. Nodeem deene Famillje mat klengem Akommes d'Plus-valuen op de Familljenzoulagen duerch d'Manipulatioun vum Index geklaut gi sinn, gëtt ville vun hinnen och elo nach den Daach iwwert dem Kapp ewechgeholl. Famillje mat Kanner, déi op Loyer wunnen, hu bis elo all Frang gebraucht fir ze iwwerliewen. Elo keng Upassung un d'Deierecht méi an dann do derbäi och nach zousätzlech Belaaschtung duerch déi Erhéijung vun de Loyeren, déi mat dësem Gesetz kënnt, dat ass einfach skandaléis!

Et ass awer kee Gesetz, wat dozou bäidréit, d'Wunnengsnout hei am Land ze verklengeren, an ech mengen - dat ass schonn hei gesot ginn -, dass do nach aner Mesurë musse getraff ginn, ënner anerem déi, déi an der Motioun stinn. Mä dat hätt laang awer virun dësem Gesetz misse geschéien.

Mä et ass och e Gesetz, mat deem mer eis Bierger, a besonnesch Familljе mat Kanner, an d'Ausland dreiwen an aus hinne Grenzgänger maachen, well se am noen Ausland sech d'Loyeren nach kënne leeschten an an dësem Land net méi. An och déi demographesch Situatioun wäert sech dowéinst nach méi degradéieren.

D'Gemenge kréien opgrond vun dësem Gesetz zwar d'Recht, fir de Locatairë Renseignementer iwwer hir Loyeren ze froen, fir e sou genannte Loyerskadaster opzestellen. Ech froe mech: Gëtt dat net scho bei der Volkszielung all Joer gemaach? Déi Donnéeë missten also virleien. Wat hëlleft dat dann, wann d'Gemenge wëssen, wat fir eng Wunnengen eidelstinn, meeschtens aus Spekulatiounszwecker? Wat kann eng Gemeng da maachen? Guer näischt, well selbstverständlech nach jiddferee mat senger Wunneng ka maachen, wat e wëllt.

Här President, wann ech gesot hunn, et wier e schlecht Gesetz, dann hunn ech nach ënnerdriwwen. Et ass en asoziaalt Gesetz, wat alt erëm eng Kéier de Beweis erbréngt, wéi wéineg déi mannerbemëttelt Leit hei am Land wäert sinn. A vill vun hinnen, déi bis elo vläicht scho jorelaang a baufälligen a rëffege Mietwunnengen hu misse wunnen, well se sech keng aner konnte leeschten, riskéieren elo och nach dat ze verléieren.

Dëst Gesetz ass en Aarmutszeugnis fir eng Regierung, där hir Parteie sech virun de Wahlen ëmmer am soziale Mäntelche gewisen hunn. Elo hänkt de soziale Mäntelchen déif hannen am Schaf, de Wollef huet säi Schofspelz ofgeluecht a wéi an der Natur bäisst e fir d'eischt déi Schwaach. Dat ass d'Bild vun dëser Regierung a vu villen, déi dëst asoziaalt a mënschenonwierdegt Gesetz wäerte stëmmen.

Ech passen net an dat Bild, an dofir wäert ech dëst Gesetz och net stëmmen. Ech soen Iech Merci.

Dann nach zur Motioun. Ech hu jo virdru scho gesot, ech wäert déi Motioun net stëmmen, well se hätt misse virun dësem Gesetz kommen, a well et och hei erëm eng Kéier eng Motioun ass, déi d'Regierung zu eppes opfuerdert, wat normalerweis schonn hätt missen an dësem Gesetz an an anere Gesetzer am Virfeld realiséiert ginn.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Elo huet dann d'Regierung d'Wuert. Den Här Wunnengsbauminister Boden.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen alleguer, datt d'Mietgesetzgebung eng ganz sensibel Matière ass. D'Interesselag ass jo ganz verschiddenaarteg, an d'Meenungen, déi gi ganz oft wäit ausenaner, jee no der Sensibilitéit vun den Auteuren. Dat hu mer zum Beispill an deene villen Avisë gesinn, déi mer kritt hunn, och an Diskussiounen, déi haut de Moien hei op der Chamberstribün gefouert gi sinn.

An ech soen, datt d'Regierung versicht huet an dësem Projet e beschtméiglechen Équiliber hierzestellen, wat déi berechtegt Uleies souwuel vun de Locatairë wéi och vun de Propriétairen ubelaangt. Den Haaptobjektiv vum Gesetz wëll ech och nach eng Kéier hei ernimmen, dat ass d'Investissementer an de Mietwunnengsbau méi attraktiv ze maachen, fir d'Offer vu Mietwunnengen ze vergréisseren an d'Modernisatioun an d'Sanéierung vun de Wunnengen unzeregen, ouni awer den néidege Mieterschutz an eng gewësse Begrenzung vun de Mietspräisser aus den Aen ze verléieren. An ech mengen, datt mer dësen Équiliber an dësem Gesetzesprojet erreecht hätten.

Dëst Gesetz applizéiert sech am Prinzip net op de subventionéierte Mietwunnengsbau vun öffentleche Promoteuren, wou aner Kritäre fir d'Festleeung vun de Mietspräisser ugewannt ginn. Ech erënneren drun, datt mer versicht hunn, och dësen Typ vu Mietwunnengen, dee jo fir Leit mat ganz klengem Akommes reservéiert ass - d'Sozialfäll, wéi hei gesot ginn ass -, méi interessant ze maachen duerch d'Gesetz vum 8. November 2002, an ech géif ville Leit, déi hei geschwat hunn, emol eng Kéier un d'Häerz leeën, dat Gesetz vum 8. November 2002 ze liesen. Da gesäit een, wat d'Regierung schonn alles gemaach huet fir de Wunnengsbau an de Mietwunnengsbau, dee subventionéierten, unzeregen.

Do sinn - an d'Madame Spautz, mengen ech, huet et ernimmt - zum Beispill déi staatlech Bäihëllefe fir d'Schafung vu Mietwunnenge vu 40 op 70% eropgesat ginn, fir öffentlech Promoteuren a fir d'Gemenge souguer op 75%. Dat heescht, de Stat leet 75% bäi, wann eng Gemeng eng sozial Mietwunneng mécht. An ech waarden op verschidde Gemengen, vun deenen hei Vertrieder geschwat hunn, datt se emol Projete virleeën! Mir bezuele souguer 100%, wa Studentewunnenge gemaach ginn! Mir bezuelen 100%, wann Asylantewunnenge gemaach ginn! D'Begeeschterung ass awer net ganz grouss.

Also wéi gesot, d'Madame Spautz huet drop higewisen, datt hei e Pakt muss gemaach ginn tëschent de Gemengen an dem Stad. Se mussen zesummeschaffe fir de Problem an de Grëff ze kréien. Mir versichen dat ze maachen, mä ech hätt awer gären, datt och d'Gemengen hir Responsabilitéit iwwerhuelen, déi iwwregens am Artikel 26 vun dësem Gesetz nach eng Kéier kloer duergeluecht gëtt. D'Gemengen hunn d'Aufgab, déi legal Missioun fir derfir ze suergen, datt déi Bierger, déi an hirer Gemeng wunnen, och eng dezent Wunneng fannen. Och do ass eng Obligatioun, där ee sech net entzéie kann. Also, och deen Appel géif ech gäre maachen, datt d'Gemengen och mathëllefen…

(Interruption)

…a vun deene grousse Bäihëllefen, déi mer ginn, och profitéieren.

Une voix.- Très bien.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Et ass awer ganz wichteg - ganz wichteg, soen ech -, datt mer och d'Investitiounen an de private Mietwunnengsbau encouragéieren. Am Recensement vum Statec vun 2001 gëtt gesot, datt 36.810 Ménagë géifen a Mietwunnenge wunnen. Dat ass eng Zuel, déi e bëssen anescht ass wéi déi, déi virdrun hei vun der Madame Spautz genannt ginn ass. An et kann ee rechnen, datt méi wéi 90% vun dëse 36.810 Ménagen a private Mietwunnenge wunnen. Dat heescht, och wann de Stat an d'Gemengen nach munches maachen, gëtt de Gros vun de Mietwunnengen nach ëmmer vum Privatsecteur geschafen. Duerfir ass et esou wichteg, datt mer och versichen dee private Mietwunnungsbau unzekuerbelen. An dat soll dëst Gesetz maachen.

Ech wëll och soen, en éischte Schrëtt an d'Richtung fir d'Investitiounen an d'privat Mietwunnengen ze encouragéieren ass um fiskalesche Plang gemaach gi virun dräi Joer ongeféier, doduerch datt den Taux d'amortissement accéléré fir de Mietwunnungsbau vu 4% op 6% eropgesat ginn ass. Dat heescht, während de siwen éischte Joer kann een 42% vun den Investitiounen an de private Mietwunnengsbau ofschreiwen. Och dat ass eppes, wat heiansdo net genügend gesot an ervirgestrach gëtt. Also, mir hu scho Schrëtt gemaach fir de private Mietwunnengsbau unzekuerbelen. An dës Reform vum Mietgesetz soll e weidere Schrëtt an dës Richtung sinn.

Ech sinn d'accord mat all deenen, déi soen, datt dëst Mietgesetz net all Problemer léise kann. Duerfir hu mer jo e Plan d'action «Logement» presentéiert. Och do mussen nach eng Rei Moossname kommen. An ech hoffen och, datt dann d'Chamber déi Moossnamen, déi mer hei virschloen, an d'Gemengen, deene mer e Pakt offréieren, och bereet sinn dat matzemaachen. Mä wéi gesot, dëst Mietgesetz mécht e wichtege Schrëtt an d'Richtung - menger Meenung no op jidde Fall - fir dem private Mietwunnengsbau e bësse méi Elan ze ginn an d'Leit ze encouragéiere méi staark doranner erëm ze investéieren.

Ech wëll och soen, dass dës Reform net elo kuerzfristeg gemaach ginn ass. Se ass während laange Jore virbereet ginn. Ech wëll kee laangen Historique maachen, mä ganz kuerz drop hiweisen, datt de 7. Mee 2002 - an de Statsminister ass jo oft hei zitéiert ginn - de Statsminister a senger Ried zur Lag vun der Natioun op d'Wichtegkeet vun der Reform higewisen huet, a besonnesch op d'Ofschafung vun der ënnerschiddlecher Behandlung vun de Wunnengen, déi virun 1944, an déi, déi no 1944 gebaut goufen.

Och de Rapport vun der zoustänneger Kommissioun, deen och hei ernimmt ginn ass, vum 25. Februar 2003 als Aféierung zu enger ganz interessanter Orientéierungsdebatt iwwert d'Wunnungsbaupolitik - de Rapporteur war deemools och den Norbert Haupert -, huet sech mat dëser Problematik ausenaner gesat. D'Chamber huet dunn am Kader vun där Orientéierungsdebatt eng Motioun ugeholl, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt d'Mietgesetzgebung ze reforméiere fir d'Investitiounen an de Mietwunnengsbau ze encouragéieren.

An dëser Motioun ass genee dat gefrot ginn, wat als wichtegst Neierungen an dësem Gesetzesprojet zréckbehale gëtt. De Rapporteur Norbert Haupert huet op déi eenzel Moossnamen higewisen. Ech wëll se net nach eng Kéier rappeléieren, mä ech well just soen, datt de Gesetzesprojet de 6. Oktober 2003 hei an der Chamber déposéiert gouf; also net laang no där Motioun, déi d'Chamber hei ugeholl huet. Et muss een och soen, datt do schnell an effikass geschafft ginn ass fir der Opfuerderung vun der Chamber gerecht ze ginn.

Mir hunn och ganz vill Avisë gefrot zu dësem Gesetz, well vill Leit concernéiert sinn, net nëmme bei de Beruffschamberen, mä och bei der ULC, beim Syvicol, bei der Statsanwaltschaft, bei de Friddensgeriichter. An et ass jo interessant, datt beim Zitéiere vun de Friddensgeriichter, déi ganz ënnerschiddlech Avisë ginn - dat wëll ech och soen -, datt ëmmer nëmmen dat erausgepickt gëtt, wat engem hei esou e bëssen an dat passt, wat ee gäre géif als Message ginn. Duerfir mengen ech, et soll een heiansdo och e bësse méi objektiv sinn, an da vläicht och aner Klacken trotz allem objektiverweis emol hei laude loossen.

De Statsrot, deen huet sech mat sengem Avis méi schwéier gedoen. Hien hätt jo léiwer eng Liberaliséierung - loosse mer esou soen - vun de Miete gehat, wat am Projet awer net zréckbehale ginn ass. An ech mengen, dat aus ganz gudde Grënn. De Statsrot huet den éischten Avis ginn de 25. Oktober 2005; also zwee Joer nodeem, datt de Projet déposéiert war. Säin Avis complémentaire ass vum 20. Juni 2006; also ganz rezent.

De Rapporteur Norbert Haupert huet schonn drop higewisen, datt déi zoustänneg Chamberskommissioun sech an net manner wéi zwielef Sitzunge mat dësem Projet befaasst huet. En huet déi eenzel Avisen nogekuckt an en huet sech intensiv mat der Problematik ausenaner gesat.

An ech muss soen, datt do gutt an zolidd Aarbecht geleescht ginn ass. Ech soen och all deenen, déi dorunner bedeelegt waren, e ganz häerzleche Merci derfir, virun allem awer mengem Frënd Norbert Haupert. En ass schonn hei e puermol beluewegend erwähnt ginn. Ech wëll soen, datt hien hei bal eng Medaille verdéngt hätt, an…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- …Aarbecht geleescht, fir dëse Projet kënnen haut sproochräif der Chamber ze presentéieren.

Nun zu den Haaptpunkte vum Gesetz. Ech wëll, wéi gesot, net nach eng Kéier op alles dat agoen, wat schonn hei gesot ginn ass, mä e puer wichteg Punkten ervirsträichen an och zu e puer opgeworfene Froe Stellung bezéien.

Et besteet, mengen ech, e ganz wäit gehende Konsens iwwert d'Noutwendegkeet an d'Drénglechkeet vun enger Reform vun der Gesetzgebung. Wéi dat soll gemaach ginn, doriwwer ginn d'Meenungen natierlech ausenaner. Mä eng éischt wesentlech Neierung ass jo d'Ewechfale vun der Ënnerscheedung tëschent den Haiser vu virun 1944 an den Haiser vun no 1944, wat Festsetzung vum Loyer ubelaangt.

An ech muss soen, dës Neierung gëtt vun deenen Allermeeschte staark begréisst. Déijéineg, déi Bedenken haten, dat war jo virun allem d'sozialistesch Fraktioun an elo och e puer anerer, déi hei geschwat hunn, hu gefaart, dat géif zu enger staarker Erhéijung vun de Loyere féieren an deenen Haiser vu virun 1944, wou iwwerhaapt net dran investéiert gi wär, an do hätten d'Propriétairë jo keng Erhéijung verdéngt.

Mir hunn eng Etüd gemaach: de Fonds du Logement an de Ministère. A mir konnten noweisen, datt dat net de Fall wär. Am Géigendeel! An ech mengen, do ass villfach bewosst an onnëtzerweis Angscht gemaach ginn, elo géifen duerch dëst Gesetz alleguerten déi Loyere staark an d'Luucht goen an deenen Haiser, wou näischt investéiert gi wär. Dat ass net de Fall. Mer konnten noweisen, datt do, wou net investéiert ginn ass, d'Propriétairë méi schlecht géifen ewechkomme wéi dat bis elo de Fall war.

Duerch deen neie Modus vun der Berechnung vum Loyer ginn d'Propriétairen encouragéiert an d'Albausanéierung ze investéieren, wat ënnert der jëtzeger Gesetzgebung - an e puer Virriedner hunn dat jo och hei ënnerstrach - net de

Fall war. Am Contraire, d'Leit hate keen Intérêt drun an al Haiser ze investéieren, well sech dat net konnt op de Loyer répercutéieren.

An dat huet zu enger progressiver Degradatioun vun engem ganzen Deel vun eisem Immobiliepark gefouert. Et huet och mat sech bruecht, datt en Deel vun deenen alen Haiser net bewunnt ass an eidelsteet.

Den Här Kox huet gemengt, et misst een en Albausanéierungskonzept virleeën. Ech wëll soen, datt mer eng ganz Rei vu Saachen an déi Richtung scho gemaach hunn. Mer hunn de Carnet de l'habitat agesat. Dat heescht, do ka jiddfereen, dee Propriétaire vun engem eeleren Haus ass, dat méi wéi 15 Joer al ass, ufroe fir e Carnet ze kréien. Do kënnt en Expert mat engem ganz performante Logiciel. Dee kuckt, wou sinn d'Problemer, d'Schwieregkeeten an deem Haus an e mécht Recommandatioune wéi dat Haus soll renovéiert ginn.

Dat nennen ech e richtegt a geziilt Konzept fir Albausanéierung ze maachen, datt net de Propriétaire op d'Berode vun iergendengem ufänkt eppes ze maachen, wat sech herno als kontraproduktiv erweist. Hei gëtt eng Bestandsopnahm gemaach vum gesamten Haus mat Recommandatiounen, wat ee soll dra maachen. A mir leeë 75% vum Käschtepunkt vun deem dote Carnet de l'habitat bäi.

Dëst Gesetz reegt, wéi gesot, och d'Investitiounen an Albauten un, wat virdrun net de Fall war. Et gi ganz grosszügeg Bäihëllefen iwwert d'Gesetz vun 1979 a vum 8. November 2002 fir d'Acquisitioun an d'Renovatioun vun Haiser. Och dat soll een emol eng Kéier nokucken.

Mir hunn Energiespuerbäihëllefen. Den Ëmweltminister sëtzt dohannen. Deen huet och eng Panoplie vu Bäihëllefe virgesi fir Energiespuermoossnamen ze subventionéieren an d'Leit ze encouragéieren an déi Richtung hir al Haiser ze sanéieren.

Also, et besteet scho ganz villes op deem Plang an ech kann net akzeptéieren, wann ee mécht, wéi wann do iwwerhaapt näischt gemaach gi wär.

Ech sinn dermat d'accord, datt een do kann nach méi eng grouss Campagne maachen, mä ech mengen, do wären awer och all déi gefuerdert, déi am Bau schaffen, déi och dervu profitéieren, datt doranner investéiert gëtt. Hei misste gewësse Chamberen an aner Gremien dat an de Grapp huelen. Ech si gäre bereet, fir dat och finanziell esou wäit wéi méiglech ze ënnerstëtzen.

Zweet wichteg Neierung vum Gesetz ass deen neie Berechnungsmodus vum Loyer. Deen ass elo deen nämlechten, egal wéini d'Haus gebaut ginn ass. Ech mengen dat ass eppes wat villes vereinfacht a munches méi gerecht mécht.

De Referenzwäert fir de Loyer ass dat investéiert Kapital. Dat investéiert Kapital fir den initiale Bau, fir d'Verbesserung an d'Moderniséierungsaarbechten an och fir de Bauterrain ze finanzéieren. Dat ass am Gesetz elo festgeluecht. Do si gewësse Verbesserunge fir de Propriétaire dra par rapport zu virdrun, fir d'Investitioun, wéi gesot, an de Bau ze encouragéieren.

Dat investéiert Kapital gëtt no enger Tabell, déi am Akommessteiergesetz virgesinn ass, all zwee Joer réévaluéiert. A wann d'Haus méi wéi 15 Joer al ass, da gëtt et elo - an dat ass och nei - all zwee Joer ëm 2% décotéiert, mat Ausnahm vum Terrainspräis.

Wann also e Propriétaire an engem Haus vu méi wéi 15 Joer näischt investéiert, da gëtt dat investéiert Kapital no ënnen adaptéiert an deementspriechend och de Loyer, deen e froen däerf. De Loyer däerf - an dat ass jo eppes, wat och vill diskutéiert ginn ass - héchstens 5% vun dem investéierte Kapital bedroen. Mir mengen als Regierung, dat wär eng ugemiessen Entschiedegung fir dat investéiert Kapital.

Hei ginn d'Meenungen natierlech ausernaner. Déi eng fannen, dat wär ze vill. Anerer fannen, et géif net duergoen a mengen, dat wier kee genügenden Ureiz fir an de Mietwunnengsbau ze investéieren.

Et däerf een awer och net vergiessen, datt de Wäertzouwuess vum Haus a vum Terrain an de leschte Jorzéngten, géif ech soen, guer net négligeabel war, wat och der Rentabilitéit fir de Propriétaire zegutt kënnt.

D'Regierung ass also der Meenung, datt an der jëtzeger Situatioun dës Limite zefridde stellend ass. Et kann an däerf een net dovun ausgoen, datt d'Inflatioun an d'Zënsféiss permanent no uewe géifen adaptéiert ginn, soss musse ganz aner Saache geännert gi wéi de Berechnungsmodus vum Loyer.

Den Här Grethen huet jo gesot, hie wär éischter der Meenung, oder seng Partei wär éischter der Meenung, datt de Législateur soll manner intervenéieren an dëser Problematik. Ech mengen, dat ass keng nei Erkenntnis. Mir wëssen, datt dat éischter seng Meenung war. En huet awer och gesot, datt déi 5% haut kee Problem wären. Et kéint mol eng Kéier e Problem ginn, no ënnen an no uewen.

Dofir mengen ech ass dat och eng Pendelbewegung an dat huet sech am Laf vun der Zäit jo ëmmer ausgeglach. Bis elo waren déi 5% Rémunératioun vum investéierte Kapital akzeptabel, zefridde stellend, an ech mengen dat wier och nach mar de Fall.

Ech mengen den Här Grethen huet jo och gesot am Numm vu senger Partei, datt dëst Gesetz, wou och seng Partei un der Ausschaffung bedeelegt war, eng wesentlech Verbesserung an déi richteg Richtung wär, dont acte. En huet och ugereegt fir e Vademecum auszeschaffe fir d'Jurisprudenzen, wat den Entretien, deen de Propriétaire muss maachen, an den Entretien, deen de Locataire muss maachen, ubelaangt. Ech mengen, dat kéint een opgräifen.

Ech bedaueren, datt mer och net méi esou äifreg Affekoten hu wéi den Här Biltgen, déi déi Jurisprudenzen zesummeschreiwen an do e Vademekum draus maachen, mä vläicht fanne mer anerer, déi et maachen. Mir si gäre bereet, och dorunner matzeschaffen.

(Interruption)

Wann e Propriétaire eng Mietwunneng moderniséiert, doranner also investéiert, geet dat investéiert Kapital natierlech an d'Luucht an deementspriechend kann och de Loyer ugepasst ginn. Ech mengen dat ass jo och de Sënn vun deem Ganzen, datt een eng gerecht Rémunératioun fir dat Kapital, wat een investéiert, kritt.

Am Projet, wëll ech awer soen, ass och eng Brems virgesinn, wat d'Erhéijung vum Loyer ubelaangt. Et si jo hei Leit, déi mengen, et wär nëmmen eppes gemaach gi fir d'Propriétairen a fir déi aner erauszëeekelen. Hei ass virgesinn, och wann déi Erhéijung berechtegt war, wann déi méi wéi 10% ausmécht, da gëtt se op dräi Joer verdeelt, fir eben de Locataire virun eventuelle finanziellen Enkpäss ze schützen. De Locataire huet och d'Méiglechkeet fir de Mietvertrag aus deene Grënn dann ze kënnegen, wann de Loyer méi wéi 10% géif an d'Luucht goen. Also, mir hunn och versicht fir deen Équiliber a béid Richtungen ze steieren.

Drëtt Neierung ass déi nei Definitioun vun der Luxuswunneng. Ech mengen, jiddfereen ass dermat d'accord, datt déi al Definitioun net méi akzeptabel war, datt se huet misse geännert ginn. Mir hunn elo zwou Variante proposéiert, vun deene mer mengen, datt se den Avantage hätten, datt se eng einfach Handhabung vum Text géifen zouloossen.

Déi eng Variant fixéiert e Loyer. Wann de Loyer méi héich ass, da fält d'Wunneng ënnert d'Kategorie vun der Luxuswunneng. D'Zuele sinn hei genannt ginn. Et ass och schonn, mengen ech, gesot ginn: De Statec huet ausgerechent, datt ongeféier 4% vun de Mietwunnengen dee Plaffong do iwwerschreiden, wat also dann an d'Kategorie Luxuswunnenge géif erapassen.

Oder awer déi zweet Variant; dat ass de Capital investi par mètre carré de surface utile d'habitation. Deen ass an engem Appartement méi wéi 3.790 Euro oder an engem Eefamilljenhaus méi wéi 2.760 Euro, dat nom Bauindexstand 2005, also 613,32.

Och dat sinn am Verglach zu deem, wat haut de Käschtepunkt pro Quadratmeter ass, Präisser, déi akzeptabel sinn. Wa se déi iwwerschreiden, da kann ee scho soen, dat wär d'Kategorie vun enger Luxuswunneng.

Et sinn awer och nach Konditiounen derbäi. Et ass net einfach esou, wann de Mietpräis op eemol dee Montant do iwwerschreit, datt et da géif an eng Luxuswunneng erapassen. Et sinn zwou Konditioune kloer am Gesetz festgehalen.

Am Kontrakt muss ageschriwwe sinn, datt et sech ëm eng Luxuswunneng handelt; dat heescht, déi zwee mussen d'accord si fir ze soen, datt et sech ëm eng Luxuswunneng handelt an datt d'Artikelen 3 bis 5 vum Mietgesetz sech net applizéieren, dat heescht d'Fixatioun vum Loyer gëtt do net ugewannt. Also, och de Mieter muss d'accord sinn am Mietvertrag, datt e seet: Ech sinn dermat d'accord, datt d'Artikelen 3 bis 5 net applizéiert ginn.

Dat heescht, mir hunn och do Garde-fouen agebaut, datt net déi Saachen, déi hei sou an d'Welt gesat ginn, geschéien.

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der eng Fro vum Här Henckes?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här Minister, erlaabt mer ze soen: Déi Ausleeung, déi Dir elo gitt, gëtt contestéiert vum President vum Tribunal.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Vu wat fir engem Tribunal?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Vum President vum Tribunal d'arrondissement.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Dat hunn ech awer net esou gelies. Gutt, dat muss ee kucken.

Et gëtt ee Problem, deen ech net verheemleche wëll, dat ass: Et steet do, de Logement misst «d'un confort moderne non standard» sinn. Mä ech mengen, haut steet schonn dran am Gesetz, et misst e Confort moderne sinn. Do gëtt et Jurisprudenzen. Do huet jo ee Vertrieder vun engem Friddensgeriicht gesot, wat senger Meenung no dann e Confort moderne non standard wär, dat wär «tout logement disposant de trois salles de bain, comptant chacune cinq mètres carrés au moins, et d'un garage pour deux voitures de classe moyenne au moins».

Et ass proposéiert ginn, mer sollen dat an d'Gesetz schreiwen. Elo gëtt et awer ganz sécher och Wunnenge fir eng Koppel, wou zwee Leit dra wunnen, déi ganz luxuriéis sinn, déi wierklech Luxuswunnenge sinn, déi formidabel leien; ech ka mer awer net virstellen, datt déi missten dann dräi Buedzëmmer hunn, datt se missten zwou Garagë fir confortabel Autoen hunn, fir datt een dat kënnt als Luxuswunneng bezeechnen. Also ech mengen net grad, datt all déi Propositiounen, déi komm sinn, esou richteg sinn, wéi dat heiansdo esou duergestallt gëtt.

Véierte Punkt ass d'Professionalisatioun vun de Mietskommissiounen. Ech wëll och soen, mer hu versicht bei der Missioun vun de Mietskommissiounen ëmmer drop ze insistéieren, datt dat eng Vermëttlungsmissioun ass. Wat d'Décisioune vun de Mietskommissiounen ubelaangt, ass hei gesot ginn, dat wär géint d'Verfassung hätt ee geschriwwen. Och haut huelen d'Mietskommissiounen Décisiounen, da wär dat och haut scho géint d'Verfassung, do kënnt also näischt Neies derbäi.

Ech mengen, et kann een ëmmer eppes mat den Hoer erbäizéien, da muss een ebe kucken, wat d'Geriichter dorauser maachen.

Mä och haut scho sinn d'Mietskommissiounen do, fir ze vermëttelen. Hei gëtt déi Vermëttlungsmissioun ënnerstrach a verstäerkt.

Ech mengen, et ass e ganz wichtegt an en nëtzlecht Instrument, fir Konflikter bei der Festleeung vun de Loyeren a vun de Chargen am Gudden ze regelen an doduerch och d'Geriichter ze entlaaschte mat onnëtze Saachen. Ech mengen, och dat misst am Sënn si vu méi effikasse Geriichter, déi sech da kënnen op aner Saachen, déi méi wichteg sinn, konzentréieren.

Et gëtt e Minimum vu Regelen awer festgeluecht, fir d'Recht op Verdeedegung a vu kontradiktorescher Ausspro och an de Mietskommissiounen ofzesécheren. Dat war virdrun net esou de Fall.

Nei ass, datt déi zwou Parteien der Mietskommissioun och eng Arbitrage-Missioun iwwerdroe kënnen. Och dat ass wichteg. Wa Vertrauen do ass an d'Mietskommissiounen, da kënne se virdru soen: Mir akzeptéieren dat, wat Dir sot, a mir ginn net dergéint reklaméieren. Si kréien also eng Arbitrage-Missioun. Och dat kann d'Geriichtsprozeduren entlaaschten an och Affekoten entlaaschten. Et ass jo hei gemengt ginn, dat hei wär e Gesetz fir d'Affekoten a fir deenen hir Honorairen, mä et sinn och eng ganz Rei vu Moossnamen do, fir d'Geriichter ze entlaaschten an domadder och d'Affekoten an dëse Prozeduren ze entlaaschten. Gutt.

(Interruption et hilarité)

Ech mengen, alles dat do, dat verlaangt méi Kenntnisser, dat verlaangt méi Professionalismus vun de Membere vun der Kommissioun, an duerfir ass jo och virgesinn, fir do nei Weeër ze goen.

Déi kleng Gemenge ginn entlaascht. Si brauche keng eege Kommissioun méi ze nennen. Dat mussen nëmme méi Gemenge vu 6.000 Awunner a méi maachen. An ech wëll och soen, datt hei keng Diskriminatioun do ass, wéi d'Madame Spautz gemengt huet, fir déi grouss Gemengen. Éischtens emol kënne se hir Kommissioune selwer nennen an hire President bestëmmen. Dat ass bei deenen aneren net de Fall. Do ass et den Distriktskommissär. Zweetens mussen och déi kleng Gemengen d'Käschte vun der Mietskommissioun bezuelen. Do gëtt also keng Diskriminatioun gemaach. Dat war ganz urspréinglech emol eng Kéier virgesinn, mä dat ass awer ofgeännert ginn.

Also, fir Gemenge vu manner wéi 6.000 Awunner gi gemeinsam Kommissioune geschaaft. De President dovunner ass den zoustännegen Distriktskommissär. Et ass och virgesinn, datt e Règlement grand-ducal soll gemaach ginn, deen een awer, mengen ech, dezenterweis nëmme ka mat Ofsprooch vun de Gemenge maachen. Dat heescht, wien elo gemengt huet, dat Reglement hätt schonn am Virfeld missen do sinn, läit e bësse falsch.

Ech sinn d'accord domadder, datt ee kuckt, där Ureegung, déi de Statsrot gemaach huet, datt een do d'kantonal Haaptuerter als Siège hélt, Rechnung ze droen. Do kommen natierlech da Problemer. Kantonalhaaptuerter sinn der och heiansdo, déi méi wéi 6.000 Awunner hunn. Ob et dann net vläicht méi richteg ass, de Siège eng aner Gemeng ze maachen, wou déi Kommissiounen tagen, eng déi eben net eng eege Kommissioun huet, doriwwer kann een diskutéieren. Mä ech mengen, d'Optik vum Statsrot ass richteg, datt e seet, et soll een et prinzipiell do maachen, wou e kantonalen Haaptuert ass, an ech sinn och bereet, wéi an der Motioun gefrot gëtt, der Chamberskommissioun dee Projet de règlement do virzeleeën.

Déi fënneft nei Dispositioun ass d'Verlängerung vun de Mietverträg a wat den Déguerpissement, wéi gesot gëtt am Franséischen, vum Locataire ubelaangt. Ech mengen, dat ass vu verschiddene Leit hei als wichtegst Neierung dohinnergestallt ginn. De Rapporteur an anerer sinn am Detail dorobber agaangen, duerfir maachen ech dat vläicht e bësse méi a geraffter Form.

Ech wëll just virdrun nach soen, datt déi automatesch Verlängerung vum Mietvertrag weider bestoe bleift. Et gëtt just dräi Kënnegungsgrënn: Deen éischten ass de Besoin personnel, wann also de Propriétaire wëllt selwer dragoen, an dee Besoin personnel gëtt ausgedeent fir Familljemembere bis zum drëtte Grad; dat war bis elo nëmme bis zum zweete Grad. Den zweete Kënnegungsgrond ass, wann de Locataire sengen Obligatiounen net nokënnt, wann hien zum Beispill kee Loyer bezilt; an drëtt Méiglechkeet sinn aner grave a legitim Motiver, zum Beispill wann en d'Wunneng net ënnerhält oder Schued an der Wunneng mécht. Ech mengen, dat si keng nei Dispositiounen, déi waren och schonn an deem ale Gesetz.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Da wat d'obligatoresch Verloosse vun der Wunneng duerch de Locataire ubelaangt duerch e Geriichtsuerteel, ass déi grondleeënd Iddi déi hei - an ech mengen de Wirtschafts- a Sozialrot hat déi och schonn eng Kéier ugereegt: Et soll een abusiv Verlängerunge vun den Délaien duerch juristesch Schrëtt méiglechst vermeiden. Dat gëtt och eng Entlaaschtung, wéi ech schonn drop higewisen hunn, vun de Friddensgeriichter. Zweetens, et soll een e festen Délai an d'Gesetz aschreiwen, no deem e Propriétaire spéitstens de Besoin personnel erfëllen an a seng vermiete Wunneng anzéie kann. Ech mengen, déi zwee Grondprinzipië sinn och kaum a Fro gestallt ginn.

Wann een dat wëllt ëmsetzen, da gëtt et e bësse méi komplizéiert an da kann een och iwwer gewësse Moossnamen diskutéieren - dat wëll ech ganz éierlech an offe soen. Mir beschreiden hei e gewëssent Neiland, do musse sech Jurisprudenze maachen, an ech sinn och d'accord domat, datt mer Enn 2007 ee beoptragen, fir ze kucken: Wat ass dann elo geschitt op deem Plang? A wann do Ännerunge musse gemaach ginn, sinn ech deen Allerleschten, dee sech dergéint strieft, fir do Ännerungen ze maachen.

Mä ech menge schonn, datt versicht ginn ass, déi Grondphilosophie do an d'Texter ze kréien, datt also éischtens emol abusiv juristesch Schrëtt oder laang Prozedure verkierzt ginn, an zweetens, datt e festen Délai festgeluecht gëtt, no deem e Propriétaire kann de Besoin personnel och richteg applizéieren.

An ech wëll awer och Folgendes soen: Op där anerer Säit hu mer och versicht, datt déi Délaien esou

sinn, datt de Locataire awer och Zäit huet, fir sech drëm ze bekëmmeren eng nei Wunneng ze fannen. Och dat war e Souci, deem mer versicht hunn, gerecht ze ginn. A fir och do e Beispill ze ginn: Beim Besoin personnel zum Beispill war d'Kënnegungsfrist bis elo dräi Méint. Déi ass vun dräi Méint op sechs Méint eropgesat, also verduebelt ginn. Dat heescht, do huet ee schonn op d'mannst sechs Méint Zäit, fir sech ëm eng aner Wunneng ze bekëmmeren. An da kann de Locataire jo och nach eng Verlängerung ufroen.

An déi Verlängerung, déi ass an zwee gedeelt ginn: Wann de Propriétaire vun der Mietwunneng selwer wëllt dragoen, oder ee vu senger Famill, da kann deen Délai vu sechs Méint ëm zwielef Méint verlängert ginn. Dat heescht, no 18 Méint ass hien awer sécher, datt hie kann dragoen. Wann elo een en Haus keeft, fir selwer dra wunnen ze goen, oder fir datt seng Kanner kënnen dra wunne goen, da menge mer, well do normalerweis dann nach Transformatiounen ufalen, datt een do den Délai e bësse méi kuerz maache soll. Do kann d'Verlängerung nëmme sechs Méint sinn.

Also am éischte Fall ass de maximalen Délai - sechs plus zwielef - 18 Méint; am zweete Fall sinn et sechs Méint plus eng Verlängerung vu sechs Méint, dat sinn zwielef Méint. Do weess een also, dass et sech esou verhält: Ech ginn en Haus kafen oder ech steeën en Haus, do ass e Mieter dran. No zwielef Méint, da kann ech iwwert dat Haus verfügen, Transformatioune maachen an dann dra wunne goen.

An ech mengen, dat wären Délaien, déi béide Säite kënnte gerecht ginn. Deem enge schénge se wahrscheinlech ze laang, deem aneren ze kuerz, mä dat ass, wéi gesot, eng Problematik, an där een net jiddferengem kann honnert Prozent gerecht ginn.

Dann hu mer am allgemenge Regime och nach eppes festgehalen, dat ass: Et gëtt en Délai festgeluecht, no deem keng Demande vu Sursis méi recevabel ass. An zwar sinn dat zwielef Méint, nodeem d'juristesch Prozedur fir den Déguerpissement vum Locataire ugelaf ass. An ech wëll soen, datt do net all Friddensgeriichter dergéint waren. Ech kann Iech och den Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg zitéieren, deen dës Moossnam approuvéiert huet. Also och do mengen ech, datt et net onräsonnabel ass, datt een zwielef Méint, nodeem déi juristesch Prozedur ugelaf ass, muss erausgoen an datt een dann net nach ka weider Sursisë froen. Dat schéngt mer och e räsonnabelen Délai ze sinn.

Une voix.- Très bien.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech wëll nach eng Kéier soen: Ech si gäre bereet dat, wat an der Motioun steet, ze akzeptéieren, an zwar datt ee kuckt, wéi dat sech an der Praxis auswierkt, an dann eventuell kuckt, ob mer dat eent oder dat anert vläicht musse revidéieren. Domadder hunn ech guer kee Problem. Mä ech menge schonn, datt ville Bedenken am Text Rechnung gedroe ginn ass. En ass jo och amendéiert ginn, méi kloer gemaach ginn, och an der Aarbecht vun der Kommissioun zesumme mat der Regierung.

Da vläicht nach kuerz op…

(Interruptions)

M. le Président.- Jo, Här Minister.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech huelen d'Motioune mat. Ech hunn nach fënnef Minutten.

Une voix.- Papperlapapp!

M. le Président.- Et ass gutt, Här Minister, jo.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Och gëtt d'Garantie locative ausgedehnt op all Créance. Dat heescht, och wann een de Loyer net bezilt, kann dat vun der Garantie locative mat couvréiert ginn.

Mä ech wëll och eng Kéier soen, datt mer och enger Suerg vu ville Leit Rechnung gedroen hunn: De Finanzement vun der Garantie locative, deen assuréiere mer iwwer eng Kautioun, eng Garantie vum Stat. A vill Leit, déi net konnten déi fënnef Méint Loyer beieneen op den Dësch leeën, fir kënnen an eng Mietwunneng ze goen, déi kréie vum Stat eng Garantie ënner gewësse Kritären. Och dat ass eppes, wat ville Leit et erlaabt an erliichtert, fir an eng nei Mietwunneng ze goen. An eng Garantie bancaire muss och an Zukunft vum Propriétaire akzeptéiert ginn, wat virdrun net esou de Fall war.

Wat d'Charge-locativen ubelaangt, mengen ech, hu mer eng Vereinfachung gemaach, fir och de Jurisprudenze Rechnung ze droen a vill Sträitfäll aus der Welt ze schafen.

Wat de Maintien du bail ubelaangt, hu mer och de Leit hire Bedenke Rechnung gedroen, sou datt, wann de Locataire stierft oder wann hien erauszitt, d'Famill, mat där hien dragelieft huet, awer kann och weider vun deem Bail profitéieren. A mir hunn dat och ausgedehnt op de Partenaire. Dat heescht, een, deen e Partenariatsvertrag gemaach huet, gëtt gläich behandelt wéi de Conjoint.

(Interruptions)

Une voix.- Dat ass net einfach.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Wa Partner an enger Wunneng liewen, déi kee Partnerschaftsvertrag gemaach hunn, da musse se natierlech noweisen, datt se sechs Méint do gewunnt hunn an och do ugemellt waren. Also, mir droe schonn deene Bedenke Rechnung an och deene Rigueure Rechnung, sou datt et elo net méi méiglech ass, dass duerch e Stierffall vun engem Locataire op eemol d'ganz Famill erausgesat gëtt.

Da gi mer de Gemengen och nei Méiglechkeeten. Dat ass jo och hei vun der Chamber oft gefrot ginn, besonnesch och vun der Stad Lëtzebuerg, wou vill Wunnengen a Bürosraim ëmtransforméiert ginn. De Schäfferot muss gefrot ginn a wann e säin Accord net gëtt, ginn och Sanctioune virgesinn, déi zimlech einschneidend sinn, dat wëll ech och soen.

Zweetens kréien d'Gemengen...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Kommt, loosst elo den Här Minister schwätzen, hien huet net méi vill Zäit.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Zweetens kréien d'Gemengen d'Méiglechkeet, fir ze froen, iwwer Formulären, wat fir eng Immeublen eidelstinn. Doduerch kann een also och eng besser Iwwersiicht kréien, an et ass jo och virgesinn an deem Pacte «Logement», datt d'Gemengen d'Méiglechkeet solle kréien, fir eng Tax opzehiewen op Wunnengen, déi laang eidelstinn.

Drëttens, d'Gemenge kënnen och froe bei de Bierger am Kader vun der Volkszählung, wat de Loyer ass, wéi vill Piècen datt verlount sinn, fir e Mietspigel ze kréien, fir datt mer e besseren Iwwerbléck kréien insgesamt am Land, wat d'Loyeren, déi effektiv Loyere sinn, déi an den Haiser dorëmmer gefrot ginn.

An Dir gesitt, datt dëst Gesetz eng ganz Rei vu Verbesserunge bréngt souwuel fir de Propriétaire, mä och muncher fir de Locataire.

Ech wëll nach eng Kéier soen, datt mir drëm bestrieft waren, fir ee méiglechst gerechten, dee beschtméiglechen Équiliber ze fannen tëschent deene verschidde gelagerten Uleies an Interessen, an ech géif mengen, datt mer dat esou gutt wéi méiglech realiséiert hunn.

Ech soen all deene Merci, déi bereet sinn, dëse Projet de loi ze ënnerstëtzen, an deenen aneren och fir hire Bäitrag.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech hat eng Fro gestallt, wat d'Entrée en vigueur vun dësem Gesetz ugeet, dat heescht, ob déi Dispositioune vum Gesetz sech elo schonn op déi nächst an op déi bestoend Bailën applizéieren an op déi bestoend Prozeduren. Beim 31 an 32 vum Gesetz steet et kloer fest; bei deenen aneren Artikele steet näischt dran.

Ech wier frou, wann Dir mer do kéint soen, wéi Dir et gesitt. Esou wéi ech et elo gesinn, wäert et sech net op déi bestoend Bailën applizéieren.

M. le Président.- Här Minister.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, den Här Henckes soll déi Artikelen 33, 34 a 35 kucken, do kritt hien Äntwerten op seng meeschte Froen.

M. le Président.- Voilà. Mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi.

Vote

De Projet de loi ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmme bei fënnef Nee-Stëmmen a siwen Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Lucien Thiel), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

Mir hunn dann nach d'Motioun, déi vun der honorabeler Madame Spautz déposéiert ginn ass. Kënne mer doriwwer par main levée ofstëmmen?

(Négation)

Gutt, de Vote électronique ass gefrot. Fir d'éischt hunn awer zwee Riedner d'Wuert gefrot. Fir d'éischt den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, wann ech den éischten Dispositiv vun där Motioun hei gesinn, da gëtt do gefrot, fir d'Demandes en logements sociaux auprès des communes ze analyséieren.

Or, ech weess net, ob d'Leit, déi wëlle kafen, ob dat elo wierklech hei d'Problematik ass. Ech hat éischter geduecht, fir d'Logements à loyer oder à loyer modéré, also d'Sozialmietwunnengen, ze ënnersichen. Dat war just nëmmen eng Erklärung.

Dat Zweet ass, ech mengen, datt mer hei d'Regierung opfuerderen e Règlement grand-ducal ze huelen, dee se souwisou muss huelen; a mir fuerdere se op, - d'Regierung -, datt se hire Programm vum 15. Mee 2006 soll exekutéieren.

Ech gesinn net den Intérêt vun esou enger Motioun an. Et sief, datt et kënnt eng Méfiance géint d'Regierung sinn. Mir wäerten ons also fir den Ablack bei dëser Motioun enthalen.

M. le Président.- Den Här Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Bon, mir wäerten eis bei där Motioun hei enthalen. Insbesondere bei deene puer Invitéën, déi do stinn, insbesondere bei deem, wat dann elo effektiv soll presentéiert gi vum Minister, wëssen mir nach net, wat do ganz genau sollt derhannert stoen.

Mer fannen et och erëm eegenaarteg, dass mer e Gesetz stëmmen an nodréiglech kucke mer, ob dat Gesetz dann och elo gutt ass. Et sinn eng ganz Rei vu Froen, déi ee sech am Virfeld hätt kënnen nach stellen an och kucken ze beäntweren, fir d'Gesetz besser kënnen ze maachen.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Mir stëmmen da par vote électronique of iwwert déi Motioun hei.

Vote

D'Motioun ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmme bei enger Nee-Stëmm an 20 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Norbert Haupert), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

A voté non: M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5534 iwwert d'Chambre des Artisans. Et si bis elo ageschriwwen den Här Grethen, den Här Scheuer, den Här Kox an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Lucien Clement.

2. 5534 - Projet de loi portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans

Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi 5534, dee mer haut hei diskutéieren an - ech denke schonn - och ofstëmme wäerten, huet als Objet den Arrêt grand-ducal vum 8. Oktober 1945 iwwert d'Reorganisatioun vun der Chambre des Artisans op verschidde Punkten ze adaptéieren an och ze moderniséieren.

Den Artikel 1 definéiert, wien als Ressortissant vun der Chamber des Métiers ze betruechten ass. En éischte Punkt besteet doranner, d'Notioun vum Ressortissant vun der Handwierkerkummer ze preziséieren, well déi aktuell Definitioun nach aus enger Zäit staamt, wou eng Société commerciale am Beräich vum Handwierk nach guer net esou Usus war. Haut ass et awer esou, datt ronn 64% vun den Entreprisen an der Chamber des Métiers ageschriwwe sinn, eng Société commerciale sinn an net méi, wéi dat fréier de Fall war, en nom personnel fonctionnéieren an dat och nach mat Tendenz steigend.

Fir de bestoenden Text an Aklang mat den heitege Gegebenheeten ze setzen, preziséiert de virleiende Gesetzestext, dass net nëmmen d'Personnes physiques Ressortissantë vun der Chamber des Métiers sinn, mä och d'Personnes morales, déi am Grand-Duché als Handwierker ugesiedelt sinn.

En zweete Punkt seet, datt all Succursalë vum Handwierk als Ressortissant vun der Chamber des Métiers unzegesi sinn. Lëtzebuerg ass wéi och a villen anere Secteuren no an no ze engem ëmmer méi attraktiven Unzéiungspunkt och fir auslännesch Betriber ginn. Och am Handwierk konnt een dës Evaluatioun iwwert déi lescht Jore feststellen. Entweder grënnen auslännesch Betriber bei eis hei am Land Succursalen oder si bidde bei eis Prestations de service aus hirem Pays d'origine un.

Esou zum Beispill kann en däitschen Usträicher, dee säi Firmesëtz net hei zu Lëtzebuerg huet an deen och keng Succursale hei zu Lëtzebuerg huet, mä deem säi Firmesëtz an Däitschland ass, all Dag iwwert d'Grenz fueren, fir seng Servicer hei am Land unzebidden.

Am Moment ass d'Situatioun esou, dass d'Handwierkerkummer all dës Betriber weder erfaasst noch representéiert. Fir deem entgéintzewierken, kritt d'Chambre des Métiers elo d'Méiglechkeet all auslännesch Betriber ze erfaassen, déi entweder ënnert dem Régime vum Droit d'établissement als Succursalen hei am Land etabléiert sinn, oder wéi scho gesot hir Servicer aus dem Ausland bei eis hei am Land ubidden. Dat heescht, all déi

auslännesch Betriber, déi ënnert de Régime vun der Libre prestation de service falen.

Ech wollt an dësem Kontext awer nach e puer Prezisioune ginn. Wat elo déi auslännesch Betriber betrëfft, ob Personnes physiques oder morales, déi sech hei am Land ënnert dem Régime vum Droit d'établissement als Succursale ugesiedelt hunn, do gëtt am Projet de loi ganz kloer festgehalen, dass si sech bei der Chamber des Métiers mussen aschreiwen an dass si sech och un déi national Gesetzgebung hale mussen.

All auslännesche Betrib, Handwierksbetrib, dee Ressortissant bei der Chamber des Métiers ass, gëtt am Géigenzuch gläichgestallt mat de Lëtzebuerger Handwierksbetriber. Si kënnen dann och vun alle Servicer a vun alle Prestatioune profitéieren, déi d'Chambre des Métiers ubitt, an hunn och selbstverständlech datselwecht aktiivt a passiivt Stëmmrecht bei de Wahle vun der Chamber des Métiers.

Wat elo déi auslännesch Betriber ugeet, déi bei eis am Land hir Servicer ubidden ouni sech awer hei etabléiert ze hunn, gëtt preziséiert, dass si net als Ressortissant vun der Chambre des Métiers considéréiert ginn. Si ginn nëmmen, wann een dat esou nennen däerf, als „inscrit", also als ageschriwwe considéréiert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mat Beitrag.

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Ouni Beitrag, Här Gibéryen.

Dës Aschreiwung bei der Chambre des Métiers erfollegt automatesch, an dat «sur communication périodique» vum Minister «ayant l'artisanat dans ses attributions». Des Weidere brëngt dëse Statut als sou genannten Ageschriwwene keng Aschreiwungs- an aner administrativ Onkäschte fir de Betrib mat sech.

Dëse Statut ass och keng Condition préalable fir dës Kategorie vun Entreprisen, fir hir Servicer hei zu Lëtzebuerg ubidden ze kënnen. Och gouf am Text penibel drop opgepasst, dass d'Regele vun der Netdiskriminatioun an der Netofschreckung respektéiert ginn, esou wéi se aus de Jurisprudenze vun der Europäescher Cour de Justice ervirginn.

De Fait, dass d'Chambre des Métiers elo d'Méiglechkeet kritt, souwuel déi auslännesch Succursalë wéi och d'Prestataires de services ze erfaassen, wäert et hir erlaben, besser d'Evolutioun an d'Konkurrenz am Beräich vum Handwierk ze erkennen. Dës Neierung wäert der Chambre des Métiers méi Méiglechkeete ginn, fir d'Evolutioun am Handwierk besser kënnen ze begleeden, besser kënnen ze analyséieren, fir och, wann dat sech als néideg erweist, besser a méi effikass kënnen ze reagéieren.

Ech wëll an dësem Kontext drun erënneren, dass de Statsrot a sengem Avis gemengt huet, dass d'Chambre des Métiers och en mesure muss gesat ginn, dass si d'Kollekt vun de verschiddenen Donnéeë ka virhuelen. Duerfir gouf am Artikel 1 en neie Paragraph 3 agefügt, an ech hunn et scho virdrun ugeschwat, e Paragraph, deen d'Modalitéite vun der Kollekt vun den Donnéeë kläert. Dat Ganzt muss iwwregens am Aklang mat der nationaler Dateschutzgesetzgebung geschéien.

Des Weidere gëtt am Artikel 1 och nach preziséiert, dass déi sou genannten „al Handwierker" op Ufro hi weiderhi kënne Ressortissant bei der Chambre des Métiers ginn oder bleiwen, ënnert der Viraussetzung, dass se hire Beruff conformément zum Droit d'établissement ausgeübt hunn. Déi al Konditioun, dass een op d'mannst huet missen néng Joer säi Beruff ausüben, fir kënne Member bei der Chambre des Métiers ze ginn, gëtt am neien Text fale gelooss.

Am Punkt 2 an am Punkt 3 geet et ëm den Droit de vote an ëm den Droit d'éligibilité. Am Gesetzestext gëtt ënner anerem preziséiert, dass all Ressortissantë vun der Handwierkerkummer, also och d'Personnes morales, d'Recht hunn, sech un de Wahlen an der Chambre des Métiers ze bedeelegen. En plus gëtt de Prinzip bäibehalen, dee seet, dass e Ressortissant, dee méi wéi ee Beruff ausübt, sech nëmmen op enger Wahllëscht an och nëmme fir ee Beruff kann androen. Hie muss dann och an där Branche wielen oder kann an där Branche gewielt ginn, wou hie sech ageschriwwen huet, egal ob hien an der Realitéit oder an der Praxis een oder méi Beruffer ausübt. D'Inscriptioun op eng Wahllëscht gëtt duerch Kritäre geregelt, déi iwwer e Règlement grand-ducal festgeschriwwe ginn.

Ausserdeem gëtt och nach beschriwwen, ënner wéi enge Konditiounen eng Personne morale wielen däerf an ënner wéi enge Konditioune se éligibel ass. Et ass jo gewosst, dass eng Personne morale u sech net ka selwer agéieren, mä duerch eng Persoun an hiren Akte muss representéiert ginn. D'Kommissioun huet hei der Propositioun vum Statsrot Rechnung gedroen, deen a sengem Avis vum 4. Juli 2006 iwwert d'Wahlrecht an den Droit d'éligibilité dës Persoun esou definéiert:

All Personne morale wéi och succursale, déi Member bei der Chambre des Métiers ass an deementspriechend och d'Wahlrecht besëtzt, gëtt duerch déi Persoun representéiert, déi Titulaire vun der Autorisation d'établissement ass. Et ass och déi Persoun, déi éligibel ass, an déi par définition dann och an d'Gremië vun der Chambre des Métiers ka gewielt ginn. Ausserdeem preziséiert de Gesetzesprojet och nach, wéi eng Personne morale oder physique ka wielen, wann den Titulaire vun der Autorisatioun net méi present am Betrib ass, oder am Fall vum Doud oder der Invaliditéit vum Titulaire de l'autorisation oder vum Handwierker selwer. Et ass an dëse Fäll déi Persoun, op déi déi provisoresch Autorisatioun, also déi provisoresch Genehmegung ausgestallt ass.

Des Weidere gëtt festgehalen, dass de Ressortissant 18 Joer accomplis muss hunn, fir kënnen ze wielen, an dass hien 21 Joer accomplis muss hunn, fir kënne gewielt ze ginn. Zu gudder Lescht limitéiert den Text dann och d'Altersgrenz mat dëse Wierder: «La fonction de membre de la Chambre des Métiers prend fin au moment où l'intéressé a atteint l'âge de 72 ans.»

D'Artikele 4 a 5 definéiere, wat fir eng Persounen exclus si vum Droit de vote an der Éligibilitéit a ginn och all Ressortissant vun der Chambre des Métiers d'Recht, bei der Regierung géint eng Wahl ze kloen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, dass mer dëse Projet de loi nach virun der Summerpaus zur Ofstëmmung brénge konnten, well et ass en urgent an e wichtegt Gesetz fir d'Chambre des Métiers, déi, wéi Der jo sécherlech alleguerte wësst, 2007 hir Wahlen huet, ergo och hir Organer nei besetze muss. D'Virbereedungen heizou wäerte mat Sécherheet dësen Hierscht ulafen.

Duerch dëst Gesetz kréien elo och déi auslännesch Betriber, déi a Form vun deene Succursalen hei zu Lëtzebuerg etabléiert sinn, eng Chance fir mat hirer Stëmm op sech opmierksam ze maachen. Duerch zousätzlech Ressourcen iwwert de Wee vu Cotisatioune wäert d'Chambre des Métiers méi fit ginn a sech méi Méiglechkeete crééieren, fir zukünfteg Aufgaben ze bewältegen.

Här President, wat elo d'Aarbechten an der Kommissioun ugeet, bleift ze soen, dass mir de Projet an den Avis vun der Chambre des Métiers an enger éischter Sitzung analyséiert hunn, wou ech dann och als Rapporteur bestëmmt gouf. An enger zweeter Sitzung gouf den Avis vum Statsrot gekuckt souwéi de Rapport ugeholl.

De Statsrot huet ausser verschidden textuellen Ännerungen, deene sech d'Commission des Classes moyennes ralliéiert huet, sech mam Projet averstanen erkläert. De Statsrot huet awer och a sengem Avis dovu geschwat, dass hien zousätzlech Verständnisfroen un den Här Minister Boden geriicht huet. Am Kader vun der Äntwert vum Ministère, déi sech a Form vun engem Bréifwiessel ofgeweckelt huet, schwätzt de Statsrot dunn a sengem Avis vun engem Amendement. En Amendement, deen de Statsrot akzeptéiert, mä deen awer zu deem Zäitpunkt der Kommissioun net virlouch. Mir kruten dunn dëse Bréifwiessel tëschent dem Ministère an dem Conseil d'État nogereecht, an e gehéiert elo och als Document parlementaire zum Projet de loi. Iwwert dëse Wee, Här President, konnt dëse klenge prozeduralen Incident eliminéiert ginn.

Dat gesot, wëll ech dann och schléissen, soe selbstverständlech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi. Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Grethen. Här Grethen!

Discussion générale

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, no deem méi wéi ausféierleche Rapport vum honorabelen Här Clement, deem ech fir seng Aarbecht félicitéieren däerf, wéilt ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Den Här Scheuer huet d'Wuert.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Jo, Här President, ech schléisse mech deene schéine Wierder vu mengem Virriedner un an ech soen och dem Rapporteur villmools Merci fir säin excellente Rapport. Ech wollt dem Här Minister awer eng Fro stellen.

Wann een nokuckt, wat den Impakt vun auslännesche Firmen, vun auslänneschen Handwierkerentreprisen op d'Lëtzebuerger Ekonomie a virun allem op de ganzen Handwierkssecteur ass, da muss ee feststellen, dass ee wéineg Dokumentatioun an de Publikatioune vum Statec fënnt. Or, et ass kloer, dass mir fir d'Grenzregioun net nëmmen direkt Arbeitgeber stellen, mä och vill dozou bäidroen, dass Firmen aus der Grenzregioun hei zu Lëtzebuerg schaffe kënnen.

Ech hat viru Joren eng Kéier eng Question parlementaire gestallt, fir déi Plus-valuen, déi fir déi Entreprisen entstinn, chiffréiert ze kréien. Dat war gelongen. Vläicht kënnt Dir elo oder méi spéit eng Kéier den Impakt vun den auslänneschen Entreprisen op d'Lëtzebuerger Ekonomie, op de Lëtzebuerger Artisanat duerstellen.

Et gëtt eng interessant Donnée an de Pabeiere vum Statec, do steet dran, dass d'Penetratioun vun den auslänneschen Entreprisen am Secteur vum Bau 110% bedréit. Dat heescht, et si méi auslännesch Entreprisen, déi hei schaffen, wéi lëtzebuergesch Entreprisen. Et geet jo hei ëm wichteg wirtschaftlech Donnéeën, déi schonn interessant wären, wa mer se wéissten.

Domat iwwerbréngen ech natierlech och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Den Här Kox.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Ma ech wëllt mech deene Wierder vu menge Virriedner uschléissen a soen dem Här Clement Merci fir säi schréftleche wéi mëndleche Rapport a brénge selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun.

M. le Président.- Den Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ech maachen et och kuerz. Ech wollt awer e puer Wuert soen, fir engersäits d'Wichtegkeet vum Lëtzebuerger Handwierk ze ënnersträichen, wou mer gesinn, datt eis Betriber, déi vu Lëtzebuerger Gérantë gefouert ginn, lues a lues zréckginn, sou datt mer frou sinn, datt mer Auslänner hunn, déi do asprangen. Mir gesinn, datt d'Successioun a praktesch zwee Drëttel vun de Betriber net garantéiert ass. Dat just als generell Remarque. Duerfir gesi mir och de Sënn an de Wäert vun dësem Gesetz an.

Ech hu bei der Lecture vun deem Text allerdéngs eng gewësse Kontradiktioun fonnt, wou ech och frou wär, wann de Minister eis vläicht kënnt doriwwer Opschloss ginn. An zwar gëtt gesot: «Sont ressortissants de la Chambre des métiers: (…) d) tous les anciens artisans qui en font la demande pourvu qu'ils aient exercé leur profession dans les conditions prévues...», an esou weider. Méi wäit hanne steet dann: «La fonction de membre de la Chambre des métiers prend fin au moment où l'intéressé a atteint l'âge de 72 ans.»

Dozou kéint ee schonn emol soen, wann dat Leit sinn, déi wierklech nach am Handwierk schaffen, déi nach gutt sinn, gesinn ech de Sënn éischtens vun där Moossnam net an. Ech géif éischter gesinn, datt een dat un d'Aktivitéit telle quelle hätt solle bannen.

Da geet et weider: «Elle prend également fin au moment où le membre sur lequel repose l'autorisation ministérielle d'une entreprise quitte la gérance technique ou au moment de la dissolution ou de la faillite de l'entreprise ou de la succursale.» Mir schéngt eng Kontradiktioun doran ze bestoen, wéi gesot, datt gesot gëtt «les anciens (…) qui en font la demande», an et awer bei 72 Joer soll eriwwer sinn.

Op d'Allermannst misst een et explizéieren. An ech wëll och soen, woufir ech dee Punkt hei opgegraff hunn: Well mer och an anere Chamberen de Problem hu vun deenen, déi opgehalen hunn an eventuell d'Wahlrecht dann nach wëlle behalen.

Ech hunn elo grad gesot, ech gesinn et éischter verbonne mat der Aktivitéit, mam Intérêt, deen déi Persoun huet, egal wat fir en Alter datt se huet. Mä si huet ënner Ëmstänn keen Intérêt méi, wa se komplett mat hirer Aktivitéit opgehalen huet.

Här Minister, Dir sidd gläichzäiteg Minister vun der Agriculture. Mir hunn deeselwechte Problem an deem Secteur. En ass scho ganz al an ech wëll hei soen, datt ech selwer 1991 eng Proposition de loi erabruecht hunn, déi dora bestanen huet, fir den Ancienen eng Vertriedung an deem Gremium ze ginn, déi awer limitéiert ass.

Am Secteur vun der Landwirtschaft ass et esou, datt d'Retraitéën d'Majoritéit hu par rapport zu den Aktiven. An dat huet och iergendwou Répercussiounen am Wahlresultat, an der Representatioun vun deem Beruff. Duerfir ass et noutwendeg, datt een dat propper kläert.

Äre Projet ass am Januar 2006 hei deponéiert ginn. Haut stëmme mer d'Gesetz. Eng Proposition de loi, déi vun der Chamber ausgeet, déi schonn zënter 1991 do läit, huet bis elo nach keng Suite fonnt. An ech wollt drun erënneren, datt mer hei décidéiert hunn, datt all Gesetzesinitiativen, déi vu Volleksvertrieder kommen, solle genau esou traitéiert gi wéi d'Projete vun der Regierung. Duerfir géing ech froen, datt am Secteur agricole, wou dee Problem do wierklech besteet, déi Proposition de loi géing op de Métier geholl ginn an der zoustänneger Kommissioun, an datt och an deem Secteur dee Problem géing geléist ginn.

Hei allerdéngs, Här Minister, wär ech frou, wann Der eis eng Erklärung kéint doriwwer ginn, wéi dat dann do ze verstoen ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Den zoustännege Minister, den Här Fernand Boden.

(Interruption)

Här Bettel, wëllt Dir Iech nach aschreiwen?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat kann nach sinn.

M. le Président.- Parole après Ministre. Här Minister!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, de Wonsch ass, fir d'Äntwert kuerz ze maachen. Hei an dësem Gesetzesprojet ginn eenzel Dispositioune vum Arrêté grand-ducal modifié vum 8. Oktober 1945 geännert. Déi Ännerunge sinn ze gesinn am Virfeld vun den nächste Wahle fir d'Handwierkskummer.

De Rapporteur Lucien Clement, deem ech Merci soe fir säin detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport, ass op déi wichteg Bestëmmungen agaangen. Ech wëll dat also net nach eng Kéier widderhuelen, mä wichteg ass vläicht ervirzeträichen, datt et hei drëm geet kloerzestellen, datt och Personnes morales sech kënnen un de Wahle bedeelegen an datt se och éligibel sinn. Den Här Clement huet gesot, datt haut 64% vun den ageschriwwene Memberen eng Personne morale sinn. Déi Tendenz ass steigend. Dat heescht, datt et scho wichteg ass, déi Problematik do ze klären.

Dann huet hien och drop higewisen, datt d'Prestataires de service, déi also net hei etabléiert sinn, répertoriéiert ginn; dat awer am Aklang mat de communautären Dispositiounen. Si brauchen also net eppes ze bezuelen an däerfen och net dowéinst méi spéit ufänken hei ze schaffen, mä et geet drëm, datt d'Handwierkskummer en Iwwerbléck kritt iwwer all déi Aktivitéiten, déi am artisanale Secteur hei gemaach ginn. Duerfir ass et wichteg, datt se och matgedeelt kréien, wat fir Betriber hei Prestation de services maachen. An da ginn d'Wahlrecht an och d'Wielbarkeet preziséiert a kloergestallt, fir datt do och méi Rechtssécherheet ass.

Den Här Scheuer huet gefrot, fir Statistiken doriwwer ze kréien, wéi vill vun de Firmen aus der Grenzregioun am Artisanat hei generéiert gëtt un Investitiounen. Dat ass natierlech ganz schwéier ze soen. Ech géif zwar soen, datt an de Statistike vun der Handwierkskummer relativ vill esou Detailer sinn. Et misst een déi vläicht nokucken. Ech ka just soen, datt an eise Statistiken, esouwäit mir dat iwwerblécken, ronn 50% vun de Betriber hei Prestation de services maachen a 50% och hei etabléiert sinn. Bei deene Betriber, déi hei etabléiert sinn, sinn der eng ganz Partie aus der Groussregioun, déi am Fong hei en zweet Standbeen hunn.

Doriwwer hu mer schonn am Rapport d'activités eng Rei vun Donnéeë ginn. Mä dat wat den Här

Scheuer gefrot huet, wat se hei erwirtschaften, do misst ee vläicht d'Statistike vun der Handwierkskummer nach eng Kéier nokucken. Ech mengen, de Statec erfaasst dat och net esou ,wéi een dat am Fong gären hätt. Allgemeng wëll ech soen, datt mer frou wären, e bësse méi detailléiert Statistiken iwwert d'ganz Handwierksbranchen an deenen hir Aktivitéite vun do ze kréien.

Den Här Mehlen huet gefrot, wéi et mat deene vun 72 Joer wier. Also, ech muss soen, beim Artisanat war dat keen esou e grousse Problem, wéi et an der Agrarwelt de Fall war. An do ass et och esou akzeptéiert, datt Memberen, déi etabléiert waren, wa se nach keng 72 Joer hunn, esouguer wa se net méi aktiv sinn, kënne froen, fir Ressortissants vun der Chamber ze ginn.

(Interruption)

Also Ressortissants avec droit de vote. Gutt.

An de Problem ass, wann ee gewielt ginn ass - ech soen elo - mat 70 Joer, dann hält säi Mandat op mat 72 Joer. Dat heescht, de Mandat geet net iwwer 72 eraus. Et ass esou, wéi dat ze verstoen ass.

Da wëll ech vläicht trotz allem nach ee Wuert soen, wat d'Handwierk duerstellt. Dat si 4.000 Entreprisë mat ronn 55.000 Salariéen. Wann ech do eng schnell Divisioun maachen, da mécht dat ronn 15 Salariéë pro Betrib. Dat heescht, mir hunn hei zolidd handwierklech Betriber. An der Strukturentwécklung ass et an déi Richtung gaangen, datt mer manner Betriber hunn am Artisanat, mä méi Salariéen. Dat heescht, d'Zuel vun de Salariéen ass an d'Luucht gaangen. Et ass eng gewësse Konzentratioun an eng Vergréisserung vun de Betriber komm.

Wat d'Handwierk duerstellt, do wëll ech nëmmen zwou Zuele soen: 16% vun der Zuel vun de Betriber an 20% vun der Beschäftegtenzuel. Et ass also schonn e Secteur, deen en zolitte Peiler vun der Lëtzebuerger Ekonomie duerstellt.

D'Handwierkskummer huet eng ganz Rei vun Aufgaben. Ech wëll se elo net nach eng Kéier hei am Detail opzielen, mä ech wëll och vun der Geleeënheet profitéieren, fir ze soen, datt se eng gutt Aarbecht leeschten, datt se d'Vertraue vun hire Memberen hunn. Ech mengen, och déi Avisen, déi se maachen, déi Kontakter, déi se mat den Autoritéiten a mat aneren hunn, si ganz gutt. Si vertrieden d'Handwierk op eng würdeg a gutt Aart a Weis. Ech wëll hinnen, wéi gesot, dofir Merci soen.

Ech wëll och derbäi soen, datt mir d'Handwierkskummer zolidd ënnerstëtzen, well et am Prinzip hei am Land esou ass, datt mir eng Partie vu Missiounen, déi normalerweis de Stat, de Ministère géif maachen, un d'Handwierkskummer ofginn hunn. A se maachen déi zur Zefriddenheet vun eis. Mir ginn hinnen dofir ronn dräi Milliounen Euro pro Joer, déi Dir jo stëmmt, woufir ech Iech dann och Merci soen.

Dann, als lescht Remarque wëll ech just soen, datt mer amgaange sinn en drëtte Méijoresprogramm, e Plan d'action en faveur des PME, auszeschaffen. An ech denken, datt am Laf vun där nächster Sessioun mer och kënnen dee Plan d'action hei an de Chamber diskutéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Debatt ukomm.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. De Vote fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut de Moien. Haut de Mëtten ass déi nächst Sitzung um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.12 heures)

MERCREDI, 12 JUILLET 2006

49E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution

2. 5576 - Projet de loi permettant aux Luxembourgeois nés à l'étranger de conserver la qualité de Luxembourgeois et abrogeant les articles 25,8° et 46 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution

4. 5352 - Projet de loi

1. concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle;
2. modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et certaines autres dispositions légales;
3. modifiant la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;
4. modifiant la loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif;
5. modifiant la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
6. modifiant la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme;
7. modifiant la loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse;
8. modifiant la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 5435 - Projet de loi

1. complétant le statut de la société européenne (SE) pour ce qui concerne l'implication des travailleurs et
2. modifiant la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes

(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5501 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
2. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;
3. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi

(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

M. le Président.- Mir kommen dann zum Projet de loi 5576 iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Flesch, d'Madame Err, den Här Braz an den Här Henckes. Fir d'éischt huet d'Wuert de Rapporteur, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers.

1. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ier ech mat mengem Rapport ufänken, wëll ech am Numm vun der Verfassungskommissioun den Dépôt maache vun enger Proposition de révision constitutionnelle. Mir proposéieren den Artikel 10 vun der Verfassung ofzeschafen, dee virgesäit, dass d'Naturalisatioun nëmmen duerch Gesetz kann accordéiert ginn. Ech ginn Iech dann déi Proposition de révision.

- Proposition de révision N°5595 de l'article 10 de la Constitution

Ech géif Iech bieden déi dann och op dee Wee, dee virgesinn ass, weiderzeginn, notamment un d'Regierung an un de Conseil d'État.

M. le Président.- Merci, Här Meyers.

2. 5576 - Projet de loi permettant aux Luxembourgeois nés à l'étranger de conserver la qualité de Luxembourgeois et abrogeant les articles 25,8° et 46 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise

Rapport de la Commission juridique

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de 17. Mee vun dësem Joer huet de Justizminister Luc Frieden hei an der Chamber e Gesetzesprojet deponéiert, dee virgesäit, datt d'Lëtzebuerger, déi am Ausland gebuer sinn an eng auslännesch Nationalitéit hunn, hir Lëtzebuerger Nationalitéit net méi verléieren; datt se d'Lëtzebuerger Nationalitéit behalen, och wann déi Deklaratioun, déi am Gesetz virgesinn ass, net gemaach gëtt.

Fir dat Zil ze erreeche mussen zwee Artikele vum Gesetz vun 1968 ofgeschaf ginn, dat sinn d'Artikelen 25,8° a 46.

Wat gesinn déi zwee Artikele vir?

Den Artikel 25 zielt am Ganzen aacht verschidde Situatiounen op, bei deenen ee Lëtzebuerger seng Nationalitéit verléiere kann. De Punkt aacht, deen haut zur Diskussioun steet an ofgeschaf soll ginn, gesäit Folgendes vir: Ee Lëtzebuerger, deen am Ausland gebuer ass, deen am Ausland eng aner Nationalitéit kritt huet, verléiert d'Lëtzebuerger Nationalitéit, wann hien net eng Deklaratioun mécht, déi hie ka maachen, wann hien zënter 18 Joer am Ausland wunnt a wann den Délai vun 20 Joer eriwwer ass. Déi Deklaratioun muss gemaach ginn hei zu Lëtzebuerg an déi Deklaratioun muss och all 20 Joer widderholl ginn.

Den Artikel 46 gesäit vir, dass den Délai vun deenen 20 Joer an där Deklaratioun muss gemaach ginn, dass deen uleeft op den 1. Januar 1987 a mam 1. Januar 2007 zu engem Enn kënnt. Bis dohi mussen also déi éischt Deklaratioune gemaach gi vun deene Lëtzebuerger, déi am Ausland gebuer goufen, déi do eng aner Nationalitéit kritt hunn an déi méi wéi 18 Joer al ware wéi dat Gesetz komm ass.

Wéi 1986 dat Gesetz gestëmmt ginn ass, war nach déi allgemeng Opfaassung, ganz sécher och hei an der Chamber, dass eng Persoun prinzipiell keng zwou Nationalitéiten hu soll. Dofir war dann och virgesinn, dass ee sech misst ausdrécklech duerch eng Deklaratioun zu der Lëtzebuerger Nationalitéit bekennen an och froen, fir déi ze behalen.

D'Meenungen hunn awer an deenen 20 Joer geännert. Engersäits stelle mer fest, dass mer ganz vill Leit hei am Land hunn, déi elo schonn eng duebel Nationalitéit hunn. D'Regierung selwer huet an hirer Regierungserklärung gesot, dass se och den Auslänner, déi op Lëtzebuerg kommen, wëllt erlaben, hir Nationalitéit ze behalen, dass se also eng duebel Nationalitéit kéinten hunn.

Am Hibléck op esou eng Ännerung wär et natierlech ontragbar, wann een de Lëtzebuerger, déi am Ausland gebuer sinn, och elo nach géif déi Dispositioune vun 1986 operleeën a se forcéieren déi Deklaratioun, déi d'Gesetz virgesäit, ze maachen, a wa se déi net géife maachen, géife se hir Nationalitéit verléieren.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, souguer wann et déi Méiglechkeet vun där duebeler Nationalitéit, déi en vue ass, net géif ginn a wann déi net verwierklecht géif ginn, da kann een trotzdeem der Meenung sinn, dass déi Bestëmmunge vum Artikel 25,8° a 46 net am Sënn vun enger gudder Gesetzgebung sinn; och wann dat d'Meenung vun den Deputéierten an den 80er Jore war.

Well den Artikel 25,8°, dee mer haut ofschafen, déi Dispositioun, déi mer ofschafen, verbitt déi duebel Nationalitéit net, au contraire. Si erlaabt och de Lëtzebuerger, déi am Ausland gebuer sinn an eng aner Nationalitéit hunn, Lëtzebuerger ze bleiwen, mä d'Gesetz forcéiert déi Leit eng ausféierlech Deklaratioun ze maachen an d'Gesetz forcéiert se déi Deklaratioun all 20 Joer ze maachen, fir dass se Lëtzebuerger kënne bleiwen.

Vill Persounen, déi elo an den Délai komme fir déi Deklaratioun ze maachen, maache se vläicht net. Den Exposé des motifs huet eng ganz Rei Grënn opgezielt, an ee Grond ass deen, dass vill Leit net dorun denken, well d'Bierger, och déi, déi am Ausland liewen, hu jo aner Gedanken ze féiere wéi all Dag un hir Lëtzebuerger Nationalitéit ze denken.

Et ginn och aner Grënn, notamment deen, dass ee speziell op Lëtzebuerg misst komme fir déi Deklaratioun ze maachen, well se muss gemaach beim Officier de l'État civil. A wann ee jo keng aner Residenz hei zu Lëtzebuerg huet, misst se gemaach gi beim Officier de l'état civil vun der Gemeng Lëtzebuerg. Dat kann och fir déi Leit do mat grousse Käschte verbonne sinn, jee nodeem wou se hierkommen.

Am Sënn vun enger besserer Législatioun gëtt et, ausser der duebeler Nationalitéit, och aner Grënn fir déi do Dispositiounen ofzeschafen.

Doduerch dass mer den Artikel 25,8° an den Artikel 46 vum Gesetz vun 1968 ofschafen, behalen also d'Lëtzebuerger, déi am Ausland gebuer sinn, déi do eng aner Nationalitéit, duerch wellech Ëmstänn sief et och, kritt hunn, an déi elo nach am Ausland wunnen, hir Nationalitéit, ouni dass se déi Deklaratioun brauchen ze maachen, ouni dass se administrativ Démarchë brauchen ze maachen, an dat ass am Sënn vun deene Bierger. Dat ass am Sënn och vun enger besserer Organisatioun, och vun de Lëtzebuerger Verwaltungen, déi domat befaasst waren.

Déi zwee Artikelen, déi mer ofschafen, sinn zënter dem 1. Januar 1987 a Kraaft. Si hunn awer bis haut keng juristesch Effetë gehat, well déi Effeten eréischt no 20 Joer entstane wären, dat heescht nom 1. Januar 2007. Et brauchen dofir och keng Iwwerganksbestëmmungen an deem Gesetz hei virgesinn ze ginn, well keng juristesch Effeten do waren.

De Statsrot ass mam Text d'accord. Hien hat proposéiert den Intitulé ze änneren. D'Kommissioun war awer der Meenung, fir eng besser Visibilitéit vum Gesetz ze hunn, soll een den Intitulé, esou wéi d'Regierung e proposéiert hat, bäibehalen.

Déi zoustänneg Kommissioun huet mat enger ganz grousser Majoritéit deen Text hei approuvéiert an ech géif och d'Chamber bieden, dem Projet hir Zoustëmmung ze ginn, esou wéi d'Kommissioun e proposéiert. Ech kann heimat och den Accord vun der CSV bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Colette Flesch.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President.

De Rapporteur huet elo ganz genee exposéiert, wat de Problem ass. Déi Dispositiounen, déi 1986 gutt gemengt waren, hunn hautdësdags am Fong keng Daseinsberechtegung méi, an engem Moment wou mer driwwer nodenke wéi ee soll e Gesetz iwwert d'Nationalitéit adoptéieren, wat d'duebel Nationalitéit erméiglecht.

D'gesellschaftspolitesch Situatioun huet sech geännert. Gewéinlech ass de Législateur ganz staark en retard op d'gesellschaftspolitesch Modifikatiounen. Hei hu mer just nach mat Zäit gemierkt, dass mer eppes maache missten.

Ons Fraktioun ass mat deem Gesetzprojet d'accord.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Lydie Err.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech mengen och, dass et sech eriwwregt nach eng Kéier op den Detail vum Projet anzegoen, no den Explikatioune vum Rapporteur, dee wéi ëmmer am Detail a ganz richteg alles erklärt huet.

Ech wëll mech dofir hei op zwee, dräi Punkte limitéieren, an zwar wëll ech zréckkommen op d'Gesetz vun 1986, wou déi Méiglechkeet vun där Déclaration conservatoire hei agefouert ginn ass, déi, wéi de Rapporteur et richteg gesot huet, bis elo keng Uwennung fonnt huet. A mir sinn am Fong elo do, fir wierklech am richtege Moment déi Ännerung virzehuelen, fir ze évitéieren, dass d'Leit hir Lëtzebuerger Nationalitéit verléieren aus iergendwelleche prakteschen Iwwerleeungen eraus. Ech mengen och, dass dat richteg ass, an dass et gutt ass, dass mer dat maachen.

Ech mengen, dass et och wichteg ass ze ënnersträichen, dass dat Gesetz sech hei net applizéiert op déi Lëtzebuerger, déi am Ausland eng aner Nationalitéit ugeholl hunn an déi automatesch virgesäit, dass se, fir déi ze kréien, hir Nationalité d'origine mussen opginn. Ech weess net wéi vill Länner dat sinn, mä et betrëfft also elo net jidder Lëtzebuerger, deen am Ausland ass an deen d'Nationalitéit vu sengem État de résidence ugeholl huet; wat mech do zu enger Reflexioun féiert iwwert deen neie Projet de loi iwwert d'duebel Nationalitéit, mat deem mer - huelen ech un - den Hierscht befaasst ginn.

Hei steet am Rapport eng Remarque dra beim Commentaire des articles: «Il est à souligner que cette loi ne s'appliquera pas au cas de figure». Ee Momentchen, neen et ass déi falsch Zitatioun. Dach et ass se: «ne s'appliquera pas au cas de figure d'un Luxembourgeois de souche», an ech wollt am Fong op déi Parenthèse do agoen.

Ech fannen, dass et héich Zäit ass, dass mer am Kader vun den Naturalisatiounen an och am Kader vun deem neien Nationalitéitsgesetz, wat kënnt, ophalen déi Differenz ze maachen zwësche Luxembourgeois de souche a Luxembourgeois de naturalisation. An dat implizéiert a mengen Aen och, dass et richteg wier, dass an deem Gesetz, wat iwwert d'duebel Nationalitéit kënnt, déi Nuancen hei ofgeschaf ginn, well et bréngt net vill eng Diskriminatioun ofzeschafen an eng aner Diskriminatioun bäizebehalen. Hei ass also déi Geleeënheet oder ni, fir mat engem Schlag zwou Mécken ze treffen, an ech hoffen, dass mer dat packen.

Ech denken dofir, dass et och kloer ass, dass wéinst dem Changement an de Mentalitéiten iwwert d'duebel Nationalitéit zweifelsohne och déi Ofschafung zwëschen echte Lëtzebuerger a gemaachtene Lëtzebuerger, wéi et am Sproochgebrauch heescht, an engems géif goen. Et wär sécherlech wënschenswäert.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Den Här Braz huet d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Déi gréng Fraktioun gëtt natierlech och hir Zoustëmmung fir dee Projet. Ech soen och dem Här Meyers Merci fir säi Rapport zu dëser Matière.

Et wär natierlech gutt gewiescht, wann een dës Proposition de loi hätt kënne gläichzäiteg mat där iwwert d'duebel Nationalitéit diskutéieren. Dat hätt sécher méi Sënn gemaach, fir all déi Considératiounen do zesummen ze évoquéieren. Bon, de Justizminister huet de Projet de loi net - wéi ugekënnegt - scho virum Summer déposéiert. Mir wäre frou, wann de Justizminister eis herno a senger Äntwert zu dësem Projet de loi kéint soen, wéini dann definitiv mat dem Dépôt vun dësem Projet de loi ze rechnen ass.

Dat gesot, wëll ech och dat, wat d'Madame Err grad gesot huet, am Numm vun der grénger Fraktioun ënnerstëtzen. Deen Distinguo do mécht kee Sënn an et wär gutt, wa mer deen am Kader vum Projet de loi iwwert déi duebel Nationalitéit kéinten aus der Welt schafen.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech wëll och dem Rapporteur Merci soen, deen déi grouss Portée an Technicitéit vun dësem Gesetz ervirgestach huet.

Am Liewe muss ee Choixen treffen, a mir sinn der Meenung, datt de Wee vun der duebeler Nationalitéit net dee richtegen ass. Dofir stëmme mir géint dat Gesetz.

M. le Président.- Voilà. Da si mer um Enn vun dëser Debatt. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Justizminister Luc Frieden.

(Interruptions diverses)

Den Här Justizminister huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Dëst Gesetz, wat hei op eng breet Zoustëmmung trëfft, ass e Gesetz wat eng grouss Wichtegkeet huet fir vill Lëtzebuerger, déi zënter laangem am Ausland wunnen. Ech mengen et ass gutt, datt mer hinnen dat Stéck Lëtzebuerg, wat déi Leit duerstellen, och wa se sech geographesch vun eis entfernt hunn an datt se awer de Wëllen ausgedréckt hunn, doduerch datt se hir Nationalitéit net opginn hunn, fir Lëtzebuerger ze bleiwen, och net ewechhuelen duerch eng administrativ Hürd, déi virun 20 Joer virgesi gi war.

Ech mengen et ass richteg, datt mer deene Leit, déi zënter laangem am Ausland wunnen als Lëtzebuerger an déi wëlle Lëtzebuerger sinn, d'Lëtzebuerger Nationalitéit loossen, ouni datt se dann elo do mussen eng Deklaratioun maache fir déi Nationalitéit kënnen ze behalen. Aus der Siicht vun haut - an dofir hunn ech am Numm vun der Regierung dee Projet de loi déposéiert - mengen ech, géing dat kee Sënn maachen, iwwregens onofhängeg vun allen Diskussioune ronderëm d'Aféierung vun der duebeler Nationalitéit. An ech hätt dëse Projet och gemaach - soen ech dem Kolleeg vun der grénger Fraktioun - am Intérêt vun deene Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, wa mer net géingen iwwert d'Aféierung vun der duebeler Nationalitéit schwätzen.

Et ass selbstverständlech, datt mer elo och dat Gesetz, wat mer hei stëmmen, mussen deene Lëtzebuerger am Ausland iergendwéi matdeelen. Mir wäerte versichen iwwert de Wee vun eisen Ambassaden, eise Konsulater, mä och deene vun de Länner, wou d'Lëtzebuerger am Ausland sech meeschtens hiwennen - an dat si virun allem d'hollänesch an d'belsch diplomatesch Vertriedungen -, deenen dat och matzedeelen, sou datt d'Leit, déi also am Ausland wunnen, och wëssen, datt se keng extra Deklaratioun musse maache fir kënne Lëtzebuerger ze bleiwen.

Zum Schluss ee Wuert iwwert de Projet de loi iwwert d'duebel Nationalitéit. Dee Projet de loi hunn ech effektiv net an de Regierungsrot bis elo abruecht, well do am Fong zwee Elementer sinn, déi ech gäre géing an deem Projet de loi berücksichtegen.

Deen éischten ass déi extrem wichteg Verfassungsännerung, déi den honorabelen Här Meyers elo virun e puer Minutten hei an der Chamber déposéiert huet. Wann d'Chamber op dee Wee geet, fir an deenen nächste Méint - esou wéi hei an där Propositioun proposéiert - d'Naturalisatioun duerch de Pouvoir législatif ofzeschafen, da verlaangt dat, mengen ech, datt mir och an eisem Projet de loi deem direkt Rechnung sollen droen, well et huet jo kee Sënn, datt mer an zwee oder dräi Méint e ganz neie Projet schreiwen.

Zweetens - wat den Inhalt ubelaangt - sinn ech der Meenung, datt d'Konditiounen iwwert d'Aféierung vun der duebeler Nationaltéit e largen Débat verlaangen, datt wa méiglech eng Majoritéit soll hannert deem Projet stoen, déi iwwert d'Grenze vun där traditioneller parlamentarescher Majoritéit, dat heescht eng Stëmm méi wéi d'Halschent vun den Deputéierten, soll stoen. Dofir hunn ech et noutwendeg fonnt, datt mer iwwer eng Rei vun deenen Iddien, déi ech op de Wee bruecht hunn: iwwert d'Residenzdauer, iwwert d'Sproochekenntnisser an iwwert de Code d'instruction civique, eng breet Debatt géinge féieren.

Déi Debatt ass nach net ganz ofgeschloss, mä ech wëll lech awer soen, dass et d'Intentioun vun der Regierung ass, fir nach dëse Mount d'Grondprinzipien, déi aus deene Gespréicher, déi ech mat alle Fraktiounen hei am Haus gefouert hunn, erausgaange sinn, ofzehaken a wann d'Regierung déi Prinzipië festgeluecht huet, fir dee Projet de loi, deen zu 90% fäerdeg ass, dann och kënnen am September an d'Parlament anzebréngen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

(Interruption)

Jo, Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Heescht dat dann elo, dass Der eréischt wëllt de Projet déposéieren nodeems d'Ofännerung vum Artikel 10 gemaach ginn ass, deen net d'Voie parlementaire wëllt ganz ofschafen, wéi Der gesot hutt, mä se deelweis nach soll bestoe bleiwen, oder wëllt Der schonn de Projet déposéieren nach ier dat geschitt ass, awer a Konformitéit vun där envisagéierter Ofännerung?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Sou ass et. Ech hunn effektiv dee Projet de loi am Numm vun der Regierung wëllen - wann d'Regierung dann domat d'accord ass - déposéieren en tenant compte vun där Proposition de révision vun der Constitutioun, esou wéi de President vun der Institutiounskommissioun se de Mëtten hei déposéiert huet.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Fernand Diederich), Roland Schreiner (par M. John Castegnaro) et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den Här Meyers freet d'Wuert fir en Dépôt.

3. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Jo, Här President, ech hu virun e puer Minutten d'Proposition de révision vum Artikel 10 vun der Verfassung déposéiert. Elo maachen ech hei den Dépôt vun der

- Proposition de révision N°5596 de l'article 16 de la Constitution.

Dës Propositioun soll den Artikel 16 vun der Verfassung mat engem neien Alinea complétéieren.

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Déi Propositioun geet an déi normal Prozedur. Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5352 iwwert d'Société européenne. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Klein, den Här Braz, den Här Henckes an den Här Jaerling.

Vu datt et sech hei ëm en ausserguewéinlech komplexe Projet handelt, wou de Rapporteur sech eng Hälleméi ginn huet, fir e substanzielle Rapport ze proposéieren, denken ech an hu mir och gesot, datt eng Riedezäit vun zéng Minutten net duergeet.

Ech géif d'Chamber froen, ob se domat d'accord wär, datt de Rapporteur, vu datt d'CSV-Fraktioun gemellt huet, si hätt kee Riedner dozou, e groussen Deel vun hirer

Zäit ka mat eriwwerhuelen, fir effektiv d'Chance ze hunn, fir tant soit peu dee komplizéierte Projet duerzeleeën.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment et interruptions diverses)

Här Rapporteur Santer, Dir hutt d'Wuert.

4. 5352 - Projet de loi

1. concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle;

2. modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et certaines autres dispositions légales;

3. modifiant la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

4. modifiant la loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif;

5. modifiant la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

6. modifiant la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme;

7. modifiant la loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse;

8. modifiant la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Merci villmools, Här President. Endlech, endlech, kann ee bei dësem Projet de loi an och bei der Société européenne soen. Endlech kënnt dëse Projet de loi hei an d'Chamber, well mer si bei der Ëmsetzung vum Reglement, dat mer haut transposéieren, wéi och vun der Direktiv iwwert d'Matbestëmmung vun den Travailleuren an der Société européenne, déi mäi Fraktiounskolleg de Marcel Glesener lech just no mir wäert virstellen, bei deenen zwee Texter also, scho bal 18 Méint a Verspéidung.

Et ass och net déi éischte Kéier!

Datt mer d'Reglement fir den 8. Oktober 2004 - dat war d'Date limite vun der Ëmsetzungsfrist - net an eis national Gesetzgebung iwwerholl hunn, huet awer net verhënnert, datt säitdeem zu Lëtzebuerg e puer Sociétés européennes gegrënnt goufen. Et waren zwee, dräi. Elo ass et nach, mengen ech, eng. Dat war op d'mannst de Stand, wéi mer de Projet de loi an der Kommissioun diskutéiert hunn. Dës Sociétéiten hunn op déi direkt applicabel Bestëmmung vum Reglement kënnen zréckgräifen.

Endlech, kann een awer och, Här President, bei der Société européenne soen. D'Entstehungsgeschicht vun der Société européenne deckt sech mat der bisherëger Geschicht vun der europäescher Integratioun. Den éischte Projet vun der Société européenne, deemols nach Compagnie européenne genannt, geet op d'Joer 1949 zréck, wou am Kader vun deem deemools frësch gegrënnte Conseil de l'Europe e Projet virgeluecht gouf. Projeten, déi am Kader vum Conseil de l'Europe ausgeschafft goufen, souwuel wéi déi éischt Projetë vun enger Société européenne, déi Mëtt der 60er, 70er Jore vum leschten Jorhonnert vun der Europäescher Kommissioun presentéiert goufen, goufe verworf, well se en eenheetlecht, en uniformt Regelwierk festgeluecht haten, no deem an alle Memberstaten d'Société européenne d'selwecht fonctionnéiere géif.

Well awer d'Gesellschaftsrecht wéi och d'Bestëmmungen iwwert d'Matbestëmmungsregele vum Salariat an deene Memberstate verschidde geregelt goufen, an all Memberstat der Meenung war, datt säi System soll erhale bleiwen, goufen déi Projeten an der Europäescher Unioun oder deemools an der Europäescher Gemeinschaft vun enger ganz eenheetlech geregelter Société européenne fale gelooss.

Wéi d'Kommissioun 1989 den Dossier Société européenne erëm opgegraff huet, huet se d'Optik, wéi se d'Société européenne sollt ugoen, geännert.

Fir d'éischt gëtt keen allëmfaassende Kader um europäeschen Niveau festgehalen. Fir sëllech Punkte gëtt op déi national Législatioune verwisen. Zweetens gëtt d'Société européenne net an engem Text, mä an zwee Texter - e Reglement, wat de Volet Droit des sociétés ugeet, an eng Direktiv, wat de Volet Représentation des travailleurs ugeet - geregelt. No weidere Propositiounen an och ville Mësserfolleger, koum et dann am Dezember 2000 zu enger Eenegung beim - solle mer soe fir déi europäesch institutionell Froen enttäuschenden? - Conseil vun Nice.

Esou hat de Sommet vun Nice net nëmmen negativ Resultater opzeweisen, mä e kann als Gebuertsstonn vun der Société européenne, bal 50 Joer nom éischte Projet, ugesi ginn. Doraus hu sech also zwee Texter erginn: ee Reglement an eng Direktiv vum 8. Oktober 2001; d'Reglement also iwwert d'Gesellschaftsrecht, d'Direktiv iwwert d'Matbestëmmungsregelen.

Et schéngt ongewéinlech, datt mer haut en europäescht Reglement an eis Gesetzgebung ëmsetzen. E Reglement ass normalerweis direkt applicabel a bräicht net ëmgesat ze ginn. Beim Reglement iwwert d'Société européenne ass dat awer anescht. Et wollt een op där enger Säit eng kohärent an uniform Approche hunn, wat der Société européenne hir Charakteristiken, hir Fonctiounsaart a -weis ugeet, ouni wëllen - aus politesche Grënn - een eenzegt Regelwierk an der europäescher Gemeinschaft ze hunn.

Dofir ass de Choix op d'Reglement gefall, dat awer muss, well et de Memberstaten Optioune gëtt an op déi national Gesetzgebung verweist, ëmgesat ginn.

Et ass also falsch ze gleewen, datt d'Société européenne eng Gesellschaft wär, déi an alle Länner, an alle Memberstate vun der Unioun d'selwecht geregelt gëtt an no deeneselwechte Regele fonctionnéiert. Et gëtt esou vill Sociétés européennes wéi et Memberstaten an der Europäescher Unioun gëtt.

Firwat brauch een eng Société européenne, wann d'Regelen an de Memberstate verschidde kënne sinn? Firwat kann een et net bei deenen haut geleefege Gesellschaftsforme beloossen?

Ech wëll drun erënneren, Här President, datt nonobstant déi verschidde Gesetzgebungen iwwert d'Société européenne déi fundamental Charakteristike vun der Société européenne, op déi ech nach ganz kuerz duerno wäert zréckkommen, sech am Reglement ëremfannen, also uniform sinn an alle Länner.

Eng Gesellschaft huet eng Nationalitéit, wéi eng Privatpersoun souzesoen. No eise Regelen huet se d'Nationalitéit vun deem Land, wou hire Siège sech befënnt. Wann déi europäesch Regelen iwwert de Bannemaart an d'Schengener Verträg et erlaabt hunn, datt d'Gidder an d'Servicer grenziwwerschreidend kënnen ugebuede ginn an d'Privatpersoune vun enger gewësser Mobilitéit an der Europäescher Unioun kënne profitéieren, esou ass dat bei de Gesellschaften net ëmmer méiglech.

National Regelen iwwert den Transfert vun engem Siège social vun engem Land an en anert kënnen esou en Transfert onméiglech maachen. Dobäi kënnt, datt d'Strukturéieren oder d'Restrukturéiere vu Gesellschafte bannen engem Grupp duerch Contraintë vum nationale Gesellschaftsrecht kënne beeinträchtegt ginn.

Esou ass d'Finalitéit, déi vum Reglement gesicht gëtt, déi, déi banneneuropäesch Mobilitéit vu Gesellschaften duerch eng nei Gesellschaftsform, duerch d'Société européenne, ze verbesseren. Am éischte Considérant vum Reglement steet dës Zilsetzung kloer formuléiert: «Il est indispensable que les entreprises dont l'activité n'est pas limitée à la satisfaction de besoins purement locaux puissent concevoir et entreprendre la réorganisation de leurs activités au niveau communautaire.»

Et geet drëms, deen nationale juristesche Kader, vun deem d'Gesellschaften - och d'Société européenne - ofhänken a weider ofhänken, un dat wirtschaftlecht Ëmfeld, an deem se agéieren, unzepassen. Dofir ass dëse Projet de loi fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg vu grousser Bedeitung, an dofir och ass de Lëtzebuerger Regime vun der Société européenne mat kloren, mä och flexibele Regele versinn.

Dat, wat also d'Société européenne kennzeechent, ass, datt se hire Siège vun engem Memberstat an deen anere verleeë kann. Dat kënnen zwar och aner Gesellschaftsformen, mä d'Uwennung vun nationale Regele kënnen d'Aktionären vun där Gesellschaft forcéieren, déi Gesellschaft an deem enge Stat ze liquidéieren, fir se duerno an engem anere Memberstat nei ze grënnen.

Dat kann, an Dir kënnt lech dat gutt virstellen, uerg negativ Konsequenzen hunn, besonnesch wat Verträg ugeet, déi mat där Gesellschaft ënnerschriwwe goufen an déi dann opgeléist ginn. Am Fall vum Transfert vum Siège vun enger europäescher Gesellschaft oder vun enger Société européenne bleift d'Personnalité juridique déiselwecht. Si brauch net liquidéiert respektiv frësch gegrënnt ze ginn.

Natierlech muss awer do eng Prozedur respektéiert ginn. E Projet de transfert muss opgesat ginn, deen och muss am Mémorial publizéiert ginn, an d'Créancierë kënne sech, wann et muss sinn, iwwer Geriicht schützen. Wat mer awer net vum Reglement iwwerholl hunn, wat d'Reglement awer och zougelooss huet, war d'Regel, dass de Justizminister en Oppositiounsrecht hätt, wann d'Aktionären den Transfert vun esou engem Siège décidéiert hunn. Am Projet de loi stoung, datt de Justizminister «pour des raisons d'intérêt public» sech dem Transfert vum Siège vun enger Société européenne opposéiere kéint.

D'Kommissioun, an dat wéi bei alle Punkten hei an dësem Projet de loi unanime, huet déi kritesch Reflexioune vum Statsrot zu dësem Oppositiounsrecht gedeelt. Et geet hei ëm en Transfert, dee prozedurkonform vun den Aktionäre beschloss gouf, an dat zu enger Majoritéit, déi op d'mannst vun zwee Drëttel vun den Aktionäre gestallt gëtt. D'Statute kënnen eng méi héich Majoritéit virgesinn. An dann hätt de Justizminister déi Entscheedung vun den Aktionären, vun enger grousser Majoritéit vun den Aktionären, kënne blockéieren, an d'Verwaltungsgeriichter hätten da gesot oder d'Kompetenz kritt fir ze iwwerpréiwen, ob de Justizminister och «pour des raisons d'intérêt public» gehandelt hätt.

De Statsrot huet dozou bemierkt, datt d'Opportunitéit an d'Effikassitéit vun deem Oppositiounsrecht kéint a Fro gestallt ginn. Och wann de Statsrot vun «intérêt national» an net vun «intérêt public» geschwat huet, kann ee sech awer froe mam Statsrot, wat dee Konzept vun Intérêt public beinhalt. Zemools wou deen Intérêt public, wat dat och ëmmer heescht, muss a Verbindung bruecht gi mat der Société européenne respektiv mam Transfert vun hirem Siège. D'Geriichter hätten do misse fir Kloerheet suergen, wat net am Sënn ass vun enger Sécurité juridique, déi mer an dëser Matière brauchen.

Dobäi muss een och d'Effikassitéit vun deem Oppositiounsrecht a Fro stellen. Wat geschitt wann an enger Gesellschaft eng Décisioun, déi vun zwee Drëttel op d'mannst vun den Aktionäre geholl gëtt, vun engem Minister «pour des raisons d'intérêt public» blockéiert gëtt? D'Société européenne gëtt dann net attraktiv, an dobäi gesot, wann der Société européenne duerch dës Oppositioun e Schued géif zougefügt ginn, da wär och de Stat dofir responsabel. Aus deene Grënn huet d'Commission juridique unanime beschloss, d'Oppositiounsrecht aus dësem Projet erauszehuelen.

Här President, d'Mobilitéit vun enger Société européenne…

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President!

M. le Président.- Jo, Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Däerf ech dem Rapporteur eng Fro stellen?

M. le Président.- Jo.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. A wellechem Cas de figure kann déi Oppositioun iwwerhaapt spillen? Ech hu mat groussem Intérêt dem Rapporteur nogelauschtert, mä hunn net erausfonnt, wat kënnt deen Intérêt national oder deen Intérêt public sinn.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Mir och net.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Et muss jo eng konkret Virstellung ginn. Ech sinn net Spriecher fir dëse Projet, mä da sinn ech frou wann de Minister kënnt dorobber äntwerten, ob hien ons e konkret Beispill kéint ginn, a wellechem Fall hie sech hätt kënne virstellen, wou de Justizminister hätt kënnen Oppositioun maachen.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Ech kann lech vläicht ee Beispill gi wat mer direkt afält, dat ass en Transfert vun engem Siège vun enger Gesellschaft, déi am Waffegeschäft täteg ass, oder - wéi a Frankräich oder an Däitschland oder an England - Gesellschaften, déi an der militärescher Industrie aktiv sinn. Do kann ech ee Beispill ginn, wat hei zu Lëtzebuerg net esou transposabel ass, mä dat do kënnt erëm zréck op de Problem „Wat ass en Intérêt public?". Ass dat wéinst der Gesellschaft oder ass dat wéinst dem Transfert?

An dann hätte missen d'Geriichter décidéieren, ob d'Aktionäre mat enger Zweedrëttelmajoritéit d'Recht gehat hätten, hir Décisioun ze huelen. An do on n'est pas sorti de l'auberge. Op d'mannst zu Lëtzebuerg.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, d'Mobilitéit vun enger Société européenne also ass hiren éischten a wichtegste Grondzuch. Ech wéilt elo kuerz op déi aner Charakteristiken zréckkommen.

D'Société européenne ass eng Kapitalgesellschaft, där hire Sëtz an engem Memberstat vun der Europäescher Unioun muss sinn. De Siège vun enger Société européenne gëtt no deene Regelen, déi mir och zu Lëtzebuerg kennen, wéi déi Lëtzebuerger Gesellschaftsformen, festgeluecht. Dat heescht, de Siège ass do wou en fait d'Décisiounen, d'Entscheedunge vun der Gesellschaft geholl ginn.

D'Kapital vun enger Société européenne muss an Euro ausgedréckt ginn, an d'Mindestkapital läit bei 120.000 Euro. A bestëmmte Secteuren, wéi zum Beispill am Banken- oder Assurancësecteur, kann iwwert d'national Gesetzgebung, wat och fir déi aner Gesellschaftsformen de Fall ass, méi en héicht Mindestkapital virgesi ginn.

Eng Société européenne kann nëmmen een Aktionär hunn.

Contrairement zu enger Société anonyme, déi vum Dag u besteet wou den Akt vum Notaire gemaach ass, d'Statute vum Notaire aktéiert ginn, besteet d'Société européenne eréischt vun deem Dag u wou se an den Handelsregister immatrikuléiert gouf. Dëst Androen an den Handelsregister ass och fir eng Lëtzebuerger Société anonyme oder eng Société à responsabilité limitée noutwendeg, mä hei handelt et sech ëm eng administrativ Prozedur. Bei der Société européenne ass dat de Grënnungsakt. Vun deem Dag u besteet se.

Eng Société européenne kann nëmmen a véier Fäll gegrënnt ginn, an an all deene Fäll muss eng europäesch Dimensioun bestoen. Dës véier Fäll sinn déi heiten:

Eng Société européenne kann duerch eng Fusioun gegrënnt ginn. Dat heescht, eng Gesellschaft aus engem Memberstat A an eng Gesellschaft aus engem Memberstat B fusionéieren, an déi Gesellschaft, déi aus där Fusioun ervirgeet, ass d'Société européenne.

Zweetens ka gegrënnt ginn duerch d'Grënnung vun enger Holdingsgesellschaft. Zwou Gesellschaften aus zwee verschiddene Memberstate soen hire respektiven Aktionären, si sollen eng Holdingsgesellschaft grënnen, an déi zwou Gesellschaften, déi déi Grënnung do promouvéiert hunn, ginn dann d'Filial vun där Société européenne holding.

Drëttens, duerch d'Grënnung vun enger gemeinsamer Filial, déi dann eng Société européenne ass,

a véiertens, duerch d'Transformatioun vun enger Société anonyme. Esou eng Société anonyme ka sech zu enger Société européenne transforméieren. Eng Société européenne kann och zu enger Société anonyme transforméiert ginn.

An all deene Fäll muss e grenziwwerschreidende Charakterelement do sinn, an nëmmen an deene Fäll kann eng Société européenne gegrënnt ginn, no enger gewëssener Prozedur, déi Der kënnt am Rapport an am Projet de loi noliesen.

Här President, wéi gëtt eng Société européenne géréiert? Eng Société

anonyme gëtt, wéi Der wësst, vun engem Verwaltungsrot geleet. Dëse System kann och op eng Société européenne ëmgesat ginn. Hei änneren d'Regelen, wéi se am Reglement virgesi sinn, net vill.

Mä et kann een och eng aner Gestioun, Verwaltungsstruktur fir eng Société européenne virgesinn. Nom däitsche Virbild kann eng Société européenne duerch zwee verschidden Organer geleet ginn, e Conseil de surveillance - Aufsichtsrat op Däitsch - an en Directoire. Den Directoire ass zoustänneg fir déi effektiv Gestioun, Verwaltung vun der Gesellschaft, an de Conseil de surveillance kontrolléiert dës Gestioun ouni sech kënnen an dës Gestioun anzemëschen. Den Directoire agéiert also sous le contrôle permanent du Conseil de surveillance.

D'Membere vum Conseil de surveillance gi vun den Aktionären oder dem Aktionär bestëmmt oder révoquéiert, an déi vum Directoire entweder vum Conseil de surveillance oder, wann d'Statuten et erlaben, direkt vun den Aktionären.

Et gëtt kee vun deenen zwee Systemer duerch Verwaltungsrot oder duerch Directoire a Conseil de surveillance weder privilegéiert nach benodeelegt. Et kann een also deen ee System huelen oder deen aneren, oder vun deem engen op deen aneren iwwergoen, ouni dass dee Choix sech negativ op d'Gesellschaft auswierkt.

De Projet de loi huet d'Méiglechkeet, och dësen duale System, Directoire a Conseil de surveillance, net nëmme fir d'Société européenne, mä och fir d'Société anonyme virzegesinn.

De Projet de loi gesäit och verschidde Regele vir no deenen d'Verwaltungsorganer funktionéiere sollen. Et sinn hei déiselwecht Regele virgesi fir eng Société européenne wéi fir eng Société anonyme, mat enger Ausnahm: De Verwaltungsrot oder den Directoire vun enger Société européenne, an nëmme vun enger Société européenne, muss an enger vun de Statute festgehalener Periodizitéit op d'mannst all drëtte Mount zesummekommen. Bei enger Société anonyme ass et den Organer an hire Memberen iwwerlooss, wéi dacks se zesummekomme mussen oder wëllen.

Déi aner Regelen, déi ee Gouvernance d'entreprise nennt oder „corporate governance", kann ee wéi folgt résuméieren:

D'Diskretiounsflicht, déi schonn haut de Membere vun engem Verwaltungsrot operluecht ass, gëtt gesetzlech verankert an op d'Membere vum Directoire respektiv vum Conseil de surveillance ausgedehnt. Hei ännert sech also um heitege Regime net vill.

Zweetens, eng Personne morale, z.B. eng Gesellschaft, ka Member vun engem Verwaltungsorgan vun enger Société européenne oder enger Société anonyme ginn. Och hei näischt Neies, ausser dass dës Personne morale muss e Représentant permanent, also e stännege Vertrieder ernennen.

Drëttens, déi wäiss oder ongülteg Stëmmen zielen zu deenen, déi géint d'Propositioun gestëmmt hunn. Eng Décisioun kann also nëmme geholl ginn, wann eng Majoritéit, déi an de Statuten oder am Gesetz festgeluecht ass, fir e Virschlag ass.

Véiertens, eng Réunioun um Niveau vun de Verwaltungsorganer wéi um Niveau vun den Aktionäre kann och iwwer Videokonferenz oder aner Telekommunikatiounsmëttel ofgehale ginn. Eng nächst Etapp wäert dann och de Vote électronique sinn, wou déi Europäesch Kommissioun am Januar 2006 eng entspriechend Proposition de directive presentéiert huet.

Fënneften a leschte Punkt, d'Aktionären, déi op d'mannst 10% vum Kapital representéieren - haut sinn et 20% -, kënnen dem Verwaltungsorgan virschloe fir eng Assemblée générale anzeberuffen. Déi Assemblée muss bannen engem Mount zesummekommen. Och kënnen déi Aktionären, déi op d'mannst 10% vum Kapital representéieren, froen, datt en zousätzleche Punkt um Ordre du jour vun enger Assemblée ka bäigefügt ginn.

D'Commission juridique huet eng Neierung, déi am initiale Projet de loi stoung, net iwwerholl. Rieds geet ëm d'Méiglechkeet, datt eng Statutenännerung net wéi bis elo mat enger Majoritéit vun zwee Drëttel, mä mat just enger einfacher Majoritéit kéint beschloss ginn. Hei hu mer eis de Reflexioune vun der Chambre de Commerce an dem Statsrot ugeschloss. Et misst een - wéi dat och bei anere Projet-de-loien hei zur Sprooch koum - sech méi generell Gedanke maache wéi et ëm de Schutz vu Mannerheetsaktionäre bei Gesellschaftsstrukture steet.

Här President, déi puer Wierder zur Société européenne hu gewisen, datt de Regime vun der Société européenne, besonnesch wat hir Verwaltung ugeet, sech enk un dee vun der Société anonyme ulehnt. An dësem Gesetzprojet ginn och nach verschidden Neiheeten, Regele vun der Société européenne op d'Société anonyme iwwerholl. Dat si besonnesch d'Méiglechkeete fir en Directoire an e Conseil de surveillance amplaz vun engem Verwaltungsrot virzegesinn, d'Regele vun der Gouvernance d'entreprise an d'Méiglechkeet, fir eng Société anonyme mat nëmmen engem Aktionär, amplaz zwee wéi bis elo, ze hunn. Dofir hunn och misse sëlleche Gesetzer, déi och am Titel vun deem Gesetzesvirschlag opgelëscht sinn, geännert ginn.

An ech wéilt lech drop opmierksam maachen, datt am aachte Punkt d'Referenz vum Gesetz vum 8. Juni 1999 créant les fonds de pension sous forme de société d'épargne-pension à capital variable et d'association d'épargne-pension, falsch ass, an datt eng Referenz op d'Gesetz vum 13. Juli 2005 huet misse gemaach ginn. Dat kënnt an engem Corrigendum nach kuerz eraus.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wéilt ech nach kuerz op déi zwee Kritikpunkte vum Statsrot zréckkommen. De Statsrot huet dëse Projet de loi kritiséiert, well e keng eege Sektioun am Gesetz vum 10. August 1915 virgesinn hätt, déi sech exklusiv mat der Société européenne befaasst hätt. D'Regelen, déi sech och op d'Société européenne uwennen, sinn an déi vun der Société anonyme agebaut ginn; et kéint ee bal soe verstreet ginn.

Et ass wouer, datt den Text vum Projet de loi net grad lieserlech ausgesäit. Mä de koordinéierten Text vum Gesetz vun 1915, deen d'Regierung och regelméisseg publizéiert, bréngt méi Duerchsiicht an dëser awer technescher Matière. Ech muss Iech awer och soen, wann ech de Choix gehat hätt zwëschent där enger oder där anerer Méiglechkeet, dann hätt ech eng eege Sektioun virgesinn. Mä et muss een heiansdo mat deene Meedercher danzen, déi do sinn.

Et ass och net esou wéi dat de Statsrot bemängelt huet, datt een duerch déi Struktur vum Projet de loi d'Iwwersiicht géing verléieren an dat d'Adaptatioun vun eisem Gesellschaftsrecht un déi europäesch Entwécklung géif méi schwéier maachen. D'Gesellschaftsrecht, als wichtege Standuertfacteur, muss permanent un d'Entwécklung um europäeschen Niveau, mä och par rapport zu eisen Nopeschlänner ugepasst ginn. D'Struktur vun dësem Projet de loi wäert do net am Wee stoen oder dat méi schwéier maachen.

De Statsrot huet och eng Opposition formelle gemaach, wat de Regime vum Représentant permanent vun enger Personne morale an engem Verwaltungsorgan vun enger Société anonyme oder Société européenne ugeet. Hei géif dëse Vertrieder, seet de Statsrot a sengem éischten Avis, anescht behandelt gi wéi de Vertrieder, dee vum Stat oder enger Personne morale de droit public dohinner delegéiert gëtt an deem säi Regime am Gesetz vum 25. Juli 1990 festgeluecht ass. «À défaut d'explications convaincantes», schreift de Statsrot, huet hie sech dofir formell géint déi Bestëmmung zur ziviler Responsabilitéit vun deem Représentant permanent ausgedréckt.

Mir hunn dem Statsrot erklärt - an den Detail vun där Erklärung kënnt Der an eisen Amendementer erëmfannen -, datt mer hei keng Différence de traitement maachen, mä mer versichen d'Regele vum Secteur privé, dat heescht, d'Regelen, déi am Gesetz vun 1915 stinn, dat elo heiduerch geännert gëtt, an d'Regelen aus dem Secteur privé, déi am Gesetz vum 25. Juli 1990 stinn, ze équilibréieren, Compte tenu des spécificités des secteurs respectifs.

De Statsrot schéngt dës Erklärung och akzeptéiert ze hunn, well en a sengem Avis complémentaire seng Opposition formelle net réitéréiert huet a just gesot huet: Jo, elo ginn et awer zwee Regimer: d'Gesellschaftsrecht fir déi eng, den Artikel 51bis, an d'Gesetz vun 1990 fir déi aner. Wat och stëmmt, mä et ass keng Différence de traitement do.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert déi technesch Detailer vun dësem Projet, déi awer och net onwesentlech sinn, ass dëse Projet - an d'Société européenne, déi domadder gesetzlech verankert gëtt - eng wesentlech Reform vun eisem Gesellschaftsrecht. Et gi weider zwou, dräi Reforme vun eisem Gesellschaftsrecht, déi nach dëst Joer op eis wäerten duerkommen. An der Kommissioun schaffe mer äerdeg dorunner.

Et geet drëm d'Gesetz vum 10. August 1915 iwwert déi kommerziell Gesellschaften ze adaptéieren, fir datt déi, déi dëst Gesetz uwennen, oder unzewennen hunn, e flexibele Kader kréien, fir datt d'lëtzebuergesch Gesellschaften den Usprëch vun der Praxis och am internationale Verglach gerecht ginn an den Evolutiounen um nationalen an internationale Parquet kënne Rechnung droen.

Et geet och hei bei dësem Projet de loi drëm fir Lëtzebuerg als Wirtschaftsstanduert ze stäerken. Dëse Projet spillt an där Hisiicht eng wichteg Roll. Net nëmme gëtt eng nei Form vu Gesellschaft an eis national Gesetzgebung agefouert, mä och op verschiddenen, awer net - wéi ech scho gesot hunn - onwesentleche Punkten, ginn d'Regelen, déi sech op déi haut bestoend Gesellschaftsformen an notamment d'Sociétés anonymes applizéieren, moderniséiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, schlussendlech wéilt ech alle Membere vun der Kommissioun an alle Mataarbechter vum Justizministère fir hir Mataarbecht an heiansdo och hir Gedold Merci soen. De schréftleche Rapport gouf wéi d'Amendementen unanime vun der Kommissioun virun enger Woch ugeholl. D'CSV-Fraktioun wäert dëse Projet de loi matstëmmen.

Ech soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren an Är Gedold. Elo kënnt Der och eng Kéier soen: Endlech ass e fäerdeg.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Santer. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch!

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir hutt gesot et wär e komplizéierte Projet. Dat ass en och. Et ass e wichtege Projet.

Ech wéilt dem Rapporteur villmools Merci soe fir déi formidabel Aarbecht, déi hien an deem Zesummenhang hei gemaach huet. Ech hätt mer kee bessere Rapporteur bei dësem Projet kënne virstelle wéi een, dee wéi de Patrick Santer déi Experienz huet am Gesellschaftsrecht an am europäesche Recht. An ech géing als „footnote" vläicht derbäisoen, dass eng ganz Partie Membere vun der Kommissioun ganz frou ware wéi hie gesot huet, hie géing dee Rapport maachen.

Här President, mir si mat dem Rapport a mam proposéierten Text vun dësem Gesetz d'accord. Ech menge gëschter, am Zesummenhang mam Gesetz iwwert d'Sécurité des produits, huet de Minister gesot, d'Parlament wär wierklech bei där Diskussioun sengem Rôle voll a ganz gerecht ginn, well et hätt den Text wesentlech op enger Partie Punkten ofgeännert a verbessert. An ech mengen, dat kann een och bei dësem Gesetz soen.

D'Commission juridique an de Rapporteur hu sech et net liicht gemaach. An ech mengen, wann dat Gesetz, wat elo hei virläit, ka vun ons alleguerte matgedroe ginn, dann ass et och, well am Laf vun den Diskussiounen eng Partie Problemer konnte geléist ginn.

Ech ginn net op all déi Punkten an, déi de Rapporteur erwähnt huet. Ganz besonnesch säi schréftleche Rapport deckt alles ganz genee of: d'Genèse um europäesche Plang, d'Diskussioun vun den Artikelen, d'Commentairë vun den Artikelen, eng fouilléiert Analys vum Text.

Ech géing vläicht nëmmen eng oder zwou Remarquë maachen. Déi eng huet mam Artikel 51bis ze dinn, wou de Rapporteur jo och drop higewisen huet, dass eng Opposition formelle vum Conseil d'État virlouch, dass mer du probéiert hunn där an engem gewëssene Sënn Rechnung ze droen, mä besonnesch de Conseil d'État ze iwwerzeegen, datt se géigestandslos war. Elo ass dee Punkt jo an der Rei.

Nach wéilt ech bei dëser Geleeënheet d'Fro opwerfen, ob et net opportun wär, Här Minister, d'Dispositioune vum Gesetz vum 25. Juli 1990 iwwert de Statut des administrateurs représentant l'État erëm eng Kéier op de Leescht ze huelen. Ech mengen en Deel vun de Problemer, déi de Conseil d'État gesinn huet, hunn domadder ze dinn.

Ech hunn och keng perfekt Léisung, keng ideal Léisung hei ze proposéieren, mä ech mengen deen Text ass elo 16 Joer al, et kéint een e réexaminéieren a kucken, ob een do vläicht eng Partie vun deene Problemer, déi sech stellen, géif kënne léisen.

Déi zweet Remarque, Här President, dat ass, dass dat hei, an onsen Aen, en Deel ass vun enger Trilogie. Dat eent, wat mer elo stëmmen, ass dëst Gesetz, wat d'Transpositioun vum Reglement iwwert d'Société européenne virgesäit.

Deen zweete Volet, Här President, dat ass dat nächst Gesetz wat mer um Ordre du jour hunn iwwert d'Implication des travailleurs. A wann Der géift erlaben, Här President, géif ech dozou e puer Wuert soen an den Accord vu menger Fraktioun och zu deem Projet bréngen; da bräichte mer zu dësem Punkt net méi Stellung ze huelen.

Déi zwou Saache gi mateneen. De Rapporteur selwer huet jo drop higewisen. Mir hätten, ech menge wéi vill anerer, et vläicht léiwer gesinn, dass een hätt kënnen en eenheetleche legislative Kader an der ganzer EU schafen, mä mir kennen awer och d'Ursaache wuerfir dat net méiglech war, an dofir wäerte mer dee Projet, deen onsen nächste Punkt um Ordre du jour ass, also och matstëmmen.

Den drëtte Volet a mengen Aen ass natierlech de fiskalesche Volet. De Sënn vun dësem Gesetz, esou wéi mir et gesinn, ass e Kader ze schafen, deen et erméiglecht d'Grënnung vu Sociétés européennes hei zu Lëtzebuerg ze favoriséieren an eng Partie Sociétés européennes dozou ze bréngen, sech zu Lëtzebuerg ze etabléieren.

Wa mer dat awer wierklech wëllen erreechen, da musse mer och de fiskale Kader kucken an an deem Zesummenhang wëll ech eng Fro opwerfen - de Minister weess scho wat fir eng Fro ech hei opwerfen -, an dat ass déi vun der Abolitioun vum Droit d'apport; en Droit d'apport, dee mir nach hunn, während aner Länner dee scho ganz laang ofgeschaf hunn.

Dat gehéiert net direkt zu dëser Diskussioun, mä ech mengen dat ass awer och eng Fro, déi ee sech an dësem Zesummenhang stelle muss.

Mat deenen zwou, dräi Froen, Här President, wëll ech nach eng Kéier widderhuelen, dass ons Fraktioun dëse Projet stëmme wäert, esou wéi deen nächsten op onsem Ordre du jour.

Ech soen och do dem Rapporteur vun deem Projet villmools Merci, well wann ech dat elo net géing maachen, da géing dat vergiess ginn, an dat wär net gutt.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Castegnaro agedroen.

(Interruptions)

Pardon, ech war schonn e Schratt méi wäit. Et ass den honorabelen Här Klein.

Une voix.- Merci, Här President!

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn hei wierklech bei engem ganz komplexen Text, an duerfir géif ech och ganz besonnesch dem Rapporteur Merci soen, dee Spezialist, deen Expert ass an dëser Matière, fir säin detailléierten a gudde Bericht.

(Interruption)

M. le Président.- Jo. Här Klein, et schéngt eppes mat der Anlag ze sinn. Dir musst e bësse méi haart schwätzen.

(Hilarité)

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Dir Dammen an Dir Häre,…

Plusieurs voix.- Aaahhhh!

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Nach eng Kéier, Här Rapporteur, Merci fir Äre Bericht!

D'Société Européenne, kuerz SE genannt, baséiert op zwee Texter. Éischtens op de Règlement communautaire vum 8. Oktober 2001, deen d'Regele vum Gesellschaftsrecht festleet, deen op d'Sociétés européennes uwendbar ass an deen an dësem Projet de loi behandelt gëtt; mä zweetens och op d'Direktiv 2001/86/CE, déi d'Auswierkungen op d'Arbeitnehmer regelt an op déi ech herno kuerz ze schwätze kommen.

De Rapporteur huet de Projet de loi ausféierlech presentéiert a kommentéiert. Duerfir wéilt ech mech drop beschränken, e puer Eckdate vun dësem Projet, bezéiungsweis vun der Société européenne ze ënnersträichen an dann eng Rei méi generell Bemierkungen zur Wichtegkeet, mä och zu den Erausfuerderunge vun dësem Projet fir eis Wirtschaft ze maachen.

Fir d'alleréischt misst een nach eng Kéier drun erënneren, dass eng

Société européenne net vu vireran als solch ka geschafe ginn. Et gi véier verschidde Prozeduren, an de Rapporteur huet se däitlech opgezeechent. Doraus ergëtt sech, datt als Éischt eng europäesch Dimensioun muss do sinn, éier eng europäesch Gesellschaft gegrënnt gi kann.

An dat bréngt eis zum nächste Punkt, an zwar zu de Virdeeler, déi eng SE mat sech bréngt.

D'Adoptioun vum Statut vun enger Société européenne erlaabt Gesellschaften, déi a méi wéi engem Memberstat etabléiert sinn, ze fusionéieren an op dem gesamten Territoire vun der EU ze operéieren op Basis vun engem eenzegen Ensembel vu Regelen a mat engem unifizéierte Gestiounssystem.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dës Gesellschaften, déi a verschiddene Länner operéieren, mussen also net méi iwwert de Wee vun engem komplexe Réseau vu Filiale fueren. E Réseau, deen administrativ schwéierfälleg ass, vu dass am Normalfall déi verschidde Filialen den nationale Législatioune vum jeeweilege Land ënnerstinn; an doduerch gëtt dee Réseau och deier.

De Groupe consultatif sur la compétitivité, deen d'Stats- an d'Regierungschefen 1995 an d'Liewe geruff haten, huet geschat, dass duerch de Statut vun der SE bis zu 30 Milliarden Euro administrativ Fraisë pro Joer kéinten agespuert ginn.

Dank hirem Statut kann nämlech eng SE, déi an engem Memberstat A immatrikuléiert ass, hire Siège statutaire an e Memberstat B transféréieren, ouni, wéi dat bis elo üblech war, fir d'éischt am Memberstat A eng Dissolutioun virzehuelen, fir dann am Memberstat B eng nei Entreprise ze grënnen.

Fir déi grouss europäesch Projeten, wéi zum Beispill déi transeuropäesch Energie- an Transportréseauen, heescht dat, dass eng SE méi liicht private Risikokapital unzéie kann, wéi wann eng ganz Rëtsch vun nationale Gesellschaften, déi all deene jeeweilegen nationale Législatiounen ënnerstinn, sech eenzel un de Marché géife wende fir Kapital ze fannen.

An dësem Zesummenhang kann ee vläicht och drun erënneren, dass dat europäescht Reglement a senger jëtzeger Ausriichtung festhält, dass de Siège statutaire vun enger Société européenne do ass, wou och seng Administration centrale ass; wat net verhënnert, dass de Siège statutaire an d'Administration centrale sech op zwou verschiddene Plazen innerhalb vun engem Memberstat befannen.

D'Reglement huet also en faveur vum Siège social reell tranchéiert. Dat kéint sech allerdéngs an Zukunft änneren. D'Reglement gesäit nämlech vir, dass d'Kommissioun bis 2009 e Bericht iwwert d'Applicatioun vum Reglement virleeë soll, an dass an deem Kontext notamment gekuckt soll ginn, ob et sech ubitt enger Société européenne d'Méiglechkeet ze ginn, hir Administration centrale an hire Siège social an zwee verschiddene Länner ze hunn. Dat heescht, a Richtung Incorporatioun ze goen. An dësem Fall behält d'Gesellschaft d'Nationalitéit vun deem Stat, wou se konstituéiert ginn ass, egal wou hir Aktivitéit duerno effektiv stattfënnt.

Wann dat antriede sollt, misst ee sech en tout état de cause iwwerleeën, ob een net och zu Lëtzebuerg dee Wee misst aschloen.

Dëse Projet de loi féiert awer elo schonn zwou gréisser Modifikatiounen an eist nationaalt Gesellschaftsrecht an.

Éischtens kënnen anonym Gesellschaften, déi nom lëtzebuergesche Recht fonctionnéieren an ënner engem Régime moniste konstituéiert gi sinn, an Zukunft fir de Régime dualiste de gestion optéieren.

Als Rappel: De Système moniste gesäit just e Conseil d'administration vir, während de Système dualiste mat zwee Gremië fonctionnéiert; engem Organe de direction, dat fir d'Gestioun vun der Firma responsabel ass, an engem Organe de surveillance, dat d'Membere vum Directoire nennt an dat säin Accord muss gi fir Operatioune wéi Investissementer, Akeef oder Verkeef, déi e bestëmmte Sockel dépasséieren.

Déi zweet gréisser Innovatioun, déi agefouert ginn ass, ass déi vun der Société anonyme unipersonnelle, dat heescht d'Méiglechkeet fir eng anonym Gesellschaft just een eenzegen Aktionär ze hunn.

Béid Verännerunge sinn iwwregens vun der Chambre de Commerce begréisst ginn, well se der Realitéit um Terrain Rechnung droen an hir domadder eng Base légale ginn.

Elo zur Approche. De Statsrot huet jo de Choix kritiséiert d'Décisiounen, déi d'SE betreffen, an déi eenzel Dispositioune vun der Société anonyme anzebauen, anstatt déi spezifesch Texter an enger separater Sektioun ze regruppéieren. Dës Kritik war motivéiert duerch d'Suerg, dass déi national Texter vun elo u konstant der Evolutioun vun der europäescher Législatioun ugepasst misste ginn.

D'Kommissioun huet awer zu Recht décidéiert, d'Struktur vum Gesetzesprojet bäizebehalen. Wann ee bedenkt, wéi wichteg dass d'Gesellschaftsrecht fir eist wirtschaftlecht Ëmfeld ass, ass et nämlech souwisou ubruecht, fir eisen Arsenal législatif systematesch den Entwécklungen um europäesche Plang unzepasse respektiv - do wou et méiglech ass - dësen Evolutioune souguer virzegräifen. Dat huet et eisem Land an der Vergaangenheet erméiglecht sech ze profiléieren - Beispill: d'Législatioun am Beräich Investmentfongen -, an et gëtt an Zukunft mat den Harmoniséierungsbestriewungen um europäeschen Niveau nach vill méi wichteg d'Nues vir ze hunn.

An dat bréngt mech zur Bedeitung vum Zesummespill tëschent europäeschen Dispositiounen an nationaler Législatioun am Kader vun der Société européenne.

Wéi Der wësst gläicht d'Forme juridique vun der SE an dësem Stadium méi engem Chantier wéi engem fäerdege Produkt. Déi Dispositioune vum Reglement, déi mir haut hei an eis Gesetzgebung afügen, decken net alles of. À titre subsidiaire gëtt eng SE, also och vum nationale Recht hier, aus deem Stat an deem se hire Siège effectif huet regéiert. Dozou gehéieren ënner anerem eng ganz Rei Dispositiounen, déi fir déi national SAen uwendbar sinn.

De Rapport vun eiser Kommissioun ënnersträicht also richtegerweis, dass et net eng eenzeg Société européenne gëtt, mä 25 verschidden Zorte vun nationalen SEen.

Dat heescht dann och, dass beim Choix vun enger Implantatioun ganz genee gekuckt gëtt, wéi eng Vir- an Nodeeler all eenzelne Memberstat um legislative Plang bitt, fir Chancen ze notzen, déi sech aus dësen Ënnerscheeder erginn.

An dësem Kontext huet d'Chambre de Commerce an hirem Avis zu Recht drop higewisen, dass et extrem wichteg ass och um fiskalesche Plang en Ëmfeld ze schafen, dat d'Implantatioune vun internationale Gesellschaften hei zu Lëtzebuerg favoriséiert.

Mä d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vun engem Wirtschaftsstanduert beschränke sech net nëmmen op dat juristescht a fiskalescht Ëmfeld. Wéi schonn éineschters ugedeit, sinn d'Harmoniséierungsbestriewungen um europäesche Plang grouss an agefouert Avantagen, notamment am fiskalesche Beräich, si meeschtens vu kuerzer Dauer. Dofir muss och de Rescht stëmmen, vun den administrativen Démarchen a Käschte bis hin zur Transport- a Kommunikatiounsinfrastruktur, vun der Qualifikatioun vun de Leit um Aarbechtsmaart bis hin zur Kultur- a Fräizäitoffer. An dat gëllt net nëmme fir d'SEen, mä am Allgemenge fir de Wuesstem vun eisem Land duerch eng Politique de diversification économique ze assuréieren.

Dir Dammen an Dir Hären, dëser Deeg reagéieren hei zu Lëtzebuerg d'Leit e bëssen allergesch op Wierder wéi „Fusioun" an „Iwwernahmen". Mä mer dierfen eis näischt virmaachen: Grouss Betriber, déi iwwerliewe wëllen, ginn Alliancë mat aneren an, kafen op oder fusionéieren. Et ass och kloer, dass an dësem Zesummenhang d'Politik respektiv d'Regierunge wuel matschwätze kënnen, mä a leschter Instanz d'Aktionären décidéiere wat wou ze geschéien huet.

Dat heescht awer net, dass mir esou Operatioune fäerte sollen. Lëtzebuerg huet an deene vergaangene Jore vill vun der Délocalisatioun profitéiert, well et duerch en attraktiivt Ëmfeld Betriber konnt unzéien oder hei behalen; Betriber a Filialen, déi dem Land eng héich Valeur ajoutée bruecht hunn an et domadder attraktiv gemaach hunn, fir weider Aktivitéiten unzezéien. Dovunner témoignéiert zum Beispill déi rezent Décisioun vun Delphi, seng Fuerschungsaktivitéit net nëmmen hei zu Lëtzebuerg ze behalen, mä och nach auszebauen.

Europäesch Fusioune kënne geneesou eng Chance ubidden. Als LSAP hu mir dofir och an eisem Wahlprogramm 2004 festgehale gehat, dass eist Land en avantagéise Kader bräicht, deen et interessant mécht fir transnational Gesellschaften hir Geschäfter vu Lëtzebuerg aus ze steieren. An et ass d'Roll vun der Politik dofir ze suergen, dass dës Efforten net op Käschte vun den Arbeitnehmer geschéien, dass d'Interessie vun den Aarbechter an d'Matsproocherecht vun de Gewerkschaften assuréiert bleiwen. An ech mengen, dass dat eis am Kader vun der Ëmsetzung vun der Direktiv 2001/86, déi d'Auswierkunge fir d'Arbeitnehmer am Kontext vun der SE regelt, och gelongen ass.

Ouni wëllen dem Rapport an de Rieden an dësem Beräich virzegräifen, wëll ech hei ënnersträichen, dass déi zoustänneg Chamberskommissioun op d'Virschléi vun de professionelle Chamberen a vum Statsrot agaangen ass an eng Rei Amendementen ugeholl huet, déi d'Rechter vun de Salariéen am Kader vun der Constitutioun vun enger Société européenne festegt.

Aus all dëse Grënn, géing ech heimadder den Accord vun eiser Fraktioun zum proposéierte Projet de loi ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Klein. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Ech hale mech ganz kuerz, well den Här Santer huet a sengem Rapport wierklech alles gesot. Ech wëll him och gären net nëmme Merci soen, mä him och félicitéieren, well ouni d'Aarbecht vum Här Santer an och säi perséinlecht Wëssen, wär et an der Kommissioun ganz schwiereg gewiescht iwwerhaapt eng Diskussioun op dee Projet ze kréien. Neen, et muss ee soe wéi et ass, do souze vill Leit beienaner an et waren…

(Interruption)

Neen, dat ass einfach esou an all déi, déi an där Kommissioun Member sinn, däerften dat fairerweis zouginn, dass dem Här Santer säi perséinlecht Fachwëssen iwwerhaapt en Ufank vun enger Diskussioun méiglech gemaach huet, well mer alleguer relativ néophyte an där Matière sinn. An dofir huet et, mengen ech, och kee Sënn, dass mer nach eng Kéier alles paraphraséiere wat am Gesetz steet. Mir bréngen einfach eis Zoustëmmung a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Dann huet elo den Här Henckes d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech wëll mech deene Félicitatiounen un de Rapporteur, den Här Santer, uschléissen. Als President, mä och als Rapporteur hat hien hei eng ganz schwéier Missioun, fir e ganz komplizéierten Text an all déi eenzel Amendementer ze erklären, an d'Diskussiounen ze féieren. An ech wëll him wierklech félicitéiere fir déi excellent Aarbecht a säin excellente schrëftleche mä och mëndleche Bericht.

Nach bleift e klenge Problem, deen awer muss diskutéiert ginn, an dat ass, wann een eng Société européenne schaaft, dann ass et natierlech esou, datt een hofft, datt déi Gesellschaften, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, an déi och dee Wee wéilte goen, dann och hei zu Lëtzebuerg hire Siège behalen an deen net an d'Ausland verleeën. Et kann een natierlech och hoffen, datt ee vum Ausland e puer Entreprisen op Lëtzebuerg kritt. Dofir ass et awer wichteg, datt déi steierlech Dimensioune vun esou enger Société européenne kloer duergeluecht ginn.

Ee vun de Problemer ass dee vum Droit d'apport, an do wier d'Regierung gutt berode fir deen ze analyséieren. Mä et ass awer och richteg, datt d'Regierung sollt higoen an eng Kéier der Steierverwaltung soen, si soll eng Modelldiskussioun féieren, fir ze kucke wat d'Effeten au niveau fiscal wieren a wat d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg an dësem Kontext kënnt sinn, wann een esou eng fiktiv Besteierung kënnt duerchféieren a kucke wou d'Intérête vu Lëtzebuerg kënnte sinn.

Dat gesot, wëll ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

M. le Président.- Nom Här Henckes kënnt dann elo den Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Jo, Merci, Här President.

Also vun deem gudde Rapport a vun där grousser Euphorie do, déi heibannen herrscht, vis-à-vis zu deem Projet kann ech mech nëmme matrappe loossen a wäert en och stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, ech géif och gären dem honorabelen Här Santer Merci soe fir déi gutt a vill Aarbecht, déi hien zesumme mat de Kolleegen an der juristescher Kommissioun gemaach huet. Dat hei ass sécherlech e wichtege Projet fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg. An ech mengen, dass dëse Projet, deen europäeschen Text, esou wéi en elo ëmgesat gëtt, erëm eng Kéier dat reflektéiert, wat mer am Gesellschaftsrecht versichen, nämlech e souplë juristesche Kader ze setzen, deen et wierklech och internationale Firmaen erlaabt hei zu Lëtzebuerg e gudden Terrain ze fanne fir hir Aktivitéiten auszebreeden.

Dofir hu mir och proposéiert - an ech si frou, datt dat och zréckbehale ginn ass -, datt zum Beispill d'Optioun besteet tëschent engem dualisteschen an engem monistesche System - also dee monisteschen, wéi mer en elo haten, mat just engem Verwaltungsrot oder an Zukunft wou ee ka wielen, ob een och wëllt en Directoire an e Conseil de surveillance maachen. Dat ass nëmmen ee Beispill fir ze weisen, datt mer déi Optiounen, déi mer am Fong ëmmer sollen eisem Gesellschaftsrecht ginn, och hei zréckbehalen. Dat fannen ech ganz positiv.

Elo ass et mer natierlech evident; an déi honorabel Madame Flesch huet déi Fro gestallt, wéi dat da mat dem steierleche Kader wär ronderëm déi Gesellschaften.

D'Schwieregkeet, an duerfir hu mer bis elo och nach keen extrae steierleche Kader proposéiert, ass déi, datt mer net kënnen nom europäesche Recht fir een Typ vu Gesellschaften en anere steierleche Regime maache wéi fir aner Gesellschaften.

Dat ass e bëssen de Problem, dee mer nach de Moment diskutéieren, mat den Holdingsgesellschaften, wou gesot gëtt: All d'Gesellschafte mussen d'nämlecht behandelt ginn. Dat war och eng Diskussioun, déi mer haten am Kader vun der Diskussioun Primarolo iwwer onfaire Steierwettbewerb an Europa.

D'Diskussioun iwwert den Droit d'apport féiere mer an deem Groupe d'analyse fiscale, deen d'Regierung agesat huet an deen nach virum Summer wäert seng Aarbechten ophuelen, déi mer och am Kader vun der Tripartite am Kontext Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Ekonomie diskutéiert hunn.

Ech soe just: Et ass einfach hei permanent ze plädéieren, fir Steieren ofzeschafen, well et ass d'Fuerderung den Droit d'apport ofzeschafen; et ass d'Fuerderung d'Taxe d'abonnement erofzesetzen; et ass d'Konsequenz, datt, wann d'Holdingsgesellschafte mussen ofgeschaf ginn, mer och do eng Rei Steiere manner erakréien.

Alles dat zesumme muss een awer gesi mat all deenen neien Dépensen, déi d'Chamber dauernd fuerdert. Déi lescht Stonnen hu bewisen, datt ëmmer erëm nei Iddië kommen, fir Suen auszeginn, an esou wäert dat och weidergoen.

An duerfir muss een déi Steierreformreduktiounen am Kontext vun deenen Objektiver gesinn, déi mer eis gesat hunn, fir d'Budgetssituatioun am Horizont 2009 am Équiliber ze halen. Mir gesinn, datt mer am Droit d'apport eppes maache musse wéinst der Konkurrenz mat anere Länner, mä mer musse wëssen, datt dat an enger éischter Phas op d'mannst manner Steiereinnahme betrëfft, an duerfir musse mer dann och op der Dépensësäit de Courage hunn, fir zousätzlech Dépensen ze sträichen. An ech hoffen, datt dat da gradesou hei Ënnerstëtzung am Parlament fënnt wéi d'Steierreduktiounen, déi ëmmer liicht ze fuerdere sinn, mä schwéier ëmzesetze sinn.

Ech si frou, datt dëse Projet eng grouss Zoustëmmung fënnt. Et ass wéi gesot e wichtege Projet. An ech hoffen, datt och eng ganz Rei vun internationale Gesellschaften, zesummen duerch aner flexibel Mechanismen, déi mer hunn, de Wee op Lëtzebuerg fannen an esou nei Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg och kënne schafen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5352. Dir fannt den Text am Document parlementaire 5352[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner,

Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5435 iwwert de Statut vun der Société européenne. D'Riedezäit ass och hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen d'Madame Flesch - si hat awer scho Stellung geholl zu dësem Projet -, den Här Castegnaro, d'Madame Loschetter an den Här Jaerling. D'Wuert huet dann de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Glesener.

5. 5435 - Projet de loi

1. complétant le statut de la société européenne (SE) pour ce qui concerne l'implication des travailleurs et

2. modifiant la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Och e Merci un d'Madame Flesch an un d'DP-Fraktioun, déi schonn hir Zoustëmmung zu deem Gesetzestext hei ginn hunn, ouni mech emol ze héieren. Dat ass e Vertrauensbeweis...

(Interruption)

E Vertrauensbeweis, Här Grethen, jo, jo. Et ënnersträicht och wierklech d'Seriositéit vun Ärer Fraktioun, datt Dir de Rapport däitlech gelies hutt an och keng Objektiounen am Rapport fonnt hutt par rapport zum Gesetz. Also nach eng Kéier villmools Merci.

Ech hunn awer ee klenge Problem. Am Numm vun eiser Fraktioun hat ech nach net d'Geleeënheet, fir virun der Ofstëmmung och dem Rapporteur vum Projet, dee mer elo grad gestëmmt hunn, Merci ze soen, mengem Fraktiounskolleeg Patrick Santer, dee sech op eng wierklech wonnerbar Aart a Weis an déi ganz Problematik, déi ganz komplex ass, ageschafft huet, a souwuel ee schréftleche wéi och e mëndleche Bericht hei presentéiert huet, déi ganz explizitt waren, déi däitlech waren a ganz kloer waren an déi absolut keen Zweifel méi zouloussen a mir et op alle Fall ganz liicht maachen, fir och dee Projet, deen elo zur Diskussioun steet, hei virzestellen.

Ech kann dofir dorop verzichten, fir op den Origine vun deem Projet anzegoen. Den Här Santer huet dat an der Rumm vu sengem Projet gemaach.

Ech wëll just dann och kuerz d'Noutwendegkeet vun deem heite Projet am Zesummenhang mat där Ofstëmmung, déi mer elo grad virgeholl hunn, ënnersträichen.

Nodeem an der Europäescher Unioun elo déi Direktiv applizéiert gëtt an och an d'nationaalt Recht ageschriwwe gëtt - wat mir elo gemaach hunn -, kënnen à tout moment iergendwou an Europa Entscheedunge getraff ginn an enger Société européenne, déi direkt Auswierkungen hunn op Produktiounsstätte vun engem anere Stat.

Dat heescht, iergendwou an Europa kënnen an enger Société européenne, wou Lëtzebuerger Betriber mat ageflecht sinn, Entscheedunge getraff ginn, déi Produktiounsverlagerungen zum Zil hunn, déi Standortverlagerungen zum Zil hunn, déi och Personalofbau a Restrukturatioune kënnen als Konsequenz hunn, ouni datt een d'Méiglechkeet huet rechtzäiteg ze intervenéieren, ouni datt een d'Méiglechkeet huet déi noutwendeg Vorkehrungen ze treffen, fir sozial dat ofzefiederen, wat do entstoe kéint.

An dofir war et scho wichteg a richteg a gutt, datt parallell zu där doten Direktiv et an der Europäescher Unioun fäerdeg bruecht ginn ass och eng weider Direktiv op den Instanzewee ze ginn, déi d'Société européenne verflicht, egal wou se implantéiert ass, Informatiounen un déi betraffen Arbeitnehmer weiderzeginn an och eng gewëss Matbestëmmung an e Matsproochrecht ze institutionaliséieren; dat an all deene Länner, déi an déi Société européenne mat agebonne sinn.

Et dréint sech also heidrëm, fir an der Rumm vun där neier Gesellschaftsform, där neier grenziwwerschreidender Gesellschaftsform Informatiounsrechter, Matbestëmmungsrechter vun den Arbeitnehmer grenziwwerschreidend anzebannen.

Dat ass dann och den Haaptobjektiv vun deem Gesetz, an ech maachen et elo relativ kuerz, well jidderee jo d'Geleeënheet hat, och de schréftleche Rapport, dee ganz detailléiert verfaasst ginn ass, ze liesen.

Et geet also drëm fir an där Société européenne Matbestëmmungsstrukturen anzesetzen, an déi gi genannt Organes de représentation, an zwar entspriechend och der national üblecher Gesetzgebung.

Mir hunn et ze dinn, an den Här Santer huet dat och hei schonn däitlech gemaach, mat zwou Gesellschaftsformen: Dat ass déi monistesch, esou wéi se hei zu Lëtzebuerg virherrscht, an déi dualistesch, wéi se an anere Länner virherrscht. Duerfir war et gutt, datt och déi zwou Beruffschamberen - d'Privatbeamtechamber an d'Arbeiterkammer - an och de Statsrot eis drop opmierksam gemaach hunn, datt, wa mer net eist Matbestëmmungsgesetz vun 1974 géifen deementspriechend ofänneren, mir da géife Gefor lafen ze échappéieren hei zu Lëtzebuerg, fir iwwerhaapt kënnen eis Vertrieder an déi aner Gesellschaftsstrukturen ze nennen. Ech kommen nach ganz kuerz dorop zréck.

Anerersäits fannt Dir a mengem schréftleche Rapport am Detail opgefouert d'Aufgabe vun deem Organe de représentation, d'Zesummesetzung dovun, d'Fonctionnéieren dovun, d'Wahlen dovun. An deen Organe de représentation, deen also eng wichteg Missioun kritt, ass och ze vergläiche mat där Gesetzgebung, wéi mer se hei zu Lëtzebuerg kennen iwwert d'Matbestëmmung an de groussen Entreprisen, dem Comité mixte d'entreprise an der Vertriedung an de Verwaltungsréit.

Dat ass een Zil, wat natierlech muss ausgehandelt ginn a wat vu Société européenne zu Société européenne verschidde ka sinn, entspriechend och de gesetzleche Bedingungen, déi an deenen eenzelne Länner virherrschen. Fir dat dann auszehandelen, gesäit d'Gesetz vir, datt een Organe de représentation agesat gëtt, deen déi Verhandlunge muss a soll féieren an innerhalb sechs Méint muss zu engem Ergebnis kommen. Dee Groupe spécial de négociation handelt also mat där neier Betribsstruktur, mat där Société européenne deen Organe de représentation aus, wéi dat fonctionnéiere soll. Ech ginn elo net méi op den Detail an.

An de Gesetzesprojet ass dann och detailléiert ageschriwwen, wéi d'Aufgabe vun deem Groupe Spécial de Négociation, GSN heescht dat, sinn, wéi d'Zesummesetzung ass innerhalb vun den eenzelne Memberstaten, déi an esou eng Société européenne agebonne sinn, wéi d'Vertrieder gewielt ginn, no welleche Kritären. Wéi d'Lëtzebuerger Vertrieder gewielt ginn an dee Groupe spécial de négociation, dat entsprécht eise gesetzlechen Obligatiounen iwwert d'Delegatiounsgesetz, d'Matbestëmmungsgesetz.

Da steet och drageschriwwen, wéini datt déi Verhandlungen ufänke mussen. Déi Verhandlunge mussen ugefaange ginn au début, éier schonn déi Société européenne gegrënnt ass; wann d'Absicht besteet, déi ze grënnen, mussen d'Verhandlunge schonn ugefaange ginn, fir och déi Matbestëmmungs- an Informatiounsgremien a -strukturen anzebannen.

Voilà, dat ass also de groussen Deel vun deem wat an deem Projet de loi hei steet, wéi dat alles ze fonctionnéieren huet. Ech wollt nach eng Kéier ganz kuerz drop agoen, datt et wichteg war, datt och d'Beruffschamberen hiren Avis ofginn hunn. An der Kommissioun hu mer eis laang a breet mat deenen Avisë vun der Arbeiterkammer, vun der Privatbeamtechamber befaasst, wéi och mat deem vum Statsrot, déi virun allem emol drop higewisen hunn, datt ee sech net däerf eleng beruffen a bezéien op d'Bildung vun enger Société européenne, déi dem Privatkapital entsprécht, mä och muss eng Gesetzgebung schafen oder afüge fir all déi Sociétéiten, wou d'öffentlech Hand de Gros vum Kapital stellt. Och dat ass geschitt an engem spezielle Kapitel an der Rumm vun eisem Gesetz, an domat hu mer dann och den Avisë vun deene Beruffschamberen an dem Statsrot Rechnung gedroen.

An da virun allem awer, an ech hu schonn eng Kéier drop higewisen, war et noutwendeg, fir d'Matbestëmmungsgesetz vun 1974 dohigehend ofzeänneren, datt et och an där neier Société européenne, déi dann déi dualistesch Gesellschaftsstruktur géif als Basis huelen, méiglech wär, fir déi Lëtzebuerger Vertriedung an esou eng Société européenne mat anzebannen, respektiv wann esou eng Société européenne sech hei zu Lëtzebuerg implantéiert a fir den Dualismus vum Gesellschaftsrecht optéiert, datt et dann och méiglech wier, fir dee Lëtzebuerger Arbeitnehmer an déi Struktur mat anzebannen; esou wéi dat dann och gewënscht ass.

Deementspriechend si mer deem an der Kommissioun nokomm a mir hunn dann en neit Kapitel als Amendement ausgeschafft, dee mer dann och dem Statsrot an de Beruffschamberen nach eng Kéier iwwermëttelt hunn a wou dann och den Accord komm ass vun deenen zwou Salariatsberuffschamberen. D'Beruffschambere vun de Patronatsorganisatioune waren e bësse méi dezent. Si waren der Meenung, datt een déi Matbestëmmungsgesetzer net soll nach weider ausbauen. Dat fannt Der a mengem schréftleche Rapport erëm, esou wéi och d'Argumenter dozou.

Mir hunn also en neit Kapitel derbäigeschriwwen, dat dann och d'Approbatioun fonnt huet vum Statsrot, obwuel kloer ass, datt, wann e Betrib, wéi gesot, oder eng Société européenne den dualistesche Gesellschaftssystem hei applizéiert, och dee Lëtzebuerger Salariatsvertrieder dann d'Méiglechkeet huet, an deem Organe de représentation kënnen derbäi ze sinn.

Voilà, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass den Haaptpunkt vun deem Projet, deen elo zur Diskussioun steet. Ech wëll ofschléissend och nach eng Kéier de Regierungsvertrieder Merci soe fir hir Kollaboratioun. Mir hate véier oder fënnef Sëtzungen. Dir fannt dat op der Säit eent vu mengem schréftleche Rapport erëm, wéi oft datt mer eis an der Kommissioun mat där ganzer Problematik, déi ganz komplex ass, ausenaner gesat hunn. Dir fannt och do d'Avisë vun de Beruffschamberen a vum Statsrot.

Also nach eng Kéier villmools Merci un d'Mataarbechter, un d'ganz Kommissioun an un d'Sekretariat. Ech géif dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deem Projet de loi bréngen an ech géif d'Chamber bieden, esou wéi virdrun e Vote ze huelen, deen eng large Zoustëmmung zu deem Gesetzesprojet weist.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Herr Glesener. Dann huet den Här Castegnaro d'Wuert.

Discussion générale

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi zwee Rapporteure vun deene béide Projeten iwwert d'Société européenne grad ewéi eng Rei vu Virriedner hunn d'Detailer vun deene Projeten op eng excellent Aart a Weis hei beschriwwen, an och ech wëll nach eng Kéier d'Qualitéit vun de Rapporten ënnersträichen, déi fir sech selwer schwätzt.

Ech wëll awer betounen, wéi wichteg et ass, dass hei parallell, also zesummen, déi zwee Voleten zu deem Reglement traitéiert ginn, dee mer virdrun als Projet de loi haten a jo och dofir gestëmmt hunn, deen den Droit des Sociétés betrëfft, deen de legale Kader schaaft, eng Rumm setzt an där Fusiounen a Kreatioune vu Sociétéeuropéennen hei kënne geschéien.

Dat ass ouni Zweifel dann och mat Verspéidung geschitt, well ech weess, dass mer eis eigentlech d'Zil gesat haten zu deenen Éischten ze gehéieren. Dat hu mer net erreecht oder verpasst, mä et bleift wichteg fir de Standuert Lëtzebuerg attraktiv ze halen, well mer och esou Aarbechtsplaze kënnen ofséchere respektiv nei Aarbechtsplaze kënne schafen.

Op där anerer Säit - an dat wäert wuel keen heibanne wonneren - läit mir besonnesch dat Soziaalt um Häerz an dass dat an där Diskussioun net ze kuerz kënnt. Dat betrëfft dann de Projet 5435, deen d'Direktiv 2001/86/CE soll ëmsetzen, an do gëtt jo dann de Volet vun der Aarbecht och couvréiert. Dat soll garantéieren, dass d'Rechter vun de schaffende Leit net vergiess oder och net ënnerhielegt gi bei der Kreatioun vun enger Société européenne.

De Fait, dass um europäeschen Niveau déi zwee Voleten Hand an Hand ginn, ass a sech schonn eleng besonnesch ervirzesträichen a luewenswäert. Dass dat esou ass, an dat wëll ech hei ënnersträichen, ass och de Mérite vun de Gewerkschaften, souwuel vum Europäesche Gewerkschaftsbond wéi vu sengen nationalen Organisatiounen, déi sech op nationalem, mä besonnesch op europäeschem Plang iwwer laang Jore ganz staark gemaach hunn an dofir agesat hunn, dass parallell zum Droit des Sociétés och d'Interesse vun de Beschäftegten an d'Matsproochrecht vun de Beschäftegten an de Gewerkschafte geregelt a garantéiert ginn.

D'Direktiv, ëm déi et hei geet, weist, wéi schwéier Europa sech nach ëmmer deet; an dat ass haut jo och schonn e puermol ënnerstrach ginn. Besonnesch och am soziale Beräich gesi mer, dass national Differenzen och iwwer esou eng Direktiv an hir Ëmsetzung net verschwannen, dass et also net méiglech war, en eenheetlechen europäesche Regime fir d'Participatioun an d'Implikatioun vun de Salariéen ze realiséieren, eben aus deene Grënn, dass déi national Gesetzgebungen ze vill verschidde sinn. Mä ëmmerhin - an dat ass luewenswäert, dat muss ervirgestrach ginn - ginn hei minimal Regele festgesat, déi och musse respektéiert ginn, wann d'Rechter vun de Salariéen a Saache Participatioun solle garantéiert bleiwen.

Den Haaptprinzip, deen dobäi spillt, ass dee vum Avant-Après, dat heescht, d'Rechter vun de Salariéen no der Constitutioun vun der Société européenne mussen op d'mannst dem Niveau vun hire Rechter vu virdrun entspriechen. Hei, an dat soll een och ënnersträichen, stinn net nëmmen d'Gewerkschaftsvertrieder am Betrib an hir Gewerkschaften an der Flicht, mä och de Législateur, deen och oppassen an dofir suerge muss, dass déi Rechter garantéiert bleiwen.

Do läit och d'Bedeitung vun der Reform vun der Gewerbeinspektioun, op déi mer schonn e Moment waarden an déi hei eng Aufgab ze erfëllen huet. Mä ech wëll besonnesch ënnersträichen, well et wichteg a bedeitend ass, dass an alle Fäll d'Sozial- an d'Aarbechtsrecht, an domat och d'Kollektivverträg am Land, net kënnen iwwert dee Wee hei ugetaascht ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och dat ass zwar de Mëtte scho gesot ginn: Och zu Lëtzebuerg kenne mer eis an der Tëschenzäit aus mat der Schléissung vu Betriber, mat Ofbau a Betriber, mat der Delokaliséierung vu Betriber, a genausou ass et Realitéit ginn, d'Fusiounen oder d'Iwwernahme wéi déi feindlech oder déi frëndlech. A mir sinn eis jo zënter dem 27. Januar bewosst ginn, wat et bedeit wann eng feindlech Iwwernahm organiséiert gëtt, wéi déi vu Mittal Steel op d'Cargolux, déi da schlussendlech den…

Plusieurs voix.- Op d'Cargolux?

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Entschëllegt, ech si menger Zäit viraus, Här President. Et huet mech gezeechent, Här Gira, bis un de Rescht vum Liewen. Awer dat ganz eescht.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dir wësst schonn erëm eng Kéier méi, he?

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Ech weess eppes weider, Här Jaerling. Ech weess.

M. le Président.- Den Här Castegnaro huet alles kloergestallt.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Et ass d'Arcelor. A wat wichteg ass, ass, dass d'Arcelor et

fäerdeg bruecht huet de 25. Juni aus där feindlecher eng frëndlech Iwwernahm ze maachen. An duerfir soen ech et, well et domat och méiglech war de Sozialmodell vun der Arcelor an industriellt Konzept vertraglech ze verankeren. Dat besonnesch - an dat soll een net minimiséieren - am Interessi vun de Lëtzebuerger Standuerter a vun de Beschäftegten, déi op deene Standuerter schaffen.

Déi Episod do, déi sechs Méint net nëmmen d'Stolwelt mä besonnesch déi Beschäftegt aus der Stolwelt an och déi hei zu Lëtzebuerg an Otem gehalen huet, beweist d'Muecht vum Kapital a vun de Spekulanten. Och dat ass haut schonn an anere Wierder ënnerstrach ginn, awer et ënnersträicht besonnesch och d'Verantwortung vun der Politik, also vun eis, fir esou Spillregelen ze organiséieren a fir fir esou Spillregelen ze suergen, déi derzou bäidroen, dass d'Wirtschaftspolitik net nëmme Selbstzweck ass, mä dass se och am Wuel vun de Beschäftegten a vun engem Land stoe muss.

An dorëms geet et dann och bei där Direktiv, iwwert déi mer elo ofstëmme sollen, déi mer ëmsetze wëllen.

Dorëms ass et allerdéngs och bei der O.P.A.-Gesetzgebung gaange virun enger Rei vu Wochen, déi jo hei och zu enger Debatt gefouert huet. D'O.P.A.-Gesetz, wat den 19. Mee dëst Joer zum Gesetz ginn ass, regelt - an dat ass luewenswäert - eigentlech och d'Informatioun an d'Consultatioun vun de Beschäftegten an hire Gewerkschaften am Fall vun Iwwernahmen, feindlechen oder frëndlechen.

Ech bleiwe perséinlech der Meenung, dass d'O.P.A.-Gesetz hätt kënne besser sinn, an dass d'O.P.A.-Gesetz esou hätt kënnen ausfalen, dass eis Betriber besser viru feindlechen Iwwernahme geschützt gi wieren. Ech wëll dat nach eng Kéier ënnersträichen. Wann de Minister Frieden nach hei wier, géing hie mer äntwerte wéi virdrun; Mir brauche Gesetzer, déi soupel sinn, fir attraktiv ze bleiwen. Bon, dann ass et och e soupelt Gesetz, wéi dat iwwert d'Société européenne.

Mä nach eng Kéier: Positiv an eisem O.P.A.-Gesetz ass, dass dat ganz kloer an däitlech verlaangt, dass d'Beschäftegt an hir Vertrieder an d'Gewerkschaften informéiert a consultéiert ginn; zousätzlech zu deene Bestëmmungen, déi mer haut an der Transpositioun vun der Direktiv an e Gesetz hei nach eng Kéier décidéieren.

An ech wëll och do just soen, dass dat nëmme besser ka gi wa mer d'Matbestëmmungsgesetzer vun 1974, déi op der Lee iergendwou stinn, och moderniséieren an upassen. Gleeft mer, dass d'Arcelor-Belegschaft während sechs Méint gelidden huet ënnert deem, wat sech do ofgespillt huet, genee esou wéi d'Belegschaft vu Villeroy & Boch oder vun der TDK, an aneren, déi am Endeffekt net nëmmen déi Lescht sinn, déi betraff sinn am Sënn oft vu Schléissung a Verléiere vun der Aarbechtsplaz, mä vun enger immenser Ongewëssheet, wat hir Zukunft ubelaangt. Si hunn also, déi eng wéi déi aner, déi eng méi, déi aner manner, erlieft wéi schnell hir Existenz a Gefor ka sinn an och kann zerstéiert ginn.

Mir mussen also alles maache fir déi Realitéit, déi eis net gefält, esou ze begleeden an esou an e Kader ze setzen, dass nieft deem Interessanten an Attraktiven, wat ee wëllt realiséieren, fir als Standuert attraktiv ze bleiwen, een awer och virrangeg d'Interesse vun de Beschäftegten assuréiert.

An d'Bühn, wou dat passéiere kann a passéiere muss, ass déi europäesch Bühn. Europa huet eng Sozialkultur. Si muss erhale bleiwen a si muss ausgebaut ginn, an net de Géigendeel. Och dat ass bei villen europäeschen Debatten hei an dësem Haus schonn ënnerstrach ginn. Mir sinn duerfir jo net driwwer rosen, dass déi sou genannte Bolkestein-Direktiv oder aner Versich gescheitert sinn, well dat eigentlech dee Punkt war, wou d'Aaxt sollt un de Sozialmodell ugeluecht ginn.

Also, opbauend op déi Sozialkultur, déi Europa huet a kennt an déi während Jorzéngten erkämpft ginn ass - déi ass jo net vum Himmel gefall -, musse mer eis weiderhin op europäeschem Niveau och, duerch eng eendeiteg national Haltung zu all deem, asetzen a Suerg droen, dass de Kader stëmmt, an dass déi Prinzipien, déi eis nach ëmmer wichteg sinn, garantéiert bleiwen, gefestegt, gestäerkt an och ausgebaut ginn. An dat ass mat dësem Projet - an de Rapporteur huet dat ënnerstrach - zu engem gudden Deel gelongen. An dat soll een och an Zukunft esou handhaben. An dësem Sënn wéilt ech och den Accord vu menger Fraktioun zum Vote vun dëse Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Dann huet d'Madame Loschetter d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ganz kuerz: De Volet vun dësem Projet de loi am Kontext vun der Société européenne definéiert dem Salarié seng Rechter a wéi hie sech an enger Société européenne organiséiere kann. Et ass u sech - et ass scho gesot ginn - eng Loi cadre, déi déi minimal Regele fixéiert, fir datt d'Salariéë sech esou organiséiere kënnen, fir datt se hir Rechter en bonne et due forme ausübe respektiv verdeedege kënnen.

De Groupe spécial de négociation, dee sech direkt kreéiert soubal eng Société européenne entsteet, ass eng interessant an och eng wichteg Institutioun, déi, wéi den Numm et ebe seet, négociéiert direkt am Ufank vun der Kreatioun vun esou enger SE oder vun enger Fusioun oder och nach vun enger Transformatioun vun enger Société européenne an eng Société européenne.

D'Membere kommen aus de verschiddenen EU-Länner. D'Sëtzer ginn de Länner no verdeelt. D'Vertrieder vun deem Groupe spécial de négociation zu Lëtzebuerg ginn nom Aarbechtsrecht vun 1979 gewielt. Definéiert gëtt och an deem Projet de loi wéi d'Négociatioune virginn, de Contenu vun dësem Accord, d'Force obligatoire vum Accord, wat net onwichteg ass.

Et ass alles in allem an eisen Aen eng kniwwelech, mä awer och eng interessant Aart a Weis, wéi den Droit du Travail um EU-Niveau sech léise kann. Et beweist och, datt et méiglech ass en iwwert d'Grenzen eraus esou ze organiséieren, ouni datt de Salarié per Force ëmmer kann als bëlleg Austauschwuer degradéiert ginn. Also, et ginn aner Méiglechkeeten, déi flott ze regele sinn.

Den Organe de représentation gëtt no deeneselwechte Modalitéiten zesummegesat. Dat heescht, och do proportionell zu der Zuel vun de Salariéen aus den eenzelne Länner. Deen Organe de représentation gëtt informéiert a consultéiert iwwert de Wee vu Rapporten. E ka sech duerch Experten assistéiere loossen. D'Memberen hunn en Urecht op Weiderbildung während der Aarbechtszäit.

Et gëtt och hei definéiert an dësem Projet de loi wat eng Informatioun ass - wat net esou onwichteg ass -, wat eng Consultatioun ass a wat geschitt - sprëch Sanktiounen -, wann den Organe de représentation keng Informatioune kritt oder zumindest net déi, déi e brauch fir seng Aarbecht ze maachen.

Wat d'Partizipatioun vun de Salariéen am Organe d'administration oder am Organe de surveillance ugeet, esou gëtt déi och am Projet de loi kloer definéiert.

All dës gewielte Salariéen hunn en Urecht op de Schutz, deen d'79er Gesetz virgesäit. Si sinn also alles in allem gläichgestallt mat allen anere Salariéen nom Lëtzebuerger Aarbechtsrecht.

Zu Recht – an dat ass och schonn hei notamment vum Rapporteur gesot ginn - huet d'Kommissioun sech och mam Problem ausenaner gesat, dee kéint opkomme wa mer eng Sociétéit hunn, déi ënner Lëtzebuerger Recht den dualistesche Modell adoptéiert hat ier se eben eng Société européenne gëtt. Do kënne mer och elo sécher sinn, datt an dëse Fäll d'Salariéë wäerten an alle Gremië vertruede sinn.

Da wëll ech awer och nach ënnersträichen - ech mengen, dat ass bis elo nach net gesot ginn, an ech kommen och nach muer bei engem anere Projet de loi drop zréck -, datt ze notéieren ass, datt dëse Projet de loi d'Ëmsetzung vun enger Direktiv ass, an datt dës Direktiv, dat heescht och dëse Projet de loi, sech souwuel un de Secteur privé wéi un de Secteur public adresséiert. Dat ass net onwesentlech! Just fir ze ënnersträichen, datt et wuel méiglech ass eben an engem Gesetzestext déi zwee Secteure mateneen ze considéréieren.

Här President, ech wëll net ze vill op déi eenzel Detailer agoen a se kommentéieren, engersäits well se dach zimlech technesch sinn an anerersäits well dëse Rapporteur an dee vun deem Projet virdrun dës schonn ausféierlech beschriwwen hunn, an ech wëll och dësem Rapporteur, dem Här Glesener, a sengen eventuellen Assistente Merci soe fir dee schréftleche Rapport.

Dëst gesot, Här President, wäerte mir Gréng dëse Projet de loi matstëmmen.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Dann huet den Här Jaerling nach als leschte Riedner d'Wuert gefrot.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Bon, Merci, Här President.

Ech hunn awer nach, nodeem den Här Rapporteur an och den Här Castegnaro hei explizéiert hunn, wat d'Rechter vun de Salariéë sinn - ech géif mengen, si zwee si gutt placéiert fir dat ze maachen an et kann een et och net besser maachen -, e bëssen e Problem mat deem wat den Här Castegnaro hei gesot huet, et wär vun enger feindlecher Iwwernahm zu enger frëndlecher komm. Do muss dann awer d'Regierung eng gutt Roll gespillt hunn, well déi huet jo am Ufank vun enger feindlecher Iwwernahm geschwat an du souz si sechs Méint mat hire Feinden um Dësch, fir da spéider zur Konklusioun ze kommen, dass et dann eng frëndlech Iwwernahm wier.

Et gëtt keng frëndlech Iwwernahm vu Betriber, wann och elo nach ëmmer 30.000 Aarbechtsplazen um Spill stinn. Ob se hei am Land um Spill stinn oder net, dat sinn déi 30.000 Aarbechtsplazen, déi sollen ofgebaut ginn, wéi ugekënnegt, an dofir kann et sech hei net ëm eng frëndlech Iwwernahm handelen, mä et ass eng Iwwernahm, déi alt erëm eng Kéier op Käschte vum Salariat geet.

Mä et ass - besonnesch wéi hei schonn ervirgestrach ginn ass - e ganz wichtegt Gesetz, wat awer elementar Grondregele festschreift fir de Schutz vun de Salariéen, wou natierlech net erëm alles ka garantéiert ginn, mä wou awer op jidde Fall d'Basis vun der Ofsécherung virläit. An ech mengen dat ass dat, wat un dësem Gesetz ganz wichteg ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

A wat mech elo besonnesch freet, dat ass, dass de Mëtten hei schonn dräi Gesetzer - an ech géif menge bei deem véierten ass dat och nach de Fall - ofgestëmmt si ginn, ouni dass eng Motioun virläit, déi d'Regierung opfuerdert Lacunë vun deene Gesetzer ze revidéieren. Ech mengen, dat ass och positiv an dat soll een och emol eng Kéier ernimmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet dann d'Regierung zu dësem Projet de loi, den zoustännege Minister, den Här François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech si ganz frou, dass mer dee Projet haut hei diskutéieren an och unhuelen, well en erënnert mech ganz staark u meng Jugend. Am Liewe gëtt ee regelméisseg mat senger Jugend konfrontéiert.

(Interruption)

Et ass wéi Dir et huelt.

De Fait ass, dass et jo méi soziaalt Europa gëtt wéi oft gesot gëtt, dass awer dat soziaalt Europa méi laang Zäit brauch regelméisseg Realitéit ze gi wéi aner Elementer vun eisem Europa. An dat erkläert och, dass dann dat soziaalt Europa heiansdo - ech wëllt souguer soen oft - hannert deem aneren Europa, dem wirtschaftlechen Europa, hannendru kënnt.

Wéi ech a mengem leschte Studiëjoer zu Paräis war - 1982, schonn eng Zäitchen hier - an do en DEA gemaach hunn am Droit communautaire zu Paräis II, hate mer eng Professorin, déi huet eis mat Begeeschterung de Statut de la société européenne erkläert - an notamment well ech schonn deemools méi Droit social studéiert hu wéi aner Rechtsweeër - an eis gesot: Dir léif Studenten, hei musst Dir wierklech ganz gutt oppassen a ganz gutt léieren, well Dir wäert gesinn, dat dote gëtt geschwënn d'Realitéit vun Europa an da musst Dir wësse wéi dat fonctionnéiert.

Et huet bal 20 Joer gedauert, bis dass ech am Joer 2001 am Ministeschrot vun den Affaires sociales an Europa - wéi deen déi Zäit nach geheescht huet, haut heescht en EPSCO - d'Geleeënheet hat, déi Direktiv dann ëmzesetzen. Mir hu selbstverständlech och beim Stat erëm eng Kéier eng Partie Zäit gebraucht - net grad véier, awer méi wéi dräi Joer -, fir de Projet hei ze deponéieren. A mir hunn och annerhalleft Joer Zäit gebraucht, bis dass dann dee Projet duerch d'Instanze gaangen ass fir dee Statut de la société européenne ëmzesetzen.

De Statut de la société européenne ass e wesentlecht Element vun Europa, et ass e wesentlecht Element vum sozialen Europa an et ass awer och e wesentlecht Element vum Standuert Lëtzebuerg.

E wesentlecht Element vun Europa, well en ebe just d'Méiglechkeet gëtt am Gesellschaftsrecht eng Gesellschaft an engem Land ze implantéieren a se doduerch an all Land kënnen agéieren ze loossen. Et ass also doduerch schonn - an dat ass eigentlech de Volet, deen de Luc Frieden virdrun erkläert huet - wesentlech fir Europa insgesamt an notamment d'Gesellschaftsrecht an Europa; doduerch och d'libre circulation des sociétés.

Dee Volet, dee mer elo diskutéieren, ass e wichtegt Element am sozialen Europa - an do wëll ech de Riedner alleguer Merci soen: Dem Marcel Glesener als Rapporteur, deen hei wierklech all Detail gesot huet, awer och dem John Castegnaro, dem Viviane Loschetter an dem Aly Jaerling -, well et jo och net einfach ass esou e Statut de la société européenne ëmzesetzen an engem Land an dann alles zu Makulatur erklären ze loossen, wat bis elo de Fall war.

Ech wëll drop zréckkommen, wat de John Castegnaro gesot huet, nämlech dass mer hei net eis Gesetzgebung ausser Kraaft setzen. Ech mengen, ech brauch net méi an d'Detailer ze goen; de Marcel Glesener huet a sengem Rapport alles dozou gesot.

De Prinzip ass: D'Sozialpartner solle sech eens ginn iwwer e Modell. A wa si sech eens ginn iwwer e Modell, dann ass et dee Modell. Mä wa si sech net eens ginn, da spillt u sech d'Disposition supplétive, wéi dat am Juristeschen heescht, nämlech da fale mer op eppes zréck wat eise Sozialdialog net a Fro stellt, wéi mer en elo hunn.

Ech mengen, dat war e sprëngende Punkt, well et eng Partie Stëmme gouf am Virfeld, déi gesot hunn: Majo d'Société européenne muss awer net dat iwwerhuelen, wat Dir schonn als Sozialdialog hutt, well am Ausland gëtt gekuckt wann do d'Gewerkschaften ze vill Matsproochrecht hunn, da komme se net bei Iech - an esou weider an esou fort. An dat war eng Fuerderung, déi awer net ze haart gefuerdert gouf - dat wëll ech awer och soen -, an déi mer awer vun Ufank u refuséiert hunn, well mer gesot hunn: Et kann net sinn, dass mer iwwert d'Société européenne dee Sozialdialog, dee mer zu Lëtzebuerg hunn, a Fro stellen.

An dofir nach eng Kéier de Prinzip: Wann d'Sozialpartner sech eens ginn iwwer iergendeppes, dann ass et dat, och wann dat net esou wäit geet wéi eise Sozialdialog. Wa se sech net eens gi fir d'Société européenne hei ze maachen, dann ass et eise Modell, deen zielt. Doduerch hu mer keen trojanescht Päerd hei zu Lëtzebuerg zougelooss.

Dat drëtt Element wat fir eis wichteg ass, dat ass, dass et fir de Standuert Lëtzebuerg wichteg ass. Well wa mir et fäerdeg bréngen, doduerch datt mer elo haut déi zwee Voletë vum Statut de la société européenne stëmmen, dass europäesch Gesellschafte sech zu Lëtzebuerg nidderloossen, net nëmmen ënner lëtzebuergeschem Recht - wat mir jo kennen -, mä ënner europäeschem Recht, da bréngt dat vläicht den Effet mat sech, dass ëmmer méi Gesellschaften hire Siège op Lëtzebuerg verleeën.

A mir hu jo awer just och an där ganzer Diskussioun, déi mer haten - Arcelor/Mittal/SeverStal an esou weider -, alleguer festgestallt wéi wichteg et ass an esou engem Dossier, dass de Siège zu Lëtzebuerg ass. Dat heescht, wa mer wëllen eng europäesch Standuertpolitik an der Wirtschaft spillen, brauche mer méi Gesellschaften, déi de Siège zu Lëtzebuerg hunn. Dofir brauche mir och e favorabelt Gesetz, fir dass Leit hei op Lëtzebuerg kommen.

Iwwregens wëll ech soen, fir déi, déi géife mengen - mä där Stëmme gouf et Gott sei Dank de Mëtte keng - et misst een d'Matsproochrecht total zesummeschrauwen, fir dass d'Gesellschafte géifen op Lëtzebuerg kommen, dass dat och falsch ass, well mir hunn zënterdeem mer vun der ARBED op d'Arcelor an elo op d'Arcelor plus - wëll ech dat emol nennen - gaange sinn, awer och festgestallt, dass eigentlech d'Matsproochrecht, och vum Salariat an där ganzer Diskussioun, déi mer de leschte Méinden haten, net den Haaptproblem war vun den Investoren zu Lëtzebuerg - natierlech stoung dat och zur Debatt -; mä et ass awer eng Solutioun och do erauskomm, déi seet, dass mer e Matsproochrecht vun de Leit hunn, esou wéi d'Arcelor dat eigentlech scho virexercéiert hat. An ech wëll drun erënneren, dass d'Arcelor och ëmmer déi Gesellschaft war, déi als éischt gesot huet: Ma mir sinn interesséiert un esou engem Statut de la société européenne, fir eis dann iwwert d'Société européenne zu Lëtzebuerg nidderzeloossen.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, dat waren e bësselche meng politesch Iwwerleeungen heizou. Ech mengen, dass mer wierklech haut e wichtege Schrëtt maachen, net nëmme fir Europa, mä och fir de Standuert Lëtzebuerg. Ech hoffen, dass dëse Projet gradesou vill Stëmme kritt wéi dee virdrun.

(Interruption)

Net méi, dat ass bal net dran, mä op alle Fall keng manner. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung vun dësem Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5435 ass eestëmmeg mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Hären, zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5501 iwwert de Fonds pour l'Emploi. D'Riedezäit ass nom Modell eent festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Glesener, den Här Bettendorf, den Här Castegnaro, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Ali Kaes. Här Kaes!

6. 5501 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

2. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;

3. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, dee virläit, deen huet als Zil, d'Beschäftegungsmoossnamen op d'Evolutioun um Aarbechtsmaart unzepassen an ze adaptéieren. Et geet drëms, d'Chômeuren esou schnell wéi méiglech erëm an den Aarbechtsmaart ze integréieren an ze verhënneren, datt d'Zuel vun de Laangzäitaarbechtslose wéi och déi vun den eelere Chômeure weider klëmmt.

Et gëtt d'ailleurs en Zesummenhang tëschent dem Alter an dem Chômage de longue durée. Eeler Leit, déi entlooss ginn, hunn einfach gréisser Problemer fir erëm eng Aarbecht ze fannen a se ze behalen. Et ass duerfir wichteg fir ëmmer nees op en adaptéierten Dispositif vu Moossname kënnen zréckzegräifen.

De Projet de loi, deen den 13. Oktober vum leschte Joer an der Chamber deponéiert gouf, besteet aus dräi Voleten, op déi ech hei wëll agoen.

De virleienden Text gesäit als Éischt d'Ännerung vun e puer Punkte vum Artikel 2, Paragraph 1 vum Gesetz vum 30. Juni 1976 iwwert de Fonds de l'Emploi vir. Et geet drëms, der Administration de l'Emploi d'Méiglechkeet ze ginn, op Experten a Beroder entweder aus der Privatwirtschaft oder dem Patronat zäitbefrist zréckgräifen ze kënnen. De Fonds de l'Emploi iwwerhëlt d'Käschten, déi doraus entstinn. Domadder ass u sech d'Fro vun der Finanzéierung vum Asaz vun Experten ee fir alle Mol geregelt. D'Experte sollen dem Arbeitsamt hëllefen, den Aarbechtsmaart ze prospektéieren op der Sich no eventuellen Aarbechtsplazen, déi fräi sinn, a si sollen och der Administratioun hëllefen, d'Demandeurs d'emploi fir déi Aarbechtsplazen ze selektionéieren. Dës Moossnam verstäerkt d'Aktioune vun der Administration de l'Emploi, déi doduerch an Zukunft ganz sécher nach méi effikass wäert ginn.

De Statsrot huet a sengem Avis fir méi kloer Modalitéiten ënner anerem beim Recrutement vun den Experte plädéiert. De virleiende Gesetzestext garantéiert hei e gewëssene Spillraum, deen noutwendeg ass, eiser Meenung no. De Privatsecteur charakteriséiert sech duerch eng gewësse Flexibilitéit. Et ass net ubruecht, ze strikt Regelen an dësem Kontext anzeféieren.

Et kann een hei nach erwähnen, datt elo schonn zéng Experte mat der Administration de l'Emploi zesummeschaffen, an datt déi Zesummenaarbecht ganz gutt fonctionnéiert. D'Kommissioun begréisst virun allem awer och d'Tatsaach, datt een Expert sech méi spezifesch ëm d'Astellung vun de behënnerten Aarbechter këmmert. No den Informatiounen, déi d'Kommissioun vum Aarbechtsminister krut, soll d'Zuel souwuel vun den Experte wéi awer och vun de Placeuren eropgoen, wat ech voll a ganz ënnerstëtzen a begréissen.

De virleiende Gesetzesprojet gesäit awer als zweete Punkt och vir, den Artikel 4, Alinea 2 vum Gesetz vum 24. Dezember 1996 ofzeänneren. Ech erënneren Iech drun, datt dëst Gesetz steierlech Virdeeler fir déi Betriber virgesäit, déi en Aarbechtslose bei sech ophuelen. Hei geet et drëms, d'Konditiounen an d'Zoudeelungsmodalitéite vun de verschiddene Beschäftegungsmoossnamen, déi et gëtt, ze harmoniséieren.

D'Employeuren, déi en Aarbechtslosen, deen zënter méi wéi dräi Méint bei der Administration de l'Emploi agedroen ass, astellen, kënnen a sech während 36 Méint vun enger Steierbonifikatioun vun 10%, gerechent op de Bruttogehalt vun där betreffender Persoun, profitéieren.

Fir de Moment ass eng vun de Bedéngungen, fir kënne vun esou enger Méiglechkeet ze profitéieren, d'Ofschléisse vun engem onbefristeten Aarbechtsvertrag oder vun engem op 24 Méint befristete Kontrakt. Genee dës Bedéngung soll ofgeännert ginn. De virleiende Gesetzesprojet reduzéiert d'minimal Dauer vun engem befristeten Aarbechtsvertrag vu 24 op 18 Méint.

Den drëtte Volet betrëfft d'Moossnamen, déi zum Zil hunn, eeleren Aarbechter oder Laangzäitaarbechtsloser ze hëllefen eng Aarbecht ze fannen. Wéi ech scho virdru gesot hunn, leet de virleienden Text e besonneschen Akzent op eeler Chômeuren oder Chômeurs de longue durée. Den Dispositif vun dëse Moossnamen, fir méi prezis ze sinn, verschidden Dispositioune vum Gesetz vum 23. Juli 1993, sollen nogebessert ginn.

Dëst Gesetz gesäit ënner anerem de Remboursement vun de Sozialversécherungsbeiträg während enger gewëssener Dauer vir, wann den Employeur en eelere Chômeur astellt. Den Text, dee mir haut zur Ofstëmmung virleien hunn, proposéiert aus harmonisatoresche Grënn, fir d'minimal Dauer vum befristeten Aarbechtskontrakt, deen den Employeur mam Chômeur ofschléisst, vu 24 Méint op 18 Méint erofzesetzen. Wat déi minimal Aarbechtsdauer pro Woch ugeet, esou soll déi nom virleienden Text ebenfalls reduzéiert ginn, an zwar op 16 Stonnen. Haut hu mer 20 Stonnen.

Fir kënne vum Remboursement vun de Cotisatiounen ze profitéieren, muss den Employeur seng Demande an engem gewëssenen Délai, vun der Astellung vum Aarbechter u gekuckt, eraschécken. De virleienden Text gesäit vir, dësen Délai ëm véier Méint ze verlängeren, an zwar vun zwee op sechs Méint.

Derbäi kënnt, datt déi finanziell Ënnerstëtzung vun dräi Facteuren ofhänkt: dem Alter vum Chômeur, der Dauer vu senger Inscriptioun bei der Administration de l'Emploi an der Dauer vum Remboursement. Den Text gesäit vir, d'Alterskategorien an d'Délaie fir d'Inscriptioun wéi och d'Dauer vum Remboursement ëmzeänneren. D'Zil ass et, datt esou vill wéi méiglech Leit vun dëse Moossname solle profitéieren.

Natierlech fält de Remboursement bei den eeleren Aarbechtslose vill méi generéis aus. Dëst ass awer net verwonnerlech, wann ee sech d'Zil vun dësem Gesetzesprojet virun Aen hält. Fir d'Chômeuren, déi iwwer 45 Joer al sinn, gesäit den Text eng Réckerstattung vun de Cotisatioune bis zur Pensioun vir. Fir de Recrutement vu Chômeuren, déi tëschent 40 a 44 Joer al sinn, gesäit de Gesetzesprojet e Remboursement bis zu dräi Joer respektiv bis zu zwee Joer maximal, wann de Chômeur tëschent 30 an 39 Joer al ass.

Fir datt d'Employeure kënne vun dëse Moossname profitéieren, muss den Aarbechtslose bei der ADEM ageschriwwe sinn, an dat mindestens ee Mount, wann de Chômeur wéinstens 45 Joer al ass. D'Umeldung bei der ADEM ass dräi Méint fir d'Kategorie vun de 40 bis 44 Joer ale Chômeuren an zwielef Méint fir d'Kategorie vun den Aarbechtslosen tëschent 30 an 39 Joer.

Den initiale Gesetzesprojet hat awer och e véierte Volet. Den Text hat a senger originaler Versioun virgesinn, d'Moossnamen, déi zum Zil hunn, d'Beschäftegung vun deene méi jonken Aarbechtslosen ze förderen, an dësem Text nozebesseren. Konkret sollt d'Zuel vun de bestehende Moossname vun dräi op zwee reduzéiert ginn.

De Contrat d'auxiliaire temporaire am öffentleche Secteur gëtt an dësem véierte Volet duerch de Contrat d'appui-emploi ersat, an de Contrat d'auxiliaire temporaire wéi och de Stage d'insertion am Privatsecteur duerch de Contrat d'initiation à l'emploi. Laut Informatioun vum CEPS huet de CAT am Privatsecteur méi Erfolleg bruecht wéi deen am öffentleche Secteur. De Stage d'insertion gëtt virun allem an der Industrie ugewannt, während de CAT am Privatsecteur éischter an deene klengen a mëttlere Betriber zur Uwendung kënnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet drëms, déi Jonk fréizäiteg ze aktivéieren an ze responsabiliséieren, a virun allem och ze verhënneren, datt déi Ribambelle vu Moossnamen dozou benotzt gëtt, fir iwwert de Wee vun engem vun deenen Instrumenter déi Jonk als bëlleg Aarbechtskraaft auszenotzen.

Dëse véierte Volet, Dir Dammen an Dir Hären, ass awer aus dem Projet de loi erausgeholl ginn, well am Kader vun der Tripartite eng Rei Accorden an dësem Zesummenhang tëschent de Sozialpartner getraff gi sinn, déi et elo nach gëllt ze finaliséieren. Et géif kee Sënn maachen, dëse Volet elo ze stëmmen, fir en duerno gegebenenfalls kuerzfristeg missen erëm ofzeänneren.

Ouni virzegräife wëll ech dach awer soen, datt aller Wahrscheinlechkeet no den Artikel 4, esou wéi den initiale Projet e virgesäit, wäert amendéiert ginn.

Mir hätten natierlech kënnen d'Finalisatioun vun den Accorden ofwaarden. Mir hätten dann awer wäertvoll Zäit verluer, an d'Administration de l'Emploi hätt virun allem nach ëmmer keng legal Basis, fir kënnen op Experten zréckzegräifen. Aus dësem Grond, mä awer och fir esou schnell wéi méiglech d'Astellung vun eeleren Aarbechtslosen nach méi ze favoriséieren, huet d'Kommissioun sech mat der Propos vun der Regierung, de véierte Volet aus dem Gesetzestext erauszehuelen, d'accord erkläert.

Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, ier ech zum Schluss vu mengem mëndleche Rapport kommen, wëll ech nach kuerz op den Amendement vun der Regierung agoen. D'Regierung huet nämlech den 22. Juni 2006 d'Chamber mat engem Amendement saiséiert, deen als Zil huet, déi finanziell Hëllefen, déi d'Gesetz vun 1993 virgesäit, och als Instrument am Kader vun de Restrukturatioune vu Betriber spillen ze loossen.

Den Amendement besteet doran, datt de Benefiss vum Remboursement vun de Cotisatiounen erweidert gëtt op Salariéen, déi vun engem Sozialplang concernéiert sinn, ënnert der Bedéngung, datt se mindestens 40 Joer al sinn. An dësem Fall ass d'Inscriptioun bei der Administration de l'Emploi vum Salarié keng Konditioun, fir datt den neien Employeur vun dëse Moossname profitéiere kann. Dëst spigelt déi nei Philosophie ganz sécher och vum Maintien dans l'emploi erëm.

D'Regierung proposéiert deemno am Artikel 1 vum Gesetz vun 1993 en drëtten Alinea bäizefügen. D'Kommissioun ass mat dësem Amendement averstanen. Dësen Amendement huet och den Accord vum Statsrot kritt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Aarbechtskommissioun géif ech Iech bieden, dëse Projet de loi ze stëmmen. En ass kleng am Format, mä wichteg vum Contenu. Dëst Gesetz wäert sécherlech dozou bäidroen, méi effizient a koordinéiert a puncto Beschäftegungspolitik virzegoen. Et ass e Projet am Interesse vun all deene Leit, déi keng Aarbecht hunn oder hir Schaff verléieren.

Ech géif mer och nach erlaben, de Membere vun der Aarbechtskommissioun, de Mataarbechter vun der Fraktioun a vun der Chamber, der Madame Nadia Rangan an dem Här Martin Bisenius, mä awer och virun allem de Leit aus dem Aarbechtsministère hei Merci ze soen.

An deem Sënn géif ech Iech da Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Glesener. Här Glesener, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Merci, Här President. Mäi Fraktiounskolleeg Ali Kaes huet elo enger Rei Leit, déi dëse Projet finaliséiert hunn, Merci gesot fir hir Kontributioun. Ech wëllt dann e weidere Merci ufügen, an zwar un d'Adress vum Rapporteur. Mäi Kolleeg, den Ali Kaes, huet dat op eng ganz kloer Aart a Weis hei gemaach. Säi schréftleche Rapport léisst näischt un Däitlechkeet aus an ënnersträicht virun allem och d'Wichtegkeet an d'Noutwendegkeet, fir déi Punkten, déi elo hei zur Diskussioun stinn, am Detail ze duerchliichten a virun allem awer och zur Uwendung ze bréngen.

De mëndleche Rapport vu mengem Frënd, dem Ali Kaes, huet deem net hannendrugehippt, e war explizit an en huet wierklech ganz kloer där Beweiser dofir bruecht, wéi noutwendeg a wéi wichteg et ass, datt mer déi offensiv Beschäftegungspolitik, déi déi lescht Regierunge gekennzeechent huet, elo a verstäerktem Mooss weiderféiere mussen. Et war dat och e wesentlechen Aspekt vun deene Berodungen an der Tripartite.

Ähnlech wéi - an ech ka mech ganz gutt dorun erënneren - mer eis ausganks den 90er Joren eescht Gedanke gemaach hunn iwwert d'Entwécklung vum Chômage, wou mer hei an der Chamber widderhuelt eis doriwwer net nëmmen ënnerhalen hunn, mä och, virun allem am Rumm vum PAN-Gesetz, gesetzlech Moossnamen décidéiert a gestëmmt hunn, fir d'Massenaarbechtslosegkeet hei zu Lëtzebuerg ze verhënneren, wat eis och gegléckt ass deemools, stelle mer haut fest, datt d'Entwécklung vum Chômage beängschtegend Entwécklunge virweist. An et ass noutwendeg a wichteg, datt mer, wéi ech am Ufank gesot hunn, eng offensiv Beschäftegungspolitik hei weiderféieren.

Ee vun de Volete vun där Beschäftegungspolitik, dat sinn déi sou genannte Beschäftegungsinitiativen. Dat sinn der néng, an ech maachen direkt eng Klammer op. Eng vun deene Beschäftegungsinitiativen, dat ass de Projet iwwert de Chômage social, an no enger laanger Reflexiounsperiod opgrond vun engem Avis vum Statsrot huet och d'Regierung do déi lescht Amendementer presentéiert. Ech ginn dovun aus, datt mer eis an eiser Kommissioun direkt bei der Entrée vun der neier Parlamentssessioun mat deem Projet wäerten ausenaner setzen.

Et ass e wichtegen Aspekt fir Leit, Mënschen, fir nach jonker an och net jonker, déi keng Chance hunn um Aarbechtsmaart erëm eng Plaz ze fannen, sou awer d'Méiglechkeet ze ginn, datt se net ausrëtschen an net an eng Situatioun kommen, déi prekär ass a wou se an eisem gesellschaftleche Liewe séier wéineg Iwwerliewenschancen nach hunn. Déi Klammer zou.

Ech wëll awer op een Aspekt hiweisen, ouni elo nach eng Kéier an den Detail ze goen - den Ali huet dat op eng magistral Aart a Weis gemaach -, nämlech datt d'Regierung gutt berode war fir d'Kapitel 4 aus deem urspréngleche Projet erauszehuelen an e getrennt am Zesummenhang mat neien a wei-

deren Iwwerleeunge weiderzefëieren, am Zesummenhang mat enger Aktualiséierung vun deenen néng Beschäftegungsinitiativen, déi während deene leeschte Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg agefouert gi sinn.

An zwar kënne mer dat elo maachen opgrond vun enger wëssenschaftlecher Etüd, déi eis gëschter presentéiert ginn ass vum CEPS déi beweist an déi och weist, datt déi Beschäftegungsinitiativen net dat Negatiivt duerstellen, wat munch Leit ëmmer hinne virgeworf hunn, mä au contraire, datt se wesentlech dozou bäigedroen hunn, fir jonke Leit an och eelere Matbierger, déi keng Aarbecht méi hunn, d'Méiglechkeet ze ginn, fir erëm eng Aarbechtsplaz ze fannen a sech ze integréieren an eis Gesellschaft als vollwäerteg Mënschen.

Mir hunn awer och festgestallt, datt eng ganz Rei Beschäftegungsinitiative mussen aktualiséiert a verbessert ginn, datt mer mussen nei Initiatioune maache par rapport och zu de Leit selwer, awer och vis-à-vis vun den Arbeitgeber, fir an deem Geescht weiderzefueren, an deem mer deemools ugefaangen hunn, an déi Beschäftegungsinitiative weider ze gestalten.

Dofir war et gutt - an den Ali Kaes huet drop higewisen -, datt mer de Punkt 4, wou et ëm déi spezifesch Beschäftegungsinitiative fir Jugendlecher geet, aus dem Projet erausgeholl hunn, dat opgrond vun den Diskussiounen an der Tripartite. Elo ass den Aarbechtsministère amgaang, en Comité permanent de l'Emploi, en Avant-projet auszeschaffen, wou soll probéiert ginn e Konsens ze fannen tëschent de Sozialpartner.

Ech waarden, net mat Ongedold, mä ech waarden awer op deen Avant-projet an ech hoffen, datt de Minister esou séier wéi méiglech a senger Berodung mat de Sozialpartner virukënnt, fir datt mer eis och an eiser Kommissioun kënne rechtzäiteg parallell mat de Sozialpartner Gedanke maachen, wéi a wou déi Beschäftegungsinitiative weider ze vervollstännege sinn, well dat ass jo net eleng d'Aufgab vun de Sozialpartner, mä och d'Aufgab vun der Politik effektiv déi Mesuren esou ze treffen, datt se wierksam sinn, an datt mer och kënnen de Sozialpartner d'Méiglechkeet ginn, fir effektiv a ganz konkret am Rumm vun enger offensiver Beschäftegungspolitik hir Aarbechte weiderzefëieren.

Dat gesot, Kolleeginnen a Kolleegen, ginn ech selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun zu deem Volet hei vun deem Projet.

Mir wäerten zesummen an der Kommissioun mat all deenen anere Fraktioune versichen dann och eist Beschtméiglecht ze maachen, fir mat deene Konklusiounen, déi aus där Etüd erausgaange sinn, déi mer gëschter presentéiert kritt hunn, och wierklech Neel mat Käpp ze maachen an hei eng offensiv Beschäftegungspolitik weider ze gestalten, andeem mer ënner anerem och déi néng Beschäftegungsinitiaven ënnert d'Lupp huelen an déi als Outil benotzen an ausbauen, déi derzou féieren, fir d'Aarbechtslosegkeet hei däitlech ze verréngeren an d'Vollbeschäftegung méi däitlech an d'Luucht ze setzen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Glesener. Den honorabelen Här Bettendorf huet elo d'Wuert als Vertrieder vun der demokratescher Fraktioun.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech och dem Rapporteur Aly Kaes Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Et ass esou, dass dëse Projet de loi e weidere Versuch ass de Chômage besser kënnen ze bekämpfen. Et ass e weidere Versuch d'ADEM an hirer Aarbecht ze stäerken. Dass dat noutwendeg ass, dat wësse mer alleguerten. Ech hoffen, dass déi Mesuren, déi mer huelen, och vun Erfolleg gekréint sinn.

Ech muss Iech soen, dass dëse Projet de loi jo amputéiert ginn ass, andeems mer den Artikel 4 erausgeholl hunn - et ass elo schonn hei erkläert ginn -, well déi Mesurë fir déi jonk Leit sollen dann am Kader vun dem Tripartitesgesetz verbessert ginn. Ob et esou en Tripartitesgesetz gëtt, wéi mer e PAN-Gesetz haten, wou mer 29 Gesetzer an engem Siess dra geännert hunn, wësse mer nach net. Den Här Minister weess dat vläicht; e kann eis dat vläicht herno soen.

Op alle Fall war dat deemools eng Sisyphusaarbecht, fir déi 29 Gesetzer an engem Gesetz ze änneren. Vläicht wier et genau esou gutt, wann all eenzelne Ministère géif vu sech aus Projet-de-loien ausschaffen iwwert dat, wat an der Tripartite ausgemaach ginn ass, an déi dann hei an der Chamber géif deponéieren.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech muss Iech soen, dass ee mat deene Mesuren, déi am Fong geholl virgesi sinn hei, kënnt averstane sinn. An awer ass eng Mesure, déi mer exzellent gefält an déi mech awer zum Iwwerleeë bruecht huet, wat dorauser kann entstoen. Dat ass déi Mesure, dass, wann ee 45 Joer al ass, de Patron da bis zur Pensioun - vu 45 bis 65, dat sinn 20 Joer -, wann en esou e Chômeur astellt, d'Sécurité sociale rembourséiert kréie kann. Dat kann en décke Batz Geld sinn zu Laaschte vum Fonds pour l'Emploi.

An ech froe mech, wat dorauser entsteet. Vläicht erreeche mer dat, wat mer gären hätten, an zwar eeler Chômeuren ënnerdaach ze kréien. Wann et eis geléngt, dat do ze maachen - à la bonheur, dann ass dat eng gutt Mesure. Wa mer musse feststellen, dass mat där Mesure Unfug geschitt an express emol eng ganz Rei Leit an de Chômage ginn, fir dass de Patron vun deene Mesurë profitéiert, da kënnt et negativ ginn. Da misste mer awer reagéieren. Dat ass emol op alle Fall, mengen ech, ee Punkt, op deen ee muss oppassen.

Ech sinn och frou, dass mer net méi spéit wéi gëschter déi éischt Beliichtung vun de Mesuren, déi geholl gi sinn, endlech presentéiert kritt hunn. An et ass schonn hei gesot ginn: Do si Saachen zum Virschäi komm, déi ee sech net esou virgestallt huet.

Eng vun de Mesuren zum Beispill ass déi, dass Leit, déi an enger Mesure CAT privé waren oder engem CAT public, wa se hir Mesure ofgebrach hunn, da besser bei engem Patron ënnerdaach kommen, wéi wa se d'Mesure bis zu Enn gefouert hätten.

Dat huet mech net laang iwwerrascht. Well, wann een iwwerleet, et huet een e Patron, bei deen ee sech virstelle kënnt, an dee seet zum Patron: Ech hu keng Aarbecht. Wëllt Der mech net huelen? Dann ass de Patron scho retizent, well en net weess, firwat dass dee keng Aarbecht huet. Kënnt awer dee jonke Mënsch dohinner an e seet: Ech schaffen am Ableck do an do. Ech schaffen! - Da seet de Patron vläicht: Dat do ass en aarbechtswëllege Mënsch. Deen huelen ech éischter ewéi en aneren.

Dat ass eppes, wat mer gëschter erausfonnt hunn. An dat muss eis ze denke ginn, dass mer musse versichen déi jonk Leit, während deem se an de Mesuren dra sinn, awer och weider derzou ze kréien, dass se weider siche ginn, an dass se Zäit kréie, fir sech ze presentéiere fir justement eng Aarbecht ze fannen.

Wéi gesot, dat musse mer nach analyséieren, wat alles an där Etüd Ceps/INSTAED do drasteet. Mer krute se gëschter presentéiert. Et ass eng gutt Aarbecht an déi Aarbecht, déi muss och weidergefouert ginn. Ech wëll Iech soen, dass mir als Demokratesch Partei averstane si mat deene Mesuren, déi en faveur vun deenen eelere Chômeure geholl ginn, an dass mir dëse Projet de loi och wäerte stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech soen dem Här Bettendorf Merci. Als nächste Riedner ass den Här Castegnaro agedroen. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir dee gudde schréftlechen an och mëndleche Rapport, deen en hei virgedroen huet. Ech wëll och ënnersträichen, dass mir d'Zweedeelung vun deem Projet de loi direkt akzeptéiert hunn, well mer der Meenung sinn, dass se zesummegeet mat där dach dramatescher Situatioun op eisem Aarbechtsmaart.

Déi Situatioun mécht et noutwendeg, dass ee sech fir déi nei Mesuren, déi besonnesch fir déi jonk Chômeuren an Demandeurs d'emploi amgaange sinn ausgeduecht ze ginn, Zäit muss huelen. Och well se musse weiderhin en offensive Charakter hunn, ass et néideg, sech Zäit duerfir ze huelen, fir dass dat duerchdiskutéiert gëtt, ausgeräift ass an zu engem konkrete Resultat da féiert.

De Koordinatiounscomité vun der nationaler Tripartite huet a senge leschte Sitzungen deen Débat - och deen dote - relancéiert. Ech géing awer ganz bescheide soen, och am Sënn vun der LSAP an eisen Initiativen hei an deem héijen Haus, wou mer e puermol Debatten ausgeléist hunn iwwert de Chômage am Allgemengen an och am Spezifeschen an domat eis Suerg ëmmer erëm zum Ausdrock bruecht hunn, dass ee sech muss mat där Beschäftegungssituatioun permanent ausernee setzen, an dat mam Zil erëm kënne Vollbeschäftegung hierzestellen.

Vollbeschäftegung a méi Aarbecht, awer dat wësse mer och: Dat kann een net eleng per Gesetz dekretéieren. Dat ass net méiglech, soss hätte mer et scho längst gemaach. Mä dat, wat mir kënne maachen, musse maachen a jo och maache wéi haut, dat ass dee beschtméiglecht Kader ze schafen, deen derzou bäidréit, dass een d'Beschäftegungspolitik kann offensiv entwéckelen. Dat och am Sënn vu bessere finanzielle Konditiounen. Ob dat elo déi Sue sinn, déi de Chômeur kritt, oder ob dat déi Hëllefe sinn, déi de Patron kritt, alles dat ass wichteg a spillt eng Roll.

Mä mir sinn eis jo awer och alleguer bewosst, dass och d'Schoul- an d'Ausbildungspolitik, wann ee vu Beschäftegungspolitik schwätzt, eng bedeitend Roll huet; och d'Industrie- an d'Wirtschaftspolitik, och d'Steierpolitik. Vill - wann net bal all - Politiken, déi an dësem Land zur Debatt stinn, hunn hiren Undeel dorun, ob ee Vollbeschäftegung méiglech mécht, oder ob ee weiderhin op engem héije Chômageniveau muss fueren.

Bedeitend ass a bleift - an dat muss een ëmmer erëm op en Neits ënnersträichen -, dass all Akteuren hei gefuerdert sinn; d'Politik als alleréischt. Mir droen d'Responsabilitéit an alle Fäll, mä och d'Gewerkschaften an d'Wirtschaft an dat am Sënn vun där Responsabilitéit, déi all Acteur an dësem Land huet, awer och am Sënn vun der sozialer Responsabilitéit, déi jiddfereen ze iwwerhuelen huet.

D'Viraarbecht fir déi Mesuren, déi elo méi besonnesch déi Jugendlech treffen, déi ginn de Moment am Comité permanent de l'Emploi gefouert, op der Basis vun den Diskussiounen aus der nationaler Tripartite.

Mä ech wëll awer dobäi och ënnersträichen, dass eis Commission du Travail et de l'Emploi genausou direkt no der Tripartite déi Viraarbecht ugefaangen huet, andeem mer den Aarbechtsminister invitéiert haten, fir e Rapport gemaach ze kréien iwwert d'Konklusioune vun der nationaler Tripartite a fir direkt an de Prozess ageschalt ze sinn a kënnen eise Pefferkär bäizeleeën an och keng Zäit ze verléieren, fir dann, wann et esou wäit ass, kënne méiglechst schnell déi beschtméiglech nei Mesuren op den Instanzewee ze brëngen an deem héijen Haus hei dann och kënnen ze ënnerbreeden.

Déi lescht politesch Entscheedung ass eben hei an der Chamber an déi soll a muss ëmmer am Sënn vun de Betraffene sinn.

Haut - de Rapporteur an de Virriedner hunn dat schonn ënnerstrach - leeë mer iwwert dee Projet, iwwert dee mer ofstëmmen, eng Rei vu Saache fest, besonnesch, an dat ënnersträichen ech, eng legal Basis fir d'Experten an d'Consultanten, déi bei der ADEM agestallt gi sinn zënter Joren an déi eng wäertvoll an net méi ze vermëssend Aarbecht leeschten. Mir begréissen, dass de Statut vun deene Leit mat dësem Gesetz kloer gëtt, also eng legal Basis kritt.

Mir schwätzen och haut iwwert eng Rei vu Verbesserungen an der Harmoniséierung vu bestehende Moossnamen. Ech wëll net méi op déi agoen; déi sinn hei ëmschriwwe ginn.

Ech wëll just eppes besonnesch ervirsträichen, well et engem am Häerz wéi deet: Mir schwätzen haut iwwer Moossnamen zu Gonschte vun eeleren Arbeitnehmer, déi mer ab dem 40. Liewensjoer als al Arbeitnehmer fir den Aarbechtsmaart aklasséieren, wat eigentlech eng Schan an eng Frechheet vis-à-vis vun deene Mënschen ass an e brutaalt Spigelbild awer duerstellt vun der reeller Situatioun op eisem Aarbechtsmaart an deem dach méi béisaartege Spill, wat mat Mënschen a mat hirer Existenz gedriwwe gëtt. Duerfir begréissen ech ausdrécklech, dass mir am Sënn vu positive Moosnamen hei Verbesserunge virschloen iwwert dee Projet de loi.

An ech wëllt d'Geleeënheet nach fir eppes benotzen. Et ass vill iwwert d'CEPS-Studie vu gëschter geschwat ginn, ech kommen och nach eng Kéier kuerz drop zréck, mä mir soen et ëmmer erëm: Et gëtt an dësem Land immens vill Patronen, déi iwwerhaapt net wëssen an net zur Kenntnis huelen, wéi vill Moossnamen, positiv Moossnamen et gëtt fir déi Mënschen, mä och fir hir eege Keess. Wa se déi Moossnamen uwenden, kommen se net emol schlecht dobäi ewech, well se meeschtens gutt Leit kréien an och nach vill Geld aus dem Fonds pour l'Emploi, wa se dann deen Akt do maachen, deen eigentlech misst eng Selbstverständlechkeet sinn am Sënn vun der sozialer Responsabilitéit.

Mä ech wëll eppes aneschters ënnersträichen. Déi Mesuren, déi haut hei zur Décisioun stinn, stinn eigentlech am krasse Géigesaz zu Fuerderunge vu gewësse politesche Kreesser oder Patronatsorganisatiounen, oder vu sou genannten Experte wéi déi vun der OECD, déi an dësen Deeg en Urteel jo och iwwert de Chômage a seng Bekämpfung zu Lëtzebuerg ofginn hunn. Sou och den Expert vum BIT, deen eigentlech virun e puer Wochen hei war, fir en Audit bei der ADEM ze maachen, mä dee sech och ugemooss hat, d'Héicht vun den Chômageindemnitéiten an de Steieren an all Méigleches ze kritiséieren. Do hate mer eigentlech Sträit kritt.

Dir erënnert Iech un déi Debatt hei an déi Ausernanersetzung, déi ech bal mam honorabelen Niki Bettendorf kritt hat, mä déi Leit do sinn a sech bezuelte Söldner, géing ech soen, déi geruff ginn - ech hoffen net bestallt ginn -, mä déi hir Missioun dora gesinn, fir an dësem Fall déi bestehend Chômagegesetzgebung ze verännere, an deem Sënn, wéi si dat gesinn. Si drécke sech zwar an engem techneschen onverständleche Kauderwelsch aus, wat bal kee versteet. Am Endeffekt ëmschreiwe se dat mat néidege Strukturreformen. Mä am Endeffekt beweise se, dass se keen Häerz hunn an dass se am neoliberalen Zäitgeescht eigentlech Sozialofbau schlicht an einfach op Bockel vu Leit, déi souwisou Existenzproblemer hunn, wëlle bedreiwen.

An do soen ech: Gott sei Dank ass dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, am krasse Géigesaz, a Widersproch zu deenen Theorien a Gott sei Dank setze mer hei e positiivt Signal, e positiivt Signal, wat mer hoffentlech och - an ech gleewen drun - bei den neie Moossname fir jugendlech Chômeuren oder Demandeurs d'emploi geneeësou wäerte setzen.

Ofschléissend, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, nach déi eng oder aner Iwwerleeung. Éischtens emol: D'Commission de l'Emploi et du Travail, an et ass vu menge Virriedner gesot ginn, huet virgëschter déi Etüd vum CEPS zur Kenntnis geholl, wou et dorëm gaangen ass, d'Bewäertung vun der Effikassitéit vun néng bestehende Mesures pour l'emploi virzehuelen, also net Beschäftegungsinitiativen, wéi de Frënd Marcel Glesener sech e bëssen onglécklech ausgedréckt huet, mä néng bestehend Mesures pour l'emploi, an dorënner sinn och déi, déi hie gemengt huet, also déi Mesuren, déi iwwer Beschäftegungsinitiativen organiséiert ginn.

Déi CEPS-Etüd huet eigentlech wëssenschaftlech dat bewisen - an do sinn ech mat mengem Frënd, dem honorabelen Niki Bettendorf dann eben erëm eng Kéier net ganz d'accord - wat aner Leit awer wossten, nämlech dass déi Mesurë scho positiv Resultater op engem ganz héijen Niveau hunn. Dat wat gutt ass, wat positiv ass, dat ass, dass mer et och elo nach wëssenschaftlech kritt hunn, wat mer awer am Ministère, an der ADEM, innerhalb och vu gewëssene Beschäftegungsinitiative souwisou feststellen.

Et ass also eng Bestätegung vun enger positiver Bewäertung an ënnersträicht, wéi wäertvoll an erfollegräich déi Mesuren do sinn. Mä et ass och drop higewise ginn, dass se zu engem gudden Deel verbesserungsbedürfteg sinn, an dass verschidde Konfusiounen nach méi mussen aus der Welt geschaaft ginn. Hei ass de CAT public genannt ginn, wou eng ronn 1.800 Verträg an de Joren 2001 bis 2005 waren; wou leider déi Meescht mengen, wa se CAT am öffentleche Secteur maachen, wier dat gläichbedeitend mat iergendeng Kéier enger definitiver Astellung do; wat jo net méiglech ass opgrond vun de Spillregelen, déi aneschters sinn; an dass do Leit herno Schwieregkeeten hunn, en anere Patron am Privatsecteur ze fannen; dat ergëtt sech e bëssen. Mä dat sinn déi Saachen, déi ee muss verfeineren.

Mir sinn eis jo och eens ginn, dass mer am Hierscht, op der Basis vun der CEPS-Etüd a vun Erkenntnisser vum Ministère a vun der ADEM, deen Débat wäerte weiderféieren.

Eng aner Iwwerleeung, an déi ass haut och hei genannt ginn, dat ass de Maintien dans l'emploi. Do ass eng nei Method amgaang sech ze entwéckelen, déi sech hoffentlech duerchsetzt; obwuel ee mierkt, dass gewësse Patronskreesser och do elo erëm méi Widderstand leeschten. De Maintien dans l'emploi soll e Mëttel sinn, wat prioritär

agesat gëtt a Krisesituatiounen, also an Entloossungssituatiounen. Well dat verhënnert, dass d'Leit an de Chômage falen an dann domat tributär gi vun all deem, wat dann d'Chômagegesetzgebung deene Leit och bereethält.

Dann eng lescht Iwwerleeung, a si ass genannt ginn zu engem Deel, dat ass d'Gesetz iwwert de Chômage social, wat elo erëm um Métier ass. Do sinn d'Amendementen do. No dem Avis vum Conseil d'État hu mer eis jo och d'Wuert ginn, dat elo méiglechst schnell ze attackéieren, well iwwert dat Gesetz vum Chômage social jo d'Base légale fir déi sou genannte Beschäftegungsinitiative geluecht gëtt. Déi Beschäftegungsinitiativen hunn e grousse Succès. Et sinn ëmmerhi bal 4.000 Leit, déi iwwer all méiglech Beschäftegungsinitiativen eng Chance hunn, net am Chômage, mä um Aarbechtsmaart ze sinn. Et ass also Zäit, dass mer do d'Spillregelen definitiv klären.

An da bleift d'Gesetz iwwert d'Solidarwirtschaft, iwwert d'Économie solidaire, wat ech schonn des Öfteren hei gesot hunn, wat nach eppes anescht ass a wat och am Beräich vum Familljeministère ugesiedelt ass. D'Solidarwirtschaft brauch eng legal Basis, fir kënnen e weidert wirtschaftlecht Standbeen hei zu Lëtzebuerg duerzestellen a fir iwwert dat wirtschaftlecht Standbeen erëm eng Kéier d'Chance ze realiséieren, dass duerch d'Kreatioun vun Entreprisen am Beräich vun der Économie solidaire souwuel Jonker wéi Aler, Qualifizéierter wéi Onqualifizéierter, eng nei Chance op eng Aarbechtsplaz kréien an net eng kuerzfristeg, mä och eng laangfristeg, an dass do kënnen déi Aarbechten entwéckelt ginn.

Besonnesch och do sinn déi eeler Chômeure betraff, vun deene mer haut vill geschwat hunn, an deene solle mer déi Chance ginn…

M. le Président.- Herr Castegnaro, erlaabt Der, datt den Här Glesener Iech eng Fro stellt?

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Elo war ech esou gutt lancéiert a bal um Enn.

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Ech wollt dem Här Castegnaro just herno eng Äntwert ginn op dat, wat e gesot huet.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Ma, dat ass ganz gentil. Ech sinn direkt fäerdeg.

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Et gëtt och bal Zäit.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Mir ginn eis eens.

Ech wëll nëmme soen, dass iwwert d'Économie solidaire dat Standbeen ka geschaaft gi fir dauerhaft Aarbechtsplazen a Beräicher wéi dem Sozialen, dem Kulturellen, dem Environnement, wou Leit, déi anerwäerts net méi geholl ginn, duerchaus gebraucht ginn a bewisen hunn, dass se do, wou se elo schaffen, eben eng wäertvoll Aarbecht leeschte kënnen. Déi puer Iwwerleeungen zum Schluss. Fir de Rescht wëll ech hei soen, dass d'LSAP-Fraktioun natierlech dëse Projet stëmmt.

Merci alleguer.

M. le Président.- Ech soen dem Här John Castegnaro Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Den Här Glesener wollt jo nach eng Fro stellen.

M. le Président.- Jo…

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Jo. Här Président, Merci fir d'Wuert. Ech wollt just dem Här Castegnaro…

M. le Président.- Jo…

(Hilarité)

Här Glesener. Ech muss Iech awer drop opmierksam maachen, Dir musst eng Fro stellen. Mir si jo elo net an enger öffentlecher Diskussioun. Wann Der wëllt, kënnt Der Iech herno nach eng Kéier androen, an da kënnt Der nach eng Kéier Positioun huele par rapport zu deem, wat gesot ginn ass. Mä soss misst Der Iech eigentlech drop limitéieren eng Fro ze stellen.

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Neen, et war keng Fro. Ech wollt just dem Här Castegnaro Recht ginn…

(Hilarité)

…wéi e gesot huet, datt ech mech verschwat hunn a mech onglécklech ausgedréckt hunn, datt ech net geschwat hu vu Beschäftegungsmoossnamen, mä vu Beschäftegunsinitiativen. Beschäftegungsinitiative kënnen och Moossname sinn. Et ass mer am Eifer des Gefechts esou gaange wéi mengem Kolleeg Castegnaro, dee vun enger feindlecher Iwwernahm vun der Cargolux vum Här Mittal geschwat huet. Dat ka virkommen.

(Hilarité)

Merci.

M. le Président.- Gutt, domadden ass dat richteg gestallt. Elo huet d'Madame Loschetter d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här Président. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären direkt virausschécken, datt meng Fraktioun sech wäert bei dësem Projet enthalen, esou wéi mir eis och beim Rapport an der Kommissioun enthalen hunn.

Ech wäert Iech och erkläre firwat: Net well mir dës Mesuren, déi elo hei virgeschriwwe sinn, schlecht fannen, oder well mir d'Noutwendegkeeten net agesinn, fir zousätzlech Consultanten anzestellen oder deenen soi-disant da méi ale Chômeuren iwwer 40 Joer besser Chancen ze offréieren, fir um éischten Aarbechtsmaart bestoen ze bleiwen oder erëm kënnen op den Aarbechtsmaart ze kommen.

Neen, Här President. Eigentlech sinn déi Initiativen och gutt an och sënnvoll. Mä mir wëllen op dës Aart a Weis nach eng Kéier ënnerstäiche, wat mir als Gréng net midd gi bei all Debatt iwwert d'Aarbecht an de Chômage ze soen, bei all Projet de loi, dee mat Ënnerstëtzung vu Chancegläichheet um Aarbechtsmaart ze dinn huet.

An eisen Ae feelt et nach ëmmer un enger globaler Strategie vun der Regierung, esouwuel wat Beschäftegungspolitik vun de Jugendlechen wéi och wat Beschäftegungspolitik a Maintien dans l'emploi bei den Erwuessenen ugeet.

Et feelt an eisen Aen och u Kollaboratioun an u Koordinatioun tëschent den zoustännege Ministèren, sief et tëschent dem Éducatiounsministère fir deen ee Volet vu méi speziell der Jugendbeschäftegung an dem Wirtschaftsministère oder neierdéngs dann och mam Ausseministère. Mir vermëssen och nach ëmmer eng kloer Ausso vum Aarbechtsminister, dee virun etleche Méint am Kader vun enger klenger Mini-Ëmverdeelung vun de Ressorten an der Regierung sech sollt dann och méi spezifesch ëm d'Aarbechtsmaartpolitik an de Combat contre le chômage këmmeren.

Dëse Projet de loi hei ass am Oktober 2005 déposéiert ginn an hat zu deem Moment nach de Volet vun de Mesurë fir déi jonk Leit mat am Projet. Haut ass en aus verschiddene Grënn - déi mer jo net kennen - net méi dran. Mä et ass awer ganz vill haut doriwwer geschwat ginn.

Deemools hat ech awer och schonns de Minister gefrot - vläicht kënnt Der Iech dat erënneren, ech hat zwar am Procès-verbal nogekuckt, do steet et net esou explizit dran -, ob et net besser wier, d'Resultater vun där CEPS/INSTEAD-Etüd, déi deemools och schonn an Optrag gi war, ofzewaarden, fir dann eng global Evaluatioun ze maachen iwwert déi sëlleche Mesuren an dann eréischt zesummen ënner anerem och an der Travail-et-Emploi-s-Kommissioun iwwert déi noutwendeg Mesuren, déi da sollten an engem Projet de loi erafléissen, ze diskutéieren, ze debattéieren a gegebenenfalls och Entscheedungen ze treffen. Zu deem Zäitpunkt war awer déi do Iddi verworf ginn oder vläicht net fir wichteg genuch gehale ginn.

Ech muss och hei ënnersträichen, datt d'Kommissioun wéineg bedeelegt war u Reflexiounen iwwert d'Situatioun um Aarbechtsmaart an iwwert d'Moossnamen, déi ubruecht wiere bei enger nach méi beonrouegender Situatioun.

D'Kommissioun huet sech am vergaangene Joer eng eenzeg Kéier befaasst mat der Situatioun um Aarbechtsmaart, an zwar den 23. November. Zu deem Zäitpunkt war de Projet de loi schonns iwwer e Mount déposéiert ginn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir mussen och soen, datt et fir d'Aarbechtskommissioun heiansdo schwéier ass den Duerchbléck ze behalen. Mir hunn engersäits - a mäi Virriedner huet et jo och schonns ernimmt - de Comité permanent de l'Emploi oder de Comité de Coordination tripartite, déi iwwer Méiglechkeeten de Chômage an de Grëff ze kréien diskutéieren. Si debattéieren iwwer „paper", heiansdo esouguer iwwer „non-paper". Dorauser entstinn da Propositiounen, déi an engem Projet de loi erëmzefanne sinn. Wann dann an enger Tripartite nei verhandelt gëtt, gëtt et och vläicht nei Méiglechkeeten, déi proposéiert ginn, da ginn och da verschidde Projet-de-loie wéi deen heiten an deem Sënn adaptéiert. D'Parlament gëtt dann doriwwer informéiert.

De Minister informéiert och regelméisseg d'Kommissioun iwwert déi lescht Situatiounen a Statistike vum Chômage. Ech wëll och drun erënneren, datt de Vizepresident aus der Kommissioun - fir en net ze nennen, mäi Virriedner - zu deem Zäitpunkt, nämlech am leschten Hierscht dovu geschwat huet. An ech zitéieren aus dem Procès-verbal: «…souligne en premier lieu la nécessité d'établir un inventaire général de l'ensemble des mesures législatives ou autres mesures à discuter ou à prendre dans la lutte contre le chômage».

Dëst ass genau dat, wat mir Gréng och soen. Et ass och genau dat, wat d'Employeure soen. Virdrun ass gesot ginn, datt effektiv d'Employeure sech och net erëmfanne respektiv heiansdo net wëssen, wéi vill a wat fir eng Mesuren et gëtt. An d'CEPS/INSTEAD-Etüd wäert an enger nächster Etüd dann effektiv mat de Betriber a mat den Employeure déi Mesuren analyséieren oder analyséiere loossen a wäerten dëst och wahrscheinlech feststellen. Se soen och genau datselwecht.

An och déi Leit, déi all Dag mat de Chômeuren oder mat den Demandeurs d'emploi schaffen, sief et a verschiddenen Associatiounen, sief et awer och um Arbeitsamt selwer, soen am Fong déiselwecht Saach: Mir erdrénken - fir et net anescht auszedrécken - an enger Rei vu Mesuren, déi oft effikass sinn, déi oft net esou effikass sinn, déi heiansdo kontraproduktiv kënne wierken oder vläicht och ganz einfach sinn. Déi Wéinegst fanne sech doran erëm.

Elo huet d'Regierung kuerzfristeg décidéiert de Volet Jugendbeschäftegung aus dem Projet de loi erauszehuelen, d'Etüd CEPS/INSTEAD betreffend d'Evaluatioun vun de Mesuren, méi spezifesch och déi CAT public a privé an aneres ze considéréieren, a verschidden Décisiounen aus der leschter Tripartite mat afléissen ze loossen. Dofir hu mer haut dann nach dräi eigentlech Adaptatiounsmesuren hei zur Debatt fir ze stëmmen, déi am Projet de loi dra sinn.

Wéi et dann awer mat der Jugendbeschäftegung weidergeet, ob dëst nodréiglech an e Projet de loi erafléisst oder ob aner Méiglechkeeten envisagéiert ginn, kann haut nach kee soen.

Ech sinn net honnertprozenteg därselwechter Meenung wéi mäi Kolleeg, den Här Bettendorf. Ech froe mech heiansdo, ob e PAN net zu esou engem Zäitpunkt erëm zäitgemëiss wär, fir wierklech eng Aktioun ze lancéieren an domadden och eng kloer Strategie ze definéieren.

Wéi et mam neien an drëtten Audit vun der OCDE vum Arbeitsamt weidergeet - dat ass och scho virdrun ernimmt ginn -, weess och nach haut keen ze soen. Wéi et mat der Zesummenaarbecht vun den Interimsfirme weidergeet, wouriwwer mer och an der Kommissioun Rieds haten, weess och nach haut keen ze soen. Wéi et mam Chômage social - wéi et heescht - weidergeet an deem vill ëmstriddene Projet de loi dozou, weess och nach haut keen ze soen.

«Dans le domaine de l'orientation professionnelle, la collaboration avec les services de l'orientation dans les lycées devra être améliorée.» Domadder zitéieren ech de Minister iwwert de Biais vum Procès-verbal vum leschten November. Och do wësse mer net, wéi an ënner wat fir enger Form dëst soll vir sech goen.

Sécherlech wäerten no an no - a mäi Virriedner, den Här Castegnaro, huet dat op eng a sech zimlech optimistesch Aart a Weis hei beschriwwen - drëppechersweis all déi noutwendeg Mesuren eventuell hei presentéiert ginn. Ech gesinn dat net esou optimistesch, well ech der Meenung sinn - a meng Fraktioun mat -, datt et net ubruecht ass fir stéckechersweis zu verschiddene Mesuren ze kommen.

Mir sinn awer der fester Iwwerzeegung, datt mir eis et net méi kënnen erlaben, drëppechersweis ze schaffen an engem Beräich, wou engersäits d'Zuel vun den Aarbechtsplaze klëmmt, de Chômage awer gläichzäiteg och. Esou wéi et de Moment leeft, verstinn ech och dem Aarbechtsminister seng Ausso, wann hie sech selwer als Pompjee beschreift.

D'lescht Joer hate mer en Débat d'orientation iwwert de Chômage an de Maintien dans l'emploi hei an dësem Haus. Do konnt och all Fraktioun hir Kritiken, hir Propositiounen, hir Fuerderunge matdeelen. Et sinn och vill Kritike komm, et sinn awer och vill Suggestiounen a Propositioune komm vun alle Fraktiounen. Et gesäit awer esou aus, wéi wann d'Regierung awer dach wéineg Ouer hätt fir dat, wat déi Honorabel hir suggéréiert hunn, souwuel déi aus der Oppositioun wéi och déi aus der Majoritéit.

Duerfir, Här President, ouni wëllen déi puer eenzel Mesuren, déi hei proposéiert ginn, schlecht ze rieden, wëlle mer hei soen, datt mir mengen, datt et net absolut de richtege Wee ass, fir eng offensiv, eng kloer an eng determinéiert Beschäftegungspolitik ze lancéieren. Ouni wëllen och de Lëtzebuerger Modell a Fro ze stellen, stelle mir eis als Gréng awer Froen iwwert d'Marge de manœuvre, déi d'Regierung sech gëtt, wat hire rouden oder schwaarze Fuedem a Saache Beschäftegungspolitik ass, wéi si de Chômage wëllt upaken.

De Moment gesäit hir Politik éischter aus wéi e Buch, wou ee keen Inhaltsverzeichnis huet a wou d'Säiten au fur et à mesure geschriwwe ginn. Mir zweifelen drun, datt dat dee richtegen, zumindest dee séchere Wee ka sinn. Duerfir menge mir, datt et elo un der Zäit ass, datt et un der Regierung an deenen zoustännege Ministeren - et sinn der méi wéi een - ass, fir elo e kohärente Programm op den Dësch ze leeën an eis eng kloer Politik ze presentéieren.

Ech zitéieren nëmmen e puer Saachen: Iwwert d'Orientation professionnelle, iwwert d'Jugendbeschäftegung, iwwert de Chômage social, iwwert d'Formation continue, iwwert de Maintien dans l'emploi, iwwert de Rôle vum Aarbechtsamt, iwwert de Rôle vun den Interimsfirmen, iwwert de Rôle vun den A.s.b.l.en an de Kooperativen, iwwert d'Interaktiounen tëschent Comité permanent de l'Emploi, Tripartite a Chamber a Saache Beschäftegungspolitik, iwwert d'Koordinatioun tëschent de verschiddenen zoustännege Ministèren an och iwwert d'Ressourcë vum Fonds pour l'Emploi, fir der just nëmmen e puer ze nennen, wou mir mengen, datt déi alleguerte matenee vernetzt sinn an datt déi eigentlech alleguerte matenee missten an enger Strategie presentéiert ginn.

Esou wéi mir et schonn d'lescht Joer gesot hu beim Débat d'orientation, sinn déi Gréng gewëllt, konstruktiv matzeschaffen - ech widderhuelen dëst awer bei menge ville Kritiken trotzdeem nach eng Kéier -, wann dann eng kloer a wäitsiichteg Strategie presentéiert gëtt, fir do eng Hand mat unzepaken.

Dëst gesot, Här President, denken ech, hunn ech mech kloer ausgedréckt iwwert d'Ursaache vun der Abstentioun vun der grénger Fraktioun bei dësem Vote.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den honorabelen Här Gibéryen huet d'Wuert elo. Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit e Merci un de Kolleeg Ali Kaes als Rapporteur vun dësem Gesetz. Ech mengen, mir wëssen alleguer, et ass eng Realitéit, datt de Chômage hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore rapid ugeklommen ass, an datt mer eis net méi kënne vis-à-vis vun anere Länner esou ervirdrängen a virstellen als ee Land mat niddregem Chômage, mat Resultater, déi d'Leit an anere Länner dreeme gelooss hunn, wa mer iwwer eise Chômage do geschwat hunn.

De Chômage ass an deene leschte Jore massiv ugeklommen. En ass am Ableck liicht amgaangen ze falen, wat zwar zum gudden Deel, géif ech mengen, saisonbedéngt ass, och wann e liicht méi séier fält, wéi dat an deenen zwee Jore virdrun zu dësem Zäitpunkt de Fall war.

De Chômage wäert also och an Zukunft fir ons all en Haaptproblem bleiwen, eng Haaptsuerg bleiwen, an et wäert eng permanent Diskussioun op allen Niveaue bei all deene Leit, déi mam Chômage ze dinn hunn, bleiwen, an da virun allem och hei an der Chamber.

Ech mengen, jiddfereen - an déi Debatt, déi mer d'lescht Joer hei gefouert hunn, huet et bewisen - mécht sech queesch duerch déi eenzel Parteie Suergen. Praktesch all Parteien hunn hei Suggestiounen, Propositioune gemaach, a mir mierken, datt op allen Niveauen doriwwer diskutéiert gëtt. Mir wëssen awer och alleguer, wa mer éierlech sinn, datt et keen Allheilmëttel gëtt, fir de Chômage mat engem Gesetz an engem Fiederstréch aus der Welt ze schafen. Et gëtt kee Patentrezept, wat ee ka presentéieren, fir dem Fléau vum Chômage kënne reell ze begéinen.

Et mussen engersäits laangfristeg an op där anerer Säit kuerzfristeg Moossnamen ergraff ginn. Laangfristeg Moossnamen, déi net nëmmen an der Ausféierung laangfristeg sinn, mä déi och dacks an dem Zesummestelle vun der Moossnam laang Zäit brauchen. Ech denken do zum Beispill u wirtschaftleche Wuesstum, ech denken do zum Beispill u Steierpolitik, Sozialpolitik, wat alles domat ze dinn huet, ech denken awer och un d'Formatioun, un d'Weiderbildung, wat alles Theme sinn, déi en direkten Afloss op de Chômage hunn an déi net kuerzfristeg kënne gräifen, mä déi eben eng laangfristeg Zäit brauchen, fir kënnen ze gräifen, fir de Chômage domat kënnen erofzesetzen.

Do derniewent gëtt et dann awer, géif ech soen, eng Kuerbelbootsch voll vu punktuelle Moossnamen, déi kënne kuerzfristeg gräifen. Där hu mer an deene vergaangene Jore schonn öfters hei an der Chamber diskutéiert a gestëmmt. An haut hu mer eben erëm dräi esou Moossnamen, déi kënne kuerzfristeg direkt geholl ginn an déi och kënnen direkt ëmgesat ginn an och kënne punktuell gräifen.

Och wann domat net masseweis Leit wäerte muer vum Chômage an den Aarbechtsmaart eriwwergoen, mä ech mengen all Plaz, a wann et der nëmmen zéng oder 20 oder 30 sinn, ass derwäert fir datt mer légiféréieren, wa mer iwwert dee Wee kënne Leit eng Aarbechtsplaz zoukomme loossen, déi virdru keng haten.

Mir hunn haut dräi Moossnamen, déi zur Diskussioun stinn. De Kolleeg Rapporteur an all déi aner Kolleeginnen a Kolleegen hu virdrun déi schonn zum Deel hei beliicht, esou datt ech dat net méi brauch ze maachen. Vun eiser Säit aus sinn dat positiv Moossnamen, an duerfir wäerte se och eis Zoustëmmung fannen.

Ech géif de Minister invitéieren a vläicht och d'Beruffschamberen, awer - an dat ass och scho virdrun ugeklongen - d'Informatioun un d'Betriber ze verbesseren. Et ass vläicht richteg, datt et eng Schwemm vu Moossname gëtt an duerfir verschidde Leit net méi d'Duerchsiicht hunn, fir eben déi eenzel Moossname kënne konkret festzestellen a se doduerch och ze applizéieren. Mä doduerch datt mer vläicht geziilt Campagnë maache vum Stat aus, och iwwert d'Chambres professionnelles, virun allem wat d'Patronatssäit ubelaangt, kann ee vläicht de Betriber méi Informatiounen zoukomme loossen.

Et kann een awer och zu de Betriber soen, wann den éischte Wee vun all Betrib, dee Leit sicht, op d'ADEM wier, fir ze kucken, ob net e Chômeur do wier, deen déi Aarbechtsplaz kéint besetzen, da wier dee Wee zu der Informatioun wahrscheinlech vill méi liicht, an e kritt och wahrscheinlech da vun der ADEM déi Informatiounen, déi en aneschters net kritt hätt. Duerfir ass et am Fong zum Virdeel vun engem Betrib wann hie géif säin éischte Schratt op d'ADEM maachen, wann hie géif en neie Mataarbechter sichen, fir datt hien dann och déi Informatiounen do kritt. Informatiounen, déi sécherlech net nëmmen zum Virdeel vun deem Demandeur d'emploi wieren, deen dann eng Aarbecht krit, mä déi awer och ganz interessant si fir d'Betriber. Dat sinn awer ganz interessant Moossnamen, déi sech finanziell kéinte positiv op déi eenzel Betriber auswierken.

Wa mer haut hei déi Experten, déi d'ADEM mat bäigezunn huet, legaliséieren, ass dat och e Wee, dee mir kënnen ënnerstëtzen. Dir wësst, datt mir als ADR schonn des Öftere méi privat Initiative gefuerdert hunn, wat d'Placementer ubelaangt. Mir hunn do ni bis haut e ganz grousse positiven Echo heibanne fonnt, mä mir sinn awer der Meenung, datt een och soll privat Initiativen do mat abannen. Hei ass en deelweise Schrëtt, deen esou gemaach gëtt, well eben d'ADEM elo kann Experten aus dem Privatsecteur mat erunzéien, fir mat deenen hire Kenntnisser ze versichen eben déi Pisten erauszesichen, wou Leit kéinte placéiert oder besser placéiert ginn.

Dat gesot, Här President, mengen ech, datt all Gesetz, och wann et nëmmen e klengt ass, wichteg ass. Et ass de Mëtten hei ugeschwat ginn, datt ee vläicht sollt erëm iwwerleeën iwwer e PAN-Gesetz. Mir wëssen awer alleguer, wat d'Realisatioun vun esou engem Gesetz net nëmme vun Aarbecht, mä virun allem vun Zäit verlaangt, an duerfir sinn ech awer perséinlech ee vun deenen, dee seet, wann eng Moossnam fäerdeg ass, datt se kann ëmgesat ginn, da komm mer huelen eis déi Zäit a mer setze se direkt ëm a mer loossen et net waarden, bis mer iergendwéi eng Kéier e grousst Gesetz kënne maachen.

Duerfir och, wéi gesot, wann dat e Gesetz ass, wat nëmmen dräi punktuell Moossnamen huet, dann ass et e gutt Gesetz. Mir sollten et net verschleefe loossen, mir sollten et direkt stëmmen, fir datt et am Interessi vun deene Leit, déi eng Aarbecht sichen, esou séier wéi méiglech kann a Fonctioun trieden.

Ech soen Iech Merci.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Et ass scho richteg, wann ee seet, wat e Gesetz manner Dispositiounen huet, wat et méi iwwersiichtlech a fir jiddferee méi verständlech ass. Dofir war et och menger Usiicht no gutt, dass e Splitting komm ass vun dësem Gesetz mat deem aneren, wat zu engem spéideren Zäitpunkt fir déi jugendlech Aarbechtsloser soll kommen.

Ech sinn och der Meenung, dass et richteg ass, punktuell Moossnamen dee Moment ze treffen, wa se noutwendeg sinn. Ech mengen, et ass ëmmer esou: Wann et brennt, da rifft jiddfereen direkt d'Pompjeeën an e mécht net fir d'éischt eng laang Strategie fir ze kucken, wou fänken ech dann elo u mat läschen, mä e muss fir d'éischt direkt déi néideg Moossnamen ergräifen.

Ech wëll op dat zréckkommen, wat den Här Bettendorf gesot huet, wou hie Bedenken huet, wat de Käschtepunkt ubelaangt vun deenen 20 Joer, déi vu 45 Joer u bis zum Enn vun der aktiver Aarbechtszäit bezuelt solle ginn, wou d'Soziallaaschte solle geschenkt ginn. Wann ech do eng Moyenne huele vun 2.000 Euro de Mount mat engem Taux vun 12,67%, da rechnen ech aus, dass dann awer dee Chômeur 20 Joer ka beschäftegt ginn an dass dat équivalent ass mat deenen 48.000 Euro, déi et géif kaschten, wann hien zwee Joer laang Chômage géif kréien. Dat heescht also, de Käschtepunkt ass vläicht deeselwechten, mä ass awer gestreckt op 20 Joer.

Da wëll ech nach soen, et ass souwisou fir ze soe bis 65 Joer - esou hoffen ech jo awer, dass mer eis Sozialmodeller, wat d'Préretraite an d'Prépensioun ugeet, behalen -, esou dass am Fong déi Diskussioun iwwer 20 Joer schonn emol guer net steet, esou dass mat deene Mesuren do vis-à-vis och vun zwee volle Chômagë souguer de Stat nach Bénéficiaire ass, wann hie géif zwee Joer Chômage ginn an dann och nach spéider duerno, dat dierf een net vergiessen, muss den RMG bezuelen. Also ech géif mengen, dass dat hei awer eng Mesure ass, déi realistesch ass menger Usiicht no.

Mä wou ech awer elo geschwat hunn iwwert d'Préretraite an d'Prépensioun, sou kommen ech awer net derlaanscht, iwwert dee skandaléise Rapport vun der OECD ze schwätzen, deen elo erëm kierzlech hei opgetaucht ass an dee praktesch all Sozialmodeller hei wéi op Bestellung a Fro stellt. Well mer elo grad jo an enger Period sinn, wou niewent deene gudde Mesuren, déi mer engersäits maachen, fir d'Chômeuren erëm op den Aarbechtsmaart ze kréien, mer op där anerer Säit amgaang sinn, ëmmer méi Austeritéitsmoossnamen dann och ëmzesetzen, esou stellen ech mer awer Froen.

Ech wëll och d'Regierung froen, wéi si dann zu deem Rapport do steet, an et wär net schlecht, wa mer géifen am Hierscht awer eng Kéier méi konkret hei iwwert dee Rapport vun der OECD schwätzen an emol eng Kéier kucken, wou d'Ursaache leien, an och kucken, wéi mer dat kënnen ofblocken, well et ass jo awer erstaunlech, dass hei ëmmer permanent haaptsächlech Lëtzebuerg viséiert gëtt mat senge gudde Sozialmodeller. Do musse mer awer eng Kéier Remedur schafen an eis dann awer wierklech dergéint zur Wier setzen.

Bon, Här President, dat gesot, dat hei ass e Gesetz, wat nei Weeër geet, wat och nei Méiglechkeete sicht aus dem Privatsecteur eraus, fir matzehëllefe fir Leit zum beschtméiglechen Zäitpunkt an esou gutt wéi méiglech erëm op den Aarbechtsmaart ze kréien. Dofir ass et e Gesetz, ech mengen, bei deem een nëmme ka seng Zoustëmmung ginn. Et ass einfach e gutt Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet dann den zoustännegen Aarbechtsminister, den Här François Biltgen. Här Biltgen!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, Merci, Här President. Merci alle Riedner fir déi large Zoustëmmung, déi dëse Gesetzesprojet hei fënnt. Besonnesch Merci och dem Rapporteur Ali Kaes, deen hei villes vum Werdegang duergeluecht huet, sou dass ech net méi muss op alles zréckkommen.

Ech wëll awer nach eppes derbäisetzen, wat d'Ursaach ubelaangt vum Splitting. Alles, wat hei gesot ginn ass - ech mengen, den Ali Kaes huet et wierklech am Detail gesot -, ass richteg. Mä et kënnt eppes derbäi, wat e grousse Problem ass zu Lëtzebuerg: Dat sinn déi Délaien, déi mer brauche fir ze légiféréieren. Et muss ee wëssen - an ech kommen nach am Laf vun der Diskussioun e puermol drop zréck -, dass den Aarbechtsmaart op d'mannst all Joer, wann net méi séier, säi Gesiicht ännert an nei Problemer generéiert.

Wa mer wëllen de Chômage bekämpfen zu Lëtzebuerg, musse mer zwou Saache maachen - ech kommen och do nach eng Kéier drop zréck - : Dat Laangfristegt, d'Strukturreformen; mä awer mir mussen och kuerzfristeg kënnen äntwerten op Problemer. Domadder léise mer déi laangfristeg Problemer net. Mir mussen awer kuerzfristeg kënnen äntwerten. Wa mer ee Joer brauchen, eng Äntwert ëmzesetzen, dann ass et schonn ze spéit.

Dat heescht, dat heiten, wat hei ganz vir louch am Pak, domadder war ech eens mat de Sozialpartner am Comité permanent de l'Emploi virun iwwer engem Joer. Mëttlerweil sinn erëm nei Erkenntnisser komm; an engem Joer sinn erëm neier. Wa mer also wëllen de Chômage bekämpfen, musse mer engersäits eis laangfristeg Modeller nokucken - do ass awer net eleng den Aarbechtsminister gefuerdert, do kommen ech nach eng Kéier drop zréck -, musse mer eis doriwwer eens ginn, mä mir mussen awer kuerzfristeg kënnen ëmmer erëm op nei Modeller agéieren. An ech wäert Iech elo e puer Beispiller ginn, wou dat effektiv de Fall ass, wou mer musse kuerzfristeg kënne reagéieren.

An dat ass e bësselchen de Punkt, wou ech frou wär, wa mer kéinte méi séier an dësem Land légiféréieren. Dat ass kee Reproche, deen ech hei der Chamber maachen, well ier dass d'Chamber jo zu eppes kënnt, musse jo sämtlech Avisën era sinn. Déi Avisë sinn och wichteg, fir e gewëssenen Dialog ze féieren.

Une voix.- Neen, dat ass net wouer.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Neen, si musse gefrot sinn.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Si musse gefrot sinn. Jo, jo. Ech war selwer eng Kéier Rapporteur vun der Statsrotsreform, wou mer drageschriwwen hunn, mir kéinten och iwwert de Statsrot ewechgoen an éischter Lecture, wa mer wéilten.

Une voix.- Gesitt Der! Do war et jo esou.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dat ass souguer deelweis a mengem Kapp gewuess.

(Interruptions)

Also nach eng Kéier: Mir musse kënne méi séier agéieren, wéi mer dat elo maachen. An dofir soen ech och, do komme mer net derlaanscht.

Am Géigesaz zu deem, wat d'Madame Loschetter hei mengt, huet d'Regierung, a virun allem den Aarbechtsminister, e ganz kloert Konzept. Ech wäert et nach eng Kéier soen, et ass souwisou bekannt, ech hunn et wéi oft geschriwwen, an allen Déngen, mä et kritt een et awer ëmmer nëmmen deelweis ëmgesat. Wa mir elo mengen, mir missten alles an engem grousse Pak ëmsetzen, mä da setze mer dee Pak dann ëm, wann e scho laang erëm eng Kéier iwwerholl ass. Et muss een also engersäits wëssen, wat d'Problemer sinn a wat d'Léisungen, an dann déi Léisungen au fur et à mesure do ëmsetzen, wou ee se kann ëmsetzen.

Den Här Ali Kaes huet virdrun drop higewisen, ech kommen nach eng Kéier drop zréck, dass en dernière minute d'Regierung en Amendement eraginn huet. Mä dat war en Amendement, wou mer eppes elo am Virfeld ëmsetzen, wat mer an der Tripartite ofgemaach hunn, mä deen zum Beispill fir den Dossier Monopol extrem wichteg war. Ech hunn am Dossier Monopol Zousoe gemaach, wou ech géint d'Gesetz eigentlech war a wou ech gesot kritt hunn: Herno kriss de Problemer mam Contrôle financier an du muss d'Gesetz kënnen esou séier wéi méiglech noschéissen.

Hei ass dat optimal gelongen, dass Regierung, Statsrot a Chamber dat doten optimal gemaach hunn, sou dass si mer hei eng Hëllefstellung kënnen elo ginn, déi eis wäert hëllefen eng Partie Betriber ze iwwerzeegen, Leit vum Monopol anzestellen. Mä nach eng Kéier: Heiansdo muss ee ganz séier kënne schéissen.

Wat ass de Problem vum Chômage zu Lëtzebuerg - de grousse Problem? Et gëtt honnertdausend kleng Kategorien. De grousse Problem ass de Konkurrenzkampf um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart. Mir hunn en Aarbechtsmaart, dee wiisst, deen attraktiv ass, an dee mer och gär attraktiv behalen, notamment wat d'Aarbechtskonditiounen ubelaangt a wat d'Rémunératioun ubelaangt.

Da muss ee wëssen, dass et an de Regioune ronderëm eis méi Chômeure gëtt wéi et an eisem Land Awunner gëtt. A wann een da weess, dass mer an 20 Joer eis Aarbechtsplaze verduebelt hunn, ouni dass awer d'Zuel vun de Lëtzebuerger verduebelt gouf - déi ass vläicht ëm 6.000 gestiegen -, da muss ee wëssen, dass mer och nëmme konnten an dësem Land de Wirtschaftswuesstëm weiderdreiwen doduerch, dass mer Leit aus dem Ausland heihinner bruecht hunn. Dat ass déi positiv Säit, dat ass déi gutt Säit vun der Medail.

Déi schlecht Säit vun der Medail ass, dass et ronderëm eis am Ausland vill Leit gëtt, déi méi jonk, méi diploméiert, méi dynamesch, méi flexibel si wéi déi Leit zu Lëtzebuerg, déi défavoriséiert sinn. Där gëtt et der iwwregens och am Ausland.

Ech kommen elo just erëm vun zwee Ministeschréit aus Finnland. Finnland gëtt jo als grousst Beispill notamment fir d'Schoulpolitik duergestallt. Dat ass och guer net falsch. Guer net falsch! Ech wëll just soen, ech wéilt eppes mat Finnland net tauschen: Dat ass hir Aarbechtslosegkeet an och hir Jugendaarbechtslosegkeet, déi méi héich ass wéi eis! Well et och trotz deem gudde Schoulsystem a Finnland, dat wëll ech wierklech soen, awer eng ganz Partie Leit gëtt, déi duerch de Raster falen! An déi bleiwen iwwerall, an alle Länner, dobaussen a kréien den zweete Präis. An zu Lëtzebuerg ass et duerch dee Konkurrenzkampf nach vill méi schlëmm.

Well nämlech och fir net qualifizéiert Aarbechtsplazen d'Gefor ganz grouss ass, dass ee kënnt, dee méi qualifizéiert ass wéi een, deen hei wunnt, deen déi néideg Qualifikatioune matbréngt fir déi net qualifizéiert Aarbechtsplaz, wann ech dat emol esou kann nennen, an deen natierlech dee schléit. Dat ass de ganze Punkt.

A wie sinn déi Leit, déi den zweete Präis kréien? Dat sinn déi Schwaach, a schwaach si fir d'alleréischt déi, déi net qualifizéiert sinn. A wann ech soen net qualifizéiert, ass dat vläicht e schlechte Punkt. Ech wëll emol virun allem soen: déi net diplomëiert sinn.

Well duerfir hu mer jo och déi Statistike bekannt gemaach iwwert de Chômage des jeunes, fir festzestellen, dass 40% iwwerhaapt näischt hunn, déi hunn en néngt Schouljoer maximal, a 35%, déi hu wuel dat, wat mer en Niveau intermédiaire nennen, mä dat wëllt och näischt soen, well déi mannst vun deenen en Ofschloss hunn. Déi mannst vun deene 35% bei deene Jonken hunn en Diplom. Wann een op enger Dixième oder enger Douzième ophält, oder op enger Deuxième oder esouguer enger Première ophält ouni de Premièresexamen ze maachen, ma dann huet een näischt am Grapp. Esou einfach ass dat! An dann ass een net diplomëiert an net qualifizéiert. An där hu mer der vill ze vill an dësem Land.

Zweete Punkt sinn déi Eeler. Vu 40 Joer un ass et elo e Makel op den Aarbechtsmaart zréckzekommen. Och wann een Diplomer huet an och wann een Experienz huet, ass et e Problem.

En drëtte grousse Problem sinn all déi, déi manner produktiv sinn. Ech schwätzen net gär vun handicapéiert, mä vun deenen, déi manner produktiv sinn. Dat sinn déi, déi mer klassesch handicapéiert nennen. Dat sinn déi Leit, déi deelinvalid sinn. Et sinn awer och ganz vill Leit, déi sozial Problemer hunn. Där gëtt et der och ganz vill. Déi kréien en zweete Präis.

Wa mer also do eppes ännere wëllen, gëtt et zwou Saachen:

Längerfristeg Strukturreformen op deenen dräi Punkten: Qualifikatioun, Alterskompetenzen, an och eppes maache fir déi, déi manner produktiv sinn.

A kuerzfristeg gëtt et nëmmen eppes: esou séier wéi méiglech kënne reagéieren op de Problem,

deen sech an all eenzelnem Fall ergëtt.

Leit méi no bei d'Plazen ze bréngen an d'Plaze méi no bei d'Leit ze bréngen. Dat ass eis ganz Philosophie. A wann Der kuckt, wat mer maachen, ass et genee dat, wat mer maachen. Mir hunn oppe Plazen, déi net besat ginn, a mir hu Leit, déi net op déi Plaze kommen.

Elo soen ech Iech, dass mat all deene beschte Reformen, déi mer hei kuerzfristeg maachen, mer dat net geléist kréien. Well eben op deene Plazen, déi opginn, ëmmer méi Qualifikatioune gefrot ginn, déi déi Leit, déi eng Plaz sichen, ëmmer manner hunn. Also geet dat schonn emol net alles op. Dofir bleift nach ëmmer e Reschtproblem do, dee mer musse laangfristeg léisen. An dat dauert awer - soen ech Iech - op d'mannst zéng Joer, wann net méi. Mä bis dohinner musse mer kucken d'Leit optimal bei d'Plazen an d'Plaze bei d'Leit ze bréngen.

Dofir ass eng wichteg Dispositioun an deem Gesetz, wat Der haut stëmmt, nämlech déi vun de Consultanten.

1998 war d'Diskussioun: Privatiséiere mer d'ADEM oder privatiséiere mer se net? Et ass gesot ginn: Mir privatiséiere se net, well nämlech dann d'Gefor besteet, dass et kënnt esou wäit kommen, dass just déi Staark erëm eng Kéier gehollef kréien an net déi Schwaach. Déi meeschte vun de Clientë vun der ADEM sinn awer éischter Schwaacher.

Mä mir kucken en neit Element eranzekréie vu privatrechtlechem Iwwerleeën. Dat sinn d'Consultanten. Dat sinn also Leit, déi meeschtens als Personalchef am Privatsecteur geschafft hunn, déi dann als Consultant bei der ADEM agestallt ginn.

Do hu mer e Problem kritt mam Contrôle financier, dee gesot huet: Lauschtert, dat dote si Leit aus dem Privatsecteur. Dat si keng Statsbeamten an Dir beschäftegt se eng Partie Joren. Dat geet net mat de Regele vum Stat. Entweder stellt Der se an oder Dir maacht dann e Contrat d'entreprise mat hinnen. Dat heescht, si musse sech privatiséieren.

Wa mer se astellen, hu mer net méi dat Element vun der Zesummenaarbecht mam Privatsecteur, wat mer gesicht hunn. Dat wollte mer also net maachen.

Wa mer soen: Privatiséiert Iech, da muss jiddfereen herno bal e Schäinindépendant ginn, fir kënne mat der ADEM zesummenzeschaffen. Dofir hu mer déi heite Base légale gebraucht. An déi hëlleft eis déi Zuel vun de Consultanten auszebauen.

Consultantë sinn déi, déi bei d'Betriber ginn. Et ass jo oft genuch haut gesot ginn: D'Betriber wëssen net genuch, wat fir eng Mesuren do sinn. D'Consultanten démarchéieren d'Betriber, fir oppe Plazen ze fannen, a bréngen déi zréck bei d'Placeuren.

Zum Beispill si mer amgaangen e Consultant anzestellen, dee spezifesch do ass, fir Plazen ze fanne fir déi Leit, déi manner produktiv sinn, nämlech déi Handicapéiert an déi Leit, déi am Reclassement externe sinn, also déi, déi deelinvalid sinn. Déi kritt een net einfach op den Aarbechtsmaart, wann een net eng staatlech Politik mécht. Do muss de Consultant dohinner goen a soen: Lauschtert - wéi mer et iwwregens elo mat Gemenge gemaach hunn, déi ech nach eng Kéier wollt luewen, déi elo mat eis eppes ënnerschriwwen hunn -, Dir hutt eng Responsabilité sociale, gitt eis déi Posten eran, vun deenen Der mengt, Dir kënnt Handicapéierter dropstellen, a mir sichen an eisem Reservoir Leit, déi och op dee Poste passen. Dat soll dee Consultant och do fir de Privatsecteur maachen. Dat ass also ee wichtege Punkt.

An Zukunft, an dat ass an deem neie Gesetz op Grond vun der Tripartite, wäerte mer eis souwéisou eng Base légale ginn, fir datt mer och nach vill méi mat den Interimsgesellschafte kënnen zesummeschaffen, esouguer mat den Human-Resources-Gesellschaften - oder wéi och ëmmer dat haut heescht -, well mer och do mengen, dass mer notamment eben net dat soen, wat ëmmer verlaangt ginn ass, nämlech déi Staark musse kënne vun der Privatwirtschaft suivéiert ginn, mä fir déi Schwaach hei ze soen: Hei, wann Dir als Interimsboîte oder als Human-Resources-Boîte et fäerdeg bréngt Leit, déi méi schwaach sinn, ënnerdaach ze kréien, da kritt Der eng Prime dofir. An dass mer iwwert dee Wee versiche Leit besser op den Aarbechtsmaart ze kréien. Dat ass also net dat, wat verlaangt gouf, mä et ass dat, wat mer fir richteg fannen.

Da soen ech nach eng Kéier: Wa mer wëllen d'Leit ënnerdaach kréien, da musse mer de Betriber „Incentivë" ginn. Dat heescht, de Stat kann net einfach do liberaliséieren. De Stat muss mat Kombi-Loun fonctionnéieren. An et ass dat, wat mer maache bei den Handicapéierten; et ass dat, wat mer maache bei deenen, déi am Reclassement sinn; an et ass dat, wat mer och mam Chômage des jeunes maachen, andeem mer zu de Betriber soen: Lauschtert, et ass Äert gutt Recht, et ass jo bal Är Flicht, déi beschte Kandidaten ze huelen, well e Betrib muss ëmmer konkurrenzfäeg sinn. Et ass Äert gutt Recht, fir ze soen: Wa mir der aus der Grenzregioun kréien, déi „besser" sinn - tëschent Gänsefüsschen - dann huele mer déi. Mä mir soen: Da gitt wéinstens am Virfeld deenen, déi mir hei hunn, eng Chance.

A fir deenen eng Chance ze ginn, verséisse mer Iech dat doduerch, dass mer Iech eben op de Lounkäschten entgéintkommen. Da gitt deenen eng Chance. A wa se gutt sinn, kënnt Der se huelen. Dofir war déi CEPS-Etüd jo och wichteg, well se bewisen huet, dass dat net bei alle Moossnamen, mä bei ville Moossname gräift.

Bei där CEPS-Etüd ass gesot ginn…

M. le Président.- Här Minister, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, mä da gutt.

Une voix.- Här President, loosst en nach schwätzen. En ass esou gutt drop.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Also, wann de Chômage Iech net méi wäert ass wéi dat, dann halen ech op!

(Hilarité)

M. le Président.- Jo, Här Minister, ech kann net all Kéiers hei d'Reglement fir deen een a fir deen aneren anescht interpretéieren. Mir hunn eben Dispositiounen hei. Ech géif Iech bieden, Är Schlussremarquë vun Ärer Plaz vun uewen hier ze maachen. D'Chamber ass gär bereet, Iech nach nozelauschteren, mä…

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Mä da soll d'Chamber mer soen, wéi vill Minutte se mer nach gëtt?

Une voix.- Ma 20. Huelt Iech eng Stonn!

M. le Président.- Här Minister, maacht Är Ausféierunge fäerdeg. Mä, ech wär frou…

Une voix.- Mä, wann de Minister nach eng Stonn brauch. Oder zwou.

Une autre voix.- Ech si fir zwou, Här President.

Une troisième voix.- Also, ech hunn ëmmer geduecht, mir wären erwuesse Leit.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, ech si ganz d'accord, dass Der streng sidd. Ech stelle just fest, wann ech do uewe sëtzen, dass, wann d'Deputéierte bis an dem orangen a roude Beräich sinn, et weidergeet.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Neen, neen, neen!

Une voix.- Deen Eenzegen, dee wahrscheinlech am roude Beräich war, war den Här Boden.

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Här Minister, maacht elo Är Ausféierung fäerdeg, dass mer hei déi Sitzung an aller Uerdnung iwwert d'Bühn kréien.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech wëll just soen, Här President, dass ech ganz mal à l'aise sinn, wann ech hei Deputéierten héiere soen, d'Regierung hätt kee Konzept. An da wëll ech dat Konzept hei och am Detail développéieren, an da kréien ech d'Zäit net et ze développéieren. An da gëtt gesot: En huet kee Konzept.

Ech soen dann nach e puer…

Sot mer just, wéi vill Minutten ech dann hunn, fir dass ech dem President säi Reglement hei respektéieren. Ech respektéieren de President selbstverständlech.

M. le Président.- Huelt Iech nach fënnef Minutten, an da maache mer Schluss.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Gutt. O.K. Also fënnef Minutten. Do halen ech mech drun.

Nach eng Kéier, déi CEPS-Etüd huet eis verschidde Saache bewisen, déi mer eigentlech scho woussten. An dofir wëll ech och soen, wann d'Leit gesot hunn, mir hätte missen ofwaarde mat den neie Moossnamen, déi mer gemaach hunn virun engem Joer, bis d'CEPS-Etüd do gewiescht wär, dann ass dat net de Punkt, well d'CEPS-Etüd huet eis doranner bestätegt. Mëttlerweil hu mer natierlech eng Partie nei Diskussiounen, déi och an deem Sënn sinn.

Wat bestätegt d'CEPS-Etüd eis dann? Déi Moossnamen, déi am effikasste sinn, dat sinn déi, wou eng Expectative d'emploi hannendru stécht. Dat ass de Stage d'insertion, de Stage de réinsertion an à un degré moindre de CAT bei de Privatbetriber.

De CAT bei de Privatbetriber à un degré moindre, well do - wéi ech mengen, och de John Castegnaro

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Sommaire des séances publiques

Communications page 539

Ordre du jour page 539

Dépôt d'une motion par Monsieur Claude Meisch page 539

Ordre du jour (suite) pages 539-540

5529 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

b) la loi du 28 mars 1997

1° approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946;

2° approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL);

3° concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL et

4° portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

c) la loi du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation

d) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics pages 540-544

Interpellation de Monsieur Marco Schank sur le tourisme (suite) page 544

5206 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit pages 544-548

5307 - Projet de loi relative à la sécurité générale des produits pages 548-553

5216 - Projet de loi sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil pages 553-562

5534 - Projet de loi portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans pages 562-564

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution page 564

5576 - Projet de loi permettant aux Luxembourgeois nés à l'étranger de conserver la qualité de Luxembourgeois et abrogeant les articles 25,8° et 46 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise pages 564-565

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution page 565

5352 - Projet de loi

1. concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle;

2. modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et certaines autres dispositions légales;

3. modifiant la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

4. modifiant la loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif;

5. modifiant la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

6. modifiant la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme;

7. modifiant la loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse;

8. modifiant la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep pages 566-569

5435 - Projet de loi

1. complétant le statut de la société européenne (SE) pour ce qui concerne l'implication des travailleurs et

2. modifiant la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes pages 569-571

5501 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

2. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;

3. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi pages 571-576

et schonn eng Kéier gesot huet - d'Betriber heiansdo se just huelen, fir een ze ersetzen an net fir een anzestellen. Fir de Stage d'insertion et de réinsertion kommen d'Betriber konkret bei eis, fir d'Leit ze kréien.

Dann ass de Punkt, mat deem mer méi Problemer hunn - an dat huet de Marcel Glesener och ganz gutt duergestallt -, dee vun de CAT beim Stat a bei de Gemengen.

Wat ass do de Punkt? De Punkt ass éischtens deen, dass Stat a Gemengen aus wat fir engen Ursaachen och ëmmer de Jonke keng definitiv Plazen ubidden. Dat heescht, wa se do schaffen, hu se keng Expectative op eng Plaz ze kommen oder ganz seelen eng Expectative. Et gëtt der och mat Expectative.

De Punkt ass, dass déi - d'Gemengen an de Stat - da kommen an d'ADEM froen: Eis feele Leit, fir ze schaffen. Gitt eis se. Dat heescht, de Stat an d'Gemengen hunn am Kapp: Do kréie mer gutt Leit, déi Qualifikatiounen hunn an déi och nach bëlleg si fir eis. Dann ersetzen déi e Mangel un anerem Personal. Dat ass den zweete grousse Problem.

En drëtte grousse Problem ass: An de Käpp vun de Leit a vun hiren Elteren entsteet d'Hoffnung, se kéinten awer beim Stat a bei de Gemenge bleiwen. An dat gëtt och oft geschürt vun deenen Déngschtstellen, bei deene se schaffen.

An da kënnt de véierte Problem: Wa se dann awer erëm zréck an de Chômage falen a si gi sech da bei e Privatpatron virstellen - dat huet d'CEPS-Etüd gutt erausbruecht -, da seet de Privatpatron: Ma du wëlls jo nëmme bei de Stat a bei d'Gemengen schaffe goen, du bass jo iwwerhaapt net interesséiert bei mech ze kommen.

Dat heescht, mir mussen éischtens déi dote Moossnam zréckschrauwen; mir mussen der manner ubidde wéi bis ewell, an déi, déi mer ubidden, mussen dem ursprénglechen Zil erëm eng Kéier gerecht ginn, nämlech ze soen: Et kritt een eng Experienz. An et muss een an där Zäit - den Niki Bettendorf hat dat richteg gesot - och kënne kucken, fir op eng aner Aarbechtsplaz ze goen. An dofir bleift dat, wat mer mam Chômage des jeunes scho mat Iech diskutéiert hunn, och an deem neie Projet, dee mer elo mat de Sozialpartner amgaangen ze diskutéiere sinn. Aktivatioun ass dat Wichtegst. Eng Formatioun oder e Placement sinn näischt wäert, wann net hannendrun d'Chance besteet, fir un eng Aarbechtsplaz ze kommen. Soss si se méi kontraproduktiv a se riskéieren d'Carrière vum Jonke méi futtizemaachen, wéi se hëllefen, dat huet den CEPS eis bestätegt.

Déi zweet wichteg Saach ass de Maintien dans l'emploi - wat och net einfach ass -, also d'Iddi, d'Philosophie, déi mer hunn, fir ze soen: Ier dass ech Betribsschwieregkeeten kréien, ier dass mer iwwerhaapt de Plan social diskutéieren, solle ee sech Gedanke maachen, wéi een d'Leit kann an engem gudden Zäitraum ënnerdaach kréien.

Bei där Maintien-dans-l'emploi-Diskussioun, déi mer elo haten - Villeroy, TDK, Monopol,- war ëmmer de Problem, datt mer keng Zäit haten. Well wann ee 15 Joer an engem Betrib geschafft huet, an et kritt ee vun haut op muer och eng aner Plaz ugebueden an engem anere Betrib, dann ass dat nawell net evident, dass een et selwer packt an en neie Betrib integréiert ze ginn, an et ass och net evident fir deen neie Betrib, deen ze integréieren, dee 15 Joer an engem anere Betrib war, well en einfach an engem anere Klima gewunnt huet.

Ech gi gären e Beispill, iwwert dat Dir laacht, mä da gesitt Der, wéi grave et ass, wann et sech ëm Mënschen handelt, well ech schwätzen elo vu Fësch, well ech Aquarianer sinn: Wann ech e Fësch a mäin Aquarium setzen, deen ech kafe war, ma da muss ech deen emol zwou Stonnen acclimatiséieren, bis dass ech en an dat neit Waasser bei déi aner maachen, well soss riskéiert en an eng Stresssituatioun ze kommen.

Mir mengen heiansdo, mir kéinten de Mënschen einfach vun haut op muer soen: Du bass vun enger Plaz fort a bass elo op enger anerer. Mir mussen an där ganzer Politik vum Maintien dans l'emploi d'Leit virbereeden, fir déi Transitiounen ze packen. Et ass net einfach, notamment fir déi, déi ganz laang an engem Betrib geschaft hunn an déi e gewëssent Alter hunn, fir vun haut op muer an en anere Betrib ze goen. Do ass also nach ganz villes ze maachen.

Här President, ech kommen zum Schluss, andeem ech soen, dass mer laangfristeg musse kucken, Schoulreformen ze maachen, fir manner Netqualifizéierter ze hunn. Also, wa just Leit sech géife bei der ADEM virstellen, déi en Diplom an der Täsch hätten - woubäi ech mat verschiddenen Diplomer e Problem hunn -, ma da kann ech Iech garantéieren, dass et besser gëtt.

Dobäi wëll ech awer dovir warnen, ze mengen, eleng Schoulreforme kéinten de Problem léisen. Aus deem ganz einfache Grond, well mer eleng bei deene Jonke scho gesinn hunn, dass en Drëttel vun deene Jonken, déi am Chômage sinn, hir Schoul net zu Lëtzebuerg gemaach hunn. All Dag kommen zum Beispill nei jonk portugisesch Matbierger, déi also manner wéi 25 Joer hunn an déi nëmmen en 9. Schouljoer a Portugal gemaach hunn, hei op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart.

Dat ass e Problem, an dorunner kann d'Lëtzebuerger Schoul näischt méi ännere. Dat heescht, wann en Immigrantekand vun Ufank un, also vun der Spillschoul un, eise System duerchleeft, da kënne mer eppes maachen. Wann et awer eréischt méi spéit kënnt oder no der obligatorescher Schoulzäit, da kënne mer näischt méi maachen. Dat ass also e Problem, deen do ass.

Zweetens musse mer och kucken, dass mer einfach déi Transitiounen op dem Aarbechtsmaart einfach besser virbereeden.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wär ech frou, wa mer haut géifen dëse Projet stëmmen. Am Hierscht diskutéiere mer iwwert dat neit Chômage-socials-Gesetz, wou déi Amendementer, déi mer virgestallt hunn, an deem Sënn ëmgeännert goufen, dass mer eppes maache fir déi Leit, déi ni eng Chance hunn um éischten Aarbechtsmaart.

Dat heescht, mir gesinn d'Beschäftegungsinitiativen duerch, Här Glesener! Do si mer dann do, fir eis ëm déi Leit ze bekëmmeren. Iwwregens bekëmmeren der sech haut schonn haaptsächlech ëm déi dote Leit, an deene wëlle mer méi laang Zäit do loossen, fir dass och déi Leit, déi keng Chance hunn um éischten Aarbechtsmaart, awer kënnen eng sënnvoll Aarbecht maachen.

Dann deponéiere mer dat Gesetz entweder an engem Kombi-Gesetz oder net. Wat och ëmmer, mä et ass praktesch fäerdeg no de Gespréicher, déi mer mat de Sozialpartner haten iwwert d'Ëmsetzung vun den Tripartitesbeschlëss.

Ech kann déi elo net méi haut hei nach eng Kéier erläuteren, well ech keng Zäit méi hunn, mä Dir kënnt dat noliesen; dat ass e Volet Maintien dans l'emploi an e Volet Chômage. An dann ass et natierlech och esou, dass mer och den Audit ADEM am Hierscht kréien, sou dass mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da mat längeren Debatten a méi laange Riedezäiten, déi mer selbstverständlech anhalen, dann och méi driwwer schwätzen.

(Interruptions)

M. le Président.- Ech wäert Iech beim Wuert huelen, Här Minister, an Iech erënneren un dat, wat Der haut hei ofginn huet.

Sout, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Enn vun den Debatten. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement (par M. Marcel Oberweis), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Henri Grethen), Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir sinn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Moien um 9 Auer. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.46 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 15 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1066	Mme Claudia Dall'Agnol	Centres d'intervention de la Police grand-ducale
1069	Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marcel Oberweis	Utilisation du grand studio de musique de la Villa Louvigny
1084	M. Roger Negri	Limitation de vitesse sur le CR101 entre Mamer et Mersch
1088	M. Aly Jaerling	Offre de reprise du groupe Arcelor par Mittal Steel
1092	Mme Colette Flesch	Transfert de mineurs placés au Centre pénitentiaire de Luxembourg dans une structure spécialisée
1107	M. Xavier Bettel	Problème d'interprétation dans le décompte des effectifs des membres de la Police grand-ducale
1118	M. Laurent Mosar	Droit des successions et des libéralités
1121	M. Félix Braz	Cours d'intégration «INLUX»
1122	M. Félix Braz	Comité interministériel de coordination de la politique en faveur des étrangers
1123	M. Aly Jaerling	Répercussions de l'autoroute A28 avec la «Liaison de Sélange» sur la région de Clémency
1126	M. Aly Jaerling	Mise en place d'une «Agence de droits fondamentaux de l'Union européenne»
1130	M. Laurent Mosar	Élaboration d'un projet de loi sur l'accès des citoyens et des journalistes aux informations des administrations et des services publics
1142	M. Marcel Oberweis	Programme Erasmus Mundus
1143	Mme Anne Brasseur	Agression d'un élève par un professeur
1145	M. Roger Negri	Mise en place d'un cycle supérieur de l'enseignement secondaire au sein du Lycée technique Josy Barthel
1147	M. Claude Meisch	Perte d'une roue avant du train d'atterrissage d'un avion
1148	Mme Anne Brasseur	A1 Grand Prix
1154	M. Jos Scheuer	Soutien aux parlements nationaux dans le cadre des programmes de développement luxembourgeois
1157	M. Niki Bettendorf	Modification des statuts de l'Union des Caisses de Maladie (UCM)
1158	M. Jean Huss	Substitution de substances chimiques dangereuses par des alternatives plus sûres
1163	M. Ali Kaes	Cadence de la ligne RGTR N°500 (Echternach-Diekirch-Ettelbruck)
1171	M. Xavier Bettel	Permis de conduire pour motocyclettes
1188 urgente	M. Gast Gibéryen	Actions Arcelor de l'État luxembourgeois
1196 urgente	M. Robert Mehlen	Utilisation des terres en jachère pour l'alimentation du bétail
1200 urgente	M. Aly Jaerling	Personnel de l'a.s.b.l. „Doheem versuergt" - Canicule

Question 1066 (9.5.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **décharge du SIDEC:**

La Police grand-ducale dispose de six centres d'intervention principaux et de sept centres d'intervention secondaires. Le personnel des centres d'intervention est chargé de la gestion des appels d'urgence, des patrouilles de sécurité (contrôles de personnes et de véhicules suspects etc.) ou encore du contrôle de lieux sensibles. La Police grand-ducale gère également 49 commissariats de proximité. Leurs attributions sont entres autres la garantie d'une présence visible dans les quartiers, l'application du règlement communal, la prise en charge d'affaires et de plaintes et la disponibilité générale à l'information du public.

Ces deux structures représentent les éléments de base de l'organisation policière et assurent un service proche du citoyen essentiel et dont la nécessité n'a pas été mise en cause. Sur son site Internet, le Syndicat National de la Police Grand-Ducale (SNPGDL), nous renseigne sur une progression nette des effectifs de la police de 46 fonctionnaires entre octobre 2004 et octobre 2005, dont 19 ont été répartis sur les circonscriptions régionales. Or, le nombre total des effectifs des centres d'intervention et des commissariats de proximité n'aurait augmenté que d'un seul fonctionnaire, les autres ayant été affectés au Service de Recherche et d'Enquête criminelle, au Service régional de Police de la Route et au Service régional de Police spéciale.

Dans sa réponse à la question parlementaire de Monsieur le Député Carlo Wagner (N°0692) du 26 octobre 2005 *(cf. compte rendu N°3/2005-2006)*, Monsieur le Ministre de la Justice déclarait:

«La détermination des effectifs nécessaires pour les différents services ainsi que la répartition des effectifs au niveau régional sont opérées en fonction des besoins réels et des problèmes de criminalité et de sécurité rencontrés au niveau des circonscriptions régionales et en tenant compte de la complémentarité de l'action des services régionaux concernés.»

- Dans ce contexte j'aimerais demander à Monsieur le Ministre de la Justice s'il peut confirmer les chiffres avancés par le SNPGDL.
- Est-ce que les effectifs des unités de terrain sont suffisants pour remplir les missions qui leur sont confiées? Sinon, quels sont les projets du Gouvernement en ce domaine?

Réponse (26.7.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

L'objectif principal de la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police était de mettre sur pied une toute nouvelle organisation afin:

- de pouvoir intervenir rapidement en cas d'appel de détresse, et ceci 24/24 heures, sur tout le territoire national;
- d'offrir un service de police de proximité adapté en fonction des réalités démographiques et du contexte criminel par l'installation d'une police de proximité;
- d'optimiser le travail policier par la simplification des procédures internes et le regroupement d'une série de missions et de tâches préventives et répressives au niveau national et à l'échelon régional.

Pour atteindre ces objectifs, il fallait innover sur le plan structurel en mettant l'accent sur la régionalisation du travail policier, ce qui impliquait une plus grande déconcentration des moyens. Les clés de voûte de la nouvelle structure devaient être l'introduction de centres d'intervention garantissant une couverture territoriale optimale ainsi que la création de commissariats de proximité travaillant au plus près de la population.

Depuis l'an 2000, 232 policiers des carrières de l'inspecteur et du brigadier ont renforcé le corps de la Police grand-ducale; 52 d'entre eux ont été affectés aux services d'intervention et de proximité.

Question 1069 (9.5.2006) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**utilisation du grand studio de musique de la Villa Louvigny:**

Construite pendant la deuxième moitié du 17e siècle, la redoute «Louvigny» faisait partie des premières fortifications de la ville de Luxembourg. En 1953 furent inaugurés les nouveaux bâtiments de la Villa Louvigny. Jusqu'à nos jours, les plus grands compositeurs, solistes et chefs d'orchestre se sont produits dans les locaux et contribué ainsi à la renommée internationale du Grand-Duché et de son orchestre symphonique. Avec ses installations perfectionnées le grand studio de musique avec ses annexes rangeait parmi les plus grands et plus modernes studios d'Europe, pouvant accueillir un orchestre de plus de 100 musiciens et environ 400 auditeurs.

La salle de concert était le siège de l'orchestre philharmonique du Luxembourg OPL et le lieu privilégié des Solistes Européens de Luxembourg ainsi que de nombreux ensembles de musique de chambre. Une multitude d'autres manifestations culturelles avaient lieu toutes les semaines dans les bâtiments de la Villa Louvigny. L'OPL vient de quitter les lieux il y a un an et les installations et infrastructures ne seront plus utilisées.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à la Culture et à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Quelle sera l'utilisation future du grand studio de musique?
- Ne pourrait-on pas procéder à la création d'une association de gérance du grand studio de musique et de le transformer en salle multifonctionnelle dans laquelle pourraient avoir lieu différentes manifestations, entre autres musique de chambre, projections de films ou conférences de tous genres?
- Est-il envisagé d'utiliser les infrastructures existantes de la Villa Louvigny pour certaines manifestations de l'année culturelle 2007?

Réponse commune (8.8.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Il convient d'abord de relever que l'Administration des Bâtiments publics a été invitée en 2005 à faire élaborer une étude de rénovation du grand studio de musique à la Villa Louvigny. Cette étude, élaborée par un bureau d'architectes, prévoyait une rénovation douce afin de préserver les qualités acoustiques exceptionnelles de la salle. D'après l'étude, la restauration porterait sur des interventions très ciblées, dont notamment la création d'une nouvelle scène, le remplacement des fauteuils visiteurs, l'élaboration d'un nouveau concept pour l'éclairage de la salle ainsi que d'une ventilation adéquate, la restauration des revêtements muraux en bois et la mise en conformité du point de vue sécurité de la salle. La dépense afférente avait été estimée à 2.000.000 euros. Actuellement, le programme pluriannuel du fonds d'investissements administratifs ne prévoit pas d'inscription du crédit en question avant 2010.

À cela il convient d'ajouter que les contraintes de sécurité du Ministère de la Santé ne permettent plus, à l'heure actuelle, de garantir une libre circulation le soir à un public de mélomanes.

C'est ce qui explique que le grand auditorium ne pourra accueillir des concerts que pendant les heures normales de travail. J'ai été demandeur que le grand auditorium puisse toujours être utilisé pour des manifestations musicales et culturelles, même sans une restauration douce telle que la préconisait l'étude susmentionnée. Les services de l'Administration des Bâtiments publics ont alors étudié la possibilité de créer une entrée privative pour les artistes et pour le public: malheureusement l'exiguïté des lieux ne leur permet pas d'envisager cette solution.

En ce qui concerne l'utilisation de la Villa Louvigny pour certaines manifestations de «Luxembourg et Grande Région - Capitale européenne de la Culture 2007», il échet de constater qu'à l'heure actuelle aucune manifestation n'y est prévue.

Question 1084 (18.5.2006) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **limitation de vitesse sur le CR101 entre Mamer et Mersch:**

Dans sa déclaration sur l'état de la nation, Monsieur le Premier Ministre a expliqué que le projet de la Tangente Ouest ne sera pas réalisé. Dans cet ordre d'idées, le chemin repris CR101 entre Mamer et Mersch sera encore longtemps emprunté avant d'être affecté en tant que zone naturelle du «Mamerdall».

Étant donné que le CR101 est une route très dangereuse, générant chaque année des accidents très graves, est-ce qu'il ne serait pas opportun d'introduire une limitation de vitesse générale à 70 km/h sur le tronçon intégral entre Mamer et Mersch?

Réponse (4.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa déclaration sur l'état de la nation du 2 mai 2006, Monsieur le Premier Ministre a annoncé que les travaux relatifs à la réalisation de la «Tangente Ouest» seront reportés pour des raisons budgétaires, sans pour autant mettre en cause le projet proprement dit.

Dans ce contexte la réponse commune de Monsieur le Ministre de l'Environnement et de Monsieur le Ministre des Travaux publics relative à la question parlementaire N°1091 du 23 mai 2006 de l'honorable Député Charles Goerens *(cf. compte rendu N°14/2005-2006)* reprend le détail de l'avancement actuel du dossier «Tangente Ouest».

En ce qui concerne le CR101 reliant Mamer à Mersch, les forces de l'ordre renseignaient dans un rapport, datant de 1999, que 70% de l'ensemble des accidents enregistrés sur le CR101 ont eu lieu sur le tronçon entre Mersch et Kopstal. Suite au réaménagement de ce tronçon de route en 2001, le nombre d'accidents y a fortement diminué.

La Commission de circulation de l'État s'est prononcée dans son avis du 7 juillet 1999 en faveur d'une limitation de la vitesse à 70 km/h sur les seules parties sinueuses, laissant aux automobilistes sur les tronçons à meilleure visibilité la possibilité de doubler les véhicules lourds et les véhicules agricoles. Elle a par ailleurs recommandé de combiner cette limitation de la vitesse avec une interdiction de dépassement applicable dans les mêmes conditions. Dans cet ordre d'idées, une limitation de la vitesse à 70 km/h est réalisable sur les tronçons sinueux entre Kopstal et Direndall.

Comme le tronçon du CR101 entre Kopstal et Mamer connaît actuellement une hausse certaine d'accidents, la Commission de circulation de l'État sera chargée d'analyser l'opportunité d'une limitation de la vitesse à 70 km/h sur le tronçon de route en question.

Question 1088 (22.5.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **actions Arcelor de l'État luxembourgeois:**

Fir d'OPA vu Mittal ofzeblocken huet Arcelor verlaude gelooss, datt d'Gesellschaft bereet wier, Aktien am Wäert vu fënnef Milliarden Dollar opzekafen.

Dës Aktioun gëtt vun international unerkannten Ökonomisten als gefäierlech ugesinn, well et kënnt derzou féieren, datt Arcelor kënnt an noer Zukunft staark finanziell Schwieregkeete kréien.

D'Lëtzebuerger Regierung huet net convertibel an net stëmmberechtegt Arcelor-Aktien, déi duerch déi nei Offer vun Arcelor massiv u Wäert gewannen.

D'Lëtzebuerger Regierung wäert awer och mat betraff ginn, wann déi nei Akafsoffer vun Arcelor fir Aktien hir finanziell Capacitéieten iwwersteigt an doduerch bei Arcelor finanziell Schwieregkeeten an nächster Zukunft optauchen.

Kann den Här Finanzminister mir duerfir dës Froe beäntweerten:

1) Wéi gesäit d'Lëtzebuerger Regierung als Haaptaktionär déi zousätzlech Opkafsoffer vun Arcelor?

2) Huet d'Lëtzebuerger Regierung als Haaptaktionär analyséiert, ob déi nei Akafsoffer fir Aktien déi finanziell Capacitéit vum Grupp net iwwersteigt?

3) Besteet, sou wéi international unerkannten Ökonomisten et viraussoen, eng effektiv Gefor, datt Arcelor kuerz- oder mëttelfristeg duerch de geplangten zousätzlechen Aktienopkaf a finanziell Schwieregkeete kënnt?

4) Huet d'Lëtzebuerger Regierung iwwer en eventuelle Verkaf vun hiren Aktien un Arcelor opgrond vun der neier dach lukrativer Offer nogeduecht?

5) Wéi gesäit et aus mat den Aktië vum Lëtzebuerger Stat, wann d'OPA vu Mittal soll Erfolleg hunn?

Réponse (26.7.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

1) Déi aussergewéinlech Generalversammlung vun der Arcelor, déi den 21. Juni 2006 sollt iwwert d'Offre publique de rachat d'actions (OPRA) ofstëmmen, ass vum Arcelor Verwaltungsrot ofgesot ginn.

2) Well d'Generalversammlung vum 21. Juni 2006 ofgesot gouf ass déi Fro hifälleg.

3) Well d'Generalversammlung vum 21. Juni 2006 ofgesot gouf ass déi Fro hifälleg.

4) Well d'Generalversammlung vum 21. Juni 2006 ofgesot gouf ass déi Fro hifälleg.

5) D'Lëtzebuerger Regierung huet hir Arcelor-Aktien an d'OPA/OPE vu Mittal Steel abruecht.

Dës Entscheedung gouf gehol nodeems d'Offer fundamental verbessert gi wor a Gespréicher tëscht den Direktioune vu Mittal Steel an Arcelor dozou gefouert haten, datt e gemeinsame Projet konnt entwéckelt ginn, dee vu béide Säiten ënnerstëtzt gouf. Déi nei Offer vu Mittal Steel wor den Aktionäre vum Arcelor Verwaltungsrot als eng frëndlech Offer recommandéiert ginn.

Nom Ofschloss vun der Transaktioun wäert de Lëtzebuerger Stat also Aktionär am neie Grupp Arcelor-Mittal sinn.

Question 1092 (23.5.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant le **transfert de mineurs placés au Centre pénitentiaire de Luxembourg dans une structure spécialisée:**

Dans son rapport de janvier 2006, la Déléguée du Procureur général d'État pour la direction générale des établissements pénitentiaires estime que le CPL est une prison fourre-tout. Pour remédier à la situation, elle estime nécessaire notamment de transférer à courte échéance les mineurs placés au CPL dans le cadre de la loi sur la protection de la jeunesse dans une structure spécialisée à l'extérieur de l'infrastructure pénitentiaire (unité de sécurité à Dreiborn), étant précisé que l'unité de sécurité existe juridiquement dans la loi du 16 juillet 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État.

- Le Ministre partage-t-il cette appréciation?
- Est-il disposé à remédier à la situation?
- Est-il, en particulier, disposé à transférer à brève échéance les mineurs placés au CPL dans le cadre de la loi sur la protection de la jeunesse dans une structure spécialisée à l'extérieur de l'infrastructure pénitentiaire (unité de sécurité à Dreiborn)?
- Dans quel délai estime-t-il pouvoir faire procéder à ce transfert?

Réponse commune (26.7.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

La question parlementaire N°1092 du 23 mai 2006 de Madame la Députée Colette Flesch, appelle de la part du Ministère de la Famille et de l'Intégration et du Ministère des Travaux Publics les observations suivantes:

La construction de l'unité de sécurité pour jeunes d'une capacité de douze personnes au centre socio-éducatif de l'État de Dreiborn constitue une priorité urgente pour le Gouvernement. L'Administration des Bâtiments publics fait réviser et finaliser les plans de construction afin de respecter toutes les obligations formulées et de considérer toutes les suggestions des différents partenaires impliqués. La planification est pratiquement terminée et la demande d'un permis de construire sera adressée en automne 2006 à la Commune de Wormeldange, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et en particulier à la partie écrite et graphique du PAG de cette commune.

Dès l'obtention du permis de construire, les soumissions relatives à ce projet peuvent être lancées de sorte que les travaux commenceront normalement en 2007 pour se terminer, en principe, fin 2008.

Le projet récent prévoit notamment un emplacement nouveau sur le site du centre de Dreiborn, terrain plus facile à gérer à tous points de vue: pas de démolitions à effectuer, site non accidenté, très dégagé et sans contraintes d'espace (ruisseau, talus), accès direct, situation en zone de bâtiments et d'équipements publics (ZBEP).

Question 1107 (1.6.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **problème d'interprétation dans le décompte des effectifs des membres de la Police grand-ducale:**

Il me revient qu'il existe actuellement toujours un problème d'interprétation dans le décompte des effectifs des membres de la Police grand-ducale. En effet, il semble d'usage qu'un grand nombre de membres de la Police grand-ducale se trouvent dans une situation de détachement et donc dans un autre service que celui qui leur a été attribué. De ce fait, le nombre de membres réellement affectés à leur tache d'origine ne correspond pas à la réalité.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette pratique de détachements au sein de la Police grand-ducale?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées concernant le nombre de détachements en 2003, 2004, 2005 et à ce jour?
- De quelle manière sont comptabilisés ces détachements et n'y a-t-il pas de doubles comptages pour les mêmes membres dans certains cas?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer plus spécifiquement sur le nombre de détachements pour le centre d'intervention de Luxembourg?

Réponse (4.8.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La Police grand-ducale procède régulièrement à des détachements temporaires de policiers en vue de faire face à des situations inhérentes à la sécurité publique. Cette mesure concerne à peu près 5% de l'effectif total de la police.

Pour ce qui est plus particulièrement des détachements touchant la circonscription régionale de Luxembourg, ceux-ci sont le fait de la création récente d'une cellule spécifique luttant contre le trafic de drogues présent dans certains quartiers de la ville de Luxembourg. Ces détachements sont compensés par des remplacements de fonctionnaires de police en provenance de l'unité de garde et de réserve mobile.

Question 1118 (15.6.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **droit des successions et des libéralités:**

L'Assemblée nationale française vient d'adopter un projet de loi portant réforme des successions et des libéralités. Cette réforme modifie de fond en comble les règles du Code civil qui datent de 1804. En effet, si le droit des successions et des libéralités est resté inchangé depuis plus de 200 ans, la société française a énormément évolué depuis (vieillissement de la population, multiplication des divorces, apparition des familles recomposées, PACS, etc). La réforme tient compte de ces changements.

Sans vouloir entrer dans le détail, on peut citer parmi les grandes innovations de la réforme l'adaptation des règles relatives à l'indivision devant mettre fin aux blocages inutiles en la matière, ou encore la facilitation de la gestion du patrimoine successoral afin de mieux protéger les héritiers. Le droit des libéralités se trouve également modernisé, le texte voté instaurant par exemple la réduction en valeur des libéralités excessives.

Dans la mesure où notre droit des successions et des libéralités est calqué sur le droit français et n'a subi que quelques modifications mineures depuis 1804 et que les mêmes constatations faites au niveau de l'évolution de la société française valent pour notre pays, il est permis de se demander s'il ne serait pas opportun de songer à une réforme globale du droit des successions et des libéralités.

Dans ce contexte j'aurais souhaité poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas que le moment est venu de modifier le droit des successions et des libéralités?
- Dans l'affirmative, quels sont, dans les grandes lignes, les points qui, d'après le Gouvernement, mériteraient d'être réformés?
- Toujours dans l'affirmative, peut-on espérer qu'un projet de réforme soit déposé au courant de la présente législature?

Réponse (4.8.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Au vu des nombreux travaux législatifs en cours dans le domaine de la justice, tant au niveau européen qu'au niveau national, il n'est pas prévu de proposer une réforme en profondeur du droit luxembourgeois des successions au cours de la présente législature.

Question 1121 (16.6.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **cours d'intégration «INLUX»:**

En réponse à ma question parlementaire N°0907 concernant des cours d'intégration pour les migrants primo-arrivants au Luxembourg *(cf. compte rendu N°9/2005-2006)*, vous avez écrit que vous vous attendez à des propositions concrètes élaborées par un groupe de travail que vous avez mis en place.

Il s'avère toutefois, selon nos informations, que ce groupe ne s'est pas réuni depuis un an.

Dés lors je me permets de vous soumettre les questions suivantes:

- Combien de cours d'intégration «INLUX» ont été réalisés? Combien de personnes y ont participé? Quelles conclusions y a-t-il lieu d'en tirer? Vont-elles dans le sens d'une généralisation des cours?
- Selon nos informations, il est question de visiter des exemples de cours d'intégration à Metz ou à Gand. Est-ce que ces visites auront lieu?
- Quelles suites le Gouvernement entend-il donner au passage suivant de son programme gouvernemental pour le Ministère du Travail et de l'Emploi? «Dans ce contexte la mise en place d'un congé linguistique sera envisagée pour permettre l'intégration des salariés par le biais de l'apprentissage de la langue luxembourgeoise».
- Quel est l'usage concret des 150.000 euros de l'article budgétaire 33 014 du Ministère du Travail; participation dans l'intérêt de l'organisation de cours de langue luxembourgeoise dans l'intérêt du renforcement de la main-d'oeuvre étrangère? Combien d'entreprises y ont eu recours? De quel type d'entreprise s'agissait-il en 2005? Combien de personnes ont bénéficié de ces cours?
- Quel délai avez-vous l'intention de donner au groupe de travail pour vous soumettre des propositions concrètes?

Réponse commune (2.8.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

1) Le projet pilote de cours d'intégration dénommé «Cours INLUX» a été lancé en septembre 2005 au niveau du Centre de Langues de Luxembourg. Il s'agit de deux cours de langues intensifs, l'un de langue française, l'autre de langue luxembourgeoise fonctionnant de dix à douze semaines, à raison de 20 heures par semaine.

Ces 20 heures regroupent 16 heures de langues et quatre heures d'initiation à la vie culturelle, civique et sociale.

Le cours est divisé en deux modules et a été répété à deux reprises pour s'achever en juillet 2006.

20 personnes par cours, soit un nombre total de 120 personnes ont participé au projet pilote et ont contribué à son succès.

Au niveau du contenu, les participants semblent être satisfaits, de même que les enseignants qui ont pu constater une compréhension orale de la langue après six semaines seulement.

Néanmoins, les cours d'initiation à la vie culturelle, civique et sociale ont souvent été négligés par les participants, ce qui laisse penser que la cadence des cours est trop intensive.

Une demande de réduction de la cadence des cours à hauteur de 16 heures par semaine a été formulée, laissant de même entrevoir le désir de placer certains cours pendant la pause de midi, en soirée, voire même le week-end.

2) Une visite des cours d'intégration offerts par l'État français a eu lieu le 4 juillet 2006 à Metz à l'initiative du Commissariat du Gouvernement aux étrangers.

3) En réponse à la question sur l'utilisation de la somme de 150.000 euros, prévue par le budget du Ministre du Travail et de l'Emploi, il y a lieu de noter que dans le cadre de la Stratégie européenne en faveur de l'emploi visant notamment à promouvoir une culture de formation tout au long de la vie, à encourager la capacité d'adaptation des entreprises et de leurs salariés et à lutter contre toute forme de discrimination sur le marché de l'emploi, le Gouvernement luxembourgeois a décidé depuis l'année 2003 d'accompagner financièrement des efforts en matière d'intégration des étrangers par l'apprentissage de la langue luxembourgeoise.

Suite à des annonces publiées dans les périodiques des organisations patronales luxembourgeoises, 21 entreprises luxembourgeoises ont bénéficié en 2005 d'une subvention.

Les entreprises proviennent des secteurs d'activité suivants: commerce, construction, restauration/hôtellerie, immobilier, activités de conseil juridique et/ou comptable, secteur hospitalier, secteur bancaire et secteur industriel.

La motivation des salariés et des entreprises est notamment de permettre une meilleure intégration dans la vie quotidienne et professionnelle.

Le groupe cible concerné est surtout de nationalité française, belge et allemande. L'âge moyen du groupe concerné se situe entre 30 et 40 ans avec une majorité masculine.

Environ 324 personnes ont bénéficié de ces cours de luxembourgeois.

4) Quant à la dernière question relative au délai à imposer au groupe de travail, il paraît difficile de formuler un délai précis. En effet, tout dépendra de l'avancement des discussions déjà engagées et à mener lors des prochaines réunions.

Après une dernière réunion tenue en juillet 2006, le susdit groupe se réunira de nouveau en septembre 2006.

Question 1122 (16.6.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **comité interministériel de coordination de la politique en faveur des étrangers:**

La loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers reconnaît en son article 19 un comité interministériel coordonnant la politique en faveur des étrangers.

- De façon générale j'aimerais savoir combien de fois ce comité s'est réuni depuis l'entrée en fonction de ce Gouvernement et quels sujets y ont été abordés.

- Quelles propositions en matière de politique concernant les étrangers le comité interministériel a-t-il soumis au Gouvernement en cette période? (19.2)
- Sous quelle forme ledit comité a-t-il soulevé la question du fonctionnement et des compétences des Commissions consultatives communales pour étrangers et relayé les propositions afférentes du Conseil national pour Étrangers?
- Pour quelles questions et quels projets le Gouvernement a-t-il jugé utile de saisir le comité interministériel? (19.3)
- Comme il y a union personnelle entre la présidence de ce comité interministériel et le Conseil national pour Étrangers, j'aimerais savoir de façon générale quel est le lien entre les deux instances.
- Sous quelle forme le comité interministériel fait-il le suivi des directives européennes concernant des matières telles que l'anti discrimination, le séjour de longue durée ou encore la réunification familiale? De quelle façon ces experts parfaitement au courant des exigences découlant des directives assument-ils leur rôle d'aiguillon au sein de l'administration gouvernementale?
- Sous quelle forme la répartition des compétences entre les Ministères et notamment la création d'un Ministère de l'Immigration appellent-elles une coordination renforcée entre les départements ministériels?

Réponse commune (4.8.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

1) Depuis l'entrée en fonction de ce Gouvernement, le comité interministériel coordonnant la politique en faveur des étrangers s'est réuni deux fois.

Les membres du comité interministériel ont été informés de la création future d'un Fonds européen de l'Intégration et chaque membre a été invité à réfléchir sur la mise en place au Luxembourg de mesures concrètes en matière d'intégration, telles que des cours d'intégration.

La création d'un nouveau groupe de travail pour l'organisation des cours d'intégration y a été énoncée. Par ailleurs, les membres du comité interministériel ont été informés sur les propositions de modifications élaborées par le Conseil national pour Étrangers sous l'ancien mandat, ainsi que sur les nouveaux membres du bureau dudit Conseil.

2) Il n'y a à ce jour aucune proposition en matière de politique concernant les étrangers soumis au Gouvernement pendant la période en question.

3) La question du fonctionnement et des compétences des Commissions consultatives communales pour étrangers suite aux propositions de modification y afférentes du Conseil national pour Étrangers a fait l'objet d'un examen bilatéral entre les deux Ministères compétents, à savoir le Ministère de la Famille et de l'Intégration et le Ministère de l'Intérieur.

4) Le comité interministériel n'a pas été saisi par le Gouvernement, du moins sous l'actuelle présidence.

5) Au sujet du lien existant entre le comité interministériel et le Conseil national pour Étrangers, il y a lieu de retenir que le comité interministériel se trouve représenté dans le cadre du Conseil national pour Étrangers. Ses représentants et parmi eux, la présidence, informent l'ensemble du comité interministériel des décisions importantes à prendre ou ayant été prises par le Conseil national pour Étrangers.

À l'inverse, la présidence, ainsi que l'un ou l'autre membre du comité interministériel informent les membres du Conseil national pour Étrangers des nouveautés ou des réformes en matière de politique des étrangers.

6) Pour ce qui est du suivi des directives européennes, celui-ci est effectué au besoin par un groupe de travail restreint réuni par le Ministère en charge de la transposition de la directive en question, mais non pas par le comité interministériel en tant que tel.

Au moment de la discussion de l'avant-projet de loi au sein du Conseil de Gouvernement, chaque ministre concerné par la question fait une intervention suite aux renseignements pris, en l'occurrence auprès du fonctionnaire faisant partie de comité interministériel.

7) Concernant la répartition des compétences entre les Ministères, il y a lieu de noter que par la création d'une Direction de l'Immigration au sein du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, il y a simplement eu transfert de compétences en matière d'immigration et d'asile du Ministère de la Justice, ainsi qu'en matière de délivrance des permis de travail du Ministère du Travail et de l'Emploi vers ce Ministère. Conformément à l'arrêté grand-ducal du 7 août 2004 portant constitution des Ministères, le Ministère de la Famille et de l'Intégration reste seul compétent en matière d'intégration.

Il va de soi qu'une coordination et une coopération renforcées entre les départements ministériels sont de mise que ce soit par le biais de réunions d'information communes ou de groupes de travail ponctuels.

Question 1123 (16.6.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **répercussions de l'autoroute A28 avec la «Liaison de Sélange» sur la région de Clémency:**

Bei eise belschen Nopere ginn d'Fuerderungen nom Bau vun der Autobunn A28 ëmmer méi konkret, well och d'Autoritéite vun Arel opgrond vun den Infrastrukture vum Gewerbegebitt Sterpenech elo d'Fuerderung nom Bau vun dëser Autobunn ënnermaueren.

Schonn 1997 war e ministerielle Beschloss zu Namur erfaasst ginn, fir all Leit, déi am Besëtz vun Terraine sinn, déi fir de Bau vun der Autobunn géife gebraucht ginn, ze expropriéieren; wat beweist, datt den absolute Wëllen do ass, fir déi Autobunn ze bauen. Duerch de Bau vun der A28 géif awer onweigerlech och déi ëmstridden Ubannung iwwert d'„Liaison de Sélange" laanscht Sélange an der Belsch a lanscht Kënzeg mat zustane kommen.

De Bau vun der A28 an déi Ubannung u Sélange hätt also och Konsequenze fir Lëtzebuerg a besonnesch fir d'Regioun ëm Kënzeg a géif d'Liewensqualitéit vun den Awunner drastesch aschränken an och eng zousätzlech Rei vu Verkéiersproblemer mat hei an d'Land iwwerdroen, op déi mer sécherlech gutt kënnte verzichten.

Kënnen den Här Transportminister an den Här Bauteminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Hunn déi Häre Ministere Kenntnis dervun, datt d'Pläng fir de Bau vun der A28 sech konkretiséieren an domadder och d'Ubannung u Sélange mat geplangt ass?
2. Ass d'Lëtzebuerger Regierung mat implizéiert an deene Pläng vum Bau vun der A28 an der „Liaison de Sélange"?
3. Wa jo, wat sinn d'Ursaachen dervun, besonnesch wat d'„Liaison de Sélange" betrëfft?
4. Wann neen, wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zu deene Pläng, besonnesch am Zesummenhang mat der „Liaison de Sélange", déi ganz grave Konsequenze fir d'Liewensqualitéit vun de Bierger aus der Regioun ëm Kënzeg wäert mat sech bréngen?

Réponse (26.7.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Den honorabelen Deputéierten hat den 10. August 2004 schonns eng Fro zu der Liaison Sélange gestallt *(cf. compte rendu N°1/2004-2005 - question parlementaire N°0041).* An der heiteger Äntwert gëtt d'Positioun vun deemools nach e bësse méi détailléiert. Et huet sech awer grondsätzlech näischt un dëser Positioun geännert.

De Projet vum Bau vun der A28 gëtt regelméisseg an de Réunioune vum Sommet de la Grande Région behandelt. E leeft ënnert dem duebelen Titel „Continuité routière entre Longwy et Arlon (N52 - A28) formant une liaison autoroutière directe - A31-E411" an „Raccordement de la A13 à la A28 aux abords de Sélange". Déi zoustänneg Ministèren hunn also Kenntnis dervun.

Dee leschte Sommet op deem iwwert d'Verkéiersinfrastrukture geschwat ginn ass huet de 24. Januar zu Metz stattfond. Allerdéngs gëtt de Projet net explizit an der „déclaration commune" ernimmt, déi no dësem Sommet ugeholl ginn ass. Hie steet just an der Lëscht vun de Projeten, déi vum zoustännegen Aarbechtsgrupp vun der Regionalkommissioun studéiert ginn.

D'Lëtzebuerger Regierung ass net implizéiert an d'Planung vum Bau vun der A28, et handelt sech hei ëm en nationale belsche Projet. Déi technesch Planung gëtt also vun den zoustännege belsche Verwaltungen duerchgefouert.

Wat de Bau vun der Liaison Sélange ugeet ass d'Situatioun eng aner, well den Tracé vun dëser Strooss bal ganz op Lëtzebuerger Territoire läit. D'Implikatioun vu Lëtzebuerg ass also hei ginn.

Allerdéngs huet den IVL festgehalen, dass dëse Projet soll zréckgestallt ginn, well fir d'éischt soll gekuckt ginn, wat deen deelweisen Ausbau vun den Autobunnen A3 an A4 op sechs Spueren als Entlaaschtungseffet mat sech bréngt. Domat ass och déi offiziell Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu der Liaison Sélange kloer.

Question 1126 (19.6.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **mise en place d'une «Agence de droits fondamentaux de l'Union européenne»:**

Aus de Konklusioune vun der Réunioun vum Europarot vum 15. a 16. am Broochmount 2006 war ze liesen, datt soll eng „Agence de droits fondamentaux de l'Union européenne" bis 2007 fonctiounsfäeg sinn.

Et ass awer net preziséiert, wéi déi Agence soll fonctionnéieren a wou se hire Sëtz kritt.

Kann den Här Statsminister respektiv den Här Ausseminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wat ass de But vun esou enger europäescher Agence fir fundamental Rechter?
2. Wéi soll se fonctionnéieren an ënner wat fir enger Kompetenz?
3. Wou soll de Sëtz hikomme vun der Agence?
4. Wäert d'Regierung sech asetzen, fir datt esou eng Agence eventuell op Lëtzebuerg kënnt kommen?
5. Wat ass den Ënnerscheed téschent esou enger Agence an dem europäeschen Ombudsman?

Réponse commune (26.7.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Dës Äntwert gëtt ginn en concertation mat dem Här Statsminister:

- De But vun der „Agence des droits fondamentaux" soll et sinn de relevanten Institutiounen, Organer an Agencë vun der Europäescher Gemeinschaft an hire Memberstate beim Ëmsetze vum „droit communautaire" mat Expertisen an Hëllef am Beräich vun de Grondrechter bäizestoen, sou datt wa si Mesuren a Politiken an hiren respektive Kompetenzberäicher formuléieren, dëst a vollem Respekt vun de fundamentale Rechter geschitt. Zu deem Zweck soll d'Agence zoustänneg gi fir d'Sammelen, d'Androen, d'Ënnersichen an d'Verdeele vun objektiven Donnéeën iwwert d'Grondrechter. Si soll sech ëm Problemer bekëmmeren, déi am Zesummenhang sti mat der Disponibilitéit, der Vergläichbarkeet an der Qualitéit vun dësen Donnéeën an der ganzer Unioun. Et sief awer nach eng Kéier ënnerstrach, datt d'Mandat vun der Agence sech ganz kloer op den „droit communautaire" beschränke soll.
- Op hir eegen Initiativ hin oder op Ufro vum Europaparlament, vum Ministerrot vun der Europäescher Unioun oder vun der Kommissioun, soll d'Agence och Schlussfolgerungen a Meenunge virbereeden.
- D'Agence soll ausserdeem d'Koordinatioun zwëschent den nationale Menscherechtsinstituter verbesseren a sech fir e konstanten Dialog zwëschent den EU-Institutiounen an den ONGen asetzen.
- Et ass schlussendlech och nach virgesinn, datt d'Agence eemol am Joer e Rapport iwwer seng Aktivitéiten eraus-bréngt.
- De „projet de règlement" gesäit am Moment eng Organisatiounsstruktur mat véier Organer vir: ee Verwaltungsrot, een Exekutivbüro, een Direkter an ee Wëssenschaftsrot. De Verwaltungsrot wäert bestoen aus engem Expert pro EU-Memberstat, engem Vertrieder vum Europarot an zwee Vertrieder vun der Kommissioun. De pluriannuelle Plang, deen den thematesche Kader fir d'Aktivitéite vun der Agence soll bilden, soll vum EU-Ministerrot, op Propositioun vun der Kommissioun an no Konsultatioun vum Verwaltungsrot vun der Agence, fixéiert ginn.
- D'Agence wäert hire Sëtz zu Wien hunn, wéi schonns virdrun den „Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes" (Artikel 22.4 vum „projet de règlement").
- Wéi schonns gesot, gëtt d'Agence beoptraagt fir vergläichbar Informatiounen ze sammelen an ze ënnersichen an dorops hin der Europäescher Unioun hir Schlussfolgerungen a Meenunge matzedeelen. Si kann awer keng individuell Ufroen ënnersichen. Den europäeschen Ombudsman ass, en revanche, zoustänneg fir Kloe vun EU-Bierger betreffend eventuelle Verwaltungsfeeler vun den Institutiounen an Organer vun der Europäescher Unioun.
- Den Artikel 18 vum „projet de règlement" gesäit iwwregens vir, datt der Agence hir Operatiounen, en ligne mat dem Artikel 195 TUE, vum Ombudsman kontrolléiert ginn.

Question 1130 (21.6.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**élaboration d'un projet de loi sur l'accès des citoyens et des journalistes aux informations des administrations et des services publics:**

Lors du vote de la loi sur la liberté d'expression dans les media, au printemps 2004, la Chambre des Députés a adopté une motion qui, entre autres, invitait le Gouvernement «à élaborer, après une discussion approfondie et consultation de la Chambre des Députés, un projet de loi sur l'accès des citoyens et des journalistes aux informations auprès des administrations et services publics, en vue de faciliter et de réglementer cet accès dans le respect des droits fondamentaux des personnes».

J'aimerais savoir de Messieurs les Ministres si le Gouvernement a déjà entamé l'élaboration d'un tel projet de loi; quand le Gouvernement entend saisir la Chambre des Députés de ses réflexions préliminaires et selon quel calendrier le Gouvernement entend procéder pour engager les travaux parlementaires consacrés à ce projet de loi.

Réponse (9.8.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

En réponse à la question de Monsieur le Député concernant la mise en chantier d'un projet de loi sur l'accès des citoyens et des journalistes aux informations auprès des administrations et services publics, j'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que les services du Ministère d'État ont élaboré un projet de loi qui couvre de façon générale l'accès des citoyens aux documents administratifs. Il est évident que les journalistes bénéficieront, comme tous les citoyens, des nouveaux droits qui seront inscrits dans le texte, texte qui par ailleurs a fait l'objet d'un échange de vues avec les représentants du Conseil de presse. Le projet de loi devrait être soumis à la Chambre des Députés avant la fin de l'année 2006.

Question 1142 (3.7.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **programme Erasmus Mundus:**

Le programme Erasmus Mundus est un programme de coopération et de mobilité au niveau de l'enseignement supérieur qui vise à promouvoir dans le monde entier l'image de l'Union européenne en tant que centre d'excellence dans le domaine de l'enseignement. Il soutient des cours de master européens de haute qualité et accroît la visibilité et l'attrait de l'enseignement supérieur européen dans les pays tiers. Il prévoit, en outre, des bourses financées par l'Union européenne pour les ressortissants de pays tiers participant à ces cours de master, ainsi que des bourses pour les ressortissants de l'Union européenne étudiant dans un pays tiers.

Ce programme permet de relever les défis auxquels l'enseignement supérieur européen est confronté, notamment la nécessité de stimuler le processus de convergence de la structure des diplômes et celle de rendre l'enseignement supérieur européen plus attrayant au niveau international. Erasmus Mundus a pour objectif de préparer les participants de l'Union européenne et des pays partenaires à vivre

dans une société globalisée fondée sur la connaissance.

Par ailleurs, les cours de master et les bourses Erasmus Mundus fournissent le cadre permettant des échanges fructueux dans le domaine de l'enseignement supérieur et un dialogue entre les cultures. À titre d'exemple, Erasmus Mundus soutient environ 100 cours de master, des bourses sont offertes à environ 5.000 diplômés de pays tiers et à plus de 4.000 diplômés de l'Union européenne. De la même manière, le programme offre également des bourses d'enseignement ou de recherche en Europe pour 1.000 universitaires de pays tiers et environ le même nombre de bourses pour les universitaires européens allant dans les pays tiers. Enfin, Erasmus Mundus soutient une centaine de partenariats entre les cours de master Erasmus Mundus et des établissements d'enseignement supérieur dans les pays tiers.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce que l'Université du Luxembourg participe au Programme Erasmus Mundus?
- Dans l'affirmative, combien d'universitaires des pays tiers et de l'Union européenne ont pu bénéficier de bourses dans le cadre des cours de master?

Réponse (1.8.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

L'Université du Luxembourg est partenaire d'un projet action 1 Erasmus Mundus.

L'action 1 d'Erasmus Mundus, qui constitue la clé de voûte du programme, vise l'élaboration de cours de master d'excellence par au moins trois établissements d'enseignement supérieur de trois pays européens différents. Les cours proposés dans le cadre de ces masters doivent être «intégrés», c'est-à-dire qu'ils doivent prévoir une période d'études dans au moins deux des trois universités et qu'ils doivent mener à l'obtention d'un diplôme double, multiple ou conjoint.

L'Université du Luxembourg est partenaire d'un projet coordonné par l'Université de Toulouse le Mirail (Toulouse III) et dont le cours de master préparé porte sur les «Philosophies allemande et française dans l'espace européen». Le projet a été soumis à la sélection d'avril 2006 et il est en cours d'évaluation auprès des instances compétentes de la Commission européenne.

Afin de propager l'image des cours de master Erasmus Mundus, l'action 2 du programme vise la mise en place d'un système de bourses, bourses qui sont attribuées à des universitaires ou à des étudiants de pays tiers qui viennent en Europe pour participer à des cours de master Erasmus Mundus.

Aucune bourse de ce type n'a encore pu être attribuée dans le cadre du master Erasmus Mundus coordonné par l'Université de Toulouse le Mirail, alors que, comme précisé ci-dessus, le projet est en phase d'évaluation.

Question 1143 (3.7.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**agression d'un élève par un professeur:**

Il me revient par voie de presse que lors d'une excursion d'une classe du Lycée Aline Mayrisch, il y a quelques semaines, à l'ancien camp de concentration de Natzweiler/Struthof, un professeur aurait agressé un élève dans une auberge de jeunesse, suite à un mauvais comportement de plusieurs élèves. En effet, la presse relate que le professeur en question aurait essayé d'étrangler l'élève par le biais d'un câble électrique. Entre-temps les parents de l'élève auraient porté plainte contre le professeur. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance des faits relatés ci-dessus respectivement peut-elle les confirmer?
- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle me donner des précisions concernant l'organisation et le déroulement exact de cette excursion?
- Est-ce que l'excursion a été interrompue après l'agression du professeur? Dans l'affirmative, qui a pris cette décision?
- Quelles sont les conséquences et les conclusions que Madame la Ministre entend tirer de cette affaire?

Réponse (9.8.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

ad 1) J'ai effectivement eu connaissance des faits relatés par Madame le Député.

ad 2) Le voyage d'études à Natzweiler/Struthof et Strasbourg a été organisé dans le cadre du cours de formation morale et sociale. Les élèves avaient avant ce voyage préparé un dossier sur la problématique des camps de concentration et fait des recherches sur ce thème. Cette excursion qui avait été autorisée par la Direction du Lycée a eu lieu les 13 et 14 juin 2006. Le premier jour était destiné à la visite du camp de concentration de Struthof et le deuxième jour à une visite de la cathédrale de Strasbourg et de ses vieux quartiers.

ad 3) Le voyage d'études n'a pas été immédiatement interrompu après l'agression, alors que les faits se sont déroulés vers 5.30 heures le matin du 14 juin 2006 et que la direction n'a été informée des faits que dans le courant de la journée. Cependant, la visite de la ville de Strasbourg ne s'est faite qu'avec une vingtaine d'élèves, les élèves ayant été impliqués dans les incidents de la nuit du 13 au 14 juin ayant été consignés dans le bus.

ad 4) Tout d'abord, il est à préciser que suite aux évènements s'étant déroulés lors du voyage d'études, le directeur du lycée a pris des mesures immédiates à l'encontre du professeur en question, en ce qu'il a informé ce dernier qu'il était dispensé de tous ses cours et qu'il n'était autorisé à se présenter au lycée que sur convocation expresse du directeur.

Quant au Ministère, aussitôt que mon département a été informé des faits relatés, j'ai chargé le service du personnel d'entreprendre toutes les démarches en vue de la saisine du Commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire. Pour ce faire, un rapport circonstancié quant au déroulement exact des faits a été demandé au directeur du lycée. L'établissement de ce rapport a pris environ une quinzaine de jours, alors que le premier souci du directeur était de protéger les victimes mineures et de ne pas les brusquer. Par ailleurs, le directeur était accaparé à cette période de l'année scolaire par les réunions de fin d'année et vu la confidentialité d'un tel dossier, il lui était impossible de le confier à une autre personne.

Par ailleurs, le directeur a dû procéder à des entretiens aussi bien avec les élèves qu'avec leurs parents, afin de se voir relater les faits. Il a également dû attendre que les personnes entendues lui remettent des attestations testimoniales en bonne et due forme, afin de pouvoir les verser en tant que preuves au dossier. Dès réception du rapport du directeur, y compris les pièces, l'ouverture d'une instruction disciplinaire a été demandée au Commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire. Dès après cette saisine, le professeur a été informé d'une part, que la Ministre entendait le suspendre de ses fonctions pendant tout le cours de la procédure disciplinaire jusqu'à la prise d'une décision définitive en invoquant les faits à la base de cette décision et, d'autre part, qu'il était en droit de se faire entendre en personne ou par voie écrite dans un délai de huit jours. Suite à cette procédure, le professeur a été suspendu par arrêté ministériel en date du 11 juillet 2006.

Il est encore à remarquer que suite à ce voyage d'études, la direction a également entendu renvoyer devant le conseil de classe les élèves dont le comportement a été incorrect pendant ledit voyage, en vue de l'application de la réglementation valable en matière de discipline des élèves.

Question 1145 (4.7.2006) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **mise en place d'un cycle supérieur de l'enseignement secondaire au sein du Lycée technique Josy Barthel:**

Créé par les lois du 3 août 1998 et du 18 juillet 2001, le Lycée d'enseignement secondaire technique public Josy Barthel (LTJBM) a ouvert ses portes en septembre 2003. Situé dans le «pôle centre», le LTJBM offre la division inférieure de l'enseignement secondaire, le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique y compris le régime préparatoire, le cycle moyen et le cycle supérieur de l'enseignement secondaire technique. Il s'agit donc d'un lycée mixte à dominante technique.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre:

- compte tenu, d'une part, du principe du lycée de proximité consacré par le plan directeur sectoriel «lycées» et de l'organisation régionalisée des transports scolaires qui s'y rattache,
- compte tenu, d'autre part, que ce même plan directeur sectoriel «lycées» prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un cycle supérieur d'une formation supplémentaire non rare après consolidation de la division inférieure en vue du passage progressif à une nouvelle organisation spatiale régionalisée
- et compte tenu enfin de l'intensification certaine du trafic routier suite à la croissance démographique de la commune de Mamer et des communes avoisinantes mais aussi à l'implantation prochaine d'une école européenne,

Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que la mise en place d'un cycle supérieur de l'enseignement secondaire au sein du LTJBM contribuerait à la concrétisation des objectifs du plan directeur sectoriel «lycées», notamment en matière de décentralisation de l'offre scolaire dans le cadre d'un développement du tissu urbain conforme aux objectifs d'un aménagement du territoire durable?

Réponse (2.8.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La loi du 18 juillet 2001 portant 1. création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Mamer, 2. modification de la loi du 3 août 1998 relative à la construction d'un lycée à Mamer précise à l'article 3:

L'offre scolaire comporte:

- le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique y compris le régime préparatoire,
- la division inférieure de l'enseignement secondaire et
- le cycle moyen et le cycle supérieur de l'enseignement secondaire technique.

1. Le principe du lycée de proximité est réalisé au Lycée technique Josy Barthel à Mamer (LTJBM) pour ce qui est des premières années de l'enseignement postprimaire c'est-à-dire à la division inférieure de l'enseignement secondaire, au cycle inférieur et au régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique.
2. Le LTJBM offre des formations aux cycles moyen et supérieur de l'enseignement secondaire technique permettant à un certain nombre d'élèves de poursuivre leurs études dans cette école au-delà des classes inférieures.
3. Le cycle supérieur de l'enseignement secondaire n'a pas été prévu lors de création du LTJBM; étant donné que les infrastructures du lycée sont saturées par les formations actuellement en place, il n'est pas possible d'en prévoir de supplémentaires.

Question 1147 (4.7.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **perte d'une roue avant du train d'atterrissage d'un avion:**

Il me revient par voie de presse que le lundi 3 juillet 2006 un avion de la société luxembourgeoise de transport aérien de passagers en partance de Sarrebruck à destination de Munich a perdu une roue de son train d'atterrissage avant lors de son décollage de Sarrebruck. À la suite de cet incident l'engin a dû effectuer un atterrissage d'urgence à l'Aéroport de Munich.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Monsieur le Ministre peut-il me dire si la sécurité des passagers à bord a été mise en question par la perte d'une roue du train d'atterrissage?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les causes qui auraient pu provoquer la perte d'une roue du train d'atterrissage avant de cet avion?

Réponse (4.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur un incident du 3 juillet 2006 concernant le vol Luxair LG 9727 assurant la liaison Luxembourg-Munich via Sarrebruck qui a procédé, à titre préventif, à un atterrissage d'urgence à l'Aéroport de Munich. Lors du décollage à l'Aéroport de Sarrebruck, vers 19.00 heures, l'avion de type Embraer 145 avait perdu une des deux roues du train d'atterrissage avant. L'avion s'est posé à Munich sans incident vers 20.30 heures.

Conformément à la réglementation européenne applicable (EASA Part-145, article 145.A.60) cet incident doit être notifié aux autorités compétentes dès que possible, et en tout état de cause dans les 72 heures après que l'organisme a identifié l'état faisant l'objet du rapport. La société Luxair a informé la Direction de l'Aviation Civile (DAC), relevant de la compétence du Ministère des Transports, de cet atterrissage d'urgence le mardi 4 juillet 2006 à 13.36 heures par le biais d'un «Incident Report» reprenant les détails de l'incident.

Ensuite, Monsieur le Député demande si la sécurité des passagers à bord a été mise en question par cet incident.

En soi, la perte d'une des deux roues du train d'atterrissage n'altère pas la capacité d'un avion de type Embraer 145 de procéder à un atterrissage normal. À titre préventif, le pilote du vol visé a décidé de procéder à un atterrissage d'urgence. Partant, les passagers et les équipages n'étaient donc en danger à aucun moment.

Les pilotes et agents de cabine sont entraînés pour faire face à ce genre d'incidents, explicitement prévus dans les manuels d'opération et d'entraînement. Les situations d'atterrissages d'urgence en général et les cas de problèmes de train d'atterrissage en particulier, font partie des entraînements récurrents des pilotes.

En ce qui concerne les causes qui auraient pu expliquer l'incident, elles ne sont pas encore connues, mais font l'objet d'une investigation officielle effectuée par la «Bundesstelle für Flugunfalluntersuchung» (BFU) et le constructeur du train d'atterrissage LIEBHERR. Luxair collabore à cette investigation et les représentants de la DAC sont informés de l'avancement de l'enquête par le BFU.

Étant donné que le modèle impliqué dans l'incident était un Embraer 145, Luxair a procédé simultanément, à titre préventif, au contrôle des trains d'atterrissage de l'ensemble de sa flotte Embraer.

Question 1148 (5.7.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**A1 Grand Prix:**

Dans un article paru dans le mensuel «Paper Jam» certains acteurs de la place financière, en l'occurrence l'Association Luxembourgeoise des Professionnels du Patrimoine (ALPP), ont manifesté leur intention de voir le Luxembourg s'engager dans le circuit A1 Grand Prix. A1 Grand Prix est une compétition créée par un prince de Dubaï qui comporte douze épreuves se disputant sur les cinq continents. La première saison avait été suivie par près de 400 millions de spectateurs cumulés. Selon l'ALPP, l'investissement global pour le Luxembourg serait de l'ordre de quelque deux millions d'euros.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget et à Monsieur le Ministre des Sports:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de cette initiative?
- Dans l'affirmative, quelles suites Messieurs les Ministres entendent-ils réserver à cette initiative?
- Messieurs les Ministres partagent-ils l'avis de l'ALPP que la participation du Luxembourg au circuit A1 Grand Prix constituerait une excellente opportunité de faire connaître le Luxembourg dans le monde, notamment dans les pays du Golfe?

Réponse commune (26.7.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

C'est par la Direction de l'Automobile Club de Luxembourg (ACL) que le Département ministériel des Sports fut mis au courant du Grand Prix A1. Ce championnat est basé sur un concept innovateur en ce sens que les pilotes ne roulent plus pour un team, mais pour une nation, et ce dans des voitures de style F1, présentant les mêmes poids et caractéristiques de puissance, mettant tout le monde à un niveau égal. Un total de 25 pays se voient attribuer l'opportunité de se mesurer les uns contre les autres, une place étant encore disponible avec la possibilité de l'attribuer au Luxembourg.

Ce championnat représente certes une occasion de promotion toute particulière pour les pays y participant et pourrait ainsi être créateur de relations d'affaires à travers le monde entier et particulièrement dans la région du Golfe où l'initiative est née.

Compte tenu de la situation budgétaire actuellement plus tendue, le Gouvernement ne mettra pas de deniers publics à disposition d'une telle organisation. Une demande de sponsoring n'a d'ailleurs en aucun moment été adressée ni au Ministère des Finances, ni au Département ministériel des Sports. Ce dernier ne voit pas d'objections à soutenir une participation luxembourgeoise à une manifestation du genre sous réserve que l'ensemble des moyens nécessaires soit procuré par voie de financement privé.

Question 1154 (7.7.2006) de **M. Jos Scheuer** *(LSAP)* concernant le **soutien aux parlements nationaux dans le cadre des programmes de développement luxembourgeois:**

Depuis plusieurs années le développement démocratique est considéré au niveau international comme devant faire partie intégrante du développement humain et durable. Selon Monsieur Amartya Sen, lauréat du Prix Nobel d'économie en 1998, même des famines pourraient être empêchées dans une démocratie établie et assurant un degré raisonnable de liberté civile et politique.

Un parlement national élu démocratiquement, représente la société dans toute sa diversité et constitue donc le véritable pilier de la démocratie. Il est dès lors évident que les parlements nationaux ont un rôle important à jouer dans le maintien de la démocratie et donc aussi dans le développement économique et humain d'un pays.

Or, force est de constater que les parlements nationaux de beaucoup de pays en voie de développement ne peuvent pas fonctionner correctement dû à un certain nombre de lacunes:

- les parlements ne disposent pas toujours des infrastructures nécessaires au bon fonctionnement du processus législatif;

- le personnel administratif des parlements n'a pas toujours l'opportunité de suivre les formations qui lui permettraient d'assurer une gestion efficace et transparente du travail qui leur incombe;

- les Députés eux-mêmes ne sont guère formés au maniement des techniques législatives.

Dans ce contexte j'aimerais connaître la position de Monsieur le Ministre à l'égard du soutien de parlements nationaux dans le cadre des programmes de développement luxembourgeois.

- Quelle est l'approche de Monsieur le Ministre en la matière? Une stratégie a-t-elle été élaborée pour faire face à ce problème?
- Est-ce que la Coopération luxembourgeoise pourrait soutenir financièrement des projets de formation du personnel administratif et des parlementaires de pays en voie de développement?

Réponse (26.7.2006) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

La question de l'honorable Député a trait à l'aspect de l'amélioration de la gouvernance dans les pays en voie de développement.

Dans ce contexte le Ministre de la Coopération se permet de se référer à sa déclaration sur la politique de coopération lors de laquelle il s'est exprimé comme suit à ce propos:

Le troisième (nouvel) accent (de la politique) est sur la bonne gouvernance. Nous menons en la matière un dialogue intense avec les autorités ainsi qu'avec la société civile dans nos pays cible. La bonne gouvernance est également mise en avant en tant que «préoccupation transversale» dans nos Programmes Indicatifs de Coopération. Or, cela ne suffit pas. Il me tient à cœur d'intégrer aussi dans ces programmes des projets concrets en la matière. Ainsi, nous soutenons au Nicaragua un programme destiné à favoriser une plus grande transparence dans les administrations communales. Au Mali, nous soutenons cette nouvelle institution qu'est le médiateur de la république. Nous voulons également appuyer un programme au Sénégal qui décrit, dans les écoles, les méfaits de la corruption afin de combattre celle-ci d'emblée.

C'est dans ce cadre que des interventions dans le domaine de la bonne gouvernance peuvent être envisagées. Il reste cependant qu'il s'agit, pour l'heure du moins, d'interventions ponctuelles, alors que l'objectif premier de la coopération luxembourgeoise vise l'éradication de la pauvreté par des mesures directes destinées à améliorer le cadre de vie dans les pays en développement.

Enfin, j'observe que la coopération luxembourgeoise associe régulièrement des Députés luxembourgeois à des visites ministérielles dans les pays cible, ceci entre autres dans le but d'encourager les échanges entre parlementaires du Nord et du Sud.

Question 1157 (10.7.2006) de **M. Niki Bettendorf** *(DP)* concernant la **modification des statuts de l'Union des Caisses de Maladie (UCM):**

Le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a approuvé par arrêté ministériel du 17 décembre 2004 les modifications des statuts de l'UCM telles qu'elles ont été décidées par l'assemblée générale de l'UCM du 9 novembre 2004 et qui sont entrées en vigueur au 1er janvier 2005.

Cette décision de l'UCM a porté sur la limitation, dans le secteur extrahospitalier, de la prise en charge à douze analyses par ordonnance. Alors que le secteur hospitalier continue à prendre en charge l'intégralité de toute prescription, les laboratoires privés devraient limiter la prise en charge à douze analyses et facturer toute analyse supplémentaire à charge du patient.

Le Tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg vient de rendre public son jugement et estime que la mesure incriminée est considérée, dans la mesure où elle ne s'étend qu'aux seuls laboratoires extrahospitaliers, comme n'étant pas rationnellement justifiée, ni adéquate, ni proportionnée au but recherché. Aussi le Tribunal administratif juge-t-il que la décision ministérielle encourt l'annulation pour violation de l'article 10bis de notre Constitution.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre entend-il introduire un recours contre le jugement du Tribunal administratif?
- Dans l'affirmative, sur quels arguments se baserait un tel recours?
- Dans la négative, quelles mesures alternatives Monsieur le Ministre préconise-t-il pour résoudre le problème de la surprescription d'analyses?

Réponse (1.8.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Suite au jugement du 3 juillet 2006 du Tribunal administratif, il a été décidé d'en relever appel en invoquant notamment la finalité de la mesure, c'est-à-dire de responsabiliser le médecin prescripteur dans la prise de décision sur la nécessité d'un enchaînement diagnostique. La mesure est une mesure qui s'imposait afin d'axer à l'avenir la prise en charge des prestations de soins de santé d'une manière générale sur le principe de «l'utile et le nécessaire» et de développer des outils susceptibles de privilégier les pratiques médicales basées sur l'évidence scientifique. La démarche préconisée par la modification des statuts de l'Union des Caisses de Maladie tend à éviter qu'une multitude indifférenciée d'analyses soient prescrites et réalisées avec pour conséquence inéluctable de générer des actes injustifiés et un coût excessif par rapport au but recherché.

En outre, il convient de détailler la différence de régime juridique entre le secteur hospitalier et le secteur extrahospitalier. Les prestations fournies par les laboratoires d'analyses médicales du secteur extrahospitalier sont rémunérées par l'assurance maladie par actes inscrits dans la nomenclature. Les tarifs négociés pour ces actes ne tiennent pas seulement compte du coût de revient des actes et services, mais contiennent en plus une marge de bénéfice à réaliser par les laboratoires. Les laboratoires du secteur hospitalier par contre tombent sous le régime de la budgétisation des hôpitaux. Ils ne décomptent pas leurs prestations selon la nomenclature (prévoyant une marge de bénéfice) mais selon une forfaitisation des unités d'œuvres, à savoir les prélèvements décomptés selon le coût de revient moyen et sans prise en compte d'un bénéfice. Du fait que la budgétisation est divisée en frais fixes et frais variables, le mécanisme n'est pas de nature à inciter les laboratoires du secteur hospitalier à augmenter leur volume d'activité.

Question 1158 (11.7.2006) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **substitution de substances chimiques dangereuses par des alternatives plus sûres:**

Jusqu'ici, un des points forts de la législation européenne «REACH» était de s'assurer que les substances chimiques extrêmement préoccupantes soient abandonnées et remplacées par des alternatives appropriées et plus sûres. Malgré des efforts intenses d'édulcoration des textes de la part du lobby de l'industrie, le Parlement européen s'est prononcé en faveur du principe de substitution des substances chimiques dangereuses par des alternatives plus sûres quand elles existent. De même, la Présidence luxembourgeoise du Conseil avait réussi à dégager un accord politique qui conservait toujours ce principe. Or, le 27 juin 2006, le Conseil des Ministres de l'Environnement a néanmoins rejeté la substitution dans sa position commune définitive.

En relation avec les débats sur le projet de loi relative à la sécurité générale des produits (PL 5307) inscrit à l'ordre du jour de notre séance plénière d'aujourd'hui j'aimerais donc savoir:

- Quelle fut la position du Gouvernement luxembourgeois lors du Conseil Environnement du 27 juin 2006?
- Comment expliquez-vous ce revirement de position?
- Est-ce que le Gouvernement entend poursuivre ses efforts pour que le principe de substitution soit néanmoins accepté par le Conseil en vue d'une éventuelle «conciliation» avec le Parlement européen?

Réponse commune (25.7.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Jean Huss, j'ai l'honneur de vous informer qu'au moment de l'adoption de l'accord politique qui est intervenu sur la proposition de règlement dite «REACH» au Conseil Compétitivité du 13 décembre 2005, le Luxembourg, appuyé par la Suède et le Danemark, a - tout en donnant son accord au compromis politique d'ensemble - fait part de son regret que l'approche adoptée en matière de substitution ne soit pas suffisamment ambitieuse. Les délégations en question viennent de réitérer leur position en la matière, et plus précisément à l'occasion de l'adoption de la position commune par le Conseil Environnement fin juin, laquelle est en voie de transmission au Parlement européen pour deuxième lecture.

En matière de substitution, la ligne préconisée par le Luxembourg est proche de celle du Parlement en première lecture, à savoir que l'autorisation n'est accordée que si les critères suivants sont remplis:

- il n'existe pas de substances ou de technologies alternatives;
- il est démontré que les avantages socio-économiques l'emportent sur les risques pour la santé humaine ou l'environnement;
- il est établi que de tels risques sont valablement maîtrisés.

Il va sans dire que les autorités luxembourgeoises suivront de près les négociations interinstitutionnelles au cours des mois à venir et appuieront tous les efforts visant à aboutir à une réglementation qui garantit un niveau élevé de protection de la santé humaine et de l'environnement, tout en assurant la capacité d'innovation et la compétitivité.

Question 1163 (12.7.2006) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **cadence de la ligne RGTR N°500 (Echternach-Diekirch-Ettelbruck):**

Aux heures de pointes, c'est-à-dire entre 7.00 heures et 8.00 heures respectivement entre 16.00 heures et 18.00 heures, l'offre de certaines lignes d'autobus au travers du pays est mal adaptée aux besoins réels de ses utilisateurs. On peut citer à titre exemple la ligne RGTR N°500 «Echternach-Diekirch-Ettelbruck», qui est souvent surchargée de passagers et plus particulièrement d'étudiants, de façon à ce qu'une grande partie d'entre eux doivent rester debout pendant toute la durée du trajet.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Ne serait-il pas opportun de réévaluer la situation de la ligne susmentionnée en vue de faire circuler pour la rentrée scolaire 2006-2007 aux heures de pointe des autobus supplémentaires?
- En cas de surcharge, ne pourrait-on pas encore envisager le recours à des autobus plus spacieux?

Réponse (4.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député soulève le problème de la capacité insuffisante aux heures de pointe dans certains moyens de transport public, citant comme exemple la ligne RGTR N°500 entre Echternach, Diekirch et Ettelbruck.

Ce problème a été recensé au cours de l'année scolaire écoulée, où, à partir des derniers arrêts de la ligne, certains élèves ont été transportés debout, notamment le matin avant 8.00 heures.

Le problème devra néanmoins être résolu à partir de la prochaine rentrée scolaire, et ce grâce à une réorganisation des lignes 500 à 503.

Un autobus supplémentaire fonctionnera sur l'axe Beaufort-Reisdorf-Bettendorf-Diekirch-Ettelbruck, qui, en raison de son passage à Diekirch à 7.45 heures sera particulièrement intéressant pour tous les élèves des localités précitées fréquentant un établissement scolaire à Diekirch.

Je profite de l'occasion pour rendre attentif à l'offre sensiblement améliorée pendant toute la journée sur la relation Reisdorf-Diekirch-Ettelbruck puisque la cadence de l'horaire des bus y sera doublée (de 60' à 30') à partir du 1er septembre 2006.

Il en sera de même sur la liaison Stolzembourg-Vianden-Fouhren-Diekirch-Ettelbruck (ligne N°570).

Les plans détaillés de ces améliorations de l'offre de transport seront publiés prochainement et contribueront certainement à une meilleure adaptation des lignes publiques d'autobus aux besoins des voyageurs.

Question 1171 (13.7.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **permis de conduire pour motocyclettes:**

En Belgique et en France l'obtention du permis de conduire pour la voiture autorise les détenteurs également à conduire des motocyclettes jusqu'à une cylindrée maximale de 125 ccm. Cette disposition ne vaut cependant pas pour le permis de conduire (catégorie B) passé au Luxembourg.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer s'il entend introduire ces dispositions également au Luxembourg?
- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une harmonisation au niveau européen de ces dispositions serait opportune?

Réponse (2.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député demande des précisions au sujet de la délivrance au Luxembourg du permis de conduire de la sous-catégorie A1 (motocycles légers / ⩽ 125 ccm).

Par référence à la situation prévalant en Belgique et en France, où la

conduite des motocycles légers est autorisée sous le couvert d'un permis de conduire de la catégorie B (voitures automobiles à personnes), il aimerait savoir s'il est prévu d'introduire cette disposition également au Luxembourg. Dans ce même contexte il pose la question de l'opportunité d'une harmonisation de cette disposition au niveau européen.

Il est vrai que certains pays, dont la Belgique et la France, confèrent le droit de conduire un motocycle léger sous le couvert du permis de conduire de la catégorie B. Cette faculté est donnée aux États membres par l'article 5 paragraphe 3 sous b) de la directive 91/439/CEE du Conseil du 29 juillet 1991 relative au permis de conduire, directive qui constitue le cadre juridique pour la délivrance des permis de conduire dans l'Espace Économique Européen (EEE). Reste à relever toutefois, que la conduite des véhicules en question est limitée au territoire du pays de délivrance. Il s'ensuit que les permis de conduire de la sous-catégorie A1 délivrés dans les conditions précitées ne sont pas reconnus au Luxembourg, ni en circulation internationale, ni en cas de transfert du domicile de leurs titulaires au Luxembourg.

Pour des considérations de sécurité routière évidentes, il n'est pas prévu d'introduire cette disposition au Luxembourg. En effet, la technique de conduite d'un deux-roues motorisé diffère considérablement de celle d'une voiture automobile et requiert un apprentissage ainsi que des épreuves théorique et pratique ciblés sur la maîtrise de ce genre de véhicule. Il n'est dès lors pas envisagé de mettre en question cette approche qui recueille l'unanimité des experts en la matière.

En ce qui concerne l'opportunité d'une éventuelle harmonisation des dispositions en question au niveau communautaire, je tiens à renvoyer à la proposition de directive relative au permis de conduire (3e directive/refonte), actuellement pendante devant le Parlement européen en deuxième lecture. Ladite directive, tout en préservant la faculté pour les États membres d'autoriser, sur leur territoire, la conduite de motocycles légers sous le couvert d'un permis de la catégorie B, compte parmi ses objectifs principaux l'amélioration de la sécurité des conducteurs de deux-roues motorisés moyennant la promotion de l'accès progressif à la conduite de ces véhicules. L'approche adoptée à cet égard sur le plan national est donc parfaitement en ligne avec les préoccupations d'amélioration de la sécurité des conducteurs de motocycles, mises en avant par la directive précitée, en cours de procédure.

Question urgente 1188 (20.7.2006) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **actions Arcelor de l'État luxembourgeois:**

Den 12. Juli huet d'AP gemellt, d'Lëtzebuerger Regierung wéilt de gréissten Deel (97,3%) vum Undeel vum Lëtzebuerger Stat un der Arcelor u Mittal Steel verkafen an domadden de Wee fir d'Fusioun zum gréisste Stolkonzern vun der Welt fräimaachen. Zu deem Zäitpunkt war Lëtzebuerg mat 5,6% zweetgréissten Undeelsproprié-taire vun der Arcelor.

De 27. Juni awer, hat de Statsminister nach virun der Chamber deklaréiert: „(...) et ass déi fest Absicht vun der Lëtzebuerger Regierung Aktionär vun der neier Gesellschaft ze bleiwen. Mir zéien eis aus der neier Arcelor-Mittal-Gesellschaft net zréck, mir wëllen ee vun den Haaptaktionäre bleiwen, obschonn (...) duerch d'Integratioun vu Mittal Steel an d'Arcelor (...) natierlech d'Gewiicht vum Stat ënner 3% fält."

Den Dënschden dëser Woch koum d'Nouvelle, datt Mittal Steel déi néideg 50% un Arcelor-Aktie fir d'Fusioun zesummenhätt. Virun enger Woch wieren et der eréicht 14,11% gewiescht.

An deem Kontext imposéiere sech elo folgend Froen:

1. Stëmmt déi gemellte Verkafsabsicht?
2. Wa jo, aus wéi enge Grënn wëllt d'Regierung elo den Undeel vum Lëtzebuerger Stat un der Arcelor gréisstendeels verkafen?
3. Wéi vill vum Undeel vum Lëtzebuerger Stat un der Arcelor huet d'Regierung - gegebenenfalls - scho verkaf an awéiwäit war dee Verkaf néideg fir d'Fusioun ze erméiglechen?
4. Wat géif de Lëtzebuerger Stat nach prozentual un der neier Gesellschaft halen?
5. Wéi ass de plötzleche Revirement vun der Regierung ze explizéieren?
6. Wat ass/wier d'Nettorecette vum genannten Aktieverkaf?
7. Wéi eng Konsequenzen hätt dee Verkaf op den Afloss vun der Regierung op d'Arcelor respektiv d'Arcelor-Mittal?
8. Wéi eng Konsequenzen hätt dee Verkaf op déi alljährlech Dividenderecette vum Stat?

Réponse (21.7.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Entgéint deem, wat an nationalen oder internationale Pressorganer spekuléiert ginn ass a vum Service Information et Presse richteg gestallt gouf, ass dat, wat de Statsminister de 27. Juni an der Chamber deklaréiert huet, an zwar datt de Stat als wichtegen Aktionär an där neier Arcelor-Mittal-Gesellschaft bleift, och haut nach ëmmer richteg.

De Stat huer mëttlerweil seng Arcelor-Aktien an d'OPE vu Mittal Steel erabruecht a wäert an där zukünfteger Arcelor-Mittal-Gesellschaft eng Bedeelegung vun ongeféier 39 Milliounen Aktien oder 2,7% vum Kapital hunn.

Et gëtt also keng nei Froen an dësem Zesummenhang fir de Stat.

Question urgente 1196 (25.7.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**utilisation des terres en jachère pour l'alimentation du bétail:**

De Manktum u Reen, dee besonnesch an deene leschte Wochen däitlech ginn ass, féiert bei deene meeschte landwirtschaftleche Kulturen zu méi oder manner groussem Ertragsausfall. A ville Géigende vum Land gëtt virun allem d'Fudderversuergung vum Véi zu engem Problem, well den éischte Schnatt vill ze spéit an ënner denkbar schlechte Konditiounen erakomm ass, an en zweete Schnatt wéinst der Drëchent guer net méi nowuesse konnt. Dobäi kommen déi géigendweis katastrophal Zerstéierungen, déi am leschten Hierscht duerch d'Mais an de Wisen a Fudderbauparzellen ugeriicht gi sinn, an déi d'Récolte vun dësem Joer well deelweis a Fro gestallt hunn.

Duerfir géif ech lech gäre froen, ob et net méiglech wär deene Betriber, déi duerch déi vir genannten Événementer mat hirer Fudderversuergung a Schwieregkeete komm sinn, op Demande hin, ze erlaben, fir dat, wat op de Stilllegungsflächen u Fudder steet, däerfe fir d'Fidderung vun de Béischten ze notzen. Sidd Dir bereet fir kuerzfristeg op dëse Wee ze goen an déi entspriechend Démarchen zu Bréissel duerfir ze maachen.

Réponse (1.8.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Dans sa question parlementaire du 25 juillet 2006 l'honorable Député constate qu'en raison de l'absence de précipitations et de températures caniculaires au cours des dernières semaines, la situation en matière de production fourragère est devenue très critique, et il me demande si je serais disposé à solliciter auprès de la Commission européenne une dérogation permettant aux agriculteurs d'utiliser le couvert végétal des terres gelées comme fourrage.

Je peux rassurer l'honorable Député que par un courrier du 21 juillet 2006 j'ai adressé une telle demande de dérogation à la Commission européenne et qu'en date du 27 juillet 2006 celle-ci y a donné son aval.

Par un communiqué publié dans la presse écrite et parlée, et dont je joins une copie en annexe *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*, les agriculteurs ont été informés de cette possibilité d'utiliser le couvert végétal des terres gelées.

Question urgente 1200 (26.7.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **personnel de l'a.s.b.l. „Doheem versuergt" - Canicule:**

Bedéngt duerch d'Hondsdeeg ass richtegerweis eng méi enk Betreiung vun eelere Menschen ageleet ginn. Dës Betreiung huet d'Regierung der Organisatioun „Doheem versuergt" operdroen, zousätzlech zu hirer normaler Aarbecht. D'Belegschaft vun dëser Organisatioun ass awer elo scho wéinst der Vakanzenzäit ënnerbesat an des Weideren duerch hir Stoppauerzäitpläng permanent ënner Drock, esou datt et kaum méiglech ass dës zousätzlech Missioun fach- a mënschegerecht ze erleedegen. Dëst kéint geféierlech Konsequenzen hu fir déi Leit, déi solle betreit ginn.

Kann den Här Gesondheetsminister mer duerfir dës Fro beäntwerten:

- Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuele fir de Manktum u Personal bei der Organisatioun „Doheem versuergt" ze kompenséieren?

Réponse (1.8.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

D'Behaaptung vum éierewäerten Deputéierten, d'Betreiung vun den eelere Leit während den „Hondsdeeg", wéi hie sech ausdréckt, wier der Organisatioun „Doheem versuergt" operdroe ginn, ass einfach net richteg. Et ass och guer net méiglech, datt d'Regierung enger privater Organisatioun eppes operdréit, wat déi net wëllt maachen.

Richteg ass, datt schonn am Mee d'Virgespréicher iwwer eng Zesummenaarbecht mat conventionnéierten Organisatioune bei enger eventueller Hëtzewell am Summer ugefaangen hunn. D'Organisatioun „HELP" ass eng vun deenen dräi Organisatiounen, déi do mat um Dësch souzen. Déi aner waren de „Service social de proximité" vum Roude Kräiz an „Hëllef Doheem".

Am Dialog mat der COPAS (Confédération des Organismes Prestataires d'Aides et de Soins), déi d'Daachorganisatioun vun all deenen Hëllefsorganisatiounen ass, sinn dunn am Juni d'Modalitéite vun der Zesummenaarbecht fir de Fall vun enger Canicule endgülteg festgeschriwwe ginn. D'Conditioune vun där Zesummenaarbecht waren also am Virfeld gekläert.

D'Regierung geet dervun aus, datt déi Organisatiounen, déi bereet ware matzemaachen, déi néideg Dispositioune betreffend d'Personal getraff hunn.

Ech wëll och dem Här Deputéierten ze bedenke ginn, datt ausser-gewéinlech an zäitlech limitéiert Situatiounen och emol schnell an effikass Décisioune verlaangen. Hei ass et schliesslech drëm gaangen, fir fragiliséierten an elengstoende Persounen ze hëllefen an domat ze verhënneren, datt hir Gesondheet leit oder et esouguer zu vermeidbare Stierfäll kéim. D'Fleegepersonal huet hei fantastesch matgeschafft an ech soen hinne fir hir Kompetenz an hiren Asaz Merci.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live